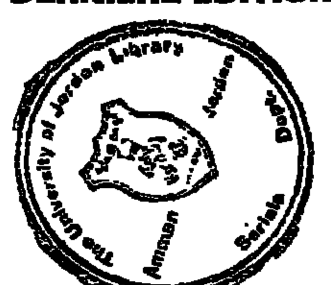


Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION



QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – Nº 12541 – 6 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — DIMANCHE 26-LUNDI 27 MAI 1985

Le procès de la « piste bulgare »

Le procès des ressortissants bulgares, soupçonnés d'avoir participé à l'attentat du 13 mai 1981 contre le pape Jean-Paul II, *s'ouvre lundi 27 mai à Rome.*

De notre correspondant

Rome. – La *« piste bulgare »*, *c'est-à-dire* l'hypothèse selon laquelle c'est à Sofia, voire au Kremlin qu'aurait été conçue la tentative d'assassinat du pape le 13 mai 1981 par le Turc Ali Agça, a fait couler beaucoup d'encre : on lui a consacré des livres et la presse n'a pas reculé devant les spéculations les plus rocambolesques. Il faut reconnaître que la *« piste bulgare »* est ce qu'on appelle en termes journalistiques une *« belle histoire »*.

Elle recèle en tout cas les ingrédients qui font la trame d'un bon roman d'espionnage : une personnalité-symbole, le pape polonais, que Moscou a tout lieu de considérer comme gênante ; un jeune Turc fanatique ; des extrémistes de tous bords ; des aventuriers, des trafiquants de drogue et d'armes de haut vol ; des diplomates-agents secrets et des rendez-vous dans des hôtels de luxe à travers l'Europe... à quoi l'on peut ajouter quelques anecdotes piquantes : un père franciscain qui serait un agent de la CIA, habitant dans l'immeuble occupé à Rome par les Bulgares ; les contacts entretenus par ceux-ci avec le demi-monde romain, comme ce gérant de boîte de nuit où se produisaient des *« danseuses »* bulgares...

Mais la piste bulgare a aussi une version officielle : le dossier d'accusation établi par le juge d'instruction Martella (trente mois d'enquête, 25 000 actes, 1 200 pages de conclusion) (1).

La cour d'assises de Rome, qui siègera à partir du lundi 27 mai dans le tribunal-bunker du Foro italico, où se sont déroulés les grands procès de ces dernières années contre les Brigades rouges et Autonomie ouvrière, jugera de la consistance des accusations pesant sur les sept inculpés : Serghej Ivanov Antonov, fonctionnaire de la compagnie Balkan Air, accusé d'avoir accompagné Agça et son complice Oral Celik, place Saint-Pierre ; Julio Kolev Vassiliev, secrétaire de l'attaché militaire de l'ambassade bulgare à Rome, et Todor Ayvasov, caissier de cette ambassade, accusés de complicité dans la préparation de l'attentat (tous deux seront jugés par contumace, ayant quitté l'Italie avant d'être arrêtés).

Sont également accusés quatre Turcs dont deux sont présents : Omer Bagci, qui a fourni l'arme de l'attentat à Agça et Musa Serdar Celebi, qui devait faire parvenir au tueur les 3 millions de marks promis.

Deux accusés-clés de ce procès ne comparaîtront pas : Oral Celik, le complice d'Agça dont on n'a jamais retrouvé la trace et Berik Celenk, armateur et grand trafiquant d'armes et de drogue transitant par la Bulgarie. Selon les autorités de Sofia, il est placé *« sous contrôle »*, c'est-à-dire installé dans un hôtel de luxe – à Sofia.

Ce procès sans précédent, qui risque d'avoir des répercussions *politiques et diplomatiques*, reviendra en fait à une confrontation entre la « vérité » des deux hommes : Ali Agça, l'accusateur, et Antonov, le seul Bulgare présent. Ce dernier, placé en résidence surveillée depuis quelques mois pour des raisons de santé, a toujours énergiquement rejeté les accusations portées contre lui par le Turc.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 6.)

(1) *Le Monde* a rendu compte du dossier de l'instruction dans son numéro daté 16-17 décembre 1984.

Les retrouvailles Mitterrand-Kohl

Mardi 28 mai, le président et le chancelier s'efforceront de dissiper leurs malentendus et de préparer la relance de l'Europe

De notre correspondant

Bonn. – La rencontre entre le chancelier Kohl et le président Mitterrand, mardi 28 mai, à Constance, devrait, en principe, rester, selon les vœux du gouvernement allemand, strictement privée. On excluait, vendredi soir, à Bonn, toute déclaration, et l'on ne prévoyait d'informer la presse que le lendemain. Les deux hommes, qui ne seront accompagnés *que d'un seul collaborateur, le « preneur de notes »*, auront deux entretiens, avec un déjeuner, à l'Hôtel Insel, face au lac de Constance, où ils iront faire ensuite une excursion.

Ce souhait de discrétion apparaît surtout destiné à dédramatiser une *rencontre* dont les résultats sont attendus avec impatience après les *trois semaines difficiles que viennent* de traverser les relations franco-*allemandes. L'accord intervenu jeudi* dernier à Paris entre les deux ministres des affaires étrangères, MM. Dumas et Genscher, pour enterrer les différends survenus au sommet des pays industrialisés de Bonn, a été bien accueilli à la chancellerie. Le porte-parole du gouvernement a repris, vendredi, à son compte les *propos tenus la veille à Paris par* M. Genscher, qui avait insisté sur la *nécessité de séparer totalement la* coopération européenne en matière *de technologie de la réponse à don*ner aux offres américaines de participer à une recherche sur des systèmes d'armement basés dans l'espace (IDS).

Le chancelier Kohl devrait donc être en mesure d'avoir avec M. Mitterrand à Constance, une discussion sérieuse sur une coopération en matière de technologie. L'idée d'Eurêka a fait son chemin à Bonn *également, au fur et à mesure que* l'on s'est aperçu qu'elle n'était pas *forcément incompatible avec l'IDS* et que des formules souples pouvaient être trouvées. A l'issue de sa visite à Paris, M. Genscher a *grosso modo* défini le schéma qui devrait sous-tendre la rencontre. D'une part, indique-t-on à son ministère, il s'agit, sur le plan institutionnel européen, de voir ce que l'on peut faire, en prévision du *conseil européen de Milan, pour ren*forcer la coopération politique euro*péenne et améliorer le processus de* décision, d'autre part, de jeter les *bases de cette fameuse coopération* en matière de technologie, aussi bien sur le plan bilatéral que sur le plan européen. On s'est notamment mis d'accord à Paris, précise-t-on, pour aller de l'avant sur la question des normes, des obstacles juridiques à la coopération industrielle et de l'ouverture des marchés publics.

Il reste à savoir si le chancelier et le président français pourront éviter *longtemps la question centrale* autour de laquelle ont tourné toutes les difficultés de ces dernières semaines à savoir la définition d'une attitude commune à l'égard des Etats-Unis et de l'Union soviétique, et au bout du compte d'une conception commune de leur sécurité. Alors que tout le monde en Allemagne fédérale, des chrétiens-démocrates aux sociaux-démocrates, attend de *la France un engagement beaucoup* plus clair en faveur de la défense de *l'Allemagne, les esprits se divisent* en revanche sur le rôle d'une coopération franco-allemande en la matière. Le SPD, qui continue de miser sur une attitude conciliante à l'égard de l'URSS dans les négociations sur le désarmement, reste *méfiant à l'égard de toute tentative* de transformer l'Europe en bloc mili*taire tandis que le chef du groupe* parlementaire chrétien-démocrate, M. Dregger, n'y voit d'intérêt que si la France réintègre l'OTAN. Les propos favorables tenus ces derniers temps aussi bien par M. Genscher que par l'ancien chancelier Schmidt sur un évolution de la coopération franco-allemande en matière de *sécurité montre* cependant que le débat ne fait que commencer.

HENRI DE BRESSON.

(Lire nos informations page 3.)

Le marathon de François Léotard


DAULLÉ

De notre envoyée spéciale

Lille. – *« Ça y est, c'est parti ! »* L'équipe qui entoure le secrétaire général du PR et a préparé avec lui *« le mai des républicains »*, cette tournée qui mène, pendant un mois à travers la France, François Léotard et Alain Madelin, délégué général du parti, ne cache pas son enthousiasme. Dans chacune des villes traversées, les « décideurs », les élus, le public – de mille à trois mille personnes suivant les étapes – sont là, le courant passe, la « mayonnaise » prend. *« On tient le bon bout »*, s'exclame François Léotard. *« Les gens sentent que nous incarnons un corps d'idées, un vrai renouvellement. Demain, le PR pourra être l'axe d'une future majorité. »*

Le Parti républicain n'a pas lésiné sur les moyens pour cette première répétition avant la campagne des législatives, destinée à mieux faire connaître un homme, son équipe et les grandes lignes du *« projet libéral »* qu'ils défendent. Toutes les fédérations ont été mobilisées. Deux mille cinq cents affiches avec le portrait de François Léotard, en blouson et cravate à petits canards, avec le slogan *« la passion de vos libertés »*, et trois millions de tracts ont été imprimés. Dans chaque ville, le scénario est le même. Le matin, François Léotard et Alain Madelin rencontrent les élus locaux, les leaders d'opinion, les responsables socioprofessionnels et développent un des thèmes de leur programme. Ce fut l'école à Rennes, les droits de l'homme à Angers, l'agriculture à Amiens, l'économie d'entreprise à Lille, ce sera demain l'immigration et la sécurité, la santé, l'Europe... La réunion se prolonge par un débat autour d'un buffet campagnard. Dans l'après-midi, après une petite éclipse du secrétaire général parti faire un petit footing (il emporte toujours avec lui deux survêtements mais aussi trois costumes que sa femme qui l'accompagne emballe et déballe), c'est au tour de la presse, avant le temps fort qu'est dans la soirée la grande réunion publique.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(Lire la suite page 8.)

Renoir, peintre ouvrier

Revoir Renoir... Les pèlerins ont repris, par dizaines de milliers, l'ascension du Grand Palais. Les chenilles processionnaires que la peinture attire – pourvu qu'elle soit consacrée – vont défiler pendant des mois devant les toiles du plus populaire, dit-on, des peintres français. On attend des records d'affluence. On prévoit qu'à lui seul il dépassera tous les impressionnistes réunis devant lesquels, au même endroit il y a quelques semaines, on s'était agglutiné par dizaines de milliers.

Certains, affolés d'avance, rebutés par l'attente qu'on annonce de toutes parts – comme fait Bison futé pour les embouteillages avant les longs week-ends, – disent qu'ils n'iront pas : l'épreuve leur paraît insurmontable.

Ils auraient tort. Il faut y aller. Car Pierre-Auguste Renoir est un peu de la famille, pour tous les Français. Il occupe en chacun de nous, dans quelque recoin de notre cortex, une place bien délimitée. Il y a, là où siègent les souvenirs et les émotions esthétiques, une « case » Renoir. Il nous habite, même à notre corps défendant. Un peu trop, même.

Renoir, c'est le problème de la *Sixième Symphonie* de Beethoven. De l'avoir tant entendue, cette *Pastorale*, à l'âge des premières émotions, lors de cette puberté esthétique que traversent tous les adolescents, on finit par ne plus la supporter. Pire : on ne supporte même pas l'idée d'avoir à l'entendre ! On brûle ce qu'on a adoré, avec mépris pour les élans émus d'hier. Parlons des derniers *Quatuors*, d'accord, mais la *Sixième*.

Et puis un jour, par hasard, comme par surprise, elle s'impose à nouveau, *cette prétendue ren*gaine. L'émotion revient, on l'accepte, on la revisite.

Même chose pour Renoir. Qui n'en a jamais eu par-dessus la tête de ces baigneuses partout répandues, de cette fillette portant ses immortelles fleurs, de ces canotiers joyeusement perpétuels ? Qui n'en a jamais subi le matraquage quasiment industriel ? Calendrier des postes : chaque année nouvelle vous impose le choix de la précédente. *« Voulez-vous ce Renoir, cette photo de chatons ou ce Walt Disney pour les enfants ? »* Une orgie multiforme : canevas de tapisseries pour les Pénélopes rurales, boîtes de sucreries (dedans autant que sur le couvercle), assiettes décorées, compotiers impressionnistes, reproductions à la rotative, sur papier, sur bois verni, sur plâtre, papiers peints, bonbonnières charmantes, sucres d'orge et cheveux d'or, almanachs, catalogues : Pierre-Auguste, vous avez fait beaucoup, décidément, pour la diffusion des biens culturels et l'ornementation de nos intérieurs ! Vous n'auriez pas été refusé au Salon des arts ménagers et le salon-salle à manger vous offre ses cimaise dans toutes les provinces françaises !

D'où la gêne, il faut bien l'avouer, qui vous saisit quand vous pénétrez dans la cathédrale (provisoire) Saint-Renoir, peintre et martyr (1841-1919). Des sentiments ambivalents habitent le visiteur.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 12.)

Mme GEORGINA DUFOIX

invitée du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, qui exerce également les fonctions de porte-parole du gouvernement, sera l'invitée de l'émission hebdomadaire « Le grand jury *RTL-le Monde* » dimanche 26 mai de 18 h 15 à 19 h 30.

Mme Dufoix est conseiller municipal socialiste de Nîmes, dont le maire est M. Bousquet (RPR), et elle ne s'était pas représentée aux élections cantonales de 1985. Elle sera interrogée en direct de Nîmes par André Passeron et Jean-Marie Dupont, du *Monde*, et par Paul-Jacques Truffaut et Jeanine Perrimond, de RTL, le débat étant dirigé par Elie Vannier.

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 26 mai. – *Moscou :* Visite de l'ancien chancelier Brandt (jusqu'au 30).

Lundi 27 mai. – *Rome :* Début du procès des auteurs de l'attentat contre le pape.

Mardi 28 mai. – *Coblence :* Rencontre entre M. Mitterrand et M. Kohl ; *Moscou :* visite de M. Bettino Craxi : (jusqu'au 30).

Mercredi 29 mai. – *Washington :* Visite du roi Hussein de Jordanie.

Jeudi 30 mai. – *Paris :* Colloque sur les droits de l'homme (jusqu'au 31).

Vendredi 31 mai. – *Paris :* Visite de Mme Binh (jusqu'au 5 juin).

Dimanche 2 juin. – *Londres :* Visite du premier ministre chinois (jusqu'au 8) ; *Athènes :* Élections législatives.

SPORTS

Lundi 27 mai. – *Tennis :* Internationaux de France à Roland-Garros (jusqu'au 9 juin).

Mardi 28 mai. – *Cyclisme :* Critérium du *Dauphiné Libéré* (jusqu'au 3 juin) ; *Football :* Fin du championnat de première division.

Mercredi 29 mai. – *Football :* Finale de la Coupe d'Europe des clubs champions.

Samedi 1er juin. – *Boxe :* Championnat du monde (I.B.F.) des super-welters Santos-Acariès au Parc des Princes ; *Football :* Demi-finales de la Coupe de France, Monaco-Lille et Toulouse-PSG ; *Rugby :* finale du Challenge du Manoir à Toulouse.

Dimanche 2 juin. – *Automobilisme :* Grand Prix de formule 1 de Belgique à Spa.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Télex MONDPAR 650572 F

Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : **André Fontaine,** directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe


Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437

ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 560 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 1,10 $; G.-B., 65 p. ; Grèce, 96 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

IL Y A TRENTE ANS

La réconciliation entre Moscou et Belgrade

Ceux qui ont assisté, il y a trente ans, le 26 mai 1955, à l'arrivée de la délégation soviétique à l'aéroport de Belgrade ne risquent pas d'oublier la scène. Un maréchal Tito tout vêtu de blanc, d'une élégance recherchée, arborant toutes ses décorations, accueille froidement les trois principaux dirigeants soviétiques de l'époque : Khrouchtchev, Boulganine et Mikoyan. Dès sa descente de l'avion, Khrouchtchev sort un petit papier de sa poche et s'empare du micro. Il s'adresse au « *cher camarade Tito* » et aux « *chers camarades membres du gouvernement et dirigeants de la Ligue des communistes de Yougoslavie* », pour exprimer « *les regrets sincères des Soviétiques pour ce qui s'est passé* ». M. « K » affirme que les accusations anti-yougoslaves ont été fabriquées de toutes pièces par Beria (patron de la police politique de Staline après 1938 et liquidé en 1953) et d'autres ennemis du peuple. (Cf. notre livre *la Yougoslavie de Tito*, Presses de la Cité, Paris, 1977.)

« *...Nous voulons que chacun soit maître chez soi : nous ne voulons pas payer les factures des autres, être mêlés à des politiques de sphère ou d'intérêts.* »

Ce n'est que longtemps après que l'on saura à quel point le Kremlin avait sévèrement jugé ces propos tenus par le maréchal Tito, quelques semaines après la fin de la seconde guerre mondiale. Tito faisait allusion aux négociations entre Staline et Churchill et à l'accord d'octobre 1944 par lequel ils se reconnaissait une influence égale en Yougoslavie. Cela supposait, entre autres, une certaine modération de la part des dirigeants de Belgrade. Mais les Yougoslaves, qui se sont libérés eux-mêmes, souhaitaient brûler les étapes de la « *construction du socialisme* ».

Tandis que dans les autres pays de l'Est – du moins provisoirement – les partis non communistes étaient associés à la direction des affaires, un régime calqué sur le modèle soviétique s'est installé dès 1945 en Yougoslavie. Qu'il s'agisse des domaines politique, économique ou culturel, les Yougoslaves entendaient mener à bien leur révolution pure et dure. En septembre 1947, à la première réunion du Bureau d'information des partis communistes sous l'égide soviétique, Belgrade fut choisie comme siège du Kominform.

« Dangereux déviationnistes »

Pourtant, quelques mois plus tard, commence un vaste débat – en coulisse – entre Staline et Tito. En mars 1948, les conseillers soviétiques accrédités dans la capitale yougoslave sont rappelés sous le prétexte qu'ils n'y sont pas « *amicalement traités* ». Des notes acerbes sont échangées, et lorsque, le 25 mai, Staline n'adresse aucun télégramme de félicitations au maréchal Tito, qui fête son cinquantième anniversaire, les observateurs s'interrogent sur la signification politique de cet oubli, n'ignorant pas l'importance du respect du protocole entre deux pays communistes.

Effectivement, le 28 juin, une résolution du Kominform condamne les Yougoslaves, devenus de « *dangereux déviationnistes qui n'ont plus leur place parmi les partis frères* ». Le plan quinquennal yougoslave est qualifié de « *mégalomane et irréalisable* » et le Kominform invite les « *communistes authentiques* » à renverser Tito. Mais celui-ci réussit à faire neutraliser la petite fraction prosoviétique à l'intérieur du parti.

C'est le début de la guerre froide entre Moscou et Belgrade. On pourchasse et liquide les partisans réels ou supposés de Tito en Europe de l'Est. Le dirigeant yougoslave devient « *le chien courant de l'impérialisme* » ; le parti yougoslave « *un rassemblement d'assassins et d'espions* ». En 1952, au dix-neuvième Congrès du PC soviétique (le dernier auquel participe Staline), Nikita Khrouchtchev flétrit à la tribune « *la clique des mercenaires qui s'est faufilée au pouvoir à Belgrade par la duperie et la violence* ». Dans les pays occidentaux, et notamment en France, les hommes de gauche qui contestent le bien-fondé de ces accusations se voient traités par les communistes de « *complices des fascistes* ».


ROUIL.

Les incidents de frontière entre les pays de l'Est et la Yougoslavie se multiplient : en quatre ans, environ cent cinquante diplomates yougoslaves sont expulsés ; les différents accords économiques deviennent caducs.

Et pourtant, comme pendant la guerre antifasciste, Tito fait front contre beaucoup plus fort que lui. Il ne se contente pas de réfuter point par point toutes les accusations, mais prépare aussi l'avenir : la transformation de la Yougoslavie en pays non aligné avec un système social original basé sur l'autogestion : les structures du régime sont modifiées.

« Le camarade Tito... »

Après la mort de Staline en mars 1953, les nouveaux maîtres du Kremlin comprennent l'impossibilité de « neutraliser » Tito l'indomptable sans risquer un conflit international. Peu à peu, le processus de normalisation – au niveau des États – s'engage. En octobre 1954, la radio Yougoslavie libre, mise à la disposition des émigrés prosoviétiques installés en URSS, cesse ses émissions ; le 29 novembre, date de la fête nationale, les dirigeants moscovites portent des toasts à la santé du « *camarade* » Tito qu'ils voulaient faire assassiner deux ans plus tôt...

Enfin, le 26 mai 1955, Khrouchtchev arrive à Belgrade et reconnaît à la Yougoslavie « *le droit inaliénable à développer son propre socialisme* ».

David a gagné contre Goliath.

Mais il n'est pas question pour les Yougoslaves, qui souhaitent maintenir, et même voire développer, les meilleures relations possibles avec les Soviétiques, de retourner dans le giron du Kremlin. Ils restent méfiants. En décembre 1976, recevant un groupe de journalistes français qui lui demandaient s'il pensait son pays menacé, le maréchal Tito répondait : « *Il ne faut pas vous attendre à ce que je vous dise de quel côté mon pays pourrait être menacé.* » Tout le monde avait compris...

THOMAS SCHREIBER.

IL Y A CINQUANTE ANS

Laval conclut un pacte avec Staline

Que Laval ait été fusillé pour collaboration après avoir conclu le seul accord susceptible d'endiguer l'hitlérisme, qu'il se soit fait le champion de l'« antibolchevisme » après avoir signé, il y a cinquante ans, le 2 mai 1935, le pacte franco-soviétique, restera un des paradoxes de l'histoire de France ; mais le paradoxe est plus apparent que réel.

Du premier au dernier jour de l'entre-deux-guerres, l'URSS divisa profondément les Français, au point de masquer à beaucoup le danger principal qui menaçait leur pays et qui s'avançait pourtant à visage découvert.

Dès sa naissance, l'URSS avait trahi ses alliés à Brest-Litovsk et spolié d'innombrables Français. Jusqu'en 1936, la révolution russe, objet de scandale pour la droite, ne fascinait à gauche qu'un petit ghetto idéologique (8,3 % d'électeurs communistes en 1932) ; après les procès de Moscou, il fallait les yeux de la foi pour ne pas voir en Staline un tyran.

Quand Hitler amorce sa « *résistible ascension* », les Français non communistes se divisent entre une gauche pacifiste, écœurée par les massacres de 1914-1918, et une droite pour laquelle « *l'alliance avec les Soviets est sous tous ses aspects une insanité* » (Léon Daudet). Rares sont les réalistes qui voient le salut de la France dans une entente avec Moscou.

Herriot, qui devient président du conseil et ministre des affaires étrangères en 1932, est du nombre. Dès 1922 il est allé en URSS et s'est prononcé pour la « *réconciliation* » franco-soviétique. Chef du gouvernement en 1924, il a établi des relations diplomatiques avec le Kremlin. Il succède à Briand, qui vient d'œuvrer sept ans au rapprochement avec une République de Weimar qui se décompose à vue d'œil.

Herriot fait lui aussi à l'Allemagne des concessions importantes (égalité des droits, abandon des réparations), mais il prend une contre-assurance en signant avec l'URSS un pacte de « *non-agression* » (29 novembre 1932). Formellement, un tel pacte n'engage pas à grand-chose entre des pays si éloignés, mais il réduit l'isolement des Soviétiques et, aux yeux du Quai d'Orsay, il sert à « *dissiper l'illusion allemande d'une révision du traité de Versailles avec l'aide de Moscou* ». « *Illusion* » est un euphémisme, la Reichswehr et l'armée rouge ayant depuis dix ans des relations de coopération.

En tout cas, le 10 mai 1933, la *Pravda* fait savoir que l'URSS n'est plus « *révisionniste* ». Entre-temps, Hitler, qui ne dissimule ni son anticommunisme ni sa volonté de se tailler un empire à l'est, est devenu chancelier du Reich (30 janvier 1933), et Herriot a cédé ses deux fauteuils à Paul-Boncour, dont les idées ne diffèrent pas des siennes.

Le nouveau président fait aussitôt ratifier le traité (seul Tardieu vote contre). Les relations commerciales avec l'URSS se développent, les rencontres se multiplient. Herriot fait à Moscou une visite triomphale, au cours de laquelle, selon Geneviève Tabouis, son portefeuille est subtilisé par un agent allemand. Il contenait un projet d'alliance écrit de la main de Paul-Boncour.

J'ai lu « Mein Kampf »

Cette alliance est bien, en effet, dans la tête du ministre quand, à son tour, il quitte le quai d'Orsay. Après le bref intermède du 6 février 1934, l'ancien président Gaston Doumergue, à la tête d'un gouvernement d'union nationale, « *d'Herriot à Pétain* », confie les affaires étrangères à un conservateur chevronné, qui passe pour effacé et qui se révélera en dix mois une des plus fortes personnalités qui aient occupé ce poste.

Pour Louis Barthou, c'est clair : le danger, c'est l'Allemagne. Recevant Ribbentrop, il lui dit qu'il a lu *Mein Kampf*. Ouvrage « *périmé* », assure le chef de la diplomatie du Reich. « *Alors,* demande Barthou, *pourquoi le rééditez-vous sans cesse ?* Le ministre va s'acharner à rallier tout ce que la France peut espérer d'alliés, de la Méditerranée à la Moskova, pour faire barrage à la menace hitlérienne. Il ressort des cartons du Quai d'Orsay le projet d'un Locarno de l'Est, qui, comme le Locarno de l'Ouest (1925), établirait sur une base contractuelle le *statu quo* territorial entre tous les intéressés. « *Si l'Allemagne refuse, nous serions autorisés à conclure le pacte sans elle* », dit-il à son collègue soviétique Litvinov.

Le plus urgent est de faire entrer l'URSS à la Société des Nations, cadre obligé de tout accord de sécurité. C'est fait le 18 septembre. Trois semaines plus tard, Barthou est assassiné à Marseille, avec le roi de Yougoslavie, dans des circonstances jamais éclaircies.

Un autre parlementaire de droite, mais venu de l'extrême gauche, lui succède, l'inamovible maire d'Aubervilliers, Pierre Laval, qui se présente comme continuateur. Son style est pourtant tout différent. Autant l'ancien ministre était inflexible et net, autant le nouveau est souple et ambigu ; l'un prenait des risques, l'autre ménage tout le monde. Les plus indulgents diront que le pacifisme l'inspirait, les plus sévères que son flirt avec Moscou ne visait qu'à neutraliser les communistes d'Aubervilliers.

Les petits pas

Selon l'historien J.-B. Duroselle, la diplomatie de Laval fut une succession de « *petits pas* ». Petits pas vers l'Allemagne, en lui facilitant la récupération de la Sarre sans contrepartie. Quand il propose la reprise de la discussion du « *pacte de l'Est* », Hitler répond : « *Si la France et la Russie veulent s'allier, je ne vois pas pourquoi je leur servirai de feuille de vigne.* » Petits pas vers Rome, avec un refus d'alliance, un accord colonial et, sur l'Autriche, l'évasive conférence de Stresa (avec la Grande-Bretagne) et des conversations secrètes, d'où Mussolini prétendit comprendre que Laval lui donnait « carte blanche » en Ethiopie. Petits pas vers l'Angleterre, « *en la soutenant dans sa politique de sanctions* » (contre l'Italie quand elle envahit l'Ethiopie) et « *en veillant à ce qu'elles soient inopérantes* ». Petits pas vers l'URSS, avec un pacte d'« *assistance mutuelle* » mais « *en le privant de toute efficacité* ». (Cf. *la Décadence*. Imprimerie nationale.)

Aux Soviétiques qui réclament une alliance aussi étroite et automatique que possible, Laval oppose les contraintes de la SDN. Tandis que les négociations traînent, Hitler exécute son programme et rétablit le 16 mars 1935, en violation du traité de Versailles, le service militaire obligatoire, nouvelle provocation qui incite Paris et Moscou à conclure.

Le 2 mai, Laval et l'ambassadeur Potemkine signent deux textes, le traité et un protocole, d'une incroyable complexité, et qui se contrecarrent l'un l'autre. « *Un chef d'œuvre du galimatias,* écrit Duroselle. *N'importe quel spécialiste* (...) *peut y trouver* (...) *vingt échappatoires possibles.* » Rapporteur du traité devant la Chambre, Henry Torrès déclarera : « *L'engagement d'assistance est soustrait par le mécanisme d'une procédure au jeu brutal des réflexes.* » D'ailleurs Laval lui-même, rencontrant Goering aux obsèques de Pilzulski à Varsovie, croit utile de souligner à l'intention du Führer que les parties « *ne sont engagées qu'après avoir passé devant le conseil de la SDN* » et que la France « *se réserve d'apprécier si elle doit l'assistance mutuelle.* »

Le traité n'est cependant pas tout. Le 12 mai, Laval part pour Moscou, renouant une tradition interrompue depuis 1914. Staline le reçoit longuement et le communiqué final déclare : « *M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité.* »

Blum « n'en revient pas »

Le traité avait été commenté sans passion dans la presse française. Entre Brossolette, qui y voyait (dans l'*Europe nouvelle*) un « *revirement radical* » de Moscou, et l'*Action française*, qui dénonçait « *une alliance contre nature* », *le Temps* se résignait à approuver « *une politique d'organisation défensive* ». En revanche, la petite phrase du communiqué fit sensation. « *Je n'en suis pas encore revenu,* confesse Léon Blum. *Plus je réfléchis, moins j'arrive à comprendre* » (*Le Populaire*, 17 mai). *Le Libertaire* n'est pas moins désarçonné par « *ce coup de poignard* (...) *dans le dos du prolétariat* ». Dans *Je suis partout* (futur fleuron de la collaboration), Pierre Gaxotte raille l'« *importante fraction* » des Français qui ne se soumet « *à ses devoirs patriotiques que si le chef étranger de la IIIe Internationale lui accorde son agrément* ».

L'Humanité est la plus embarrassée et se borne, le 16 mai, à annoncer sur deux colonnes un « *important communiqué* » en commentant : « *Staline a justement dit approuver les mesures de défense à l'égard des forces hitlériennes.* » Deux jours plus tard, sous la plume de Vaillant-Couturier, l'organe du PC ajoute : « *Cela veut-il dire que nous sommes devenus les alliés des marchands de canons ?* (...) *Il n'y aura que les ennemis fieffés de l'Union soviétique et du prolétariat français pour parler ainsi.* » Il n'empêche que *L'Humanité* arrête immédiatement ses campagnes antimilitaristes.

« Quelque horreur que nous ayons... »

Résultat non négligeable, mais il en faudrait plus pour arrêter Hitler. C'est trop peu et trop tard, reproche qu'encourent les successeurs de Laval autant que lui. Pour son compte, il aurait dit au député socialiste Grumbach : « *Je signe le pacte russe afin d'être ensuite plus libre de m'entendre avec Berlin.* » Mais, selon la meilleure tradition de la IIIe République, il tombe le 24 janvier 1936, un mois avant la ratification du pacte. Hitler persévère en toute quiétude, d'autant que la Grande-Bretagne l'encourage : en réplique au pacte franco-soviétique, qu'elle réprouve, elle lui accorde, au mépris du traité de Versailles, un tonnage de navires de guerre équivalent à 35 % de sa propre flotte.

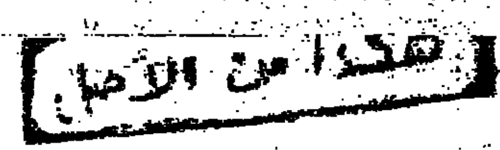
Hitler réoccupe la Rhénanie (7 mars 1936), annexe l'Autriche (12 mars 1938) avant que Paris et Londres l'autorisent, à Munich (30 septembre 1938), en l'absence de l'URSS, à dépecer le seul allié de celle-ci en Europe de l'Est, la Tchécoslovaquie. Puis ce sont l'accord de « non-agression » Hitler-Staline (23 août 1939), la guerre, la défaite de la France, l'invasion de l'URSS par l'Allemagne (22 juin 1941). Le pacte franco-soviétique est enfin entré en vigueur !

En 1936, une vieille dame royaliste, désolée que ses fils soient devenus « républicains », demande à l'un d'eux, lieutenant-colonel, ce qu'il pense du fameux pacte. Il lui répond, le 20 décembre, que la guerre contre l'Allemagne est certaine et que l'Italie se prépare au « *coup de pied de l'âne* ». « *Il s'agit de survivre,* ajoute-t-il. (...) *Or, je vous le demande, sur qui pouvons-nous compter pour nous aider les armes à la main ?* » La Pologne n'« *est rien* » et « *joue le double jeu* », l'Angleterre n'a pas d'armée de terre et trop peu d'avions ; « *Nous n'avons pas les moyens de refuser le concours des Russes, quelque horreur que nous ayons pour leur régime.* (...) *Votre fils très affectionné et respectueux. Charles.* »

MAURICE DELARUE.







Étranger

LE PROJET EURÊKA SUR LA BONNE VOIE

L'heure des industriels

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – Le projet Eurêka, dont l'objet est de promouvoir la coopération technologique en Europe, progresse vite. La phase d'exploration diplomatique, qui s'est développée au lendemain du sommet de Bonn, est pratiquement achevée. L'accueil favorable que les pays partenaires ont, en général, réservé à l'initiative française permet d'engager maintenant la deuxième étape, celle de la concertation avec les industriels. Les dix jours qui viennent seront décisifs.

Les entreprises vont-elles marcher ? L'ambition des promoteurs du projet est de parvenir à la définition précise de quelques programmes-clés puis d'obtenir, si possible avant le conseil européen qui se tiendra à la fin juin à Milan, une déclaration d'intention ferme de trois ou quatre entreprises appartenant à différents pays membres pour mettre en œuvre l'un ou l'autre de ces programmes.

Aucun des Etats de la Communauté ou des pays voisins qui pourraient, le cas échéant, être associés à l'opération, ne s'est déclaré hostile à Eurêka. Un tel constat n'avait rien d'évident à la suite du sommet de Bonn où les Européens étaient apparus divisés, le chancelier Kohl apportant son appui à l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, le président Mitterrand annonçant au contraire qu'en l'état actuel des choses la France ne coopérait pas au programme américain.

Après Bonn, les échanges de vues sur Eurêka ont redémarré normalement comme si rien ne s'était passé. Les partenaires de la France confirmèrent tous les rendez-vous qui avaient été pris après que M. Roland Dumas, *« en accord avec M. Gensher »*, ait adressé à ses collègues de la Communauté une lettre leur proposant la mise en place d'une Europe de la technologie. Une mission, conduite par l'ambassadeur Arnaud, composée de diplomates et de scientifiques, s'est mise alors à « tourner » afin d'exposer les idées françaises et de faire réagir.

Les Français se sont efforcés, tout au long de cette phase, de faire preuve de pragmatisme, de raisonner en termes de programme, de laisser de côté, à ce stade, les problèmes d'organisation et même de financement, convaincus qu'ils provoqueraient des blocages si on les abordait de manière abstraite et prématurée. *« Ce qui nous intéresse, c'est le sursaut technologique de l'Europe, ce n'est pas la répartition des tâches entre les institutions »*, ont-ils répété sans cesse à leurs interlocuteurs. Cette démarche pratique, ouverte, a séduit. C'est avec les Allemands que les discussions sont le plus avancées. Le chancelier Kohl a pour habitude de traiter les problèmes les uns après les autres : après le sommet de Bonn, il est redevenu plus constructif à l'égard des Français. L'essentiel était de le rassurer sur la compatibilité d'Eurêka et d'une éventuelle participation de la RFA aux recherches de l'IDS.

Les Britanniques rassurés

Les Français, avec le secours inattendu du général Abrahamson, le patron d'IDS, s'y sont employés. Mme Thatcher avait spontanément réagi de manière hostile à Eurêka, comme si, décidément, toute initiative européenne lui était suspecte. *« On ne peut participer à deux grands projets à la fois »*, faisait-elle valoir.

La manière concrète d'opérer des Français a apparemment déconcerté et rassuré les Britanniques. Leurs milieux scientifiques, très préoccupés par le drainage des cerveaux que pourrait provoquer l'IDS, considèrent, semble-t-il, avec intérêt les propositions françaises. Voilà quelques jours, les Britanniques, confirmant ainsi leur évolution, ont formellement annoncé un préjugé favorable. Trois réunions de travail ont déjà eu lieu à Londres.

Les Italiens ont réagi très positivement mais, pour l'instant, les entretiens se sont limités au niveau politico-diplomatique. Quelques idées ont été lancées sur le contenu des programmes, mais par des gens qui ne sont pas forcément en liaison avec les décideurs industriels. Une deuxième réunion doit se tenir à Rome et on a l'impression, du côté français, que le dialogue pourrait y progresser rapidement. Les Néerlandais se sont déclarés intéressés, mais attendent la même chose de la part des Belges, dont le gouvernement semble, selon son habitude, quelque peu divisé. La mission française se rendra dans les prochains jours à Madrid et à Lisbonne.

L'objectif des réunions de travail ainsi organisées et de tracer de façon aussi précise que possible les contours de programmes de coopération. C'est un stade qui est d'ores et déjà atteint avec les Allemands. Des projets presque finalisés existent dans les cartons. Citons quelques têtes de chapitre : la conception d'une usine entièrement automatisée, l'usinage et l'assemblage par laser, le traitement des matériaux nouveaux par laser, les robots miniaturisés mobiles. Les progrès ainsi accomplis font boule de neige : l'existence de programmes décrits avec la précision qu'affectionnent les chefs d'entreprise, déjà discutés avec les Allemands, facilite le travail diplomatique à Rome, à Londres ou à La Haye. L'idée est de tester les programmes ainsi finalisés avec les industriels. C'est la phase actuelle. Ce dialogue est d'une autre nature que le précédent. Les pouvoirs publics doivent écouter pour tenir compte des observations de nature opérationnelle, mais aussi convaincre, s'efforcer d'éliminer les freinages susceptibles d'apparaître, bref affirmer et démontrer leurs engagements. C'est à ce stade, à propos de projets concrets, qu'il va falloir régler les problèmes de financement, d'organisation, d'articulation avec la Communauté.

On souhaite à Paris faire converger autour des premiers programmes les diverses sources de financement possibles, y compris des financements communautaires. Le souci évident des promoteurs de l'opération d'éviter toute friction institutionnelle favorise la coopération avec la Commission de Bruxelles, dont le président, M. Jacques Delors, est convaincu qu'il faut agir avec souplesse et a déjà annoncé son intention de présenter des suggestions. En bonne logique, le conseil européen de Milan, sans trop entrer dans le détail, en respectant le processus de conception pragmatique mis en œuvre depuis les premiers jours d'Eurêka, devrait donner un appui politique sans restriction à cette tentative de l'Europe pour maîtriser dans les années 90 les secteurs qui sont nécessaires à sa sécurité et à son indépendance industrielle.

PHILIPPE LEMAITRE.

Les hésitations de M. Kohl

De notre correspondant

Bonn. – Après avoir à plusieurs reprises donné l'impression de privilégier l'initiative de defense stratégique (IDS) proposé par M. Reagan, par rapport à l'idée française du programme Eurêka, le chancelier Kohl a adopté depuis quelques jours une position plus nuancée. Si le Parti démocrate-chrétien s'est trouvé tout naturellement enclin à apporter son appui aux offres américaines, certains commencent à se rendre compte que les intentions de Washington sont loin de correspondre à ce qu'ils pouvaient espérer. Dans une interview publiée mercredi par le quotidien *Handelsblatt*, le responsable du groupe parlementaire CDU-CSU pour les questions de recherche, M. Christian Lenzer, indiquait que sa position avait évolué, et qu'il lui semblait nécessaire d'émettre des conditions plus claires à une participation à l'IDS. Estimant que le « non » de Paris à l'IDS et que les réflexion sur le programme Eurêka avaient modifié la situation, M. Lenzer se prononçait pour une coopération accrue entre Européens. Ceux-ci, estimait-il, *« doivent faire l'inventaire de leurs politiques de recherche, concrêtiser leurs propres projets spatiaux et, à la fin, négocier avec les Américains »*.

Par ailleurs, M. Lenzer, qui critiquait le manque de clarté du gouvernement, sa difficulté à définir une ligne directrice dans le débat, estimait que M. Gensher, qui depuis le début s'est fait le défenseur d'une coopération européenne, devait être davantage associé à la définition de la position du gouvernement. La principale responsabilité de celle-ci incombe au bras droit du chancelier pour les questions de sécurité, M. Horst Teltschik, qui a constitué à cet effet sa propre équipe.

La méfiance régnant entre le groupe de la chancellerie et le ministère des affaires étrangères a contribué à rendre la position gouvernementale incompréhensible. Bien que M. Genscher se soit toujours défendu d'exprimer une position différente de celle du chancelier, il est clair depuis le début que le ministre des affaires étrangères n'a pas les mêmes idées que M. Teltschik sur l'intérêt du programme américain. Les propos du secrétaire d'Etat à la défense, M. Caspar Weinberger, qui a déclaré, jeudi, à son retour de Bruxelles que Washington pourrait se contenter de faire des appels d'offre directement aux entreprises, renforcent ceux qui pensent que le gouvernement américain n'a jamais chercher à associer sérieusement les Européens à ses projets. On indiquait vendredi dans les milieux diplomatiques ouest-allemands que ces propos ne constituaient pas une surprise, que les Américains avaient fait savoir ces derniers jours que la question de l'IDS avait été *« trop politisée »* et que Washington n'estimait plus nécessaire un accord entre gouvernements. A la chancellerie, on indique cependant n'avoir été saisi officiellement d'aucun changement de la position américaine et on précise que la discussion n'est pas close.

Selon le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* de samedi, trois schémas sont actuellement à l'étude : un accord-cadre de gouvernement à gouvernement, une aide financière de Bonn aux recherches entreprises dans le cadre de l'IDS en RFA et une participation directe des entreprises au programme de recherche américain. Un « non » à l'IDS, souligne-t-on, ne serait envisageable que si les intérêts allemands en matière de sécurité n'étaient pas pris en compte, ce que l'on estime peu probable.

H. de B.

Union soviétique

M. Andreï Sakharov est dans une situation psychique tragique

révèle une amie du physicien

Vienne *(AFP, AP, Reuter)*. – Une amie proche du couple Sakharov, la mathématicienne soviétique Irina Kristi, est arrivée en Autriche le vendredi 24 mai, après avoir été autorisée à quitter l'URSS par les autorités de Moscou. Elle a aussitôt donné des nouvelles du physicien et de son épouse, Mme Helena Bonner. Elle a, en particulier, confirmé que M. Sakharov avait fait une grève de la faim du 16 avril au 3 mai, la deuxième qu'il ait entreprise en moins d'un an pour tenter d'obtenir une autorisation de sortie d'Union soviétique de sa femme, qui, souffrant des yeux, devrait se faire soigner dans une clinique occidentale.

Selon Mme Kristi, M. Sakharov a été alimenté de force dès le 21 avril. Par diverses communications à des amis, le couple a fait savoir, ce mois-ci, qu'il était en bonne santé. Mais, a déclaré Mme Kristi, la situation psychique du physicien, qui a désormais perdu tout espoir d'émigrer un jour, est très mauvaise et même tragique. Andreï Sakharov serait prêt à concentrer tous ses efforts, y compris en recourant à des initiatives très radicales, sur le seul cas de son épouse, afin qu'elle puisse obtenir un visa de sortie en vue de rejoindre sa famille aux Etats-Unis.

Mme Kristi, âgée de quarante-sept ans, est une militante pacifiste. Elle a pu quitter l'Union soviétique en compagnie de son époux et de son fils.

BRÉSIL

La mort par tirage au sort

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. – Ils sont près d'une dizaine dans chaque cellule. Certains ont la tête rasée, les autres non. Comme l'hiver approche et qu'ils n'ont pas de couverture, ils ont souvent froid la nuit. Ils ont faim aussi, car la nourriture est infecte et rare. Ils pourraient se révolter, faire du vacarme, mais ce serait en vain. Dans cette prison de Belo-Horizonte, où ils sont enfermés pour vol, trafic de drogue, agression à main armée, l'indifférence des gardiens ensevelit tous les cris.

Un vendredi de mai, l'idée part de la cellule 17 : la seule solution, c'est le meurtre ; des détenus doivent être sacrifiés pour attirer l'attention des autorités. Dans chaque cellule, la victime sera tirée au sort entre les deux détenus les plus faibles, les moins capables de résister. Le mot d'ordre circule, mais la plupart des prisonniers le refusent. Il ne sera appliqué que dans les cellules 16 et 17.

Le caïd de la 17 – le « shérif », disent ses copains – s'appelle Mauricio. A vingt ans, il a déjà commis trois meurtres. Il écrit les noms de deux de ses codétenus, Edmilson et Desdedith sur deux morceaux de papier et décide d'attendre vingt-quatre heures avant de les tirer au sort. Edmilson, qui a vingt et un ans, se met alors à prier. Transféré d'une autre cellule après avoir été violé, c'est la deuxième fois qu'il est menacé de mort. Il aura une crise nerveuse quand il saura que c'est Desdedith qui a été choisi. A ce dernier le « shérif » annonce que *« son âme va aller au ciel »* et qu'il n'a plus qu'à prier. Le moment du « sacrifice » a été fixé pour la nuit de dimanche à lundi.

Dans la 16, le tirage au sort s'est fait à pile ou face. Mais la victime désignée est sauvée par une bagarre entre deux détenus au cours d'une partie de cartes. L'un des deux décide de se venger de son adversaire et s'assure la complicité des compagnons de cellule. La nuit venue, le caïd de la bande, surnommé l'Indien, étrangle le malheureux avec une « teresa », mot qui désigne, dans l'argot de prison une corde tressée avec des chiffons. Tous les autres participent au meurtre en piétinant la victime. C'est la condition imposée à chacun pour sauver sa vie.

Par des coups sur le mur les voisins ont prévenu que leur tour est venu. Là, dans la 17, Desdedith, choisi pour mourir, tente d'échapper à ses compagnons. Le « shérif » Mauricio l'attrape et le cravate. Desdedith s'évanouit. Les autres détenus l'achèvent à coups de pied.

Des visages ordinaires

Les deux cadavres seront découverts et retirés le lendemain par les gardiens. Les quinze meurtriers seront conduits, menottes au poing, devant un commissaire. Des photographes les attendent et font des flashes. Rien que des visages ordinaires. Tous très jeunes, parfois le regard buté. Mauricio, le « shérif », se montre tour à tour nerveux, tremblant et sûr de lui. Enfant, il a été interné trois fois dans des hôpitaux psychiatriques.

La presse nationale ne consacrera que peu de place à ce fait divers. Il y a déjà eu, en deux mois, onze morts dans les prisons du Minas-Gerais, Etat dont Belo-Horizonte est la capitale. Chaque fois pour les mêmes raisons : surpopulation pénitentiaire, traitement inhumain des prisonniers. Le responsable de l'établissement où ont eu lieu les deux assassinats par tirage au sort conclut – philosophiquement – que d'autres morts sans aucun doute suivront.

En mars, c'est dans la plus grande prison d'Amérique latine – et peut-être du monde, – la maison d'arrêt de Sao-Paulo – qu'une révolte a éclaté faisant douze morts et plusieurs dizaines de blessés. Quatre mille des six mille deux cents détenus ont dominé complètement l'établissement pendant près de vingt-quatre heures. Le directeur était en vacances. Surnommé Luizao, c'est-à-dire « Gros Louis », celui-ci a eu un mot bien étrange en apprenant la mutinerie : *« Ils ont certainement pris de la Marie-la-Folle. »*

Marie-la-Folle, c'est le nom que donnent les prisonniers à l'alcool qu'ils fabriquent clandestinement avec du riz, des épluchures de pommes de terre et d'oranges et du sucre. Ils ont leur cornue pour distiller ce mélange explosif qui, littéralement, les rend fous. Que ne fabriquent-ils pas d'ailleurs dans les six pavillons de cet énorme complexe pénitentiaire surveillé en permanence depuis le chemin de ronde du mur d'enceinte par des policiers qui circulent l'arme au poing entre les miradors ?

Quand la révolte fut terminée, Luizao parvint à convaincre les mutins de livrer leurs armes. Le butin fut abondant : cinq cents poignards et plus de deux cents matraques. Les détenus de la maison d'arrêt se servent des montants de fenêtres pour fabriquer des couteaux. Ils produisent tout ce qui leur faut pour « s'évader » : pipes à marijuana, seringues faites à partir de crayons à bille et qu'ils utilisent pour s'injecter de la drogue.

La lenteur de la justice

Contrairement aux détenus de Belo-Horizonte, ils n'ont pas vraiment froid ni faim. Mais ils vivent les uns sur les autres dans des cellules, où leurs lits – collectifs – consistent en une planche de contreplaqué posée sur des montants, l'accès se faisant par une échelle et le sol étant libéré pour les tables de travail où ils confectionnent – en échange d'un peu de tabac – des bouchons, des pinces à linge, des jouets. Autrement dit ils finissent tous par être homosexuels et si la direction de la prison n'isole pas les plus jeunes des prisonniers, ceux-ci sont automatiquement violés.

Les mutineries sont fréquentes et ont presque toujours le même motif : la lenteur de la justice, qui oblige souvent les détenus à rester en prison plus longtemps qu'ils ne devraient. Celle du 20 mars dernier fut particulièrement violente : quatre pavillons sur six furent incendiés. On frôla le pire quand les mutins arrivèrent aux grilles des pavillons où sont enfermés les quelque deux cents détenus que leurs camarades considèrent comme des délateurs et qu'ils ont condamnés à mort. Ces deux cents prisonniers ne sortent jamais. Ils passent leurs journées assis sur le rebord des fenêtres, les jambes pendant à travers les barreaux, à regarder les autres jouer au football ou prendre le soleil dans le patio.

Les mutins ne réussirent pas à forcer les grilles, mais, pendant quelques heures, ils se battirent à coups de pierres et de tuiles contre les troupes de choc envoyées pour les mater. Des centaines d'entre eux montèrent sur les toits. Dehors, les femmes, leurs parents, accourus aux nouvelles, pouvaient les voir. La télévision montra des scènes bouleversantes : une femme en pleurs criant à son frère mutiné qu'elle l'aimait. D'autres aux prises avec les forces de l'ordre. La police montée entra en action. Il y eut des accrochages, des blessés. Les douze victimes de la mutinerie sont toutes des détenus, la plupart tués par leurs camarades à coups de poignard ou de barre de fer.

Il y a des prisons brésiliennes qui fonctionnent bien. Mais ce n'est pas le cas à Sao-Paulo, à Rio-de-Janeiro et à Belo-Horizonte, où le manque de locaux s'aggrave d'année en année. La situation s'est compliquée avec l'arrivée au secrétariat à la justice d'un avocat engagé dans la défense des droits de l'homme, Me José Carlos Dias, ancien président de la commission Justice et Paix de la ville, qui, avec l'aide de l'Eglise, s'est efforcé d'humaniser les prisons. Sa politique s'est heurtée à la résistance du personnel pénitenciaire et à l'incompréhension des prisonniers. Le jour de la mutinerie à la maison d'arrêt, il se rendit sur les lieux et fut agressé par les gardiens.

A Rio-de-Janeiro les prisons sont dominées par des bandes organisées qui se font la guerre. C'est ainsi que la Phalange rouge s'oppose à la bande du Jacare. Les « rouges » doivent leur nom à la période où il y avait des prisonniers politiques et où ceux-ci étaient mélangés avec les droits communs. Durant cette cohabitation, les « politiques » firent l'éducation de leurs camarades et les habituèrent à observer une certaine discipline, à s'abstenir de se voler ou de se violer entre eux. Forte de son organisation interne, la Phalange rouge fonctionne à merveille : de la prison même, elle organise des hold-up, dont elle place le butin en banque, ce qui lui permet d'acheter les gardiens quand une évasion est programmée. Sa rivalité avec la bande du Jacare a fait déjà une centaine de victimes. La bande, qui doit son nom à celui d'une favelo de Rio-de-Janeiro, est un produit classique des prisons brésiliennes. Elle ne possède ni l'éthique ni la discipline de ses concurrentes. C'est pourquoi elle est souvent dominée dans les bagarres à l'intérieur des prisons. Treize de ses membres, un jour, ont été tués en l'espace de quelques heures dans le pénitencier de l'ilha Grande, une île située près de Rio-de-Janeiro. Les meurtriers appartenaient à la Phalange rouge, qui détient le leadership dans cette prison.

CHARLES VANHECKE.

Liban

Le camp palestinien de Borj-Barajneh est toujours assiégé

De notre correspondant

Beyrouth. – La guerre chiito-palestinienne des camps donnait de nouveau, samedi 25 mai au matin, l'impression de s'essouffler. Mais la veille, déjà, ce sentiment prévalait et ce ne fut qu'illusion, malgré un accord parrainé – dicté en fait – par Damas : après une matinée de calme relatif, la bataille reprenait, vendredi, avec l'âpreté qui la caractérise sans cependant atteindre la même intensité ni avoir l'étendue des cinq jours précédents.

Il se confirme, néanmoins, que la milice chiite Amal, épaulée par la 6e brigade de l'armée libanaise, a effectivement pris le contrôle des deux camps contigus de Sabra et de Chatila. Les accrochages résiduels qui s'y produisent proviennent non de poches de résistance à proprement parler, mais d'oppositions rencontrées durant les ratissages.

Le troisième camp, Borj-Barajneh, situé en pleine banlieue sud chiite, est assiégé. Un dernier carré de 1 kilomètre de côté environ s'y maintient face à la pression de la milice et de la brigade chiites. La sixième journée de la « guerre des camps », vendredi, n'a d'ailleurs pas modifié les positions ; il y a simplement eu encore plus de morts et de blessés.

En fait, l'événement majeur de cette journée s'est produit en fin d'après-midi lorsque les positions des quartiers chiites ont été rebombardées à partir de batteries palestiniennes installées dans la montagne druze, censées avoir été « confisquées » la veille par Damas. Le Parti socialiste progressiste (PSP, druze) qui avait, de son côté, annoncé qu'il interdisait tout bombardement à partir de son territoire, a accusé les Forces libanaises (milice chrétienne) d'avoir tiré ces salves inattendues dans un but de provocation. Mais le principal intéressé, le mouvement Amal, a confirmé que le pilonage provenait bien d'un point de territoire druze – éloigné il est vrai des lignes syriennes – Aramoun, précisant même la colline où était installée une batterie dont le bombardement a été aussi soudain que violent, atteignant de surcroît les quartiers de l'intérieur de Beyrouth-Ouest (secteur musulman).

Fronde complémentaire : deux organisations palestiniennes, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habache et le FPLP – Commandement général de M. Ahmed Jibril, toutes deux alliées de la Syrie, ont refusé le principe de la livraison des armes des camps palestiniens de Beyrouth et proclamé leur détermination de lutter jusqu'au bout contre Amal, s'appuyant sur la Libye qu'un vieux conflit oppose aux chiites libanais dont le chef, l'imam Moussa-Sadr, a disparu en 1978 à Tripoli.

Est-ce à dire que les Syriens ne contrôlent plus « leurs » Palestiniens et que la situation leur échappe ? Une telle conclusion serait hâtive. Il y probablement eu dérapage dans cette affaire, comme il s'en est souvent produit au Liban, mais il ne devrait pas être incontrôlable pour Damas.

Quand à l'interférence libyenne, elle cause en général plus de remous qu'elle n'a d'effets en profondeur, surtout lorsque, comme c'est le cas, elle opère à contresens de Damas. M. Triki, ministre des affaires étrangères libyen, est d'ailleurs arrivé vendredi dans la capitale libanaise flanqué du ministre marocain des affaires étrangères, M. Filali.

Enfin, un certain rapprochement se confirme entre les belligérants libanais, ou plus exactement un tassement de leur hostilité mutuelle, qui se manifeste aussi bien à propos de la « guerre des camps » que de l'attentat à la voiture piégée de Sin-el-Fil en secteur chrétien.

LUCIEN GEORGE.

La « mission morale » de M. Andreotti

De notre correspondant

En sa qualité de président du conseil des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, le ministre italien des affaires étrangères, M. Guilio Andreotti, a effectué une brève visite, vendredi 24 mai, à Beyrouth avant de gagner Damas, où il devait s'entretenir avec le président Hafez el-Assad.

Beyrouth. – La mission de M. Andreotti au Liban, entreprise dans la hâte, avait apparemment pour but d'exprimer la solidarité et la sympathie de la Communauté européenne pour ce pays. Avec une nuance inexprimée, mais perceptible, d'attention à l'égard des chrétiens puisque cette mission intervient après l'adoption par les Dix de la résolution qui faisait suite aux massacres et aux exodes des chrétiens libanais du Sud, événements ayant suscité quelque émotion en Europe.

Avant même d'arriver à Beyrouth, M. Andreotti n'avait apparemment rien de plus pressé que d'en partir : un hélicoptère l'a amené de Lamaca (Chypre) à la présidence de la République dans la banlieue chrétienne de la capitale libanaise, à 15 h 15. A 17 heures, il en était reparti. Après sa rencontre, le président du conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE a déclaré : *« J'ai soumis au président Gemayel le texte du document adopté il y a quatre jours par la CEE, qui souhaite une réconciliation interlibanaise dans le cadre de la souveraineté et de l'unité du pays. La CEE est prête à contribuer à tous les efforts en vue d'atteindre cet objectif. Le président Gemayel nous a exposé les données les plus récentes de la situation. Il pense que le peuple, dans sa grande majorité, veut la paix. S'il y a une possibilité que la CEE fasse quelque chose, le président nous le dira. »* Dans la conjoncture actuelle, autant dire jamais.

Interrogé sur le rejet par le ministre syrien des affaires étrangères, M. Chareh (*le Monde* du 24 mai), des propositions de la CEE à propos d'une éventuelle nouvelle conférence interlibanaise, M. Andreotti a indiqué : *« M. Chareh n'a pas opposé d'objection au projet de la Communauté européenne. Le problème est de savoir pourquoi la plate-forme de Lausanne n'a pas fonctionné. Il est vrai qu'il existe* [à Beyrouth] *un gouvernement d'union nationale. Mais il n'arrive pas à se réunir. Il serait trop facile de dire que rien ne peut être fait pour faciliter le dialogue interlibanais et de se cacher derrière ce paravent. En tout cas, l'aide de la CEE est de nature politique, non militaire. »*

Le triple non syrien

En réalité, tout était dit avant que M. Andreotti ne vienne à Beyrouth. M. Chareh a opposé, lors de son voyage à Paris, une triple fin de non-recevoir aux idées européennes : non à une extension du rôle de la Force intérimaire des Nations unies (FINUL) en dehors de la zone frontalière libano-israélienne ; non à une nouvelle conférence interlibanaise, *« puisqu'il suffit d'appliquer les résolutions de Lausanne »*; non à la neutralisation du Liban.

En termes clairs, la Syrie a fait savoir à la France – et M. Andreotti se l'entendra sûrement répéter à Damas – d'avoir à se mêler de ses affaires, les Syriens s'occupant de celles du Liban. Cela étant, et dans la mesure où l'on ne marche pas sur ses plates-bandes, Damas donne aux pays européens les assurances sur le sort des chrétiens du Liban qu'ils ont besoin d'entendre pour avoir bonne conscience. M. Chareh va également les donner au pape. Bref, la mission Andreotti est considérée ici comme entreprise *« pour le principe »* en vue de s'acquitter d'un devoir moral.

L. G.

M. Graeff nommé ambassadeur à Beyrouth

M. Christian Graeff a été nommé ambassadeur à Beyrouth, en remplacement de M. Fernand Wibaux, nouveau haut commissaire en Nouvelle-Calédonie.

[Né le 12 novembre 1925, M. Christian Graeff est breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer, diplômé du centre d'enseignement pratique de l'arabe moderne de Bikfaya (Liban). Après avoir servi outre-mer de 1948 à 1956, puis au ministère des finances et des affaires économiques de 1958 à 1960, M. Graeff est en poste à Rabat de 1960 à 1963, à Beyrouth de 1963 à 1967, puis Damas de 1967 à 1969. Il revient ensuite à l'administration centrale, où il occupe divers postes de 1969 à 1982. A cette date, il est nommé ambassadeur à Tripoli.]

Israël hors du Liban

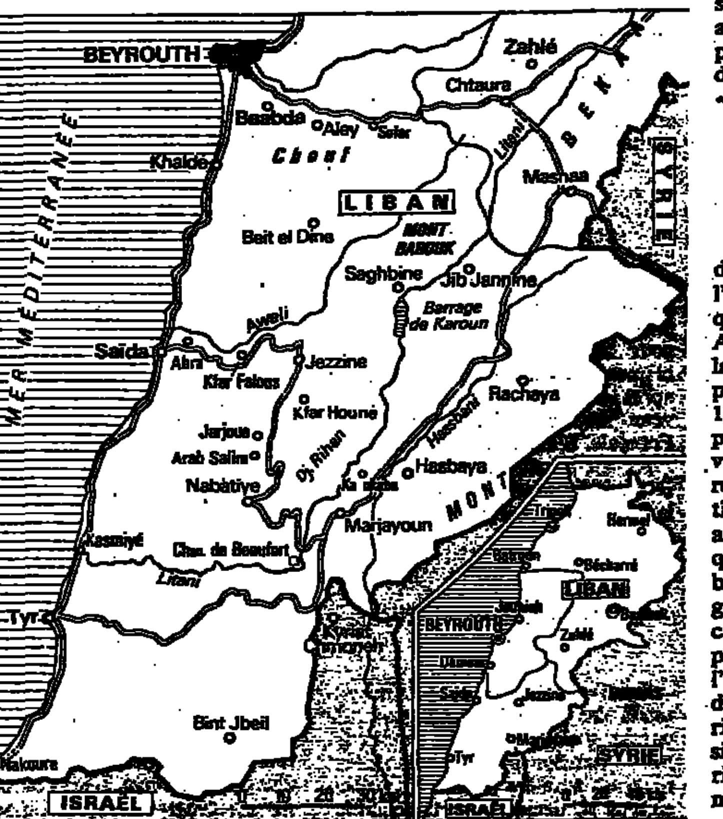
Le rideau tombe sur

De notre correspondant

Jérusalem. – Dans quelques jours, avec le retour des derniers soldats, Israël terminera sa plus longue guerre : trois ans, six cent cinquante-quatre morts, trois mille neuf cents blessés. Et après ? Le conflit « officiel » sera fini, le terrain abandonné. Les troupes seront rapatriées, les illusions évanouies. A cet égard, le récent échange des trois prisonniers de guerre israéliens capturés au Pays du Cèdre a, vu de Jérusalem, une valeur symbolique. Elle exprime le souci de régler le dernier contentieux libanais avant de tirer un trait sur cette tragique aventure. Avec, pour solde de tout compte, la discrète satisfaction d'avoir détruit la puissance militaire de l'OLP mais aussi l'amertume des familles en deuil et la crainte d'un avenir trop incertain.

Le rideau tombe sur une pièce inachevée. Israël quitte la scène mais reste en coulisse tandis que d'autres tenteront tant bien que mal de reprendre son rôle. S'ils flanchent, Jérusalem viendra à leur rescousse. Exercer une influence sans être directement engagé, remplacer la présence par la vigilance, riposter aux attaques au nom de l'autodéfense et du droit de suite sans s'enliser à nouveau dans le bourbier libanais : telles sont les idées-forces qui inspirent la stratégie d'Israël pour les prochains mois. Au-delà, c'est l'inconnu. L'exercice, qui tient de la corde raide, repose sur une série de paris aventureux.

Lucidement, Jérusalem convient qu'il n'a le choix qu'entre de mauvaises solutions. *« Au Liban rien n'est sûr ni durable,* nous dit M. Uri Lubrani, coordinateur des activités israéliennes. *Aucune option n'est tranchée. Nous devons serrer les dents, être patients, choisir les moindres risques. Nous n'avons nulle garantie contre l'erreur. »* Une seule chose est sûre : l'impossible retour au *statu quo ante*. L'invasion a radicalement changé le paysage politique du Sud. L'alliance exclusive avec les chrétiens est brisées. Le fragile équilibre ethnique rompu, l'indifférence soumise des chiites oubliée.



Le plan de Jérusalem est axé sur un concept central : la zone de sécurité. C'est une ceinture protectrice longeant la frontière entre la Méditerranée et les contreforts du mont Hermon sur une profondeur de 8 à 20 kilomètres. Elle part de Nakoura, englobe les villages de Tiam, Bint-Jebail, Kleia, Marjayoun et s'achève au nord de Hatzbaya.

Sur ces 850 km² (8 % du territoire libanais) vivent quelque cent dix mille personnes, dont la moitié sont chiites (majoritaires à l'Ouest) et un quart chrétiens (surtout implantés au centre). La zone abrite une cinquantaine de villages chiites, onze chrétiens, deux mixtes et six villages druzes (à l'Est).

La zone de sécurité n'est pas assez profonde pour mettre Israël à l'abri d'éventuels tirs de katiouchas (portée maximale : 27 km). Il suffit à un homme résolu de transporter à dos d'âne un lance-roquettes pour frapper la Galilée. Toute protection intégrale étant exclue, Israël attend de ses alliés libanais un rôle dissuasif : prévenir les infiltrations d'éléments hostiles, empêcher la reconstitution de camps ou de caches d'armes. Les soldats de la zone ne vivront pas en vase clos. La région sera ouverte vers le nord et d'accès libre, quoique surveillé. Le bouclage de la zone serait d'ailleurs inapplicable. Il asphyxierait son économie, couperait les chiites de leurs frères du Nord et aboutirait à une *« annexion de facto »*.

Les alliés à bout de bras

Les alliés d'Israël opérant dans la zone de sécurité sont l'Armée du Liban-S sud (ALS), que commande le général Antoine Lahad, et les milices villageoises ou « gardes civiles ». La première compte actuellement 1 450 hommes, chrétiens pour la plupart. Opérant en dehors des villages, elle tiendra les barrages routiers, mènera des perquisitions et procédera à d'éventuelles arrestations. Les secondes, ethniquement homogènes, rassemblent 450 soldats répartis en groupeS de 12 à 24, en majorité chiites. Elles auront une tâche purement locale en maintenant l'ordre dans la vie quotidienne des villages. Afin de réduire les risques d'affrontements confessionnels, l'ALS n'aura pas autorité sur les régions à prédominance chiite.

Quinze milles druzes vivent dans la zone de sécurité. L'armée israélienne a d'abord tenté d'enrégimenter dans l'ALS les druzes du secteur de Hatzbaya, allant jusqu'à imposer le couvre-feu sur les villages en guise de mesure persuavive. Elle a joué sans grand succès sur les rivalités entre les partisans de Walid Joumblatt, résolument hostiles à toute coopération avec l'Etat hébreu, et les membres du clan Arselan. Ces derniers ont accepté de former un bataillon druze autonome, qui ne compte pour l'instant qu'une centaine de recrues.

Une station de radio pour « modérer les chiites »

De notre correspondant

Jérusalem. – Les chiites du Liban sont et resteront à jamais voisins d'Israël. Après s'être si gravement aliéné une communauté devenue aujourd'hui son plus rude ennemi, l'Etat juif peut-il regagner un jour, sinon sa sympathie, du moins sa neutralité, bienveillante ou non ? *« Affirmatif »*, répondent en majorité les stratèges de l'état-major, qui, dans leurs bureaux de Tel-Aviv, « planchent » sur les scénario de l'après-guerre.

Dans une région du monde où le « conditionnement » psychologique des populations civiles joue un rôle indéniable, cette reconquête suppose notamment le recours aux armes de la propagande. Voilà pourquoi Israël veut participer à son tour au « combat des ondes » en ouvrant assez vite une station de radio destinée aux quelque 250 000 chiites qui vivent en deçà de la rivière Awali. Elle s'appellera la Voix du Sud.

De la voix du Liban, chrétienne, à la Vvoix de la montagne, druze, en passant par le Liban libre des Phalanges, une douzaine de stations émettent déjà au pays du Cèdre, sans compter celles à caractère purement local. Chaque communauté a la sienne, sauf les chiites du Sud. L'Etat hébreu entend précisément combler ce vide. Son projet a pris forme depuis quelques mois à l'instigation de M. Uri Lubrani, coordonnateur des activités israéliennes au Liban.

Jérusalem tentera d'abord, grâce à la Voix du Sud de faire équilibre aux croisades violemment anti-israéliennes que lancent à l'intention des chiites Radio-Damas et Radio-Téhéran. Ce relais permettra à l'Etat juif d'expliquer sa politique aux Libanais du Sud et de renforcer le camp des chiites modérés, avec l'espoir que ce travail de « clarification » atténuera l'influence syrienne et rendra possible, au bout du compte, des relations de bon voisinage.

La Voix du Sud servira aussi des objectifs plus ponctuels. Jérusalem pourra l'utiliser pour mettre en garde les civils contre toute complaisance envers d'éventuelles infiltrations. Dans l'hypothèse – vraisemblable – où l'armée israélienne serait conduite, au cours des prochains mois, à riposter aux attaques lancées contre la Galilée à partir des régions chiites, des messages radiodiffusés avertiront les villageois de l'imminence d'un raid aérien ou d'un barrage d'artillerie. Israël limiterait ainsi les risques d'une nouvelle radicalisation de la population chiite due à des représailles qui, parce que trop massives, feront forcément courir un danger aux civils.

Le projet israélien bute cependant sur des obstacles politiques, techniques et humains. Il prévoit en effet d'installer l'émetteur et les studios de la station dans la zone de sécurité, probablement à Kléa ou à Marjayoun. Point besoin d'être fin stratège pour prédire que les groupes armés ayant juré la perte d'Israël se fixeront pour tâche prioritaire d'attaquer cet « objectif sioniste » jusqu'à réduire au silence l'intempestive Voix du sud. Certains conseillent donc d'abandonner ce projet provocateur et de diffuser sagement à partir du territoire israélien.

Trouver des professionnels

Autre obstacle : la station devra employer des journalistes locaux et polyglottes, enclins au maniement « politique » de l'information et maîtrisant de surcroît le dialecte chiite. Au Liban du Ssud, les professionnels de cet acabit ne sont pas légion. Diversifier l'embauche en l'ouvrant, comme on le suggère parfois, à des Libanais chrétiens – dont les intérêts divergent souvent de ceux des cChiites – alimenterait d'inéluctables conflits. De plus, la station fonctionnera, dans un premier tempssp, douze heures par jour. Ses programmes feront alterner la musique, l'actualité et les analyses politiques. Combien de journalistes israéliens sont prêts à se rendre au Liban pour y superviser de près le traitement de l'information ?

Surtout, la création de la Voix du Sud semble, aux yeux de beaucoup, trop tardive pour avoir des chances raisonnables de succès. Hormis chez quelques universitaires arabisants et lucides qui prêchaient dans le désert, la découverte par Israël de l'importance réelle du facteur chiite remonte à seulement un an et demi. La section arabe de la radio nationale israélienne diffuse depuis un an des programmes destinés aux chiites. Si ceux-ci visent, bien sûr, à améliorer l'image d'Israël auprès des Libanais du Sud, ils participent plus d'une « propagande douce » centrée sur des sujets religieux et culturels que d'un grossier bourrage de crâne.

« Nous expliquons par exemple, raconte M. Edmond Sehayek, chef du service arabe, *que le mot d'ordre du Jihad islamique contre Israël n'a aucun fondement religieux, puisque l'islam ne tient pas les juifs pour hérétiques. Tuer un soldat israélien n'ouvre donc pas nécessairement les portes du paradis au conducteur d'une voiture-suicide. »* Il n'est pas question de confier à la radio nationale la charge de gérer la Voix du Sud. Ce serait le meilleur moyen de ruiner la confiance, étonnamment grande, que lui manifestent les auditoires du Proche-Orient.

Selon les résultats d'un récent sondage commandé par la BBC, la Voix d'Israël en langue arabe jouit en effet de la seconde audience parmi les radios étrangères auprès des Egyptiens urbanisés, après Monte-Carlo et avant la prestigieuse institution britannique. 26 % des personnes interrogées l'écoutent régulièrement. *« En devenant un vulgaire outil de propagande,* observe M. Sehayek, *nous perdrions toute notre crédibilité aux yeux des chiites. »* Reste à savoir si la Voix du Sud parviendra, elle, à se forger la sienne. – J.-P. L.

هكذا من الأصل

Après trois années d'un conflit qui — le 6 juin 1982 — se présentait comme une opération limitée et prometteuse mais passe aujourd'hui, aux yeux de la plupart des Israéliens, pour une désastreuse équipée, Jérusalem va enfin retirer entièrement son armée du Liban

Fût-ce à un prix très élevé, l'Etat juif aura-t-il du moins obtenu cette « paix pour la Galilée » qu'il avait donnée pour nom de code à l'invasion du Liban ? Les Palestiniens ne représentent plus une menace bien redoutable, chacun s'étant employé à les écraser. Mais les chiites — derniers en date de leurs ennemis — ne vont-ils pas prendre leur place et harceler à leur tour le nord d'Israël ? Comment éviter cette dangereuse relève ?

une pièce inachevée

Israël attend de ses alliés qu'ils se défendent eux-mêmes et continuera en échange de les tenir à bout de bras. Il les arme, les équipe, les finance et les entraîne. Aux dernières nouvelles, l'ALS ne serait pas encore prête à prendre dans de bonnes conditions la relève. Bien des incertitudes subsitent quant à la future coopération entre l'armée israélienne et ses alliés. Chaque unité de l'ALS entretiendra, semble-t-il, une liaison directe avec une unité de Tsahal qui lui servira en quelque sorte de « tutrice ».

Qui punir ?

Là réside à l'évidence le premier pari d'Israël. Jérusalem mise en effet sur la volonté et la capacité de l'ALS à tenir efficacement le rôle qu'il lui confie, bien que nombre d'experts doutent de ses chances mêmes de survie. Le récent comportement de l'ALS à Jezzine et sa détermination à défendre la ville ont plutôt fait bonne impression ici. Le général Lahad refuse de n'être qu'un féal servant les seuls intérêts d'Israël. Il veut pouvoir agir en tant que chef de toute la communauté chrétienne du Sud. D'où l'importance qu'il attache au contrôle de Jezzine et du couloir chrétien reliant cette ville à Marjayoun. Paradoxalement, son attachement à Jezzine ne fait pas forcément l'affaire d'Israël. Car s'il perdait le contact avec elle, il abandonnerait sans doute la partie.

Aux yeux des adversaires d'Israël, le chef de l'ALS n'est qu'un suppôt de l'Etat juif, qu'ils ne se priveront pas de combattre. Or chose importante Jérusalem ne laissera pas l'ALS s'effondrer. Il a promis à ses alliés de leur prêter *main-forte* au cas où ceux-ci le demanderaient. *« Nous avons pris un engagement formel »*, souligne M. Lubrani. Jusqu'où ira ce soutien de l'ALS ? Comment éviter qu'il ne conduise à un réengagement israélien en territoire libanais ? Les incursions ponctuelles et les tirs d'artillerie suffiront-ils à faire l'économie d'une riposte plus massive ? En tout état de cause, Beyrouth et Damas auront beau jeu de dénoncer la « fausse sortie » d'Israël.

A celà s'ajoutent les risques de « bavures » en cas de représailles. *« Nous n'hésiterons pas*, déclarait récemment le général Ori Orr, commandant de la région nord, *à frapper les terroristes où qu'ils soient. Nous tiendrions alors tout le Liban pour une seule zone de sécurité ». « Il faut souhaiter le meilleur mais se préparer au pire »*, résumait pour sa part M. Ytzhak Rabin, ministre de la défense.

Ces fermes propos ne sont pas pure rhétorique, Israël est prêt à répliquer, comme pour le passé, à toute attaque venue du Nord. Mais le risque est grand de s'aliéner, par des représailles aveugles, la population du Sud. Qui punir ? A moins de répondre clairement à cette question, toute riposte peut s'avérer néfaste. C'est pour éviter d'être pris dans un tel piège qu'Israël n'a cessé depuis des semaines de mettre en garde les civils contre les châtiments auxquels ils s'exposeraient en cas de *« complicité avec les terroristes »*.

Le deuxième gros pari d'Israël tient à l'évolution de ses rapports avec Amal. Après tant d'occasions manquées, l'Etat juif peut-il envisager dans le Sud un *modus-vivendi* avec le mouvement chiite ? Amal a-t-il les moyens et le désir d'empêcher les infiltrations palestiniennes et surtout les actions de ses propres extrémistes ? Israël peut-il compter sur Amal pour assurer l'ordre ? La manière efficace dont Amal a pris en charge les régions de Tyr et Nabatye après le retrait de Tsahal et y maintient la paix impressionne Israël. Jérusalem suit bien sûr avec une extrême attention l'actuel affrontement entre Amal et les Palestiniens des camps de réfugiés de Beyrouth. On se félicite içi de la fermeté de M. Nabib Berri envers les « terroristes ». La presse parle même d'un *« nouveau profil chiite »*.

Les « lignes rouges » de Damas

Israël ne croit pas pourtant pas possible, à ce stade, un accord tacite avec Amal. La direction chiite refuse d'entretenir le moindre dialogue avec Israël. Agir autrement lui attirerait les foudres de Damas et compromettrait l'émancipation politique de la communauté chiite. *« Amal n'est toujours pas en position de tenir en main le Sud et d'y neutraliser les extrémistes*, affirme M. Lubrani, *l'issue des luttes internes à la communauté chiite déterminera nos chances de nouer des rapports pragmatiques avec ses dirigeants »*. En attendant, l'Etat hébreu souhaite maintenir avec Amal un *« équilibre de la peur »* dans la zone de sécurité.

Le troisième pari d'Israël concerne la Syrie. Pour Damas, le retrait de Tsahal du Liban représente une indéniable victoire géo-stratégique qui a mis a nu certaines faiblesses chez l'*« ennemi sionniste »*. La Syrie n'a aucune raison maintenant de ne pas amplifier ce succès. L'isolement dont elle souffre dans le monde arabe et sa crainte de ne pouvoir empêcher une relance du processus de paix au Proche-Orient l'inciteront au contraire à manipuler aux dépens d'Israël les nombreux groupuscules qu'elle parraine. Plusieurs milliers de Palestiniens regroupés dans la Bekaa sont à l'éventuelle disposition de Damas.

Depuis une ou deux semaines, on assiste à un regain d'attaques contre la zone de sécurité, à l'intigation de Damas. Le message syrien semble clair : aussi longtemps qu'Isrël prétendra conserver une influence au Liban du Sud par l'entremise d'alliés locaux, ceux-ci subiront les attaques des mouvements soutenus par Damas. Celà ne signifie pas que le président Assad dénie à Israël le droit à la sécurité sur la frontière nord qu'il lui avait tacitement reconnu à partir de 1976, avec la mise en place des fameuses « lignes rouges ». Après tout, c'est Israël qui viola ce *modus vivendi* en abattant deux hélicoptères syriens en 1981 et en intervenant ouvertement sur la scène politique libanaise. Aujourd'hui les rôles sont inversés : c'est Damas qui fixe les « lignes rouges ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

La Haute-Galilée à portée de katioucha

De notre correspondant

Kiryat-Shmoneh. — La quarantaine énergique, Liliane Cohen est formelle : *« Dès les premières salves de katioucha, beaucoup de gens partiront ! »* Beaucoup ? Entre 10 et 20 % des seize mille habitants, prédit-elle, à regret. Porte-parole de la municipalité, Liliane vit depuis trente ans dans la « capitale de Haute-Galilée ». Elle connaît sa ville par cœur : *« S'en iront ceux qui ont les moyens de vivre ailleurs. Nombre de familles ont déjà acheté un appartement loin d'ici ou s'apprêtent à le faire. »*

Dès la fin des années 50, l'extrême nord d'Israël avait connu des moments pénibles. Un millier d'obus l'ont martelé en une seule journée de 1958. Kiryat-Shmoneh, elle, ne perdit sa tranquillité qu'en 1969. Son pire souvenir ? La Pâque sanglante de 1974. Un commando palestinien ouvrit alors le feu sur les occupants d'un immeuble proche de son objectif initial, une école désertée en raison du congé pascal. Bilan du massacre : dix-huit femmes, vieillards et enfants. Mais nul ne songea à plier bagages à cause de ce drame.

Le tournant date, semble-t-il, de l'été 1981. Le 15 juillet, la panique s'empare de la ville frappée par une pluie d'obus et de roquettes de katioucha. Liliane Cohen s'en souvient mieux que quiconque, car elle devait célébrer ce jour-là le mariage de sa fille. Une partie des résidents prirent la fuite. Les autres vécurent dans les abris souterrains pendant dix jours de canonnades intermittentes. A Kiryat-Shmoneh, le seuil de résistance des civils aux tirs de roquettes est sans doute aujourd'hui moins élevé que naguère.

Beaucoup ne veulent plus retraverser les épreuves d'autrefois : les nuits passées derrière les portes blindées des abris, les accouchements improvisés, les *frayeurs des enfants sursautant* de peur au moindre claquement de porte. *« Les héros sont fatigués »*, soupire Liliane.

A Kiryat-Shmoneh, les psychologues scolaires n'ont jamais chômé. Toute la ville avait applaudi, bien sûr, à l'invasion de juin 1982, qui apporta la « paix en Galilée ». Consciente des erreurs commises ensuite, elle approuve dans sa majorité le retrait total du Liban. *« Le prix payé en vies humaines*, répète-t-on ici, *fut trop élevé. »*

Kiryat-Shmoneh mal dans sa peau

Il n'empêche qu'après trois ans de calme et d'insouciance la reconversion psychologique, chez les « gens du Nord », s'annonce difficile. Principale ville de la région, Kiryat-Shmoneh reste pour les ennemis d'Israël une cible privilégiée. Selon une étude de comportement conduite par la municipalité, la population se répartit en trois catégories : les « forts », qu'aucune katioucha ne fera bouger d'ici, les « faibles », trop démunis pour songer au départ, et tous les autres — deux habitants sur trois, — qui envisagent d'*« agir en fonction de la situation »*. Cette marge d'incertitude parmi le plus grand nombre inquiète le jeune maire, M. Prosper Azran. Il redoute que le retour des katiouchas n'entraîne des *« réactions précipitées »*.

Fondée en 1949 par les nouveaux immigrants arrivés du Maghreb, d'Iran et d'Irak, Kiryat-Shmoneh est l'archétype de la « ville de développement » sépharade. Un habitant sur deux appartient à une famille de « Marocains ». Les jeunes ne se plaisent guère dans cette cité sans âme ni centre où leurs parents furent envoyés de force il y a trente-cinq ans, loin des doux rivages de la Méditerranée. Mal dans sa peau, Kiryat-Shmoneh respire l'ennui. Ce fut toujours une ville de passage, à la forte émigration et à la santé chancelante. Ses quatre usines n'ont pas suffi à secouer la torpeur de l'économie locale. Le taux de chômage atteint 14%, soit le double de la moyenne nationale.

Dans l'attente d'un emploi mal payé, les soldats démobilisés tuent le temps dans les cafés devant un damier de jacquet et jouent au loto sportif avec l'espoir de remplir un coupon gagnant. Le soir, ils regardent l'omniprésente « vidéo ». Plusieurs centaines d'appartements vides attendent d'hypothétiques locataires. Les habitants de Kiryat-Shmoneh se plaignent, comme ailleurs en Galilée, d'avoir été négligés au profit des colons des territoires occupés.

Les élus locaux reprochent au pouvoir de ne pas leur avoir accordé l'assistance financière maintes fois promise. Comment attirer les investisseurs dans cette région isolée, où le terrain à bâtir est plus coûteux qu'en Cisjordanie ? Début mai, le gouvernement a débloqué un peu d'argent pour les localités du nord. Mais leurs représentants demandent des avantages fiscaux et une aide aux entreprises.

Seul un improbable miracle économique resserrerait les liens entre Kiryat Shmoneh et ses habitants. Ils seraient moins prompts, le jour venu, à lui tourner le dos en même temps qu'aux katiouchas. Economiquement, Metulla, gros bourg endormi, connut aussi des jours meilleurs. Même les voyagistes ont perdu l'habitude d'amener les touristes jusqu'à la « bonne frontière », au grand dam des commerçants du lieu.

Dans le kibboutz Kfar-Giladi, au-dessus de la ville, l'ambiance *est nettement moins morose*. Dans cette petite société deux fois plus ancienne que l'Etat d'Israël, tout respire le calme et la confiance en soi, avec un rien de condescendance apitoyée pour les gens d'en bas. Ce contraste n'est pas seulement affaire de prospérité — toute relative, — mais aussi d'attachement à la terre, d'enracinement sioniste. Une visite impromptue aux abris souterrains, entretenus avec soin, confirme l'impression de vigilance tranquille propre aux communautés frontalières. *« Nous en avons tant vu ici en cinq générations ! »*, soupire notre hôte.

La « route du nord », qui longe la frontière, est l'une des plus pittoresques du pays. A gauche, les kibboutzim et les mochavim (villages coopératifs) se succèdent tous les quatre ou cinq kilomètre, avec leurs miradors et leurs vergers ordonnés, leurs frondaisons de cyprès et leurs parterres fleuris. A droite, la piste militaire borde une double haie de barbelés touffus. De temps à autre, la piste et la route se rejoignent près d'un campement de l'armée. Au loin, on aperçoit le minaret d'un village chiite.

Israël achève à grands frais, sur une distance de 120 kilomètres, de renforcer sa protection frontalière : système d'alerte électronique, projecteurs, postes d'observation. Une fois l'armée rentrée au pays, la Galilée aura perdu la « profondeur stratégique » qui la protégeait depuis trois ans. La frontière d'Israël redeviendra alors sa ligne de front.

J.-P. L.

Étranger

Angola

Pretoria reconnaît que ses soldats ont été interceptés dans le nord du pays

Les Etats-Unis ont de nouveau déploré, vendredi 24 mai, la présence de soldats sud-africains dans le nord de l'Angola et mis sérieusement en garde Pretoria contre toute activité qui présenterait un danger pour les employés des compagnies pétrolières américaines opérant dans l'enclave de Cabinda, au nord de l'Angola, où un commando sud-africain a été intercepté mardi par les forces angolaises. Un porte-parole du département d'Etat, M. Edward Djerejian, a souligné que Washington a demandé au gouvernement de Pretoria des *« explications complètes »* sur cet accrochage. Le gouvernement américain a fait part de son *« profond déplaisir »* à propos de cette affaire. De son côté, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a condamné l'opération sud-africaine et a appelé Pretoria à *« cesser immédiatement »* ses *« violations de la souveraineté angolaise »*. — (AFP, Reuter.)

De notre correspondant

Johannesburg. — Le gouvernement sud-africain a reconnu qu'un petit groupe de ses soldats avait été intercepté par l'armée angolaise et adressé, vendredi 24 mai, aux autorités de Luanda un mémorendum demandant le rapatriement du soldat fait prisonnier, ainsi que les corps des deux autres qui ont été tués. Dans ce document, Pretoria propose aux autorités angolaises une réunion d'urgence pour négocier ce rapatriement. Le ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, rappelle en outre que son gouvernement a demandé à plusieurs reprises à l'Angola de mettre un terme aux activités *« terroristes »* de l'ANC (Congrès national africain) et de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) sur son territoire et de cesser *« de les entraîner, de les équiper et de leur donner asile pour poursuivre leurs activités »*. M. Botha rappelle qu'*« il y a un principe établi de droit international qui veut qu'un Etat ne peut permettre ou encourager sur son territoire des activités dont l'objet est de perpétrer des actes de violence sur le territoire d'un autre Etat »*.

Le ministre justifie la présence de troupes sud-africaines au cœur de l'Angola en indiquant qu'*« un Etat a le droit de prendre les actions qu'il convient pour protéger sa propre sécurité et l'intégrité de son territoire contre de telles activités »*. Il précise par ailleurs que le gouvernement sud-africain est préoccupé par l'existence d'*« un grand nombre de terroristes de l'ANC en diverses régions de l'Angola »* et rappelle que les soldats sud-africains étaient chargés de rassembler des informations à ce propos. De leur côté, les autorités de Luanda affirment qu'il n'y a aucun membre de l'ANC et de la SWAPO dans l'enclave de Cabinda, où l'accrochage a eu lieu, et que les hommes de Pretoria s'apprêtaient à commettre un attentat. L'agence officielle ANGOP fait remarquer que ceux-ci appartenaient à la même unité qui a saboté la raffinerie de Luanda, deux bateaux dans le port de la capitale, un dépôt d'essence dans le port de Lobito et un pont sur la rivière Gibaul. Elle ajoute que cette unité était en possession de tracts de propagande de l'Unita, le mouvement rebelle soutenu par Pretoria. Le prisonnier sud-africain doit être présenté prochainement aux journalistes à Luanda. Selon l'agence officielle ANGOP, la télévision angolaise a montré des images du *« matériel de guerre »* saisi sur le commando, ainsi que les deux cadavres et le prisonnier.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Maroc

Les grévistes de la faim suspendent leur mouvement pendant le ramadan

Les six détenus marocains grévistes de la faim depuis le 25 avril, qui avaient été transférés de l'hôpital de Marrakech *(le Monde* du 22 mai) à l'insu de leur famille, sont à l'hôpital Sid-Soufi de Casablanca, a annoncé, vendredi 24 mai, M. Dris Anwar, président de l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM). Au lendemain de la remise du rapport annuel de cette association au ministère des relations extérieures, M. Dris Anwar a précisé que *« deux de ces six grévistes qui peuvent encore parler ont déclaré, le 22 mai, suspendre leur grève pendant la durée du ramadan, précisant qu'ils la reprendront s'ils n'obtiennent pas satisfaction sur l'amélioration de leurs conditions de détention »*.

Evoquant la dégradation de la situation des droits de l'homme au Maroc, le président de l'ASDHOM a fait remarquer que *« soixante-dix procès politiques ont eu lieu au Maroc entre 1958 et 1983, alors que pour la seule année 1984-1985 on en dénombre quatre-vingts »*. Selon M. Anwar, au cours de ces quatre-vingts procès, *« mille six cents condamnations ont été prononcées : treize à la peine capitale, trente-sept à la réclusion à perpétuité, vingt-six acquittements, le reste des peines cumulées atteignant quelque vingt-cinq siècles d'emprisonnement »*.

Mozambique

Les maquisards ont capturé quatre Portugais non loin de Maputo

Les maquisards de la RNM (Résistance nationale du Mozambique) ont annoncé, vendredi 24 mai, qu'ils détiennent quatre otages portugais. Dans un communiqué, M. Jorge Correia, porte-parole de la RNM en Europe, indique que ces quatre personnes — Mme Céleste Lemos, ses deux enfants âgés de quatorze et quinze ans, et un troisième enfant — sont en bonne santé, et exige que le gouvernement de Lisbonne envoie un représentant pour négocier leur libération. Ces otages ont été capturés par la RNM, mercredi 15 mai, à 55 kilomètres au nord-ouest de Maputo. La RNM a, d'autre part, souligné qu'elle ne pouvait garantir leur sécurité si les forces gouvernementales bombardaient les positions où ils sont détenus. — *(AFP, Reuter.)*

A travers le monde

Ghana

- TROIS PERSONNES ONT ÉTÉ FUSILLÉES. — Accusées d'avoir participé à une escroquerie portant sur 56 millions de cédis (1 million de dollars), trois personnes — un homme d'affaires et deux employés de la Banque commerciale du Ghana — ont été fusillées, vendredi 24 mai, à Accra. Ce même jour, cinq autres personnes ont été condamnées à mort pour une escroquerie portant sur une somme de 500 000 dollars qui aurait été distribuée à *« des dissidents et des éléments subversifs »*, selon le président du tribunal. — *(Reuter, UPI.)*

Nigéria

- LAGOS SE DIT PRÊT A ACCUEILLIR SES RÉSIDENTS A L'ÉTRANGER. — M. Ibrahim Gambari, ministre nigérian des affaires étrangères, a déclaré, vendredi 24 mai, que son pays est prêt à accueillir ceux de ses ressortissants qui seraient obligés de quitter le pays où ils résident. Cette déclaration intervient après l'annonce par les autorités du Burkina de la convocation, samedi matin, au camp militaire d'Ouagadougou, de tous les ressortissants nigérians vivant dans la capitale burkinabé. Cette convocation paraît être en relation avec les opérations d'expulsion des immigrés illégaux, qui se poursuivent au Nigéria. — *(AFP, AP, Reuter, UPI.)*

Étranger

CAMBODGE

Le fils de « Monseigneur »

Les Cambodgiens sihanoukistes ont un guide prestigieux quoique parfois fantasque. Il leur manquait un chef sur le terrain. Le voici enfin. C'est un universitaire qui a renoncé aux douceurs de la vie tranquille en France. C'est un bon organisateur. Et, surtout, c'est le fils de « Monseigneur ».

De notre envoyé spécial

Bangkok. — La ressemblance avec le père est frappante. Plus svelte, il en a la jovialité, l'expression malicieuse, le côté direct, l'éclat de rire, la spontanéité, les intonations de voix, la vivacité. « *Des fois, allez savoir ce qui se passe dans la tête du prince Sihanouk !* » s'exclame-t-il. Peut-être pourrait-on en dire autant de lui-même. En tout cas, le prince Norodom Ranariddh, fils de « Monseigneur », propulsé aujourd'hui sur le devant de la scène — il vient même d'être reçu officiellement à Washington, — a deux atouts dans sa manche. Pendant longtemps, il s'est tenu à l'écart de la politique — ce qui lui donne du recul — et, du jour où il s'est lancé dans la mêlée, il s'est fait tout seul — ce qui lui a donné confiance en son étoile.

« *Ne nous faisons pas trop d'illusions*, dit-il, *nous, les sihanoukistes, sur le terrain, nous comptons encore peu. La résistance est très loin de gagner la guerre.* » Toujours est-il que ce Cambodgien bien tranquille — qui poursuivait, voilà encore deux ans, une carrière d'universitaire à Aix-en-Provence — est en passe de réussir dans la mission que lui a confiée son père : mettre de l'ordre dans les rangs du FUNICIPEC, le front du prince Sihanouk, et dans l'ANS, son armée nationale, l'une des trois composantes de la résistance khmère à l'occupation vietnamienne du Cambodge.

Au départ, la tâche n'a pas été aisée. « *Le prince Sihanouk m'a lâché dans une fosse à serpents* », raconte-t-il. Après des années de résidence surveillée à Phnom-Penh, du temps des Khmers rouges, « Monseigneur » avait été évacué à la sauvette par les Chinois début janvier 1979, à la veille de l'arrivée des troupes vietnamiennes dans la capitale du Cambodge. Il avait alors repris son bâton de pèlerin, faisant jouer son prestige pour défendre la cause du Cambodge à l'ONU. Mais il avait attendu deux ans avant d'accepter, non sans réticence, de présider une coalition de résistants regroupant ses hommes, les partisans de M. Son Sann et les Khmers rouges.

« J'ai fait mon devoir »

En 1983, l'ANS était le maillon de cette coalition. « *Trois mille cinq cents hommes qui crevaient le plus souvent de faim* », raconte le prince Ranariddh. Corruption, trafics en tout genre, contrebande... La troupe était démoralisée, les chefs sans mordant. Découragé, le prince Sihanouk a fait alors appel à ce fils un peu à part, qui menait une vie tranquille à Aix-en-Provence. « *C'était la première fois, à ma connaissance, que le prince Sihanouk faisait appel à qui que ce soit* », dit le prince Ranariddh. Ce dernier avait, auparavant, refusé de figurer dans le gouvernement de coalition, présidé par M. Son Sann. « *Cette fois, je n'ai pas hésité un seul instant. J'ai fait mon devoir* », dit-il.

Avec son épouse et ses trois enfants, le prince Ranariddh se rend donc à Bangkok, où il est bien reçu par les Thaïlandais et leurs partenaires de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). « *Pour le reste, j'étais seul, totalement seul* », dit-il. Les premiers mois sont durs. « *Nous avions déjà perdu trois ou quatre ans.* »

Malgré les obstacles — les intérêts personnels de certains chefs — et les risques courus — menaces de mort et au moins un attentat manqué, — il commence à réorganiser l'ANS. La discipline y est introduite. Elle est pourvue d'une intendance, ce qui permet de séparer les soldats de leurs familles. « *Le soutien de l'ASEAN a été décisif* », dit le prince. Les hommes sont équipés et entraînés. Des pays amis forment des officiers. Les sihanoukistes commencent à faire parler d'eux.

Ainsi réformée, l'ANS fait vraiment ses preuves, au début de cette année, en résistant, à l'étonnement quasi général, pendant plusieurs jours aux assauts vietnamiens contre son quartier général de Tatum, proche de la frontière thaïlandaise. Aujourd'hui, c'est une petite armée de douze mille hommes, dont cinq mille environ sont « à l'intérieur », derrière les premières lignes vietnamiennes. Les sihanoukistes passent pour beaucoup plus disciplinés et mieux organisés que les partisans de M. Son Sann.

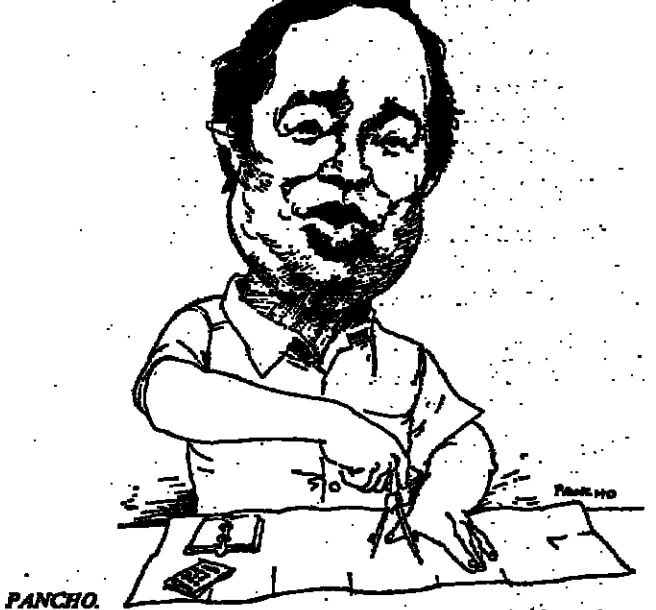
Depuis plus d'un an, les deux mouvements non communistes de la résistance se partagent un émetteur de 5 kW (ondes moyennes) qui couvre l'Ouest cambodgien. « *Nous venons de recevoir un deuxième émetteur ondes courtes, qui couvrira l'ensemble du Cambodge. Nous choisirons une longueur d'onde toute proche de celle de la radio de Phnom-Penh. Ainsi, d'un petit geste, les Cambodgiens pourront nous entendre* », explique le prince Ranariddh.

Hors ses séjours à Pyongyang, à Pékin — ou ses voyages à l'étranger —, le prince Sihanouk occupe une villa mise à sa disposition par les Thaïlandais à Bang-Saeng, sur le golfe du Siam. Son fils, quand il n'est pas sur le terrain, vit à Bangkok, soi (rue) Prapinit, où les sihanoukistes louent deux petites villas jumelées au prince Kukrit Pramoj, un ancien premier ministre thaïlandais qui demeure l'un des chefs de la coalition au pouvoir. Le prince Ranariddh a établi son domicile dans l'une des deux villas, et ses enfants font leurs études à la petite école française, à deux pas de là.

Bases secrètes à « l'intérieur »

Le prince Ranariddh, qui est âgé de 44 ans, a quitté le Cambodge en 1973, trois ans après la destitution de son père et la proclamation d'une république présidée par le maréchal Lon Nol. « *A l'époque, quand je suis arrivé à Aix, mon épouse et moi-même vivions de ma bourse d'études. Je n'ai jamais eu beaucoup de moyens* », dit-il. Il continue d'ailleurs à vivre simplement. Toute son énergie est visiblement consacrée au renforcement du mouvement. Il proclame que « *seul le prince Sihanouk a l'audience internationale et intérieure indispensable* », et assure que l'ANS « *se développe* ». Une première promotion de chefs de régiment vient d'être formée « *dans des pays amis* », « *je ne vous dirai pas lesquels* », ajoute-t-il. Tracts et bulletins, à destination de « l'intérieur », sont imprimés sur des machines offset trichromie. Surtout, les sihanoukistes affirment avoir mis en place des relais de caches d'armes et des bases secrètes qui permettent à leurs hommes de passer plusieurs semaines — et parfois quelques mois — à l'intérieur du Cambodge.

La cohabitation, sur le terrain, avec les Khmers rouges ? « *Depuis un an, il n'y a pas de problèmes. Ils ont des ordres. Ils laissent passer nos hommes, échangent parfois des renseignements. Ils jouent le jeu. Ah ! ils ont une discipline de fer ; je les admire*, dit-il, sarcastique. Les Khmers rouges, quant à eux, ignorent de plus en plus le FNLKP de M. Son Sann, devenu le partenaire le plus faible de la coalition. Thaïlandais et Chinois leur ont sans doute fait clairement comprendre qu'ils avaient intérêt à collaborer avec les sihanoukistes.



PANCHO.

L'avenir ? Le prince Ranariddh fronce les sourcils. Il constate que, d'un côté, Pékin continue à soutenir les Khmers rouges et que, de l'autre, les Soviétiques renforcent leurs positions à Phnom-Penh, où le régime Heng Samrin, porté à bout de bras par le Vietnam, est formé d'anciens Khmers rouges. Il redoute un *modus vivendi* sino-soviétique, une solution « *entre communistes* » qui laisserait les autres sur la touche.

« *A ceux qui nous disent : ouvrez les yeux, les Vietnamiens sont trop forts pour vous ; je réponds que la question n'est pas là. Nous n'avons pas le choix. En tant que Khmers, quoi qu'il advienne, nous devons nous battre* », explique le prince Ranariddh. Même si un règlement lui semble exclu pour l'instant, son succès dans la réorganisation du mouvement sihanoukiste introduit une nouvelle donne. Pour la première fois, le prince Sihanouk, qui demeure le chef de l'Etat cambodgien reconnu par l'ONU, a un héritier politique.

La continuité ? Le prince Ranariddh éclate de rire. « *Le charisme de mon père, à l'intérieur du pays, demeure considérable. Moi, je suis utile par ma présence sur le terrain* », répond-il avant de demander avec toute l'affabilité des Norodom qu'on veuille bien l'excuser. Un autre rendez-vous l'attend. Puis, seul, il quitte le lieu de l'entretien, le restaurant français de l'hôtel Montiên, dans le centre de Bangkok. Car il lui faut s'occuper de la mise au point d'un « *nouvel axe de pénétration* » pour ses hommes. « *Bien sûr, nous allons rencontrer en chemin des Khmers rouges. C'est inévitable. Mais le Cambodge est tellement grand !* »

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Les méandres de la « piste bulgare »

(Suite de la première page.)

Telle qu'elle a pu être reconstituée par le juge Martella, la « piste bulgare », présente des points faibles, sinon des incohérences, que s'efforceront de mettre en lumière les défenseurs de M. Antonov, Mes Consolo et Larusso. Ceux-ci veulent éviter un procès politique et, au contraire, conserver à l'affaire le caractère d'une tentative d'assassinat dans laquelle le coupable devient accusateur de présumés complices, espérant y trouver un intérêt. A l'extrême, vont jusqu'à penser les deux avocats, la Bulgarie a peut-être une responsabilité dans cette affaire, mais leur client, quant à lui, y est étranger. Au demeurant, le procès qui s'ouvre devant les assises de Rome est — comme l'a d'ailleurs reconnu le juge Martella — un procès par présomptions, c'est-à-dire basé sur des indices permettant d'établir des probabilités suffisantes, mais non sur des preuves irréfutables. De là toute la difficulté pour les jurés de démêler la vérité à partir d'un écheveau d'indices et de contre-vérités, d'affirmations et d'accusations rétractées, d'alibis parfois fragiles.

De trois choses l'une : ou bien Agça, malgré ses mensonges, a révélé une opération inouïe (la tentative d'assassinat du pape organisée par Sofia), ou bien ses déclarations ont été « pilotées », ou encore, il introduit les affabulations qui le servent dans une trame de circonstances réelles. La dernière hypothèse est la plus vraisemblable.

D'abord, d'où est partie la « piste bulgare » ? Le 13 mai 1981, place Saint-Pierre, le Turc Ali Agça tirait sur le pape. Il était ceinturé par la foule, arrêté, jugé le 20 juillet suivant, et condamné à la prison à vie (il renonça à faire appel). Mais ce procès avait laissé bien des questions sans réponses : le dossier de l'attentat est confié au juge d'instruction Martella. Mai 1982 : de sa prison, Ali Agça fait savoir au juge qu'il est disposé à parler. Au cours des premiers interrogatoires, il met en cause des Bulgares qu'il ne connaît que sous des « noms de guerre ». Au début de novembre, le juge Martella reçoit deux de ses collègues, les juges Priore et Imposimato, qui enquêtent sur l'affaire du syndicaliste Luigi Scricciolo, accusé d'avoir servi d'intermédiaire entre les Bulgares et les Brigades rouges.

Le 8 novembre, le juge montre à Agça cet album qui contient une cinquantaine de photographies de résidents bulgares. Le jeune Turc reconnaît trois personnes qui s'avéreront être MM. Antonov, Ayvasov et Vassiliev. Par la suite, Agça identifiera aussi un autre Bulgare, Ivan Tomov Dontchev, conseiller pour les affaires politiques à l'ambassade de Bulgarie à Rome, impliqué dans l'affaire qui conduisit à l'arrestation de Luigi Scricciolo, puis il reconnaîtra ne jamais l'avoir rencontré... La « piste bulgare », en tout cas, était née.

Bienveillance à Sofia

Selon la reconstitution de la trame de l'attentat contre le pape, établie par le juge Martella, les événements se seraient déroulés de la manière suivante : tout commence à Istanbul en 1977. Agça, alors âgé de dix-neuf ans, a renoncé à devenir instituteur et milite dans une faction de l'organisation d'extrême droite les Loups gris. La Turquie vit une période agitée au cours de laquelle se succèdent les attentats de gauche comme de droite. Le groupe auquel appartient Agça est dirigé par Oral Celik. Celik, bien que militant d'extrême droite, était aussi, selon Agça, lié aux terroristes de gauche, dont un certain Teslim Tore, lequel entretenait des contacts avec les Bulgares.

Au début de 1978, Agça se rendit en compagnie de Teslim Tore en Syrie pour suivre un entraînement à l'action terroriste : « *Nous y avons été formés par des Bulgares* », affirme-t-il. Dès l'automne suivant, Agça aurait entrepris plusieurs opérations pour le compte des services secrets bulgares.

Aucune preuve n'est venue étayer ces déclarations du jeune Turc. Ce qui paraît en revanche établi, ce sont les liaisons existant entre le groupe d'Agça et la Mafia turque, et en particulier les contrebandiers Abuzer Ugurlu (dit « *le Parrain* ») et Bekir Celenk. Or ces deux personnages sont liés aux Bulgares : ils n'ont pu en effet développer leurs trafics (armes, drogue, cigarettes, métaux précieux) que grâce — au moins — à la bienveillante impunité que leur assuraient les autorités de Sofia. Non seulement ils se rendent très souvent en Bulgarie, mais encore leurs trafics transitent par ce pays. « *Je savais*, racontera Agça au juge Martella, *qu'entre Ugurlu et Celenk existaient d'étroites relations, et que Mersan travaillait aussi pour le compte des Bulgares* ».

Le « sommet » d'une carrière

Agça est arrêté le 25 juin 1979 par la police turque pour l'assassinat du journaliste Abdi Ipekci. Il est condamné à mort, mais à peine cinq mois après son arrestation il réussit à s'enfuir de la prison de haute sécurité de Kartal-Maltepe. Ce sont les Loups gris qui ont organisé son évasion, soudoyant un gardien. Oral Celik s'arrange pour le faire quitter la Turquie où il est activement recherché par la police, qui a reçu ordre de tirer à vue : c'est le « parrain » Urgurlu qui lui procure un faux passeport, au nom de Joginder Singh, de nationalité indienne. Selon ses dires, Agça entre en Bulgarie au début de juillet 1980. Il a aussitôt plusieurs rencontres avec Bekir Celenk à Sofia. C'est celui-ci qui lui propose d'assassiner Jean-Paul II. Agça dit au juge Martella qu'il avait pensé alors que cet attentat pouvait être le « *sommet* » de sa carrière de terroriste ». Celenk lui présente « *une personne qui peut lui être très utile* » : un Bulgare qu'Agça affirmera par la suite être Todor Ayvasov. Celui-ci aurait assuré le jeune Turc de tout son concours à Rome pour préparer l'attentat, lui recommandant, en outre, de prendre contact avec un certain Vassiliev, travaillant au bureau de l'attaché militaire de l'ambassade bulgare en Italie.

La période de l'attentat (printemps 1981) est fixée, au cours d'une réunion à l'hôtel Vitosha de Sofia, à laquelle participèrent Agça, Celenk, Ayvasov, deux autres Bulgares non identifiés, Oral Celik, venu expressément de Turquie, et un Syrien du nom d'Hammoud Karim. Ce dernier confie à Agça qu'il travaille pour les services secrets bulgares et lui laisse entendre que Sofia était le centre de toutes les activités terroristes au Proche-Orient. C'est en tout cas sur l'intervention de Karim qu'Agça, appréhendé par la police bulgare à la frontière turque alors qu'il prenait livraison d'un nouveau passeport, au nom d'Husyn Kahf, de nationalité libanaise, est immédiatement relâché.

Puis commence pour Agça un long périple en Europe : Paris, Zurich, et Francfort, où il rencontre Masa Serdar Celebi, chef de la « Fédération turque » en Europe et membre de l'organisation des Loups gris. Celebi devait servir d'intermédiaire entre Agça et Celenk pour le versement des trois millions de marks promis au terroriste turc pour l'assassinat du pape.

En novembre 1980, Agça se rend à Rome pour la première fois. Il y prend contact avec Jelio Vassiliev à l'ambassade de Bulgarie. Puis, au début du printemps de l'année suivante, il retrouve Celik à Vienne afin de préparer l'attentat. Une autre entrevue a lieu à Zurich. A cette dernière réunion, sont également présents Celenk et Celebi.

Le 9 mai 1981 enfin, Agça reçoit à Milan l'arme qu'il utilisera place Saint-Pierre et se rend à Rome. Il met au point les derniers détails de l'attentat avec Oral Celik, Antonov, Ayvasov et Vassiliev. Le 13 mai, il a rendez-vous avec ses complices Piazza Della Repubblica à Rome. Ce serait Antonov qui aurait conduit Agça place Saint-Pierre et qui était chargé de l'attendre et de le faire fuir.

L'essentiel de l'accusation repose, comme on le voit, sur les déclarations d'Ali Agça. Certes, le juge Martella s'est efforcé de recouper ses dires par des preuves. Mais il n'y est pas toujours parvenu. Surtout, Agça s'est à plusieurs reprises contredit et rétracté. Le juge a cependant estimé que, dans l'ensemble, la version des événements donnée par le jeune Turc était suffisamment crédible et que, conjuguée à certains faits établis au cours de l'enquête, elle constituait un faisceau de présomptions suffisantes pour inculper sept personnes.

Des revirements « explicables »

En ce qui concerne notamment les trois Bulgares, le juge Martella retient que les déclarations d'Agça sont convaincantes, même s'il a pu affirmer des contrevérités qu'il a par la suite reconnues comme telles. Ces revirements « *peuvent s'expliquer de manière logique et objective en raison de la compréhensible difficulté d'Agça à se souvenir avec précision des détails des événements* ».

Le juge estime, en outre, qu'a joué chez Agça un mécanisme psychologique qui le poursuit à en dire toujours plus, à se faire « *mousser* » pour se rendre crédible. Surtout, il ne semble guère avoir été convaincu par les alibis fournis par les trois accusés bulgares. Leurs alibis, il faut l'admettre, sont parfois fragiles, et ils ont été remaniés à plusieurs reprises. Pour la défense, ce n'est là qu'une présomption d'innocence. Si ces Bulgares, et en particulier Antonov, étaient réellement impliqués, ils se seraient constitué des alibis de fer, plutôt que de « *bricoler* » les trous dans leur emploi du temps.

En ce qui concerne Antonov, plus particulièrement, le juge n'a pas retenu les témoignages de plusieurs employés de la Balkan Air affirmant que le jour et au moment de l'attentat il se trouvait à son bureau (et, par conséquent, non à la place Saint-Pierre à attendre Agça pour l'aider à fuir). Le juge estime en revanche étrange qu'Antonov dise ne pas parler anglais (langue en laquelle Agça affirme avoir communiqué avec lui) alors qu'il travaille pour une compagnie aérienne. Jouent, d'autre part, en faveur d'Agça les descriptions physiques qu'il a données des trois Bulgares, les précisions sur le violon d'Ingres d'Antonov (collectionner de petites bouteilles d'alcool) et sur les appartements qu'ils occupaient.

FRANCHINI.

La défense d'Antonov relève en effet qu'après avoir décrit par le menu l'appartement de leur client, où il aurait rencontré la femme de celui-ci et sa fille de dix ans qui « *servait le thé* », Agça a reconnu ne jamais y avoir été et de ne pas connaître Mme Antonov. Il a été prouvé en effet que celle-ci avait quitté Rome deux jours avant la date indiquée par Agça ; quant à la petite fille, elle était en Bulgarie depuis plusieurs mois. Explication d'Agça : « *J'ai appris la configuration de l'appartement en lisant les journaux italiens* », (qui, au demeurant, suivaient, sinon précédaient l'instruction). Autre mensonge d'Agça souligné par les défenseurs d'Antonov : la veille de l'attentat, le Turc affirme qu'Ayvasov était avec lui place Saint-Pierre à repérer les lieux. Or un douanier italien a confirmé l'alibi d'Ayvasov pour cet après-midi-là : il se trouvait à l'ambassade et assurait le déchargement du fameux camion qui, selon Agça, aurait dû lui permettre de s'enfuir en compagnie de Celik, l'attentat accompli.

L'un des grands arguments de la défense consiste enfin à faire valoir que, si Antonov était effectivement impliqué dans l'attentat, il est étrange qu'il soit resté à Rome deux ans après celui-ci. D'autant plus qu'en mai 1982, alors que se profilait la « piste bulgare », il avait même été interrogé par la police italienne (à propos de l'affaire Scricciolo). Il aurait donc eu largement le temps de quitter l'Italie avant le 25 novembre, jour de son arrestation, s'il n'avait pas eu la conscience tranquille.

La « piste bulgare » tient du serpent de mer : elle surgit, apparemment évidente, puis disparaît, devenant obscure et les arguments pour l'avaliser peu convaincants. Elle repose essentiellement sur les dires d'Agça. Or, tout au long des deux ans et demi de l'enquête, celui-ci n'a cessé de se comporter comme un marchand levantin : au départ vantant sa marchandise, donnant tous les détails possibles, fignolant son discours, puis changeant de tactique dès que ses « *clients* » (la justice italienne et l'opinion internationale) contestent ses propos. Il revient alors sur ses affirmations et cherche à convaincre avec de nouveaux arguments « séduisants ». C'est ainsi qu'il sortira l'« histoire » de l'attentat contre Lech Walesa, également manigancé selon lui par les Bulgares, mais le juge Martella estimera inutile de retenir cette affaire quelque peu fantaisiste.

Agça a-t-il été manipulé ? L'instruction fait état d'une seule visite de membres des services secrets italiens au jeune Turc.

Il y a certes une logique dans le comportement d'Agça. D'abord, il espère que ses complices (mais qui au juste ?) le feront évader et ne dit rien. Puis, voyant qu'il est destiné à moisir en prison, il cherche à « négocier » avec la justice italienne et se met à parler. Sa saga en Bulgarie avec les truands turcs, agissant au vu et au su des autorités bulgares, paraît vraisemblable.

En outre, il connaît incontestablement des faits troublants : le physique des trois Bulgares, leurs habitudes, l'existence de ce fameux poids lourd qui devait quitter l'ambassade le soir de l'attentat. Mais tout le reste de son histoire — l'aide des trois Bulgares dans la préparation de l'attentat, leur présence à proximité de la place Saint-Pierre — n'a pu être démontré par l'instruction : « *Agça est passé maître dans l'art de cacher le vrai avec le faux, et vice et versa* », commente un défenseur de M. Antonov. Un accusateur dont la crédibilité est sujette à caution, des inculpés aux alibis fragiles : les jurés auront fort à faire pour s'y retrouver.

PHILIPPE PONS.

هكذا من الأصل



France

LE PARQUET FAIT APPEL DE LA CONDAMNATION AVEC SURSIS DU LEADER INDÉPENDANTISTE

Le délit de M. Tjibaou

Cité directement par le gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie devant la 17e chambre correctionnelle de Paris, M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, a été condamné, vendredi 24 mai, à un an de prison avec sursis et 10 000 F d'amende pour avoir « *entrepris de porter atteinte à l'intégrité du territoire national* ». Le parquet a immédiatement interjeté appel de la décision en contestant le rôle de procureur implicitement dévolu par le tribunal à M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement territorial.

L'article 88 du code pénal dispose : « *Quiconque aura entrepris, par quelque moyen que ce soit, de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou de soustraire à l'autorité de la France une partie des territoires sur lesquels cette autorité s'exerce sera puni d'un emprisonnement de un à dix ans et d'une amende de 3 000 à 70 000 F.* »

S'appuyant sur ce texte, M. Ukeiwé avait, par l'intermédiaire de Me Patrick Devedjian, versé au débat diverses déclarations publiques de M. Tjibaou (*le Monde* daté 12-13 mai). En reprenant ces déclarations, le tribunal note : « *L'article premier de la loi du 6 septembre 1984 précise que son objet est de doter le territoire de la Nouvelle-Calédonie d'un nouveau statut évolutif et spécifique. A l'issue d'un délai de cinq ans, les populations de ce territoire seront consultées par voie de référendum, conformément aux dispositions de l'article 53, alinéa 3 de la Constitution. Ce texte permettait donc à M. Tjibaou de souhaiter l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, d'exprimer librement son opinion et de militer, dans le cadre de la loi, pour faire triompher sa solution lors du référendum exigé par la Constitution. De toute évidence, M. Tjibaou n'a pas choisi cette voie. Peu soucieux, semble-t-il, d'accepter les conséquences d'un référendum démocratique, M. Tjibaou a préféré, depuis le mois de janvier 1985, entreprendre à Paris une campagne tendant à convaincre l'opinion publique métropolitaine de ce que l'indépendance était d'ores et déjà acquise. C'est dans ce but qu'il s'est présenté comme le chef d'un « gouvernement » provisoire de Kanaky et qu'il a arboré le drapeau de la « République canaque ». C'est dans cet esprit qu'il entend traiter d'égal à égal avec la France et qu'il agite la menace de l'insécurité. Ainsi se trouvent réunis les éléments constitutifs du délit prévu et réprimé par l'article 88 du code pénal.* »

Cependant, M. Emile Cabié, président de la 17e chambre correctionnelle, a accordé à M. Tjibaou le bénéfice des circonstances atténuantes en soulignant : « *En effet, s'attachant au caractère politique du problème néo-calédonien, M. Tjibaou a pu en négliger les aspects juridiques et judiciaires* » et le magistrat adresse une réprimande au ministère de la justice en ajoutant : « *D'autre part, aucune poursuite n'ayant été engagée à son encontre par le parquet après la constitution parfaitement illégale d'un gouvernement provisoire de Kanaky, M. Tjibaou a pu penser, à tort, qu'il bénéficiait d'une immunité de fait.* »

« Un jugement politique »

A l'audience du 10 mai, le substitut du procureur de la République, M. Marc Domingo, avait soutenu que la poursuite engagée par M. Ukeiwé était irrecevable car, dans ce type de délit, l'action publique ne peut être mise en mouvement que par le parquet.

Ce n'est pas l'avis des magistrats qui affirment : « *Aucun texte n'exclut la saisine du tribunal correctionnel par citation directe de la partie civile sur le fondement de l'article 88 du code pénal.* » En outre, les juges considèrent que M. Ukeiwé avait non seulement « *qualité* », mais aussi « *intérêt* » à agir et précisent : « *S'il est vrai que l'atteinte à l'intégrité du territoire national intéresse l'Etat au premier chef, il n'en demeure pas moins que la collectivité territoriale est également concernée.* »

Au Palais de justice, vendredi, certains magistrats ne cachaient pas leur étonnement : « *L'article 88 vise un préjudice d'ordre social dont seul le ministère public peut demander réparation* », argumentait l'un d'eux ; « *M. Cabié aime à surprendre* »... murmurait un autre. « *Le devenir du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances est un problème politique qu'il n'appartient pas au tribunal d'examiner.* » En commençant son jugement par cette phrase, le président de la 17e chambre correctionnelle de Paris, M. Emile Cabié a sans doute estimé nécessaire d'affirmer qu'il se plaçait sur un terrain strictement juridique. Mais, interrogé au terme du prononcé du jugement, Me Michel Tubiana déclarait tout net : « *C'est un jugement politique.* »

MARC PORTEY.

En Nouvelle-Calédonie

LE GÉNÉRAL DEBARGE COMMANDERA LA GENDARMERIE

M. Charles Hernu, ministre de la défense, en accord avec M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, a demandé au général Jacques Debarge de rejoindre très prochainement la Nouvelle-Calédonie, en compagnie du nouveau haut commissaire délégué du gouvernement, M. Fernand Wibaux.

Le général Debarge, qui occupait jusqu'à présent comme colonel le poste de chef d'état-major du général commandant la première région de gendarmerie, exercera le commandement de l'ensemble des forces de gendarmerie en Nouvelle-Calédonie en remplacement du général Lucien Bazard, précise-t-on au ministère de la défense.

En ce qui concerne ce dernier, il sera, ajoute-t-on, très prochainement promu à un poste de haute responsabilité, comme M. Charles Hernu le lui avait d'ailleurs indiqué lors de son récent voyage à Nouména.

M. MITTERRAND PRÉSIDE LA MISE EN SERVICE DE « L'INFLEXIBLE »

En se rendant à Brest pour présider ce samedi 25 mai au départ du sous-marin nucléaire lanceur de missiles stratégiques *l'Inflexible* pour sa première campagne opérationnelle, le président de la République, M. Mitterrand, a voulu montré l'intérêt qu'il portait à cette arme. En effet, *l'Inflexible* est le premier sous-marin nucléaire français de la force océanique stratégique a être doté de missiles à têtes multiples MIRV (Multiple Independently Targettable Reentry Vehicle) analogues à ceux que les Etats-Unis ont mis en service au début des années 70. Ce bâtiment, qui déplace en surface 8 080 tonnes et, en plongée, 8 920 tonnes, est équipé de seize missiles balistiques M-4 capables d'emporter à 4 000 kilomètres de distance cinq à six têtes thermonucléaires de 150 kilotonnes chacune (*le Monde* du 22 mai).

LA RÉSISTANCE COMMUNISTE A PARIS EN 1943

Le film sur le groupe Manouchian soumis à un jury d'honneur

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle, saisie par le président d'Antenne 2 de la controverse provoquée par un film du réalisateur Mosco sur la résistance communiste immigrée à Paris pendant la seconde guerre mondiale, a publié, le vendredi 24 mai, une déclaration indiquant qu'elle avait décidé de « *constituer un jury d'honneur, sur l'avis duquel elle prendra sa décision* ».

Le président d'Antenne 2, M. Jean-Claude Héberlé, a indiqué, de son côté, qu'il appliquera « *la recommandation de la Haute Autorité, quelle qu'elle soit* ».

Réalisé en 1983, le film de Mosco, intitulé *Terroristes à la retraite*, n'avait pas été programmé par le précédent président d'Antenne 2, M. Pierre Desgraupes. M. Héberlé avait fixé sa diffusion au 2 juin prochain. Le Parti communiste a lancé une campagne contre ce film, dans lequel la direction clandestine du parti est accusée d'avoir livré aux polices française et allemande les résistants immigrés du groupe dirigé par l'Arménien Mysak Manouchian (*le Monde* daté 31 mars-1er avril).

Entre la mi-novembre et le début du mois de décembre 1943, les policiers de la 2e brigade spéciale (BS 2) opèrent soixante-sept arrestations parmi les combattants des FTP-MOI (francs-tireurs et partisansmain-d'œuvre immigrée) de la région parisienne. Les FTP-MOI sont l'organisation de résistance communiste parmi les immigrés italiens, espagnols, arméniens et, pour une part importante, juifs d'Europe centrale. Mysak Manouchian, responsable militaire de cette organisation à Paris, est lui-même arrêté le 16 novembre. Livré aux Allemands, il est, avec vingt-deux de ses camarades, l'accusé d'un procès organisé par l'occupant à l'Hôtel Intercontinental, qui se termine par leur exécution, le 21 février 1944, au Mont-Valérien. La propagande allemande a utilisé leur histoire pour désigner à la méfiance de la population française ces « *terroristes étrangers* », dont les visages et les noms ont été réunis sur la fameuse « affiche rouge », célébrée plus tard par un poème d'Aragon.

Dans quelles conditions les FTP-MOI parisiens ont-ils été pris ? La veuve de Manouchian, Mme Mélinée Manouchian, et le frère d'un autre fusillé de l'affiche rouge, M. Simon Rayman, soupçonnent la direction clandestine du PCF, c'est-à-dire Jacques Duclos, d'avoir laissé faire ou favorisé ces arrestations. Dans le quatrième tome de son *Histoire intérieure du Parti communiste*. (éd. Fayard), Philippe Robrieux accuse M. Jean Jérôme, qui était le trésorier des FTP, d'avoir livré ces combattants étrangers après avoir été lui-même arrêté en avril 1943.

L'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), que dirige M. François Bédarida, a organisé, le vendredi 24 mai, une conférence de presse-débat destinée à faire le point des données historiques disponibles sur cette affaire. Outre les historiens de l'IHTP et les journalistes, le réalisateur Mosco et ses conseillers, d'une part, des responsables et historiens de la résistance communiste, d'autre part, assistaient à cette conférence. Pour le PCF, le film de Mosco est une construction diffamatoire intolérable, qui falsifie le passé des résistants communistes et tend à dépouiller le parti des titres de gloire qu'il a conquis dans la lutte contre l'occupant.

Une explication politique

Les historiens Stéphane Courtois et Denis Peschanski, ainsi que M. Adam Rayski, ancien dirigeant de la résistance communiste juive, qui a rompu, aujourd'hui, avec le PCF, ont donné leur version des faits. Il en ressort que, informée dès le mois de mars 1943 par un indicateur, Mme Hélène Goldfarb, dite « la Rouquine » — responsable, notamment, de l'arrestation de M. Henri Krasucki, qui dirigeait alors les jeunesses communistes juives, — la police serrait de très près les FTP-MOI, dont elle a arrêté la plupart des dirigeants nationaux à la mi-avril 1943. Son souci était, alors, de remonter les filières jusqu'à la direction clandestine du PCF lui-même.

L'arrestation du responsable politique de la MOI parisienne, Joseph Davidovitch, qui parle aux policiers, permet à ceux-ci de compléter et de préciser leur connaissance du réseau. Relâché pour servir d'indicateur, Davidovitch, démasqué, sera exécuté par ses anciens camarades au début de décembre 1943. Entre-temps Manouchian a été arrêté, en même temps que Joseph Epstein, dit le colonel Gilles, qui est le dirigeant de l'ensemble des FTP de la région parisienne depuis février 1943 (son successeur sera le colonel Henri Roll-Tanguy). Epstein ne parle pas, et les policiers allemands et français ne sauront pas l'importance de la « prise » qu'ils ont faite en l'arrêtant.

Selon M. Courtois, il est probable que Manouchian, suivi, a involontairement provoqué l'arrestation d'Epstein, avec lequel il avait rendez-vous à la gare d'Evry-Petit-Bourg. Pourquoi ce rendez-vous ? Manouchian, conscient du risque que couraient ses hommes depuis les arrestations de l'été et de l'automne, avait demandé à pouvoir se replier avec eux en zone sud. Cette autorisation lui avait été refusée, très certainement sur décision de Jacques Duclos.

L'explication de ce refus, selon MM. Courtois et Peschanski, est politique. A uwn momrent où le PCF négociait son entrée dans le gouvernement provisoire du général de Gaulle, à Alger, et sa place dans le Conseil national de la Résistance, il lui fallait absolument s'affirmer comme la force combattante principale dans la capitale face aux Allemands. Or il ne disposait quasiment, à Paris, que des seuls FTP-MOI, dont les actions spectaculaires frappaient l'opinion.

La vraie question que soulève le film de Mosco est, alors, celle de l'occultation, par le PCF, dans les années postérieures, de ce fait : la résistance communiste à Paris fut principalement l'œuvre d'immigrés, juifs pour une bonne part. Pourquoi ce silence ? Pourquoi la figure de Joseph Epstein a-t-elle été effacée par l'historiographie officielle du parti ? Deux explications se proposent : il était gênant, pour le PCF, d'admettre que ses meilleurs combattants étaient des étrangers ; et ceux-ci, anciens des Brigades internationales en Espagne pour certains, ont subi le sort réservé dans le mouvement communiste international, au cours des années 50, à toute cette génération qui ne s'accommodait pas du stalinisme.

PATRICK JARREAU.

LE PCF DÉNONCE LES RENCONTRES INTERNATIONALES SUR LES LIBERTÉS ET LES DROITS DE L'HOMME

Le Parti communiste français proteste contre les Rencontres internationales organisées, les 30 et 31 mai, à l'initiative du gouvernement, sur les libertés et les droits de l'homme. Dans une déclaration publiée le vendredi 24 mai, le PCF affirme : « *Tout nous conduirait à apprécier hautement une initiative de la France en faveur des droits de l'homme, qui serait résolument pluraliste et respectueuse des réalités. Autrement dit, une initiative qui prendrait appui sur tout ce que notre peuple compte de forces engagées dans les luttes multiples pour la libération humaine. Tel n'est pas le cas des Rencontres des 30 et 31 mai prochain. Au contraire, puisque, par décision des dirigeants du pays au plus haut niveau, la composante communiste sera, une fois de plus, à l'occasion de cette manifestation publique, purement et simplement exclue de la communauté nationale.* »

Le PCF appelle ses militants à se mobiliser, le 30 mai, et à diffuser un numéro spécial de *l'Humanité* qui sera consacré, ce jour-là, aux droits de l'homme.

● *Mme Jambu (PC) élue maire de Bagneux.* — Le conseil municipal de Bagneux (Hauts-de-Seine) a élu maire, le 22 mai, Mme Jeanine Jambu (membre du comité central du PCF), en remplacement de M. Henri Ravera (PCF), qui a donné sa démission « *pour des raisons de disponibilité et de santé* », a indiqué *l'Humanité*, le vendredi 24 mai. Agé de soixante-six ans, maire de Bagneux depuis 1964, conseiller général de la Seine, puis des Hauts-de-Seine, de 1964 à 1982, M. Ravera reste conseiller municipal de la ville, administrée par le PCF depuis trente ans.

[Née le 18 novembre 1942 à Berre-l'Etang (Bouches-du-Rhône), sténodactylo, entrée au mouvement de la Jeunesse communiste à Saint-Ouen en 1959, Mme Jeanine Jambu est membre du comité central du PCF depuis février 1976. Elle avait succédé à M. Ravera comme conseiller général des Hauts-de-Seine en mars 1982 et avait été élue premier adjoint au maire de Bagneux en mars 1983.]

Propos et débats

M. Dominati : une convention à l'américaine

M. Jacques Dominati, député (UDF-PR) de Paris, suggère, dans sa Lettre *hebdomadaire, qu'une* « grande convention républicaine du type de celles qui existent aux Etats-Unis puisse se réunir afin de se choisir un candidat unique pour l'élection présidentielle, quelle qu'en soit la date ».

M. Stirn : l'union des sociaux-démocrates

Interrogé, vendredi 24 mai, par l'Agence centrale de presse, M. Olivier Stirn, président de l'Union centriste républicaine (UCR), s'est déclaré favorable à ce que M. Fabius reste premier ministre après 1986. « Si un rassemblement socialiste et républicain, conduit par Laurent Fabius, dépasse les 30 % aux législatives et si le RPR et l'UDF n'ont pas la majorité des sièges, il aura gagné son pari. A ce moment-là, pourquoi s'en irait-il de l'hôtel Matignon ? », *demande l'ancien ministre.*

Pour ce qui est des élections législatives, M. Stirn déclare : « Il faut faire une union de tous ceux qui ont fait le choix d'une société social-démocrate. » *Tout en reconnaissant que* « la transformation des socialistes, depuis 1981, est évidente », *M. Stirn souhaite qu'ils s'inspirent des socialistes allemands et qu'ils abandonnent explicitement toute référence au marxisme.*

M. Gaudin : pas de Français malgré eux

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, répondant, le vendredi 24 mai, au nom de l'opposition, à l'intervention télévisée « Parlons France » du premier ministre, sur TF 1, a demandé que « l'attribution de la nationalité française ne soit plus automatique, mais qu'elle soit réservée à ceux qui veulent vraiment devenir français et qui en acceptent les devoirs s'ils en prennent les droits ». « Il ne doit pas, *a-t-il dit,* y avoir de Français malgré eux. »

M. Gaudin a précisé qeu l'UDF proposera, lors du prochain débat parlementaire sur l'immigration, « la maîtrise du flux migratoire, le renforcement des mesures contre l'immigration clandestine, le développement du système d'aide au retour et la lutte contre les concentrations excessives d'immigrés dans les villes. »

M. Carignon : tolérance

M. Alain Carignon, maire de Grenoble, membre du secrétariat national du RPR, s'est montré, au cours de l'émission « Face à la 3 », vendredi 24 mai, partisan « d'un discours plus tolérant ». « Je ne suis pas de ceux qui disent que mon camp a toujours raison », *a-t-il affirmé. Poursuivant son plaidoyer pour la tolérance, il a émis le souhait que l'on* « remplace le plus souvent le face-à-face par le côte-à-côte ».

Le marathon de François Léotard

(Suite de la première page.)

Là, le spectacle commence. Un camion entier de plusieurs tonnes de matériel est descendu de Paris pour préparer la salle, planter le décor : des stands à l'entrée où se vendent des tee-shirts, des blousons, des casquettes, des badges avec le portrait de François Léotard ; des portiques avec des spots de toutes les couleurs, des baffles, une console. Derrière la tribune un écran géant sur lequel se dessinent, grâce au rayon laser, les « *messages* » du PR « *socialisme = échec : = pauvreté ; = tricherie ; = chômage* » « *la démocratie libérale* », « *la passion des libertés* », « *libérer l'initiative* », « *retrouver la confiance* », « *réunir* », « *gagner en 1986* ».

« Il n'y aura pas de sauveur suprême »

Le tout au milieu de fumées vertes, roses ou bleues et dans une musique assourdissante : *Midnight express* ou *2001, l'odyssée de l'espace*. On enchaîne avec une vidéo : François Léotard, membre d'une délegation française à l'ONU : dans les camps de réfugiés du Sud-Est asiatique, à Moscou avec Mme Sakharov ; au départ du marathon de New-York : dans sa ville de Fréjus, prenant son petit déjeuner avec sa femme France ; à Joinville-le-Pont pour le conseil national du PR ; avec M. Giscard d'Estaing ; avec M. Chirac ; avec M. Barre, et avec « son » équipe du PR. La salle applaudit en cadence et se lève. La musique s'amplifie encore, les applaudissements redoublent, « Léo » fait son entrée flanqué des responsables locaux du PR, suivi d'Alain Madelin et de quelques responsables parisiens qui, à tour de rôle, viennent le rejoindre dans sa tournée.

Dans la bousculade, il remonte vers la tribune, serre les mains et prend place sur la « scène », sans estrade, au milieu des « siens ». Les élus UDF et RPR sont, eux, au premier rang, dans la salle.

Profitant de l'aubaine, le président de la fédération du PR ne résiste pas : son discours est souvent interminable et casse un peu l'effet obtenu. Alain Madelin reprend alors les choses en main ; il fait vibrer la salle au souvenir de sa « marche » à Paris, il y a un an, pour défendre « l'école libre », mêle l'anecdote au discours. L'histoire du saint homme qui, rencontrant un ours, demande au Seigneur d'inspirer à la « *bête féroce* » des sentiments chrétiens, et l'ours, « *converti* », s'agenouillant : « *Seigneur bénissez ce repas* », obtient à chaque fois un franc succès. Quel rapport ? « *Je vois trop souvent*, explique-t-il, *des hommes qui se tournent vers les socialistes en priant qu'ils soient inspirés de sentiments libéraux. Mais le socialisme ne peut se marier avec un quelconque sentiment libéral.* »

Il y aura aussi l'histoire des cigognes, du café décaféiné qui, comme le « *socialisme désocialisé* » a la « *même couleur* », mais « *énerve moins* »... Alain Madelin s'amuse, crée une complicité. « Léo » peut y aller. Et c'est reparti pour les applaudissements, les gens debout, le nom scandé. Et parfois un cri : « *Léo, une chanson.* » « *Je suis venu vous parler de choses sérieuses* », rectifie François Léotard. « *Je suis venu pour vous parler de la France...* ». Il martèle ses refus : « *Nous refusons une société de méfiance et de découragement ; nous refusons un pays refermé sur lui-même ; nous refusons une alternance molle ; nous refusons que les Français soient humiliés, dégrisés.* » Il dénonce le « *socialisme honteux de Fabius* », la politique économique « *meurtrière* » du président de la République, l' « *irresponsabilité* » de sa politique étrangère.

Il cite peu de chiffres, préfère un langage « affectif », parle de « *nos frères chrétiens du Liban* », des pays « *écrasés* » par cette puissance « *totalitaire* » qu'est l'Union soviétique, cite de Gaulle, invite les Français à se « *redresser* » et à « *prendre la route du progrès social, du futur et de la liberté* ». « *Vous pouvez réussir,* leur dit-il, *mais votre seul recours, c'est vous... Je ne veux pas vous infliger une vérité révélée.* » « *Il n'y aura pas de sauveur suprême (...), mais je suis animé d'un optimisme inébranlable pour demain, car, avec un langage de vérité, les Français seront capables de relever les défis...* »

« Aimez la France »

Il dénonce, mais veille aussi à « *proposer* » des « *chemins* » pour la « *victoire de la France* ». « *Il ne s'agit pas d'être jugé sur notre bonne mine et de faire croire que demain on rasera gratis* », explique-t-il. « *Nous voulons des choix dans la clarté politique.* » François Léotard se félicite alors de la présence d'élus de l'UDF et du RPR et parle de l' « *accord pour gouverner* » signé entre les deux formations et qu'il faudra « *prolonger par un mode d'emploi pour les législatives* ».

Chaque soir, il fait à nouveau le serment de « *ne contribuer en rien à la moindre divergence des forces de l'opposition. Veillez*, dit-il, *à ce que nous ne donnions jamais l'image de la division. Ne parlons que de ce qui peut être utile à une victoire de l'opposition.* » « *Nous souhaitons*, affirme-t-il, *faire de 1986 un temps fort dans la vie politique française avec une série de ruptures pour introduire partout des mesures de liberté (...). Il faut rendre au citoyen les pouvoirs confisqués par l'Etat. Ce sera difficile, mais il faudra du courage. La route de l'après-socialisme sera nécessairement la route de l'effort.* »

François Léotard ne se lance pas dans un catalogue de propositions. Il les distille le matin, en plus petit comité, et les expose à la presse régionale. Bientôt, elles seront réunies en une plaquette que publiera son parti. Le soir, il veut faire passer le grand souffle de l'émotion, réveiller les énergies en parlant de la France et de sa « *merveilleuse jeunesse* », de son ardeur combative... S'il ne veut laisser qu'un seul message c'est celui-ci : « *Aimez la France !* »

Toujours un peu maladroitement, il lève ses deux mains serrées au-dessus de la tête. C'est fini pour ce soir. Une groupie, la quarantaine potelée, le cheveu frisé, la casquette « *Léotard* » sur la tête, le blouson « *Léotard* » sur le dos, se précipite dans les bras de « Léo »... Longtemps encore, il signera des autographes. Demain le « marathon » reprendra...

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Si je n'étais qu'un mannequin...

Un peu fatigué — il « tourne » depuis vingt et un jours — mais heureux de l'accueil chaleureux qu'il rencontre à chacune de ses étapes, François Léotard entre en scène. Il s'apprête, comme hier et comme demain, à parler d'une France « *belle et orgueilleuse* » que les « libéraux » sauront faire renaître. Il s'avance sous les projecteurs... « *Une chanson* » lui crie un puis deux spectateurs.

C'était le risque, ce peut être le piège dans lequel peut l'enfermer une campagne destinée avant tout, bien qu'il s'en défende, à « vendre » une image, celle d'un homme jeune, sportif, bien de son temps, mais qui tient un discours sur le retour aux valeurs traditionnelles, à la morale, au sens chrétien et invite ceux qu'il rencontre à partager avec lui « *le pain de l'amitié* ». « *Je parle le langage d'aujourd'hui,* dit-il. *J'ai beaucoup discuté avec des comédiens, des chanteurs... Il faut un mélange de spontanéité et de communication contemporaine, qui passe inévitablement par les images. Nous sommes dans un monde marqué par la solitude ; un monde qui a besoin d'un langage plus fraternel, plus solidaire. Je ne regrette rien de ce que j'ai fait* », affirme François Léotard, même s'il s'attriste que son passage à TF 1, chantant *l'Ajaccienne,* ait eu plus d'impact que son « Heure de vérité ». « *Mais comment penser que communiquer ce n'est pas essayer de toucher les gens même s'il faut garder à la politique sa dignité ?* », demande-t-il.

De Gaulle et Reagan

Et de se défendre encore, agacé qu'on lui parle trop de son « look » : « *J'ai bien l'intention de continuer à faire ce que j'aime. J'ai bien l'intention d'être heureux. Si je n'étais qu'un mannequin, je serais fou mais si j'avais un message et que je le laissais enfermé dans une armoire, je serais aussi fou.* »

Alors « Léo » habille le message des libéraux de couleurs chatoyantes quitte à ce que l'image envahisse tout et gomme le message. Il laisse parfois percer une légère irritation mais, fataliste, il remarque : « *De toute façon on est dans un monde de Tartuffe.* »

Accepterait-il de défendre des mesures qui le rendraient impopulaire ? Cette question-là suscite sa colère. « *Je suis le seul à dire*, remarque-t-il, *qu'il faut supprimer l'impôt sur les grandes fortunes. Je dis aussi que, plutôt que d'envier les réussites des Japonais, il faut considérer qu'ils travaillent deux mille cent heures et nous mille six cent cinquante, ce qui revient à prôner le passage aux cinquante-cinq heures et non pas trente-neuf. Vous croyez que c'est populaire, cela ? Je me fiche que les Français soient contre ce que je dis si je crois à la nécessité de ce que je propose. (...) Je n'aime pas que l'on me fasse passer pour quelqu'un qui veut séduire et non construire.* »

Construire. François Léotard se veut le « *tâcheron de l'opposition* », l'un des artisans de la « *maison des libéraux* ».

Une fois pour toutes, semble-t-il, il a décidé de renoncer aux petites phrases, aux mouvements d'humeur à l'égard de l'UDF (comme pendant la campagne des européennes) ou à l'égard de M. Barre. Il ne parle que de l'union, se « *sent très UDF* » et se félicite de l'« *atmosphère de travail* » qui règne depuis quelques mois entre les deux grandes formations de l'opposition. De la cohabitation, sujet qui divise son parti, il refuse de la même façon de parler. « *J'en discute beaucoup avec mes amis* confie-t-il *mais ce débat doit avoir lieu à l'intérieur de l'opposition et pas sur la place publique. Je reporte sur les épaules de M. Mitterrand la responsabilité d'une crise éventuelle. Pour le reste, je me fixe des œillères comme un cheval de labour : mars 1986.* »

Et il est vrai que, au fur et à mesure de ses déplacements, François Léotard gagne — mais peut-être provisoirement — son pari : les questions sur la cohabitation, ses relations avec M. Barre ou M. Giscard d'Estaing se font plus rares, tandis que naît la curiosité pour le « projet des libéraux ».

Le secrétaire général du PR vante les mérites de l'administration Reagan qui a su « *faire se redresser un peuple* », en appelle au général de Gaulle pour prôner l'« *effort* », le « *travail* », le « *courage* » et l'amour du pays.

Il se veut le rassembleur, le réconcialiateur des Français « *avec eux-mêmes* », et cite volontiers l'Evangile : « *le reste nous sera donné de succroît* ». Tout cela compose un curieux mélange.

C.F.M.

● *Annulation de l'élection cantonale d'Arzacq-Arraziguet (Pyrénées-Atlantiques).* — Le tribunal administratif de Pau a annulé l'élection cantonale d'Arzacq-Arraziguet (Pyrénées-Atlantiques), à la suite de la constatation au second tour du scrutin, le 17 mars dernier, d'une différence anormale entre le nombre des votants et celui des suffrages exprimés. Devancé par M. Jean Casseignau (div. opp.) de trois voix sur 3 463 suffrages exprimés, M. Henri Fram (PS) avait fait valoir que dans le chef-lieu de canton 590 bulletins de vote avaient été décomptés alors que seulement 584 votants avaient été enregistrés sur les listes d'émargement.

EDOUARD FRÉDÉRIC-DUPONT TENTÉ PAR LE FRONT NATIONAL

« Dupontiste... »

« *S'intéresse à la culture des roses...* » D'édition en édition, le *Who's Who* mentionne cette particularité dans la biographie d'Edouard Frédéric-Dupont. Sa réputation est née au hasard d'une question, il y a trente-deux ans. Alors président du Conseil de Paris, interrogé sur ses loisirs au sortir d'une discussion avec son pépiniériste, il fit cette réponse. Aujourd'hui, le vice-doyen d'âge de l'Assemblée nationale préférerait qu'on retienne sa « *passion* » pour l'histoire. Passion qu'il manifeste en s'intéressant de près à une collection consacrée à l'histoire de Paris, et dans laquelle il puise sa « *récompense* » avec la lecture — inachevée, interminable ? — des *Causeries du lundi* de Sainte-Beuve.

A la veille de son quatre-vingt-troisième anniversaire — il est né à Paris le 10 juillet 1902, — Edouard Frédéric-Dupont reste un artisan de la politique. Pourquoi d'ailleurs aurait-il changé les méthodes éprouvées qui lui ont valu tant d'élections et de réélections ? Elu conseiller municipal de Paris en 1933 (mandat dont il démissionnera en 1943), député en 1936 (il est le plus ancien parlementaire à siéger au Palais-Bourbon), membres des deux Constituantes, de nouveau élu au conseil municipal en 1945, ministre en 1954 (1), la liste des succès électoraux est longue, au point que l'échec cinglant subi aux législatives de 1962 apparaît comme une incongruité.



Battu par Jacques Mer, gaulliste, « *jeune et inexpérimenté* » (selon l'expression du ministre de l'intérieur de l'époque, Roger Frey, qui y voyait la preuve de l'absence de méchanceté de l'UNR à son égard), le député du septième arrondissement de Paris avait spectaculairement lavé l'affront, cinq ans plus tard, en battant à l'arraché Maurice Couve de Murville.

Depuis lors, Edouard Frédéric-Dupont a mis de l'eau dans son vin en ménageant ses alliés naturels de la droite, allant jusqu'à être chef de file d'une liste soutenue par les deux prétendants au fauteuil de maire de Paris qu'étaient Michel d'Ornano et Jacques Chirac en 1977.

Les félicitations de MM. Pasqua et Labbé

Cet « *exploit* », dans l'ambiance des combats fratricides que se livraient gaullistes et giscardiens dans la capitale, est révélateur de la méfiance de l'homme à l'égard des partis. Nostalgique d'une IIIe République qui permettait aux députés de prendre la parole dans l'hémicycle sans même s'être inscrits à l'avance ou s'être fait inscrire par un groupe politique, Edouard Frédéric-Dupont ne les dédaigne pas non plus : il avait même adhéré au RPF avant de rejoindre le Centre national des indépendants et paysans, où il est encore. Cette fois, il songe. Du moins au Front national est-ce la question que soulève sa présence aux côtés de Jean-Marie Le Pen au défilé de Jeanne d'Arc, le 12 mai dernier ; mais Edouard Frédéric-Dupont, lui, ne se la pose pas.

C'est l'« *instinct personnel* », le « *réflexe* », qui l'ont, dit-il, conduit à renouer avec une tradition d'avant-guerre. En ces temps, tous les partis — pas seulement les ligues — rendaient hommage à la Pucelle, se souvient-il. Que ce soit Jean-Marie Le Pen qui ressuscite son souvenire, peu lui importe. Au contraire. Cela lui permet de rendre plus publique encore l'« *indignation* » que lui inspire « *l'ostracisme dont les partis frappent M. Le Pen* ».

L'œil bleu fixé sur ses chemises cartonnées et sanglées qui ressemblent à s'y méprendre à des dossiers juridiques — mais ici, ce sont ses dossiers de député et de maire du septième, — il confie : « *Je suis resté très avocat : quand un homme est victime des attaques et de la lâcheté des autres, j'interviens.* »

Sa première intervention, un peu passée inaperçue du monde politique, remonte à décembre dernier. Sous le titre « L'ignoble manœuvre », il s'étonnait — pour ne pas dire s'insurgeait, — dans son bulletin d'information trimestriel, que l'on fasse du président du Front national un « *épouvantail* ». Envoyée à ses cinquante-cinq mille électeurs, aux députés RPR, aux conseillers de Paris et à quelques autres, la plaidoirie pour que le Front national « *soit à part entière dans l'opposition* » a provoqué, affirme-t-il, « *une avalanche de félicitations, y compris des responsables du RPR comme Claude Labbé et Charles Pasqua* », présidents des groupes parlementaires.

Hasard ou non, toujours est-il que la chemise renfermant ces lettres de citoyens « *émus et intéressés* » laisse échapper beaucoup de cartes à en-tête du RPR. « *Je pense que tout cela nécessite une correction de notre position* », lance Edouard Frédéric-Dupont en reposant le dossier sur sa solide table de travail.

Le RPR ? « *Je n'y suis qu'apparenté à l'Assemblée nationale. En somme, je suis en position d'invité. Je ne vais pas provoquer la pagaille.* » La bonne éducation de ce fils de général ne l'empêche pas d'être déçu quand il constate que « *son opinion ne prévaut pas* » : il trouve même « *pitoyables* » les propos d'un Philippe Seguin, d'un Jacques Toubon, d'un François Léotard... qui tombent, dit-il, dans le piège d'une gauche qui les conduit à traiter Jean-Marie Le Pen comme un pestiféré.

L'avocat se fait alors procureur : « *J'accuse les dirigeants de partis traditionnels : ils n'ont pas le droit de dire encore qu'il y a une appellation contrôlée de l'opposition sans Le Pen.* »

Il ne « *supporte pas* » de voir son ancien adversaire « *courtois et loyal* » — aux législatives de 1956 et 1978 — et ancien collègue parlementaire poujadiste considéré comme l'ennemi numéro un. Et d'évoquer quelques souvenirs : « *Nous avons eu la même réaction d'hostilité à la Constitution de 1958. Nous étions favorables à l'Algérie française. Nous sommes allés ensemble en Algérie en qualité de rapporteurs des budgets militaires. C'est un homme de cran et de cœur.* »

« Il m'a rassuré »

L'ayant « *perdu de vue* », Edouard Frédéric-Dupont a retrouvé le Le Pen « *qui l'avait troublé par son ardeur* ». « *Concurrent, ami, voisin* », il l'a rencontré. « *Je lui ai demandé une précision sur l'antisémitisme. Il m'a entièrement rassuré en m'expliquant que, comme dans tous les partis, il y avait des gueulards, mais que ni lui ni aucun membre de son état-major n'étaient antisémites ni antisionistes. Quant à sa conception de la résorption nécessaire du nombre des immigrés, il est tout à fait d'accord avec les solutions sages et modérées proposées par Le Gallou ou Griotteray.* »

Figurer comme numéro deux sur la liste que conduirait Jean-Marie Le Pen à Paris dans dix mois ? Le dédain pointe chez le vieux routier, en même temps que la prudence. Il lui suffit d'évoquer « *ces gens qui se précipitent pour avoir des places sur les listes* ».

« *Arrondissementier* », il juge la proportionnelle comme une « *tricherie* ». Son salon d'attente, que tout apparente à celui d'un médecin de famille, corrobore la légende du député des concierges (à tel point qu'ici ou là on le surnomme « Dupont des loges »), des chauffeurs de taxi, des petits commerçants...

1981 a-t-il changé quelque chose à son travail d'intervention ? S'il reconnaît que ses démarches auprès de Charles Hernu, dont par ailleurs il vote le budget — « *parce que la défense de la France...* », — ne sont pas toujours couronnées de succès, Edouard Frédéric-Dupont observe que Jack Lang lui donne « *toute satisfaction* ».

Devant ses crayons à papier bleu et rouge, bien taillés, il devient songeur : depuis cinquante-deux ans, il voit en moyenne cinquante personnes par semaine. Qui est-il ? « *A un moment où tout le monde croit, et peut-être hélas ! avec justesse, qu'il faut avoir des relations, je suis les relations pour ceux qui n'en ont pas.* » Alors que parviennent, assourdis, les bruits de la ville, Edouard Frédéric-Dupont, dans son appartement du cinquième étage du boulevard Saint-Germain, est plus précis : « *Je suis dupontiste.* »

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Ministre des Etats associés du 3 au 14 juin 1954 dans le gouvernement Laniel.

M. JOXE AU CONGRÈS DU SYNDICAT DES COMMISSAIRES

La police entre le corporatisme et la modernité

Le huitième congrès du Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale, réuni depuis le 20 mai à Dardilly (Rhône), s'est clos, vendredi 24 mai, par la venue de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (le Monde des 23 et 24 mai.)

De notre envoyé spécial

Dardilly. – M. Joxe face aux commissaires, ce fut la réponse du berger à la bergère : une réplique en forme de renvoi de la question à celui qui la pose.

Accueillant le ministre de l'intérieur, M. Robert Naud, secrétaire général du Syndicat des commissaires, avait repris son leitmotiv préféré sur la contestation de la hiérarchie policière par les organisations syndicales, notamment de gardiens de la paix. Il s'en était donc pris à ceux qui « *transforment les services de police en champ clos de la contestation permanente, empreinte de coloration politique (...). Certains syndicalistes irresponsables, profitant d'une inaceptable passivité de l'administration, tentent de jeter le discrédit sur les chefs de service* ».

Ces inquiétudes rappelées, M. Naud devait conclure par une invite à la solidarité sans faille du ministre : « *Idées nouvelles, crédits adaptés, volonté politique, ne suffiront pas à faire basculer la police nationale dans la modernité, il vous faudra l'adhésion de tous les policiers. Dans cette perspective, les commissaires de police ont un rôle déterminant à jouer (...). Ils le feront d'autant mieux qu'ils auront été mieux compris et assurés de votre totale confiance et de votre considération.* »

Or la réponse de M. Joxe fut loin des gentillesses habituelles – et, souvent, démagogique – d'un ministre de l'intérieur envers les chefs policiers. En substance : la confiance et la considération, cela se mérite. Evoquant ce « *problème de la discipline, dont vous parlez toujours comme si vous étiez sans cesse mis en cause* », le ministre devait déclarer, confortant son image sévère : « *Vous ne trouverez pas plus partisan que moi de la hiérarchie. Dans tous les sens. Par exemple, je veux être informé, je ne veux pas apprendre par les journaux des choses que je devrais savoir dans l'heure. Or cela m'arrive au moins une fois par mois. La hiérarchie, c'est ça aussi !* »

« Ayez une attitude moins inquiète »

La pierre ainsi renvoyée dans le jardin des commissaires – « *la discipline, dans cette administration, moi, je constate qu'elle est assez bien pratiquée* », – M. Joxe devait inviter ses auditeurs à réfléchir sur leur rôle, sur leur conception du commandement et de l'animation de leurs services. Refusant une discipline policière calquée sur la discipline militaire en temps de paix, il plaide au contraire pour que, « *comme dans la guerre, l'initiative soit permanente* ». « *Ne vous attardez pas aux incidents* », à ces faits divers vous opposant aux gardiens, aux inspecteurs et à leurs syndicats », conseille-t-il : « *C'est normal que vous soyez un peu chatouilleux, mais il faut en prendre son parti. C'est inévitable (...). La hiérarchie est, comme partout, contestée (...). Mais on ne peut pas vouloir appartenir à une hiérarchie, à une sorte d'élite, et ne pas accepter d'être soumis aux critiques, éventuellement à la vigilance, de ceux qui sont au-dessous de vous.* »

Bref, « *regardez devant* » et non en arrière. « *Est-ce que dans cette administration, vous n'avez pas les moyens d'exercer votre autorité ?* » En d'autres termes : « *Ayez une attitude plus tonique, moins inquiète* » ; demandez-vous d'abord : « *qu'est-ce qu'on peut faire, vous en avez les moyens, vous en avez le goût* » ; participez à cette « *modernisation dont vous serez le principal acteur* » qui devrait faire de la police française « *l'une des meilleures polices d'Europe, sinon la meilleure* ».

Cette admonestation tranquille fut le point d'orgue d'un très long exposé – une heure quarante – où M. Joxe parla tout autant en technicien, au fait des dossiers, qu'en homme politique. Un discours de directeur général de la police plutôt que de ministre, où il ne fut question que des enjeux de la loi de programmation bientôt soumise au Parlement : formation permanente – qui devrait, à l'avenir, « *conditionner les franchissements de grades* », – informations – « *ce n'est pas un gadget, toutes les professions s'y mettent, vous avez du pain sur la planche* », – la jeunesse des personnels – 25 % de bacheliers parmi les nouvelles promotions de gardiens, « *le personnel d'encadrement devra suivre* », – l'accueil du public, la carte de implantations immobilières, la rénovation du parc immobilier – plus de la moitié des bâtiments policiers ont plus de vingt ans d'âge, – les transmissions, le parc automobile, la police scientifique et technique, les armements, l'ouverture sur l'extérieur...

Tout fut ainsi passé en revue par un ministre qui parle fait comme si l'échéance électorale de 1986 n'existait pas et se situe volontairement à une échéance de cinq et dix ans, celle de la modernisation, cette mission qu'il s'est fixée et qu'il entend pratiquer comme un devoir d'Etat. Les finances suivront-elles ? C'est l'une des inquiétudes du syndicat des commissaires, renforcée par M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, qui avait déclarer, mercredi, aux congressistes : « *Comme Saint-Thomas, nous croirons quand nous toucherons* ». Connaissant parfaitement l'Evangile, M. Joxe devait lui répliquer en continuant la citation de cet apôtre « *un peu suspect* » : « *Bienheureux ceux qui, sans avoir vu, ont cru.* »

En d'autres termes, M. Joxe estime que la détermination du gouvernement a déjà été démontrée : « *Si, jusqu'à présent vous n'aviez rien vu, vous n'auriez aucune raison de croire. Mais vous avez vu !* » M. Joxe a ainsi rappelé que nombre des exigences formulées par le syndicat des commissaires lors de ses congrès, en *1973, 1977 ou 1979*, ont été reprises par le gouvernement depuis 1981 et déjà mises en œuvre. Refusant de préciser les engagements financiers – encore à l'arbitrage interministériel – du gouvernement pour la future loi de programmation, M. Joxe a cependant assuré que « *quand il y a des projets, une réflexion, il y a des crédits* ».

« Insatisfaits »

Cet exposé, dont le fil directeur est l'idée de planification « *qui n'avait jamais été développée par la police* », fut reçu de façon contradictoire par l'assistance. Individuellement, nombre de commissaires confièrent avoir apprécié la connaissance technique du ministre et sa fermeté de ton. Collectivement, par la voix de leur secrétaire général, M. Robert Naud, ils se déclarèrent « *insatisfaits* ». « *M. Joxe n'a pas les moyens de sa politique* », assure M. Naud. « *Le médecin Joxe a fait un excellent diagnostic mais, maintenant, il se retourne vers l'infirmerie pour demander : au fait, y a-t-il encore des médicaments ?* » A l'évidence, M. Naud n'a pas vu et ne *croit pas*.

Cette amertume et cette réserve d'un responsable qui n'a jamais ménagé ses critiques au gouvernement depuis qu'il fut élu, en mai *1982, secrétaire général du syndicat*, s'expliquent sans doute par le fait que M. Joxe a refusé de flatter le corps des commissaires. Faisant le choix de la pédagogie plutôt que de la diplomatie, le ministre a ici pris le contre-pied du discours de son prédécesseur, M. Gaston Defferre qui, invité au précédent congrès des commissaires, en 1982, s'estimait disposé à « *changer d'avis si on lui présente de bons arguments* » et ajoutait : « *Si les commissaires savent me convaincre, je saurais être un bon ministre.* »

Rien de tel cette fois-ci, M. Joxe rejetant même certaines des revendications corporatistes du syndicat : la régionalisation de la police – oui pour la gestion administrative, non pour la direction des services, – la participation au comité technique paritaire de la police où les commissaires ne sont pas représentés en raison de leur faible nombre (2 057 sur 120 000 policiers) – on peut réfléchir ailleurs, – la rivalité avec la gendarmerie – « *Je vous mets en garde contre ces attaques.* »

Toutefois, cette résistance au message ministériel témoigne, au-delà, du moment de vérité que traverse le corps des commissaires de police. Jusqu'au début des années 80, son syndicat – majoritaire avec 84 % aux élections professionnelles – fut en avance sur la réflecion de l'administration. La modernisation était alors une exigence des commissaires face à un pouvoir politique plus préoccupé de l'ordre immédiat. Aujourd'hui qu'elle est une rengaine ministérielle, les commissaires s'inquiètent de ce qu'elle entraîne, pour eux aussi, de remises en cause, d'implication, de travail accru. Partagés entre le vieux et le neuf, ils sont le choix entre le repli corporatiste et le pari volontariste sur la modernité.

EDWY PLENEL.

SUCCÉDANT AU CAPITAINE PHILIPPE MASSELIN

Le capitaine Philippe Legorjus nommé à la tête du GIGN

Le capitaine Philippe Legorjus succède au capitaine Philippe Masselin à la tête du Groupe d'intervention de la gendarmerie (GIGN). Le capitaine Masselin, âgé de trente-deux ans, après cinq années passées au GIGN dont duex à sa tête, devrait prendre la tête de la compagnie de gendarmerie de Créteil (Val de Marne). Un autre cadre du GIGN, le capitaine Claude Le Pouzet, chef de groupe, membre de cette unité d'élite depuis sa fondation, va également recevoir une affection.

Le capitaine Legorjus, âgé de trente-trois, entré dans la gendarmerie en 1979 et GIGN en 1982, avait été affecté à l'escadron parachutiste de la gendarmerie de Mont-de-Marsan jusqu'en 1982 et était devenu commandant en second du GIGN en 1983. quant au capitaine masselin, il avait succédé au capitaine paul barril, dont il était l'adjoint, en juin 1983, après la disgrâce de ce dernier impliqué dans l'affaire dite des « *Irlandais de Vincennes* ». En septembre 1983, le GIGN avait été réorganisé, àla suite de cette même affaire quirésultait en grande part, de la confusion créée par la nomination du commandant Christian Prouteau – aujourd'hui préfet – comme conseiuller technique du président de la République alors qu'il dirigeait le GIGN depuis sa création en 1974.

[Ce changement d'hommes à la tête du GIGN) est interprété par certains comme une suite de la crise néo-calédonienne, le GIGN ayant été impliqué dans certaines des opérations de maintien de l'ordre sur place, notamment à Thio et lors de l'incident qui avaient abouti à la mort d'Eloi Machoro. le capitaine Masselin avait séjourné en Nouvelle-Calédonie, notamment en décembre 1984. Les même sources soulignent que le nouveau chef du GIGN, le capitaine Legorjus, portait, un regard fort critique sur le mélange de genres qu'avaint entraîné la nomination de m. Prouteau à l'Elysée et les initiatives intempestives du capitaine Barreli dans la pratique du GIGN. au contraire, de source proche de la direction de la gendarmerie nationale, on assure que ces changements ne sont en rien des sanctions déguisées et que les capitaines Masselin et Le Pouzet avaient passé respectivement cinq et douze ans au GIGN. « *Un délai suffisamment long pour envisager une mutation.* »]

INDISPENSABLE SELON LES AUTORITÉS SANITAIRES

Le dépistage du SIDA coûtera 120 millions de francs chaque année

Les responsables scientifiques nationaux de la transfusion sanguine déposeront dans quelques jours auprès du gouvernement un rapport demandant à ce que le dépistage sanguin du SIDA soit dorénavant effectué de manière systématique. D'ores et déjà, on confie au secrétariat d'Etat à la santé qu'un tel dépistage est aujourd'hui nécessaire et que, toute hypothèse, il sera prochainement mis en œuvre. Un coût supplémentaire pour la Sécurité sociale de plus de 100 millions de francs annuels.

Plus le temps passe et plus il faut se rendre à l'évidence : le SIDA s'impose, tant aux yeux des spécialistes que des responsables politiques comme une véritable menace sanitaire. Et, sans vouloir faire de catastrophisme, force est de constater que l'épidémie – plus de dix mille personnes ont été touchées à travers *le monde – ne cesse de s'étendre.*

Ces derniers temps, une nouvelle donnée s'est imposée avec force. En plus de la contamination par voie sexuelle (principalement chez les homosexuels masculins), le SIDA peut être transmis par le sang. Dans le même temps, plusieurs firmes pharmaceutiques, américaines, hollandaise et française Diagnostics-Pasteur mettaient au point des méthodes permettant le dépistage dans le sang de la présence d'anticorps dirigés contre le virus responsable de la maladie. Dès lors, les milieux scientifiques et les responsables sanitaires devaient trancher : fallait-il ou non décider le dépistage systématique des sangs infectés ? Fallait-il, en d'autres termes, mettre en œuvre une prévention du SIDA post-transfusionnel ? Prévention coûteuse au demeurant et dont l'efficacité n'était nullement établie. Ce sera donc oui.

Les responsables scientifiques nationaux de la transfusion sanguine, réunis du 22 au 24 mai à Bordeaux, ont décidé, après une enquête effectuée auprès de 6000 donneurs de sang, d'entreprendre une démarche en ce sens auprès du gouvernement. Au secrétariat d'Etat à la santé où l'on étudie depuis longtemps le dossier, on se déclare aujourd'hui convaincu de la nécessité d'un tel dépistage.

« *Nous ne méconnaissons par les données du problèmes* confie-t-on dans l'entourage de M. Edmond Hervé. *On pourrait faire d'autres choix en ce qui concerne la prévention du SIDA. Mais d'une manière ou d'une autre ce dépistage s'imposera tant les pressions sont fortes. De plus, les données dont nous disposons sont plus inquiétantes que prévu. Le « bruit de fond » des sérologies positives est de 0,3 à 0,6 pour mille et ces chiffres beaucoup plus élevés chez les prisonniers.* » D'autre part une étude américaine publiée dans le dernier numéro du *New England Journal of Medicine* (1) démontre que les donneurs de sang responsables de SIDA post-transfusionnels sont le plus souvent des « porteurs sains » du virus, le SIDA ressemblant à cet égard à l'hépatite virale de type B.

Le Comité national d'éthique ayant récemment émis un avis positif sur cette question (*le Monde* du 14 mai), il ne reste plus à régler que la question – difficile – de la prise en charge financière d'un tel dépistage. Après la baisse des prix par les fabricants de tests (on compte aujourd'hui un prix unitaire d'environ 25 F), le surcoût direct est estimé à près de 120 millions de francs annuels. Une somme qui de toute évidence devra être prise en charge par la Sécurité sociale. D'où l'importance qu'on accorde au niveau gouvernemental à la place que pourra prendre la firme Diagnostics-Pasteur (filiale de SANOFI-ELF-Aquitaine) dans ce marché.

JEAN-YVES NAU.

(1) *New England Journal of Medicine* du 16 mai. L'étude a été réalisée sous l'égide du Center for Disease Control d'Atlanta.

LA RÉFORME DES « DÉPARTEMENTS » HOSPITALIERS

Un décret à reculons

Que restera-t-il, dans quelques semaines, de l'ambitieuse réforme tendant à transformer les actuels services hospitaliers en « départements » ? Rien ou peu de chose. Cette réforme, dictée au départ par des raisons tant économiques (maîtriser les dépenses hospitalières) que politiques (mettre un terme au système du mandarinat), subit en effet depuis quelques mois de profondes modifications qui tendent à la vider de son contenu.

Après la publication du décret dans les derniers jours de 1984 et devant le mouvement de boycottage observé par certaines catégories de médecins hospitaliers, Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, avait commencé à adopter une stratégie de recul. A la suite de l'arbitrage dans lequel M. Fabius était personnellement intervenu, le gouvernement décidait d'autoriser les établissements hospitaliers à ne pas *respecter le calendrier officiel qu'il avait lui-même fixé* (*le Monde* du 4 avril).

On en est aujourd'hui à la rédaction d'un nouveau décret. Au terme d'une réunion avec les représentants médicaux et administratifs des instances hospitalo-universitaires, Mme Dufoix a proposé, le 24 mai, de nouvelles modifications importantes. Celles-ci concernent les articles 22 et 30 *du décret du 28 décembre* 1984. Les « chef de département » verraient, dans cette nouvelle organisation, leur rôle réduit à un simple travail de coordination, et les unités fonctionnelles (anciens services) seraient baptisées « divisions médicales ». Les chefs de « division » (qui pourraient grouper plusieurs unités fonctionnelles) seraient nommés sur décision préfectorale après avis de la commission médicale consultative et – peut-être – du conseil d'administration de l'établissement.

J.-Y. N.

LA CRÉATION D'UN GRAND PRIX D'ATHLÉTISME

Des « pros » sans maquillage

Le coup d'envoi d'un Grand Prix d'athlétisme doté par Mobil de 542 000 dollars a été donné samedi 25 mai à San José (Californie).
Il comportera quatorze étapes et une grande finale aura lieu le 7 septembre à Rome.
Les vainqueurs des disciplines masculine et féminine retenus recevront 10 000 dollars ;
le meilleur athlète, toutes disciplines confondues, percevra un bonus de 25 000 dollars.

L'athlétisme a longtemps été considéré comme le bastion de l'amateurisme pur et dur. Les autres grands sports ont évolué lentement mais sûrement vers des formules open depuis le début des années 60. Toutefois, la Fédération internationale (AAF) semblait avoir à jamais été figée dans son rôle de gardienne de la flamme. Le traumatisme provoqué dans les milieux athlétiques par les disqualifications jadis du Finlandais Nurmi et du Français Ladoumègue, naguère de l'Américain Stone et du Français Drut, coupables d'avoir accepté de l'argent pour courir ou sauter, n'y était pas étranger.

C'était une attitude parfaitement hypocrite. Les démocraties populaires ont multiplié les avantages de leurs athlètes d'Etat, qui bénéficiaient par exemple de promotions rapides dans l'armée, comme le coureur tchécoslovaque Zatopek, élevé au grade de colonel après ses succès olympiques. En Occident, les organisateurs de réunions offraient de plus en plus ouvertement des dessous de table pour s'assurer la participation des meilleurs. Le développement des courses sur route en dehors des structures traditionnelles aggrava encore cette situation.

Plutôt que de continuer à se voiler la face, l'Italien Primo Nebiolo décida, en prenant la présidence de l'AAF, d'ouvrir l'athlétisme aux réalités financières modernes. Le Grand Prix créé sur le modèle du circuit existant l'hiver aux Etats-Unis pour les épreuves en salle est la troisième étape de cette ouverture des stades à l'argent. Pourtant, elle reste limitée, dans son principe : officiellement, ce sont les fédérations qui autorisent la participation des athlètes au circuit et qui reçoivent les primes. Et de son importance : les sommes que peuvent gagner les champions sont sans aucune mesure avec les primes que touchent, d'ores et déjà, les stars de la piste.

Quadruple champion olympique à Los Angeles, Carl Lewis a gagné 7,3 millions de francs en 1984, selon la revue américaine *Runners World*. La championne de marathon Joan Benoit aurait, elle, reçu 4,9 millions de francs.

Toutefois, le Grand Prix a un double intérêt : d'une part, il crée une compétition qui concentre sur un circuit les meilleurs athlètes. Auparavant, ceux-ci allaient au plus offrant et donnaient parfois un spectacle de médiocre intérêt. D'autre part, le grand prix revalorise les performances de spécialités méconnues, comme le javelot et le disque. Mais c'est aussi un difficile pari que prend l'athlétisme en enlevant son anachronique maquillage amateur : pour attirer les foules dans les stades, les champions devront maintenant réaliser des performances équivalant à ce qu'ils peuvent gagner.

ALAIN GIRAUDO.

FOOTBALL

Le Racing-Club de Paris en deuxième division

Un but de l'Auxerrois Jean-Marc Ferreri, marqué à la dernière minute du match, vendredi 24 mai, a fait perdre au Racing-Club de Paris ses dernières chances de demeurer en première division la saison prochaine. Il faudra attendre la dernière journée du championnat de France de football, mardi 28 mai, pour connaître le deuxième club condamné à la relégation en deuxième division. Pour se sauver, Rouen devrait battre Lens et compter sur une défaite de Tours à Laval.

La dernière journée sera également décisive pour la désignation du deuxième club qualifié pour la Coupe de l'UEFA. Cette place se jouera entre Monaco, qui recevra Bastia, et Auxerre, qui se déplacera à Strasbourg. Bordeaux, déjà assuré d'être champion, a perdu son premier point de la saison sur son terrain en étant tenu en échec par Monaco, invaincu depuis vingt-quatre matches.

LES RÉSULTATS
(Trente-septième journée)

*Bordeaux et Monaco	0-0
*Nantes b. Lille	1-0
*Auxerre b. RC Paris	1-0
*Toulon b. Marseille	2-0
*Metz b. Rouen	1-0
*Lens b. Sochaux	3-1
*Brest et Nancy	2-2
*Bastia b. Laval	1-0
*Paris SG b. Toulouse	3-1
*Tours b. Strasbourg	1-0

Classement. – 1. Bordeaux, 59 pts ; 2. Nantes, 54 ; 3. Monaco, Auxerre, 46 ; 5. Toulon, 44 ; 6. Metz, 43 ; 7. Lens, 40 ; 8. Sochaux, Brest, 36 ; 10. Laval, 34 ; 11. Toulouse, Paris SG, 33 ; 13. Nancy, Bastia, 32 ; 15. Marseille, 31 ; 16. Strasbourg, Lille, Tours, 29 ; 19. Rouen, 27 ; 20. RC Paris, 26.

● TENNIS : *Coupe du monde par équipes.* – Malgré la victoire d'Henri Leconte sur le Suédois Mats Wilander (6-2, 6-4), vendredi 24 mai à Dusseldorff, la France ne disputera pas la finale de la Coupe du monde par équipes. Dans le deuxième simple, Thierry Tulasne a été battu par Henrik Sundström (6-0, 3-6, 7-6), tandis que, dans le double, Wilander et Jarryd se sont imposés face à Leconte et Portes (6-4, 6-4). *La finale opposera les* Etats-Unis à la Tchécoslovaquie.

MORT DU PSYCHANALYSTE ITALIEN FRANCO FORNARI

Le psychanalyste italien Franco Fornari vient de mourir à Milan, à l'âge de soixante-quatre ans. Il était directeur de l'Institut de psychologie de l'université de Milan et président de la Société psychanalytique d'Italie.

[Né en 1921 à Plaisance, il avait fait des études de médecine et était neuropsychiatre. Très influencé par Mélanie Klein, il se rattachait à une tradition classique de la psychanalyse et s'était particulièrement intéressé aux relations entre la psychanalyse et les problèmes culturels et politiques, ainsi qu'au problème de la guerre. Deux de ses livres ont été traduits en français : *Psychanalyse de la situation atomique* (Gallimard, 1969) et *Sexualité et culture* (PUF, 1980).]

● *Le décès de deux malades insuffisants rénaux à La Roche-sur-Yon.* – Après le décès, le jeudi 23 mai, de deux malades insuffisants rénaux à l'hôpital de La Roche-sur-Yon (Vendée), une double enquête judiciaire et administrative a été ouverte. Contrairement aux premières informations, il semble que cet accident soit la conséquence d'une erreur de manipulation d'une vanne au moment de la désinfection de circuits inutilisés.

Lors de l'accident, l'effectif normal du personnel soignant était présent. C'est sa rapidité d'intervention *qui a permis de sauver la vie de trois* des cinq personnes intoxiquées.

Société

LA PROMOTION TOURISTIQUE DE L'ÉTÉ FRANÇAIS

La fête comme antidote

***Pour peu que vous ayez l'œil vif, vous aurez peut-être repéré le spot diffusé sur les trois chaînes de télévision par le ministère du tourisme. Trente secondes pour illustrer le slogan choisi pour la campagne de promotion de l'« été français 1985 » :* « L'été, la France est en fête ».**

Trente secondes qui s'ouvrent sur un sourire et s'achèvent sur un feu d'artifice, au rythme endiablé de *la Vie parisienne*, de Jacques Offenbach. Difficile d'échapper à cette opération tous azimuts qui, du 22 avril au 16 juin, aura été menée sur trois fronts : télévision (soixante-huit spots), radios (deux cents messages en deux vagues, sur France-Inter et RTL) et presse écrite. Avec, pour objectif, de faciliter la mémorisation d'un numéro de téléphone magique, sésame des vacances réussies (1).

Cette campagne de promotion estivale s'inscrit dans la stratégie qui veut faire du tourisme « *une véritable industrie moderne* ». Une profession de foi qui revient souvent dans les diverses interventions du ministre du tourisme, Michel Crépeau. Elle vise également à privilégier la France comme destination de vacances et à économiser ainsi de précieuses devises (2).

Reste que le thème choisi — la France est en fête — est moins anodin et innocent qu'il n'y paraît de prime abord. Michel Crépeau pense que ce thème est des plus opportuns « *dans un pays où les gens paraissent exagérement pessimistes* ». « *Une sorte d'antidote*, précise-t-il, *à ce goût du malheur de ceux qui ne veulent pas voir que notre pays reste, malgré tout, l'un des plus beaux et des plus heureux du monde.* » Un thème politique, donc ? « *Bien sûr* », reconnaît le ministre, qui estime que « *la politique ne consiste pas uniquement, si l'on veut avoir une vision juste des choses, à ne parler que de ce qui va mal.* » Et d'ajouter aussitôt : « *En France, il y a beaucoup plus de choses qui vont bien que de choses qui vont mal ; le tourisme, par exemple, est une chose qui va bien.* »

600 millions en l'an 2000

Fierté évidente d'un ministre qui relève que l'équilibre de la balance des paiements est la conséquence directe du solde excédentaire de l'industrie du tourisme (28 milliards en 1984), et qui constate que ces résultats « *exceptionnels* », ainsi que les actions menées depuis dix mois, ont obligé à prendre au sérieux ce qui, auparavant, était considéré comme une activité d'appoint, voire un secteur mineur.

« *L'important*, insiste le ministre, *c'est que nous ne baissons pas les bras.* » Un état d'esprit dont relève la volonté de développer le tourisme de la découverte économique (*le Monde* du 26 avril), un tourisme destiné à faire connaître l'entreprise France et à montrer l'économie nationale « *dans sa réalité, sa vitalité et ses réussites* ». Ce qui, aux dires de M. Crépeau, présente un double avantage : d'une part, offrir aux touristes étrangers (notamment aux Japonais à qui, *observe-t-il* en passant, on devrait proposer des circuits empruntant le TGV) une vitrine flatteuse de notre industrie ; d'autre part, favoriser, au niveau national, un meilleur dialogue social en permettant aux visiteurs français de mieux comprendre les mutations technologiques et les adaptations qui en découlent.

Ainsi, au-delà du thème de la fête, que l'on peut trouver trop vague ou trop général, voire mieux adapté à d'autres pays (le Brésil, par exemple), apparaît une vision du tourisme à la fois plus pragmatique (une industrie comme les autres) et plus politique.

Radical de gauche beaucoup plus œcuménique que radical, Michel Crépeau croit à la possibilité de consensus nationaux, notamment dans le domaine du tourisme. Il se déclare convaincu qu'on peut rassembler les Français, « *qui, il est vrai, adorent les guerres de religion* », autour de certaines évidence. Telles celle-ci, par exemple : « *On va passer dans le monde de 250 à 600 millions de touristes en l'an 2000. Pour un ministre responsable, la question centrale est de savoir quelle sera la part de la France dans ce nouveau gâteau ? Quant à la question du droit aux vacances, c'est un problème social et culturel, un problème d'éducation. Certes, il ne faut surtout pas le négliger, mais pourquoi créer une espèce d'antagonisme entre ces deux approches, pourquoi opposer systématiquement le tourisme social à l'industrie touristique ? Je n'accepte pas ce manichéisme stupide. Le fait est qu'il y a, devant nous, un marché considérable : il faut que la France en profite.* »

Un discours qui explique que le ministre, invité à faire le bilan de son action, insistera surtout sur la modification du régime de TVA applicable aux agences de voyages (abaissement de 18,6 % à 7 %), régime qui, jusqu'à présent, faisait que ces dernières avaient intérêt à envoyer les Français à l'étranger mais aucun intérêt à faire venir les étrangers en France, et sur l'extension au secteur du tourisme des aides accordées aux industries exportatrices (*le Monde* du 1er février), ce qui devrait favoriser la prospection des marchés étrangers et l'implantation d'entreprises françaises dans les marchés porteurs. Et de citer comme exemplaire la récente mission dans le Sud-Est asiatique organisée par le centre français du commerce extérieur et la direction du tourisme qui a permis à vingt-cinq entreprises de présenter, globalement, l'offre française, de prospecter ces marchés potentiels et d'identifier des projets de développement touristique. Sans oublier l'ouverture de deux nouvelles représentations officielles du tourisme français, à Los Angeles et Buenos-Aires, ce qui porte à vingt-sept le nombre de ces bureaux déterminants dans le succès d'une politique de promotion et de prospection.



PESSIN

« Paradis golfiques »

Autant de facteurs qui, ajoutés à une conjoncture monétaire favorable, notamment sur les marchés américain et allemand, permettent aux responsables du tourisme d'escompter, cette année encore, un important solde excédentaire, largement au-dessus de celui de 1984. Ainsi, les réservations sur les compagnies aériennes à destination de la France enregistreraient une augmentation de 15 % à 25 %, et l'on espère d'excellents résultats de la campagne de promotion menée conjointement aux Etats-Unis avec l'American Express ainsi que de l'ouverture de deux nouvelles liaisons aériennes au départ de Dallas et d'Atlanta. Au total, c'est près de 25 % de visiteurs américains supplémentaires qui sont attendus cet été en France.

« *Un ministre*, aime à répéter Michel Crépeau, *cela sert d'abord à faire passer des idées, surtout dans un secteur comme le tourisme, où les résultats dépendent avant tout du dynamisme des professionnels qui y exercent.* » Des idées, le ministre n'en manque pas. L'idée, par exemple, d'instituer des bourses d'échanges de logements HLM afin de permettre à des familles à revenus modestes de pouvoir, malgré tout, changer d'air pour leurs vacances, ou celle de créer une centrale d'achat afin de favoriser la commercialisation de l'artisanat de qualité. Sans oublier la volonté d'aménager (enfin !) en France des « paradis golfiques » constitués de plusieurs parcours et destinés à attirer une clientèle nordique et anglo-saxonne qui, aujourd'hui, nous passe sur la tête pour gagner directement l'Espagne ou le Portugal.

Il reste, surtout, que la perception du tourisme est en train de changer, que, de plus en plus, pour les voyageurs le « faire » l'emporte sur le « voir ». Il convient donc de fabriquer des produits adaptés aux goûts de l'acheteur. « *De ce point de vue*, relève le ministre, *l'association du tourisme et du commerce au sein d'un même ministère est une bonne chose, car la règle d'or du commerce, c'est que le client est roi.* » Une évidence que l'on avait peut-être parfois tendance à oublier...

Nouveau langage, nouvelles méthodes, utilisation des médias, recours (encore bien timide cependant) à l'informatique, changement de braquet. Autant de choses dont on ne peut que se réjouir. Reste, comme l'a confié le ministre aux députés, qu'« *on ne se lance pas à la conquête des marchés étrangers comme on va vendre un paquet de cacahuètes sur un trottoir* ». Le constater était bien ; encore faut-il, face à une concurrence internationale de plus en plus âpre, se donner les moyens de son ambition. Force est de se demander, ainsi que l'a fait un député en octobre dernier, s'il n'est pas un peu dérisoire, vu l'insuffisance des moyens informatiques et statistiques actuels (3), de prétendre agir sur un secteur dont on ne possède, aujourd'hui, qu'une connaissance partielle et limitée, et au sujet duquel on ne dispose pas toujours de chiffres fiables et incontestables. Une lacune grave, reconnue par le ministre lui-même et à laquelle il appartient de remédier rapidement. Faute de quoi le tourisme resterait, pour la France, une mine d'or sous-exploitée, et subsisterait cette « économie de cueillette » à *laquelle* Michel Crépeau entendait pourtant bien tordre le cou.

PATRICK FRANCÈS.

(1) Info-Vacances : (1) 260-37-38. Il s'agit du standard de l'Agence nationale pour l'information touristique (ANIT), auprès de laquelle on peut obtenir des informations pratiques sur les professionnels du tourisme, les types d'hébergement et les activités proposées dans les régions. L'agence, qui n'est pas un service de réservation, peut également envoyer gratuitement l'une des 2 000 brochures dont elle dispose.

(2) Au cours de l'été 1984, 54 % des Français (*enquête INSEE*), soit 30 millions de personnes, sont partis en vacances pour une durée moyenne d'environ vingt jours. Trois millions d'entre eux se sont rendus à l'étranger, soit une progression de 1,4 % par rapport à 1983.

(3) Lors du dernier débat budgétaire, plusieurs parlementaires ont déploré la réduction des crédits consacrés aux études générales et aux enquêtes statistiques et souhaité que l'on jette les bases d'un véritable compte économique du tourisme, sur lequel pourrait se fonder l'action des pouvoirs publics.

L'EXPÉRIENCE HYDRA-V A MARSEILLE

Confort par grand fond

De notre correspondant régional

Marseille. — Avec vingt-quatre heures de retard sur le programme prévu, la seconde équipe de trois hommes participant à l'expérience Hydra-V dans le complexe hyperbare de la COMEX, à Marseille, a atteint, le mardi 14 mai à 16 heures, la pression de 45 bars équivalant à la pression régnant sous 450 mètres d'eau. La première équipe, également de trois plongeurs, était parvenue au même stade le 8 mai (*le Monde* daté 12-13 mai 1985). « *L'expérience a d'ores et déjà confirmé le très grand intérêt de l'hydrogène pour les plongées à grande profondeur* », a déclaré le docteur Xavier Fructus, directeur scientifique de la COMEX.

A partir de 200 mètres (20 bars), le mélange respiratoire classique, l'héliox, composé d'hélium et d'oxygène, a été progressivement enrichi en hydrogène jusqu'à un taux de 54 % (pour 45 % d'hélium et 1 % d'oxygène).

Comme les précédentes plongées humaines expérimentales, et en particulier Hydra-IV en novembre 1983, l'avaient démontré, ce mélange hydrogéné, l'hydrox, a procuré aux plongeurs un exceptionnel confort respiratoire tout en faisant disparaître la sensation de fatigue lors d'exercices physiques.

Mais le début d'Hydra-V a également mis en évidence des phénomènes négatifs de « contre-diffusion isobare » (CDI).

La première équipe qui vivait depuis quatre jours, sous une pression de 45 bars, en ambiance d'hydrox, a été, en effet, soumise à un test consistant d'abord à réduire à 25 % la part d'hydrogène, puis à passer au bout de huit heures en ambiance d'héliox (sans hydrogène), la pression restant toujours à 45 bars. Malgré ce passage prudent de l'hydrox à l'héliox, le sang des plongeurs a présenté des bulles circulantes, comme cela arrive souvent pendant les décompressions pourtant très longues. Et surtout les plongeurs ont manifesté brutalement les symptômes caractéristiques du syndrome nerveux des hautes pressions (SNHP) (tremblements des mains, secousses musculaires, altération particulière des électroencéphalogrammes).

Cette première équipe a donc été toujours légèrement « surcomprimée » à 47 bars, toujours en héliox, ce qui a mis fin à tous les troubles. Ensuite, elle a été ramenée à 45 bars, pression à laquelle elle est restée pendant six jours en se livrant à des tests comparatifs.

Dans le même temps, en effet, la seconde équipe vivait toujours en hydrox sous une pression de 45 bars et effectuait les mêmes tests.

Ainsi Hydra-V a-t-elle déjà montré que la vie, le confort et le travail des plongeurs, à grande profondeur, étaient grandement améliorés par le mélange respiratoire à l'hydrogène.

La décompression de la première équipe a commencé le 17 mai et s'achèvera le 31 mai. Celle de la seconde équipe a commencé le 19 mai et s'achèvera entre le 6 et le 8 juin.

GUY PORTE.

LA PUBLICITÉ ET LA RELIGION :

Dieu en promotion

Moines gourmands qui accueillent un succulent camembert par un retentissant « *Amène !* », prêtres en soutane qui luttent contre les tentations diaboliques sous formes de pâtes, religieuses en chaussettes : il y a longtemps que la publicité utilise la religion pour vanter l'excellence de ses produits. La religion, à son tour, fait depuis peu appel à la publicité pour agrandir sa clientèle : aux Etats-Unis, les ordres religieux recrutent par le truchement des petites annonces et, en France, l'Eglise catholique a réussi à faire faire au « denier du culte » un bond de 13 %, rattrapant l'inflation, grâce à une campagne publicitaire astucieuse — et gratuite — dans la presse.

Cet échange de bons procédés, entre religion et publicité, a fourni le thème du débat qui a réuni, le 22 mai devant l'association des informateurs religieux, MM. Dominique Parisot, de l'agence DGGP qui a conçu la campagne de publicité pour le denier du culte en 1982, Dominique Mauduit, de l'agence Publicis, Emile Touati, directeur chez Havas et président du consistoire israélite de Paris et le Père Michel di Falco, délégué général de Chrétiens-Médias.

Selon M. Parisot, « *les publicitaires n'ont pas besoin de Dieu, alors que Dieu a besoin de la publicité* ». Il voit le danger de « *vampirisation* » lorsque la publicité recourt à une symbolique religieuse, c'est-à-dire le danger pour le nom du produit de disparaître, à cause de la forte charge émotionnelle produite par le sacré. C'est le cas, selon lui, d'une publicité télévisée, la « *bonne fournée* », qui, pour vanter les mérites d'une farine, montre la dernière Cène de Jésus et ses disciples. « *Ici*, dit M. Parisot, *le risque de dérision, par cette banalisation de ce qui est le plus sacré pour les chrétiens nuira plus au produit qu'au sujet sacré.* » Quant à l'utilisation de la publicité par l'Eglise, M. Parisot rappelle que, selon un sondage, 31 % de catholiques y sont favorables, et pense, pour sa part, qu'elle a raison d'y recourir, car « *elle a un message à transmettre et une image à vendre* ».

M. Dominique Mauduit, qui travaille pour l'agence qui a réalisé la « *bonne fournée* », défend cette utilisation du sacré. « *Acheter un produit est un acte imaginaire*, dit-il. *Dans une société comblée matériellement, la publicité apporte un élément mystérieux et poétique ; et l'imaginaire catholique fait partie de notre imaginaire collectif.* » Pour M. Touati, enfin, s'il est légitime pour la religion d'utiliser la publicité pour se faire connaître — « *Dieu a besoin des cloches !* » — l'inverse n'est pas vrai : « *Il ne faut pas confondre les genres ; un message publicitaire n'a pas le même sens qu'un message religieux.* »

Jouant sur l'imaginaire d'un peuple, ses rêves et ses automatismes, la publicité peut être dangereuse si elle pousse à l'égoïsme, mais elle apporte aussi sa part de rêve et de poésie, et peut ouvrir à la dimension *du spirituel*.

A. W.

Pierre Daniel : le retour au privé

Pierre Daniel cède la place. Depuis le 19 mai, les parents d'élèves de l'enseignement catholique ont un nouveau président : Jean-Alain Vaujour. Pierre Daniel restera l'un des principaux acteurs de la querelle scolaire, le leader au moment de la grande manif du 24 juin 1984.

Visage net, aigu, sans rondeurs. L'homme serait droit, coupant, d'arêtes et d'ascèse. Mais il y a le feu des yeux et la porte du sourire. Pierre Daniel, à cinquante-quatre ans, restera l'un de ceux par qui le pire a été évité en 1984.

A mesure que la grande manifestation de l'enseignement privé du 24 juin approchait, inéluctable en dépit de ses efforts, il blémissait encore. Plus pâle qu'à l'accoutumée : il faut l'avoir fréquenté pour savoir ce que le sang-froid peut parfois cacher d'angoisse. En novembre 1980, il avait été élu « patron » de la plus grosse fédération de parents d'élèves, celle de l'enseignement catholique, huit cent quatre-vingt mille familles. Au *bouillant Henri Lefèvre, qui* traitait les hommes de gauche de « *fous* » et d'« *assassins* », succédait un méridional tempéré. Ce chef d'entreprise dont la courtoisie et la maîtrise de soi ne seront jamais prises en défaut allait être porté aux avant-postes par la tempête sur l'école privée.

Un homme de parole

Ancien élève du « Collège de Provence » à Marseille, licencié en droit, Pierre Daniel a acquis chez les Pères jésuites les certitudes tranquilles d'une foi structurée, en même temps qu'un esprit rompu à la critique et qu'une grande habileté dialectique. L'art d'effacer l'obstacle en le contournant.

Avant le 10 mai 1981, il avait affirmé qu'avec M. Giscard d'Estaing comme président de la République les parents du privé auraient moins de soucis qu'avec M. Mitterrand. Aujourd'hui, il concède : « *J'avais le devoir de mettre en garde les parents. Mais je suis tombé dans le piège des mots et mes propos ont été mal interprétés. J'aurais dû m'exprimer autrement. Ce fut une erreur.* »

La seule. Pendant trois ans de discussions avec le gouvernement socialiste, Pierre Daniel sera le partenaire sans reproche. Celui qui dit aujourd'hui d'Alain Savary : « *Ce fut un ministre d'une franchise totale* », et à qui l'entourage de l'ancien ministre de l'éducation nationale rend justice : « *Pierre Daniel a toujours été un homme de parole, un interlocuteur responsable qui respecte ses engagements.* »

Les pressions de ses amis de l'enseignement catholique, les surenchères de la droite politique, ne l'ont pas ébranlé. Au printemps de l'an dernier, il tenait tête à son compatriote Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, qui lui reprochait de ne pas déclencher la mobilisation générale. Quand les amendements votés, il y a tout juste un an, par les députés socialistes feront tout basculer, Pierre Daniel décidera de jeter les parents dans la rue. Le mois qui précède la manifestation du 24 juin sera pour lui une épreuve. Mieux que tout autre, il mesure que la moindre provocation peut mettre l'étincelle sous les pas d'un million de parents d'élèves, très organisés mais néophytes en matière de combats de rue...

S'il résiste aux politiciens et aux va-t-en guerre, les coups les plus durs viendront des rangs de ceux qui se croient ses alliés. Sur le parvis de la gare Montparnasse à Paris, des militants bretons ont construit une « école libre ». Il leur rend visite le 26 mai. Des catholiques intégristes le couvrent d'injures. « *J'ai vu la haine, la haine sur des visages chrétiens.* » Un an plus tard, ce souvenir le révulse encore.

Remplacé depuis le week-end dernier par Jean-Alain Vaujour à la tête de l'UNAPEL, Pierre Daniel en garde les rênes jusqu'en septembre. Il n'a plus d'enfant dans l'enseignement catholique. Sa fille aînée est mariée. Son troisième enfant est entré à l'Université. La deuxième a déjà pris des responsabilités dans la marche de l'entreprise familiale.

A l'automne, Pierre Daniel prendra du champ. Il s'abstiendra pendant quelques mois de participer au bureau national de l'UNAPEL, dont il restera membre à titre consultatif. Il rentrera dans l'anonymat et pourra enfin retourner au cinéma, où il n'a pas mis les pieds, dit-il, depuis six ans, aller à la chasse et refaire le toit de sa maison.

Prendre d'autres responsabilités ? « *Certainement pas politiques*, assure-t-il. *Je n'ai pas l'intention de changer de métier.* » Il continuera, plus que jamais, à venir chaque matin, dès 7 heures, à son usine. Présent et disponible, comme avant. Cet homme qui n'accepte de partager son autorité qu'avec ceux dont il reconnaît la compétence ne s'est pas laissé tourner la tête par la célébrité. « *Regardez*, confie-t-il, *l'UNAPEL est la seule fédération de parents d'élèves que l'on ne désigne pas, à la différence des fédérations Andrieu ou Schléret, par le nom de son président* ».

CHARLES VIAL.

L'école à deux ans

La scolarité est obligatoire à partir de six ans, mais, dès quatre ans, pratiquement tous les enfants sont à l'école. A trois ans, c'est le cas de plus de quatre enfants sur cinq et à deux ans d'un sur trois. Mais, si ce mouvement pour la scolarisation précoce semble irrésistible, il recouvre de nombreuses disparités sociales et régionales, dues notamment à des inégalités dans les équipements et à des traditions familiales, comme le montre Guy Desplanques dans un article paru dans le dernier numéro de la revue *Economie et statistique* (1).

Ainsi, l'accueil des enfants de deux et trois ans en maternelle est nettement plus développé dans certaines régions (la Bretagne, le Languedoc, le département du Nord) que dans d'autres (le Centre, la Normandie, l'Est), ce qui s'explique en partie par le grand nombre d'écoles privées dans les premières.

Pas assez de crèches

Les enfants des catégories sociales supérieures sont plus nombreux que les autres à être scolarisés à partir de trois ans, mais à deux ans, ils le sont moins que les enfants d'employés ou d'artisans. A cet âge, la scolarisation est une forme de garde moins coûteuse que la crèche ou la nourrice – et elle reste associée, aux yeux de la bourgeoisie, à l'image ancienne d'une école « pour les pauvres ». Les enfants d'origine étrangère sont, en moyenne, autant scolarisés que les jeunes Français (les petits Maghrébins le sont davantage, et les Portugais moins).

Le recours à la crèche est peu développé, étant donnée l'insuffisance des équipements. Ceux-ci se trouvent, en effet, essentiellement dans les grandes villes et, plus précisément, dans la région parisienne, qui, à elle seule, compte près de la moitié des quatre-vingt mille places disponibles. Les régions du Nord, de l'Est et de l'Ouest, où la fécondité est plus élevée, sont aussi celles où les crèches sont les plus rares. Elles sont surtout utilisées par les femmes diplômées et ayant une situation sociale élevée et aussi par les femmes seules ou vivant maritalement.

Les nourrices sont plus nombreuses dans la région parisienne, mais plutôt en grande banlieue qu'à Paris même. On en trouve aussi davantage dans les régions du Centre et de l'Ouest, ou en Bourgogne que dans le Nord, l'Alsace ou la région méditerranéenne.

Le recours à la famille pour la garde des enfants est une pratique courante dans le Nord et en Alsace ou dans le Sud-Ouest (où il est fréquent que les grands-parents habitent avec les parents), mais elle est peu utilisée dans la région parisienne ou le dans Centre. Elle est plus fréquente dans les familles de milieu populaire ou chez les commerçants et les femmes artisans.

La garde à domicile est réservée aux familles aisées, et il n'est pas étonnant qu'on la trouve surtout dans les régions où la densité de cadres supérieurs est importante (Paris, Rhône-Alpes).

F. G.

(1) N° 176, avril 1985.

DEUX DIRIGEANTS D'UNE COOPÉRATIVE AGRICOLE SONT INCULPÉS D'ESCROQUERIE

Le président et le vice-président d'une coopérative horticole de l'Oise, MM. Raymond Roosen, cinquante ans, et Pierre Midey, cinquante ans, horticulteurs, viennent d'être inculpés, à Senlis, d'escroquerie et d'infraction à la législation sur les sociétés, après la découverte d'un trou de douze millions de francs – au moins – dans leur comptabilité.

Leur coopérative, organisée en Société d'intérêt collectif (SICA), est installée à La Chapelle-en-Serval, près de Senlis. Elle groupe des producteurs de plantes en pots, des fleuristes et des vendeurs de plantes coupées de tout le Bassin parisien. Couvrant un hectare en serres et locaux commerciaux, cette société voulait devenir un « deuxième Rungis » pour lutter contre la concurrence hollandaise des plantes en pots.

Les deux hommes auraient détourné 1 million de francs au préjudice de la Mutualité agricole et 11 millions au préjudice de trente-six adhérents producteurs, qui n'ont pas été payés de leurs livraisons de produits. D'autre part, en présentant des souscriptions de capital fictives et en majorant leurs charges, ils ont reçu des pouvoirs publics une aide totale de 5 millions de francs. Ils ont également obtenu au moins 800 000 francs de souscriptions diverses versées par les adhérents de la SICA, auxquels ils faisaient miroiter un crédit imaginaire.

TROIS CAISSIERS ET TROIS CROUPIERS DU CASINO DE CHARBONNIÈRES ÉCROUÉS

Les policiers lyonnais viennent de démanteler un gang composé de trois croupiers et de trois caissiers du casino de Charbonnières (Rhône) qui, pour la première fois en France, avait utilisé un système électronique perfectionné pour télécommander les roulettes.

Les six hommes avaient fait appel à un réseau de spécialistes internationaux qui pénètrent, de nuit, dans les établissements de jeux, démontent les cylindres des roulettes et adaptent à l'intérieur un système électronique télécommandé. Le soir, un complice ayant dissimulé dans sa manche un émetteur miniaturisé, se poste autour d'une table de jeu. Au moment opportun, il peut ainsi bloquer la bille et la faire s'arrêter dans des numéros déterminés. Cette fraude a rapporté à ses auteurs environ 1 million de francs.

Ange Albertini, Joël Capdeville, Daniel Duroul, Michel Pol, Philippe Segradel et Simon Versini, qui avaient d'autre part dérobé, très classiquement, des plaques sur les tables des roulettes, ont été écroués le 23 mai à Lyon. Le préjudice total du casino est évalué à environ 2 millions de francs. L'enquête, menée par une vingtaine de policiers du service des courses et des jeux, continue, et le dossier a été confié à M. Georges Fenech, juge d'instruction à Lyon.

● *Suicide dans une gendarmerie de la Vienne.* – Un jeune homme, Philippe Fontaine, vingt-deux ans, soupçonné d'un vol de voiture, d'un vol à la roulotte et de divers délits d'escroquerie, et qui était gardé à vue, le jeudi 23 mai, dans la gendarmerie de Pleumartin (Vienne), s'est donné la mort. Selon la gendarmerie, Philippe Fontaine avait réussi à se libérer de ses menottes et à s'emparer du pistolet automatique d'un gendarme avant de prendre la fuite. Se voyant poursuivi, il s'est tiré une balle dans la tête. *(Corresp.).*

● *Un petit arsenal dans la villa du commissaire Ambrosi.* – Les recherches effectuées dans la villa du commissaire Gilbert Ambrosi, détruite par une explosion criminelle dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 mai, à La Verdière (Var) (*le Monde* du 23 mai), ont abouti à une curieuse découverte : une centaine de détonateurs de type agricole – électriques et *pyrotechniques* – et un millier de balles rouillées datant de la dernière guerre. Ce matériel était entreposé par le commissaire dans sa résidence secondaire.

Inculpé de « *coups et blessures avec préméditation à l'aide d'une arme dans l'exercice de ses fonctions d'officier de police* » et incarcéré à Saint-Etienne depuis le 18 avril, le commissaire Ambrosi est accusé d'avoir torturé, à l'aide d'une matraque électrique, un jeune algérien âgé de vingt-trois ans, Karim Rambani, en garde à vue au commissariat d'Annonay (Ardèche).

● *Le poids des parents dans les décisions d'orientation au lycée est renforcé.* – Un décret paru au *Journal officiel* du 24 mai renforce le rôle des parents d'élèves dans les décisions d'orientation à l'issue des classes de seconde et de première (lycée) et de première année de préparation au BEP (lycée d'enseignement professionnel). Dès cette année, les familles pourront exiger le redoublement de la classe d'origine s'ils n'ont pas obtenu satisfaction *dans leur souhait* d'orientation.

Le redoublement de la classe de seconde sera aussi de droit lorsque la famille refuse une réorientation vers un lycée d'enseignement professionnel. Le décret aligne la procédure d'orientation dans les lycées sur celle en vigueur dans les collèges : après notification des propositions arrêtées par le conseil de classe, les parents disposent d'un délai de huit jours pour faire appel, soit devant une commission, soit, pour les seuls élèves de seconde, par la voie d'un examen spécial.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3973

HORIZONTALEMENT

I. Poison pour les souris. Coule chez des voisins. – II. Mise au courant. De quoi jeter la pierre. – III. Facilite les amours animales. Finiront donc par être dans la course. – IV. Monte quand on descend. – V. Etait bien connu de Mansart. Pour le repos du guerrier. – VI. Nous facilite beaucoup la tâche lorsqu'on désire se faire entendre. Son ombrelle est toujours mouillée. – VII. Lot de consolation. On l'a en tête. Leur disparition n'est certes pas pour demain. – VIII. T'intéressas à ton métier. Aimait entendre le son du « canon ». – IX. Vit au ralenti. Parti Dieu sait où ! – X. Note. Peut rendre service à celui qui veut faire le mur. – XI. A peut-être couru deux lièvres à la fois. Lieu de la chasse au trésor. Degré. – XII. Souvent très proche d'une source de chaleur. Sigle. Travaillait cartes sur table. – XIII. Retrouvée en déménageant. D'un auxiliaire. – XIV. A l'origine de nombreuses mises en garde. Ne détiennent pas le titre. – XV. Partie d'un tout. Ce n'est pas de la « soupe » ! Homme de peine.

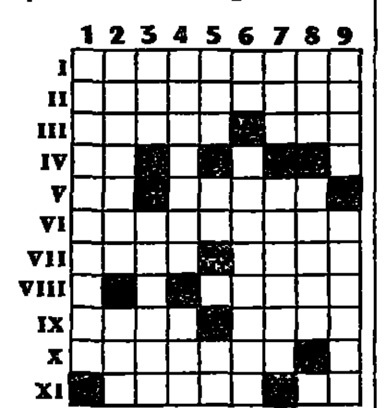
VERTICALEMENT

1. Nombreux sont ceux auxquels il fait boire la tasse. Démontre. – 2. Fait vibrer l'enclume. Fuit donc le danger. – 3. Prennent facilement de la hauteur. Sentait le fauve. – 4. Parcouru par maints pousse-pousse. Un homme qui touche du bois. – 5. Peut évoquer le sable chaud. – 6. Indéfini. Ravagée par un tyran. Ne craint pas les courants d'air. – 7. Lettres de change. Homme à tout faire. Jette un froid. – 8. Moyen de communication. Ne manque pas d'envergure. – 9. Cloisons. Emportée à Val-d'Isère. Quartier de Douvres. – 10. C'est dommage. Fait une pose. Participa à d'innombrables combats navals. 11. Pas au pied de la lettre. – 12. Cours moyen. Passait souvent dans une ruelle. Interjection. – 13. Certains n'hésitent pas à lui faire la peau. En âge d'avoir une descendance. – 14. Pas toujours mis à l'œuvre. Faire une collection de « perles ». *Idem.* – 15. Sont on ne peut plus collantes. Donne de la bande.

GUY BROUTY.

ERRATUM

La grille du problème n° 3972, publié jeudi dernier, ne correspondait pas aux définitions. Nous prions donc nos lecteurs de bien vouloir nous pardonner cette erreur. Nous publions ci-dessous la grille exacte.



JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 25 mai :

DES ARRÊTÉS

● Fixant la valeur de reprise et de remboursement des obligations 4,5 % 1973 à capital garanti.

● Modifiant l'arrêté du 22 octobre 1982 portant désignation des représentants des organismes visés à l'article 14 de la loi du 12 juillet 1966 modifiée auprès des conseils d'administration des caisses mutuelles régionales d'assurance-maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles.

PARIS EN VISITES

LUNDI 27 MAI

10 h et 11 h 30 « *Une heure au Père-Lachaise* » (Vincent de Langlade), entrée principale.

« Cent tombeaux de couples célèbres », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise.

« L'habitat populaire autrefois », 15 h, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

« Victor Hugo est le Père-Lachaise », 15 h, entrée principale.

« Hôtels et jardins du Marais : le Marais restauré », 15 h 30, grille Carnavalet, rue des Francs-Bourgeois.

« Les salons du ministère des finances. Réhabilitation de Napoléon III, au tribunal de l'histoire », 15 h, 93, rue de Rivoli (I. Hauller).

« Le vieux village de Saint-Germain L'Auxerrois », 15 h, métro Louvre (G. Botteau).

« De la place des Vosges aux Hôtels Rohan et Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie.

« Le vieux Belleville et ses jardins », 15 h, métro Télégraphe (sortie).

« Une journée du Lyonnais au Brionnais avec le TGV. Le restaurant « Frères Troisgros », inscriptions (1) 526-26-77.

« Le château de Guermantes, le collège de Juilly, la maison des Comédiens à Pont-aux-Dames » (1), 526-26-77.

« L'île Saint-Louis, quartier de la noblesse de robe au XVII[e] », 10 h 30, métro Pont-Marie (M.-C. Lesnier).

« Verger, forêt vosgienne, jardin chinois, Albert Kahn, collectionneur de jardins », 1, rue des Abondances.

« L'île Saint-Louis pas à pas », 10 h 30, métro Pont-Marie.

« Renoir au Grand Palais », 16 h 15 devant entrée (caisse Eisenhower, (Marion Ragueneau).

« OCDE et le château de la Muette », 15 h, 2, A.-Pascal.

« Les jardins secrets de la rue de l'Enfer », 15 h, 92, avenue Denfert-Rochereau. (Anne Ferrand).

MARDI 28 MAI

« Un cimetière et ses mystères insolites et médiumniques », 14 h 45, 10 avenue du Père-Lachaise (Vincent Langlade).

« La mosquée de Paris », 14 h 30, place du Puits-de-l'Ermite (Mlle Rojon).

« Evocation de Victor Hugo en sa maison », 15 h, 6, place des Vosges (Anne Ferrand).

« L'Opéra parties publiques », 14 h 30 en haut des marche à gauche.

« Les ateliers de fabrication de l'hôtel de la Monnaie », 14 h 30, 11, quai Conti (Marion Ragueneau).

« Traboules, passages et jardins du Palais-Royal », 14 h 30, place du Palais-Royal, grilles du Conseil d'Etat.

« Le cimetière Montmartre, haut-lieu du romantisme parisien », 15 h, entrée avenue Rachel.

« Saint-Séverin et Saint-Julien-le-Pauvre », portail Saint-Séverin.

« Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.

« Hôtels du faubourg Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, métro Chambre-des-Députés.

« Hôtels et passages du faubourg Saint-Honoré », 15 h, métro Madeleine, sortie devant les Trois Quartiers (G. Botteau).

L'Opéra, dernière œuvre du Second Empire », 15 h, hall d'entrée (C.A. Messer).

« L'île de la Cité », 15 h, 1, rue d'Arcole (Paris autrefois).

« Les Passages : de la Bourse à Richelieu-Drouot », 11 h, façade de la Bourse (métro Bourse).

« La maison de Victor Hugo », 13 h, 6, place des Vosges.

CONFÉRENCES

MARDI 28 MAI

6, rue Ferrus, 17 h 30 « La modernisation de Taiwan ».

78, boulevard Raspail, 15 h « L'histoire de la musique de l'Antiquité à nos jours » (deuxième cycle) (B. Casadesus).

1, rue Victor-Cousin (Bachelard), 19 h 30, « La flûte enchantée » (P. Canivet).

Carnet

Naissances

– Maïté et Marc CHOLLEY, ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Karine,

née le mardi 21 mai 1985.

1, rue Hélène-Boucher,
77170 Brie-Comte-Robert.

Décès

– Claude Ecochard
et sa fille Tessa,
Georges et Madeleine Ecochard,
Marthe Augsburger,
Jean et Janine Ecochard
et leurs enfants,
Aline et Serge Antoine
et leurs enfants,
Marc Ecochard et Danièle Alpers,
Sylvie et Jean-Philippe Grivet
et leurs enfants,
font part du décès de

Michel ECOCHARD,

survenu le 24 mai 1985.

Les obsèques auront lieu le mardi 28 mai à 15 h 45, au cimetière de Bièvres, Essonne.

55, boulevard du Montparnasse,
75006 Paris.
94, rue Thiers,
92100 Boulogne.

Anniversaires

– Aujourd'hui,

Yves MAUVAIS

aurait fêté ses trente-sept ans.

– Il y a trois ans, le 26 mai 1982, est décédé

M. Charles PAPIERNIK.

Que ceux qui l'ont aimé ait une pensée pour lui.

Messes anniversaires

– A.A.E.V.
La messe annuelle à la mémoire de *l'ingénieur général*

Louis BONTE

aura lieu le jeudi 30 mai 1985 à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Brétigny.

Communications diverses

– L'Association nationale des docteurs ès sciences, organise un débat le 1er juin 1985 à 10 h 30.
INA : 16, rue Claude-Bernard, 75005 Paris.
Thème : « *Un an après la réforme des études doctorales...* », animé par Jean Yanowski.
Parking : 9, rue de l'Arbalète.

« Parking », le nouveau film de Jacques Demy

Parking, refusé par le comité de sélection pour Cannes, n'était pas un bon film, chuchotait-on inconsidérément. En racontant comment il a conçu cette version moderne de la légende d'Orphée, Jacques Demy remet les choses en place : ce que le producteur proposa au moment du Festival n'était qu'un brouillon de *Parking*. Hommage à Cocteau d'une certaine façon, ce film replace auprès d'Orphée son compagnon Calaïs. Laurent Malet, qui tient le rôle, vient, au générique, immédiatement après Francis Huster.

Après *la Part de l'autre*, de Jeanne Labrune, présenté à Cannes, section Perspectives (où il joue avec Pierre, son frère jumeau) et en attendant la prochaine sortie en France de *Cuore* qu'il a tourné sous la direction de Luigi Comencini, Laurent Malet impose, cette saison, une personnalité originale — on le savait déjà — mais qui se rassemble en quelque sorte dans ses personnages actuels. Il parle ici de son expérience, de ses conceptions d'acteur.

***Parking*, dont les copies sortent juste du laboratoire, est distribué à partir du mercredi 29 mai. Il y a eu une seule projection de presse mais il a été présenté le 23 mai en soirée d'ouverture de la treizième Rencontre cinématographique de Digne, consacrée (jusqu'au 27 mai) au cinéma d'auteur.**

Chanson pour Eurydice, chanson pour Calaïs

Il ne manque rien à la légende : ni les enfers, où Orphée, mort une première fois par erreur, entre par un parking et découvre le chemin qu'il reprendra pour réclamer Eurydice, ni Hadès et son épouse Perséphone (*prénommée Claude*), *ni le* club des Bacchantes, dont la présidente, Dominique, voudrait bien *récupérer Eurydice*.

Histoire légendaire, histoire mythologique, histoire connue, il *ne devrait pas y avoir de surprise* sinon les idées nouvelles de transposition (dont celle, teintée *d'humour, concernant Perséphone*, jouée par Marie-France Pisier qui est habillée comme, dans les *comédie de* Lubitsch), et pourtant l'enchantement propre à ce cinéaste *poétique qu'est profondément* Demy joue à nouveau, accordé aux sensibilités d'aujourd'hui. *Moins de romantisme* que par le passé, un fantastique installé dans la réalité (seules *les couleurs noire et blanche*, avec de brusques éclats de rouge pour Hadès — M. Jean Marais et Perséphone *distinguent l'univers* des morts de celui des vivants) et des moments de frénésie pour le rituel *des concerts, de violence pour les* disputes et la séparation brutale d'Orphée et d'Eurydice.

Demy n'utilise plus le parlé-chanté mais l'alternance des chansons et du texte se fait sur un rythme musical, la mise en scène *file des plans-séquences englobant* à la fois la vie, le spectacle et la légende. Mise en scène émotion*nelle arrivent à nous faire croire* que nous voyons pour la première fois ce qui est arrivé, parce que tout recommence selon la propre mythologie du cinéaste, celle de l'amour fragile, menacé (ici le premier passage aux enfers et les interventions terrestres de Perséphone servent de signes), difficile, accompli finalement dans une double mort qui est réconciliation.

Les chansons sont très belles, et Francis Huster les chante comme il faut, dirigé en même temps pour les jouer, emporté par le mouvement de balancier qui mène l'amour à la vie à la mort. *Non pas à deux mais à trois personnages*. Auprès de l'actrice japonaise Keito Ito, Eurydice d'ivoire que tant *de maléfices concourent à* briser et qui est touchante, Laurent Malet donne à Calaïs l'existence brûlante du disciple épris de son maître, mais jamais servile, jamais en train de mendier un regard ou un signe d'affection.

Huster-Malet, les deux acteurs sont à égalité.

L'amour fou est aussi bien accomplissement que sacrifice. Pour Demy, pour ses interprètes engagés à fond dans *l'aventure*, c'est cela le merveilleux.

J.S.

★ Sortie le 29 mai.

Le cinéaste : « la mythologie, c'est contemporain »

« Il y a toujours quelque chose d'un peu mystérieux dans l'écri*ture d'un scénario, l'enchaînement* des idées qui viennent, dit Jacques Démy. Cet Orphée est *fait de tous les Orphées que j'ai* rencontrés : Jim Morrison, John Lennon et sa femme japonaise *Yoko Ono, Mick Jagger. Parfum* du show-business, milieu idéal pour une transposition « moderne ». Orphée était adoré par la jeunesse . Aujourd'hui, les idoles, les demi-dieux, ce sont les popstars.

» Et puis, j'étais intéressé par le choc des cultures : *une Japonaise* sculpteur, un château médiéval repéré dans un livre de sites français, *pour la demeure du couple*. A partir de cela, je me suis mis à bâtir un conte de fées, une histoire *légendaire* avec *la* vie, la mort, le monde dans lequel nous vivons. Tout était à peu près en place lorsque je suis entré dans un parking et que je me suis dit, en voyant le distributeur de tickets, la barrière, le mur : voilà comment on passe de l'autre côté. Pour moi, toutes les choses de la technique moderne sont fabuleuses. Le parking a été l'idée finale.

» Avec tous ces éléments, j'ai illustré parfaitement la mythologie. J'ai redonné sa place à Calaïs, ce fils du vent, devenu l'ami d'Orphée quand ils ont participé ensemble à la conquête de la Toison d'Or. A la mort d'Eurydice, Orphée s'est consolé avec Calaïs et ce serait pour celà que les Bacchantes l'ont mis en pièces. Je trouve cela très contemporain : la bisexualité qui est dans l'air du temps, l'importance des chanteurs de music-hall, les mouvements féminins, sinon féministes : j'ai dédié *Parking* à Jean Cocteau et proposé à Jean Marais le rôle d'Hadès, mais ce n'est pas seulement à cause de leur « Orphée » au cinéma. C'est une certaine façon de se passer le flambeau, d'une génération à l'autre. Et *j'avais envie* de remercier Cocteau pour ce qu'il m'a appris, pour les joies qu'il m'a procurées avec ses *films*. »

« Deux producteurs avec lesquels j'ai déjà travaillé, s'intéressaient au projet. J'ai dit à l'un et à l'autre que je voulais aider Dominique Vignet, un jeune producteur qui démarrait ou presque. L'affaire a été difficile à monter. Nous n'avons pas obtenu l'avance sur recettes. Il est vrai que ce *n'était pas un sujet simple. Si on* reprend la mythologie, cela relève de la culture !

» Mais je suis connu et aimé au Japon. Le film y a été acheté sur lecture du scénario et sur le fait que je voulais engager une actrice japonaise pour Eurydice. J'ai retrouvé Michel Legrand pour la musique des chansons. Les scènes de concert ont été tournées au *« Zénith » en deux jours*. J'ai filmé des plans-séquences, je voulais faire le contraire du vidéo-clip *à la mode. J'en ai horreur. Il fal*lait qu'on sente que le vrai chanteur est quelqu'un qui se donne du mal.

« Quand nous avons monté *Parking*, Dominique Vignet espérait que le film serait prêt pour le festival de cannes. Moi, j'ai déjà tout eu à Cannes, je ne tenais pas spécialement à y aller. Si nous avions commencé à tourner le 1er janvier comme prévu, c'était possible. J'ai dit oui au producteur. Et le tournage a commencé seulement *en février*. Il fallait montrer une copie au comité de sélection à la mi-février. Ce *n'était pas possible*. Dominique Vignet a tout de même montré un bout-à-bout, avec du son et des « play backs » *mal* enregistrés. Evidemment, Parking n'est pas allé à Cannes. Au moment de la sélection, le film n'existait pas vraiment et on ne pouvait pas encore juger de ce qu'il serait ».

Laurent Malet : « Une série de fantômes »

« Lorsque je tournais dans *les Routes du Sud*, dit Laurent Malet, Joseph Losey m'a appris qu'un acteur pouvait concevoir un personnage selon ses tendances *propres, mais qu'il devait* aussi avoir une grande souplesse, s'adapter aux autres, les écouter. *Ce fut un conseil précieux. Au* cinéma, j'avais commencé jeune, à vingt ans. En une dizaine d'années, si je suis parvenu à réussir quelque chose, c'est bien de ne pas avoir pris de positions rigides, de ne pas avoir perdu de vue les épousailles avec les genres — car je crois au cinéma de genre, qu'il passe par des auteurs ou non — dans lesquels j'ai joué.

» *Quand on entre dans un film* comme *Parking*, qui relève du conte, de la fable, il faut être « *bon à prendre* », *complètement* disponible à la forme que le metteur en scène veut modeler. Il y a un texte où les mots ont une valeur sonore comme la musique. Cela demande un glissement du jeu vers une théâtralité. Pour certains films, il arrive un moment où les acteurs deviennent les ombres chinoises de la lumière voulue par le réalisateur. *Parking*, c'est cela. Chaque mouvement d'acteur est projeté par la mise en scène. Chez Jeanne Labrune (la Part de *l'autre*), l y a *aussi une* théâtralité mais, psychologiquement, une matière vive, une lave brûlante : la passion.

» Avoir tourné dans *Parking* donne l'impression, quand on voit le film complètement terminé, d'avoir été entre les mains d'un prestidigitateur. Quel extraordinaire tour de passe-passe ! Je crois beaucoup à la force triangulaire : *acteur - réalisateur - personnage*. Mais les conditions ne sont pas toujours réunies, comme ici, pour *créer le parfait triangle isocèle*. »

« Je n'ai pas forcément fait ce que je voulais, mais, par rapport à tout ce que j'ai fait, je peux dire que je fais ce que j'aime. C'est une garantie d'enrichissement. En même temps, j'ai le sentiment d'être amnésique. Chaque fois que je commence à un nouveau film, je retrouve l'incertitude de ne pas arriver à épouser le sujet *du premier coup. J'aimerais bien*, maintenant, arriver à une fluidité qui me donnerait toute disponibi*lité intérieure. De personnage en* personnage, j'ai l'impression de colporter une série de fantômes.

» Certains acteurs arrivent à se fixer, comme on le dit d'un instantané. Je n'ai pas eu, jusqu'ici, à le faire. Ce serait m'enlever ma raison d'être, ce qui me raccroche à *ce métier. Moi, je tiens avant tout* au pouvoir d'investigation de la nature humaine, de nos dualités, de nos *disponibilités. Je ne veux* pas me contenter de donner une image. J'aime être celui qui « fait le détour » pour offrir autre chose à mes partenaires indirects : les spectateurs. »

Propos recueillis par
JACQUES SICLIER.

MORT DU PEINTRE ROMANO GAZZERA

Le peintre italien Romano Gazzera, qui s'était fait connaître en participant en 1950 à l'Antibiennale de Venise avec Giorgio De Chirico, est mort le 24 mai à Turin. Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

[Chef de file de la peinture néofiorale, Romano Gazzera a également peint des portraits, dont ceux du pape Paul VI, de Danny Kaye, de Marcuse, et des compositions à partir de nuages. La ville de Turin avait organisé une rétrospective de son œuvre en 1975.]

Renoir, peintre ouvrier

(Suite de la première page.)

Il sait que l'exposition est *exceptionnelle*, rare (la dernière remonte à cinquante ans, nos grands-parents s'en souviennent peut-être), riche (près de cent vingt toiles venues des musées du monde entier) et bien construite (le parcours chronologique est encore ce qu'il y a de plus simple et de plus efficace pour saisir les évolutions d'un artiste). Tout cela, le visiteur le sait. Mais il sait aussi, ou croit savoir, ce qu'il va trouver : rien qu'il ne connaisse ou n'imagine déjà. Il y va comme par devoir, parce qu'il faut le faire avec le sentiment qui habite ces enfants qui vont à la messe avec papa-maman en traînant les pieds, mais sans se révolter.

Une toile inexplorée

Et puis c'est le choc. Rien de rien : on ne connaissait rien de Renoir, des bribes, des morceaux, des taches sur une toile immense et inexplorée. Alors il vous saisit et vous entraîne. Il vous agrippe *par le regard*, vous saisit par la couleur, il vous explose à la figure de mille et une manières. Il séduit et agace. Parce qu'il a tout *fait*, tout tenté, changé plusieurs fois de manière et, au total, laissé une œuvre immense que dix artistes différents — et irréconciliables — auraient pu peindre.

Forcément il y en a pour tous les goûts, et chacun devrait s'en satisfaire, en somme. Qui n'aime *pas la manière des débuts se* consolera par la suite. Qui juge insupportable les grosses femmes que le peintre vieilli répandait sur ses toiles retiendra la période « aigre » du milieu, cette sorte de parenthèse esthétique qu'il s'imposa après ses moments de doute et ses voyages à l'étranger. Qui est las des figures féminines se perdra dans les paysages où la lumière se joue des choses et liquéfie le végétal. Qui préfère les autres peintres trouvera mille réminiscences : tantôt Delacroix, tantôt Courbet, Ingres, Boucher, Watteau bien sûr, et puis Raphaël, Rubens enfin pour les potelées de la phase terminale.

C'est qu'il a besogné dur, notre *Renoir national ! Fils* d'un tailleur et d'une ouvrière, il s'est voulu, toute sa vie, plus qu'un artiste, un artisan. Il pensait que l'expression qui le caractérisait le mieux était celle-ci : *« un ouvrier de la peinture »*. Sa formation ne fut pas étrangère à cette conception de *son activité. Apprenti* à l'âge de treize ans, il commença à peindre chez un fabricant de porcelaine avant d'être licencié et de se lancer dans la décoration de stores, d'éventails et même de bistrots parisiens. « *La peinture*, dira-t-il, *c'est d'abord un métier manuel, et il faut le faire en bon ouvrier*. » Si le concours du meilleur ouvrier de France avait existé en ce temps-là, assurément il aurait mérité le premier prix dans sa catégorie.

Il n'est pas étonnant, dès lors, que *domine chez lui une* conception purement décorative de l'art pictural.

« Décorer les murs »

Les doutes qui l'envahiront, les évolutions qu'il subira, n'auront jamais pour objet une interroga*tion sur le rôle de la peinture*, son rapport au monde contemporain, mais plutôt des considérations sur la technique, la facture. « *La peinture est faite, n'est-ce pas, pour décorer les murs*. » Il faut donc faire dans l'« *aimable* », le « *joyeux* » et le « *joli* ». Dans ces conditions, n'allez pas chercher chez Renoir le moindre commencement d'ombre du malheur ou de la peine des hommes. Chez Renoir, dirait-on, tout baigne dans l'huile, et cela quelle que soit la période. *D'inquiétude* métaphysique, point. Pas d'irruption de la question sociale, ni des guerres (il en connaîtra deux), ni de la mort : on ne fait pas dans le joli avec le triste. Et quand le noir s'étale, c'est parce qu'il est la « *reine des couleurs* » et non le voile de l'angoisse.

On *sait que ce peintre du* bonheur avait des conceptions assez réactionnaires. Il regrettait l'ordre ancien des choses et le dix-huitième siècle (d'avant la Révolution). L'image qu'il a donnée de la femme est l'illustration — si l'on peut dire — de cette pensée figée. La femme, comme la peinture, est d'abord décorative et doit rester à sa juste place de potiche de chair. La femme idéale, c'est le modèle : « *Je considère comme monstres les femmes littéraires, avocates et politiques*. » Il disait encore : « *J'aime les femmes. Elles ne doutent de rien. Avec elles, le monde devient quelque chose de très simple*. » Et encore ceci, qui résume tout : « *C'est avec mon pinceau que j'aime*. »

Suivons l'itinéraire du Grand Palais en observant surtout la place de la femme chez Renoir. Elle ne cesse d'envahir son art. Elle enfle à vue d'œil au fil des années. Elle s'étale, se dénude de *plus en plus effrontément*, occupe tout le cadre. Ses formes mêmes connaissent une évolution inquiétante. Fessues, mafflues, joufflues, longues et larges à la fois, prodigieuses de lourdeur, les femmes *finissent par écraser* le bas des tableaux quand elles sont assises. Allongées, elles repoussent les côtés. *Pâles d'abord, et* même farineuses, elles rosissent bientôt, puis le rouge des lèvres *gagne tout le corps, l'orangé* se répand, les formes s'épanouissent dans le criard.

Une secrète inquiétude

Les aimées du pinceau que le vieillard de Cagnes-sur-Mer, paralysé, doigts crochus, mains recroquevillées, étalait en vastes tartines, peut-on encore les qualifier de « *jolies* », « *charmantes* », « *aimables* », ou même décoratives ? A chacun d'en juger en fonction de ses propres canons de la beauté.

Restera de leur observation l'idée que le laborieux forcené qui peignit jusqu'à ses derniers jours avait peut-être caché, masqué, derrière ces corps d'enflées, quelque secrète inquiétude, quelque doute sur la joliesse de la vie, quelque interrogation sur la validité d'une philosophie du bonheur simple, trop simple. Quand même : on ne va pas s'amuser à déchirer les toiles de Renoir pour voir ce qu'il y a derrière !

BRUNO FRAPPAT.

CARLOS D'ALESSIO A LA BASTILLE

Tango durassien

Carlos d'Alessio joue pour la première fois en France, sur un tapis rouge et dans des lumières cinéma — bleutées, rouges, blanches, sentimentales ou policières signées Jean-Claude Fall. « *Argentin d'origine, New-Yorkais d'adoption, Parisien depuis une douzaine d'années... Les fleuves lui sont plus importants que les frontières »...* D'Alessio est celui qui depuis *India Song* a écrit la musique des films de Marguerite Duras. Souvent aussi il compose pour le groupe TSE. Travail invisible et *capital. Un auteur de musiques* de scène ou de film est par *définition* l'absent-présent.

Voilà qu'il donne un concert, un récital pour piano et bande magnétique, le spectacle de lui-même entre deux pianos, dont l'un droit, pour la nostalgie, se trouve-là, décapoté, cordes nues, manteaux et feutres de couleur rendus à leur évidence. Sur l'autre, amplifié, d'Alessio fait jazzer le tango, un tango rien qu'à lui, et tanguer ses réminiscences d'un jazz hors standard. Ni ceci, ni cela, mais bâtie de cela et de ceci, sa musique irait, explique-t-il, de Steve Reich à Nino Rota en passant par Bartok et les Beatles, ou encore les sou*rires du Cubain Ernesto Lecuona* — sans oublier telles leçons anciennes de Cage. Il cite ces *noms-là. Qu'importe : il a tou*jours fait du d'Alessio. Il a fabriqué, par amitié pour d'autres, *une œuvre : il s'imprégnait de* leurs visions, de leurs histoires, de leurs désirs, puis s'en allait tout seul leur imaginer des sons. Sans les consigner tout de suite. Pour être certain que ses inventions soient du genre qui reste dans la tête. Aujourd'hui, il a quarante-neuf ans et se retourne. Il improvise un présent sur des thèmes passés qu'il conjugue. Il butine au fil de ses propres partitions. Tous enregistrements lancés en contrepoint, il reconstruit, semblable à un maçon qui reprendrait dans ses murs des briques pour élever une autre maison. Il décompose et s'en va plus loin, chez lui, en un élan continu qu'il *intitule « Home Movies »*.

Ce n'est pas du collage c'est une rêverie d'architecture insolite, de texture singulière : un solo à miroirs traversé de cauchemars, de brisures, d'éboulis, de fracas, de fureurs, qui pour*tant laisse le souvenir d'une vraie douceur*. On y entend des crapauds chanteurs en échos furtifs, des pas dans la neige, des bouleaux à la dérive. Une corde se pince. On croit bien qu'une voi*ture noire, tous phares éteints*, a démarré en trombe. L'accalmie revient en refrain, des états *d'âme aux allures de mélodies se* faufilent — contenus et exposés à la fois — dans une série *dodécaphonique, toujours pareille*, jamais la même. Une ritournelle de bal musette dégénère en bas*tringue de cirque, une note sus*pendue qui n'en finissait pas de mourir va se répéter, doulou*reuse. Evénements ? Non, atmo*sphères, émotions en mouvement. Un paquebot, peut-être, a *pris le large. Le rythme encore se* casse. Sur le clavier, les mains d'Alessio, ses coudes parfois. *Sur la bande, la gentillesse d'une* cigale.

Le pianiste chante un instant, on rigole. Bientôt, parmi des bribes éparses, on comprendra une phrase dite par Delphine Seyrig. Il y aura la voix de Marguerite Duras, le temps de trois mots ou quatre. Enfin le rire d'Arletty : « *C'est tellement simple l'amour* ». Est-il simple d'avoir tant de plaisir à jouer, et de le si bien communiquer à qui écoute ?

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Théâtre de la Bastille, 25 mai, 21 heures. Un disque contenant des musiques de film signées d'Alessio est disponible aux éditions Chants du monde.

Le compositeur se produira au Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron, le 8 août prochain.

La « GISELLE » de Baryshnikov

Transfigurée

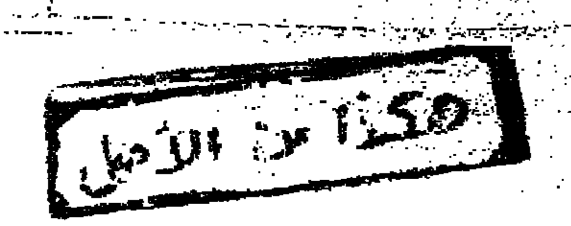
Une belle surprise pour ceux qui avaient choisi de venir voir *Giselle* à l'Opéra mercredi soir. Rudolf Noureev, souffrant, a trouvé la plus exceptionnelle doublure qu'on puisse rêver, Mikhaïl Baryshnikov, de passage à Paris.

Pris par ses fonctions de directeur artistique à l'American Ballet Theater, Baryshnikov a de moins en moins l'occasion de danser. A l'Opéra, il n'était pas venu depuis 1977. Alors quelle excitation, quel émoi ! l'attente aux guichets, une salle archi-comble et le plaisir de le retrouver en Prince Albert, séducteur né, cajoleur, enjoleur, irrésistible.

Lorsqu'il apparaît dans l'acte blanc, on retient son souffle. Sa danse rapide, simple, apparemment décontractée est étonnamment actuelle. Baryshnikov laisse les autres loin, loin dans leurs gestes du *passé, dans leur décor fané. Il lui suf*fit d'une diagonale de brisés, abattue d'un seul trait, pour chavirer les cœurs. *Par petits gestes éperdus, il* fait peu à peu sortir *de l'au-delà* la jeune morte plus que centenaire et sa partenaire, *Monique* Loudières, dont c'était la première Giselle, en est transfigurée.

MARCELLE MICHEL.

★ Palais *Garnier*, 19 h 30. *Monique* Loudières dansera *Giselle* samedi soir, aux côtés de Noureev cette fois. Une autre approche psychologique.



théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA MACHINE INFERNALE, cité internationale, Grand Théâtre (589-38-69), sam., 20 h 30.

CRÉANCIERS, Théâtre du Lys (327-88-61), sam., 21 h.

AQCHEB, Montfermeil, parc Jean-Valjean (388-96-93), sam., 21 h.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50) (mar.), sam., 20 h 30 : soirée de ballets (Sans armes, citoyens ! Quelques pas graves de Baptiste : créations).

SALLE FAVART (296-06-11), sam., 19 h 30 : Stradella.

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), dim., 14 h 30 : le Misanthrope ; sam., dim., 20 h 30 : l'Impresario de Smyrne.

PETIT ODÉON (325-70-32), sam., dim., 18 h 30 : Lui, de Y.-F. Lebeau.

BEAUBOURG (277-12-33). Cinéma vidéo, nouveaux films BPI, sam., dim. : Marias Callas, de G. Seligman : 13 h (1re partie), 16 h (2e partie) ; 19 h : les Canadiennes, d'A. Kish ; Danse : sam., 18 h 30 et 20 h 30 ; dim., 16 h et 18 h 30 : Molly Davies ; sam., 19 h 15 ; dim., 16 h 45 : Cinémathèque de la danse.

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), sam., 20 h 45 : Nederlands dans theater : les Noces, Stamping Ground, Say Bye Bye.

Les autres salles

☞ A. DEJAZET (887-97-34), sam., 20 h 45, dim., 17 h : Fast et Food au théâtre.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), sam., 20 h 30, dim., 15 h : le Sablier.

ARCANE (338-19-70), sam., 20 h 30, dim., 17 h : la Sonate au clair de lune (dern.).

☞ ARTISTIC-ATHEVAINS (379-06-18), sam., 20 h 30, dim., 16 h 30 : les Amoureux.

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23) (sam.), 21 h, dim., 15 h : Doit-on le dire ?

ATELIER (606-49-24), sam., 21 h, dim., 15 h : En attendant Godot.

☞ ATHÉNÉE (742-67-27), Salle Ch.-Bérard, sam., 16 h 30 : Attentat meurtrier à Paris. Salle Louis-Jouvet : sam., 16 h : les Violettes

☞ BOUFFES PARISIENS (296-60-24), sam., 21 h, dim., 15 h 30 : Tailleur pour dames.

☞ CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (328-36-36), sam., 20 h 30, dim., 16 h : Place de Breteuil. Atelier du Chaudron (328-97-04), sam., 21 h, dim., 16 h : Identités provisoires (dern.).

☞ CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), Grand Théâtre, sam, 20 h 30 : la Machine infernale ; Resserre, sam., 20 h 30 : Macbeth ; La Galerie, sam., 20 h 30 : Délicate balance.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), sam., 17 h 30, dim., 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), sam., 20 h 45, dim., 15 h 30 : Léocadia.

☞ COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : le Baiser d'amour.

☞ COMÉDIE DE PARIS (280-00-11), sam., 20 h 30 : Chant pour une planète.

DAUNOU (261-69-14), sam., 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : le Canard à l'orange.

☞ DÉCHARGEURS (236-00-02), sam., 20 h 15 : Hiroshima mon amour.

☞ DIX-HEURES (606-07-48), sam., 22 h : Scènes de ménage.

☞ DIX-HUIT THÉATRE (226-47-47), dim., 16 h : Play Strindberg (dern.) ; sam., 20 h 30 : Dialogues d'exilés.

☞ EDEN-THÉATRE (356-64-37), sam., 21 h : la Jalousie du barbouillé.

☞ EDOUARD-VII (742-57-49), sam., 20 h 30, dim. 15 h 30 : Chapitre II.

☞ ÉPICERIE (724-14-16), sam., 21 h 30 : Théâtre ; sam., 20 h 30, dim. 18 h : la Mariée mise à nu par ses célibataires même.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)

Samedi 25 - Dimanche 26 mai

☞ ESPACE-GAITÉ (321-56-05), sam., 20 h 30 : Shame (la Honte).

☞ ESPACE KIRON (373-50-25), , sam., 20 h 30 ; dim. 17 h : Adam et Eve.

☞ ESPACE MARAIS (584-09-31), sam., 22 h 15 : Azimut info.

☞ ESSAION (278-46-42), sam., I. 19 h : La dame est folle ou le Billet pour mille part ; II. sam., 17 h et 21 h : Ne laissez pas vos femmes accoucher dans les maternités.

☞ FONTAINE (874-82-34), sam., 17 h et 21 h : Triple mixte.

☞ GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam., 20 h 45, dim. 15 h : Love.

☞ GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), sam., 21 h : la Petite Marchande d'allume-êtres.

HUCHETTE (326-38-99), sam., 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LA BRUYÈRE (874-76-99), sam., 21 h, dim. 15 h : Guérison américaine.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34), sam., I. 18 h : Et ils passèrent des menottes aux fleurs ; 20 h : C'est rigolo ; 22 h 30 : les Contes de Chelm. II. 18 h : Journal d'un fou ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : K. Valentin.

☞ MADELEINE (265-07-09), sam., 20 h 45, dim., 15 h : les Œufs de l'autruche.

☞ MARIE-STUART (508-17-80), sam., 18 h 30 : Vingt-huit moments de la vie d'une femme avec « le mort » ; 20 h 30 : Savage Love.

MARIGNY (256-04-41), sam., 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon. Salle Gabriel (225-20-74), sam., 21 h, dim. 16 h : Tous aux abris.

MICHEL (265-35-02), sam., 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), sam., 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Bluffeur.

☞ MONTPARNASSE (320-89-90), sam., 21 h, dim., 16 h : Henri IV (dern.) ; Petite salle, sam., 18 h et 21 h, dim., 16 h : Tchekhov Tchekhova.

NOUVEAU TH. MOUFFETARD (331-11-99), sam., 20 h 45, dim. 15 h 30 : Mangeront-ils.

NOUVEAU THÉATRE DE COLETTE (354-53-79), , sam., dim., 20 h 30 : Hop là ! Hop là !

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam., 20 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi.

ŒUVRE (874-42-52), sam., 21 h, dim., 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

☞ PALAIS DES GLACES (607-49-93), sam., 20 h 30, dim. 17 h 30 : le Condamné à mort.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam., 18 h 45 et 21 h 30, dim., 15 h 30 : le Dindon.

☞ PLAINE (250-15-65), sam., 20 h 30, dim., 17 h : la Charrette de Caymans (dern.).

☞ PLAISANCE (320-00-06), sam., 20 h 30 et 21 h 30 : Sidney.

☞ POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Ma femme.

☞ PORTE - SAINT - MARTIN (607-37-53), sam., 18 h 15 et 21 h 15 : Deux hommes dans une valise.

POTINIÈRE (261-44-16), sam., 21 h, dim., 15 h : Double foyer.

☞ QUAI DE LA GARE (585-88-88), sam., 20 h 30 et 22 h : Compartiment fumeurs.

RENAISSANCE (208-18-50 - 203-71-39), sam., 20 h 30 : Ruy Blas.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), sam., 20 h 45, dim. 15 h 30 : De si tendres liens.

☞ TAI THEATRE D'ESSAI (278-10-79), I. sam., 20 h 30 : l'Ecume des jours ; sam. 18 h : la Vie du gars qui naît. – II. sam., 20 h 30 : Huis clos.

☞ TEMPLIERS (278-91-15), sam., 20 h 30 : Du dac au dac.

☞ THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam., 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, sam., 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ THÉATRE NOIR (346-91-93), sam., 20 h 30, dim. 17 h : Images de sécheresse.

☞ THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), sam., 20 h 30, dim., 17 h : la Dernière du malade imaginaire.

☞ TH. DU TEMPS (355-10-88), sam., 21 h : Salomé.

☞ THÉATRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), sam., 20 h : la Nuit et le Moment ; 22 h : Relax.

☞ THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, sam., 20 h 30 : les Oiseaux (dern.). Petite salle, sam., 20 h 30 : le Voyage sans fin.

☞ THÉATRE 13 (588-16-30), sam., 20 h 30, dim., 15 h : la Collection.

☞ LE TINTAMARRE (887-33-82), sam., 20 h15 et 24 h : Phèdre; 21 h 30 : Lime crève l'écran.

☞ TOURTOUR (887-82-48), sam. 16 h et 18 h 30 : Tac ; 20 h 30, sam., 20 h 30, dim., 17 h : Haut comme la table ; sam., 22 h 30 : Carmen Cru.

VARIÉTÉS (233-09-92), sam., 20 h 45, dim. 15 h 30 : N'écoutez pas mesdames.

VINAIGRIERS (245-45-54), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Parle-moi comme la pluie.

Les chansonniers

☞ CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), sam. 21 h, dim. 15 h 30 et 21 h : la Gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), sam. 21 h, mat. dim. 15 h 30 et 21 h : Les zéros sont fatigués.

La danse

A.-DEJAZET (887-97-34) sam. 18 h 30, dim. 18 h 45 : Le bal de l'amante invisible, Cie l'Éclat des muses.

AMERICAN CENTER (335-81-50), sam. 21 h : S. Skura, L. Kraus.

BASTILLE (357-42-14), sam. 19 h 30 : Esprit de clair de Lune.

THÉATRE 14 (545-49-77), sam. 20 h 45 : Les traits tirés - L'encontre.

TH. DE PARIS (874-10-75), sam. 20 h 30 : Cie Raffinot (dern.).

Les opérettes

ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Les mille et Une Nuits.

Les concerts

SAMEDI 25

☞ Théâtre des Champs-Elysées, 19 h 30 : Pelléas et Mélisande.

Sainte-Chapelle, 21 h : Ensemble choral Philomele (Mozart, Zelenka, Vivaldi : œuvres religieuses).

Eglise Saint-Merri, 21 h : Orchestre des jeunes du Val-d'Oise.

Eglise suédoise, 18 h : Trio Mozart (Mozart, Beethoven, Martinu).

Théâtre de la Bastille, 21 h : C. d'Alessio.

Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : Bach et son temps.

Théâtre de Paris, (874-10-75), Petite salle, 21 h : l'Amfi Parnaso.

DIMANCHE 26

Eglise Saint-Merri, 16 h : Ensemble instrumental Euterpe, dir. : H. Simoun ; Ensemble choral Philomène, dir. : A. Lechevalier ; Chœur mixte de Corseaux, dir. : R. Demieville (Mozart, Vivaldi, Scarlatti).

Théâtre du Rond-Point, 11 h : D. Hovora, A. Moglia, E. Peclard (Schumann, Ravel).

Centre juif d'art et de culture, 15 h 30 et 20 h 30 : L. Grynszman, J. Rosemblum.

Théâtre 3 sur 4, 18h 30 : voir samedi.

Festival de l'Ile-de-France

ABBAYE DE ROYAUMONT, Dim. à partir de 18 h : ensemble vocal et instrumental de la chapelle royale, dir. : Ph. Herreweghe (Charpentier).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 25 MAI

15 h, soixante-dix ans d'Universal : le Dernier Avertissement, de P. Leni ; Cannes 1985 : 17 h, (Semaine de la critique) : Sacrée Barbaque, d'A. Klotzel ; un certain regard : 19 h, Tokyo-Ga, de W. Wenders ; 21 h, la Fête du feu, de M. Yanagimachi.

DIMANCHE 26 MAI

15 h, soixante-dix ans d'Universal : Solitude, de P. Fejos ; Cannes 1985 (Un certain regard) : 17 h, A Private Function, de M. Mowbray ; 19 h, Latino, de H. Wexler ; 21 h, Empty Quarter, de R. Depardon.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 25 MAI

Le cinéma des plasticiens : 15 h, prolongement de la pratique picturale ; 17 h, Texte/Image/Discours critique ; cent jours de cinéma espagnol : 19 h, le Bourreau, de L. G. Berlanga ; 21 h, Neuf lettres à Berthe, de B. M. Patino.

DIMANCHE 26 MAI

15 h, et 17 h, Le cinéma des plasticiens (Performances/Actions) ; cent jours de cinéma espagnol : 19 h, la Chasse, de C. Saura ; 21 h, la Busca, d'A. Fons.

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Franco-égyptien) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) : Miramar, 14e (320-89-52).

AMADEUS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Escurial, 13e (707-28-04). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES FILMS NOUVEAUX

A. K., film français de Chris Marker : Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).

LA CAGE AUX CANARIS, film soviétique de Pavel Tchoukhrai, v.o. : Cosmos, 6e (544-28-80).

LE FIL DU RASOIR, film américain de John Byrum, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie (70 MM), 8e (563-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) : Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LE FOU DE GUERRE, film franco-italien de Dino Risi : Forum, 1er (297-53-74) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) : Mistral, 14e (539-52-43) : Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) : Gambetta, 20e (636-10-96).

LE MEILLEUR DE LA VIE, film français de Renaud Victor : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) : George-V, 8e (562-41-46) ; Maxéville 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34).

SÉRIE NOIRE POUR UNE NUIT BLANCHE, film américain de John Landis, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (575-93-40) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

STEAMING, film britannique de Joseph Losey, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 8e (633-63-20) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) : Parnassiens, 14e (335-21-21).

VOLEUR DE DÉSIRS, film américain de Douglas Day Stewart, v.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) : UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) : Fauvette, 13e (331-56-86) : Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Murat, 16e (651-99-75).

WITNESS, film américain de Peter Weir, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) : UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

Paris / programmes.

ANTARCTICA (Jap.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Suéd., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

AU-DELA DES MURS (Isr., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BABY (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (267-63-42) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA BALADE INOUBLIABLE (It., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3e (772-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

BIRDY (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

BROTHER (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LE DÉCLIC (Fr.) (*) : George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

DÉTECTIVE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (358-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

DIVORCE A HOLLYWOOD (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

2010 (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

ELIANAIKA (Jap., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (354-42-34) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

EL NORTE (A., v.o.) : Cinoches, (H. sp.), 6e (633-10-82).

ELECTRIC DREAMS (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Bienvenuë Montparnasse, 15e (544-25-02).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, CHOUCROUTE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Rotonde, 6e, (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; George V, 8e (562-41-46).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio Bertrand, 7e (783-64-66) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

MICKI ET MAUDE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

MISHIMA (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).

MOJADO POWER (Mex., v.o.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Utopia, 5e (326-84-65).

NASDINE HODJA AU PAYS DU BUSINESS (F.) : Studio43, 9e (770-63-40).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Cinoches (633-10-82).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LE PACTOLE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Cité Internationale hsp, 14e (589-38-69) ; Rialto, 19e (607-87-61).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

LES PLAISIRS INTERDITS (It.) (**) : v.o., Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f., Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

POULET AU VINAIGRE (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (232-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UCG Opéra, (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 5e (271-52-36) ; UCG Danton, 6e (225-10-30) ; UCG Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UCG Rotonde, 6e (574-94-94) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UCG Biarritz, 8e (562-20-40) ; UCG Boulevard, 9e (574-95-40) ; UCG Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UCG Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; UCG Convention, 15e (574-93-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE RETOUR DES MORTS VIVANTS (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; George-V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES SAISONS DU CŒUR (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

SHOAH (Fr.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Olympic, 14e (544-43-14).

SOLDIER'S STORY (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95) ; v.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).

STALINE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

SUBWAY (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

TERMINATOR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

THAT'S DANCING (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).

THE BOSTONIANS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; George V, 8e (562-41-46) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

UN PRINTEMPS SOUS LA NEIGE (Franco-canadien) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

VOYAGE A CYTHERE (Grèce, v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

Communication

Dans les hebdomadaires

« L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI » : BILAN POSITIF

L'Evénement du jeudi, que dirige Jean-François Kahn, dresse cette semaine un premier bilan de santé du nouvel hebdomadaire lancé, on s'en souvient, par souscription.

« Six mois ont passé. Et nous pouvons maintenant affirmer que nous avons gagné notre premier pari, écrit J.-F. Kahn. *Quelques chiffres : dans notre note aux actionnaires, nous tablions sur une diffusion moyenne de soixante-quinze mille exemplaires la première année (...) Or, notre diffusion moyenne dépasse le seuil des cent dix mille exemplaires (1) avec des pointes à cent trente-cinq mille. »*

Le directeur de *l'Evénement* en profite pour inviter de nouveaux lecteurs à *« devenir à leur tour copropriétaires »* de l'hebdomadaire.

(1) Dont 20 916 exemplaires sur Paris-surface durant la semaine du 2 au 8 mai (NDLR).

● *Le palmarès de la Rose d'or de Montreux.* – C'est la chaîne anglaise BBC qui a remporté la Rose d'or de Montreux avec *Paul Daniels Magic Easter Show*, à l'issue du vingt-cinquième Festival international de Montreux, qui met en compétition des émissions de variétés de différents pays. Le deuxième prix est revenu à la télévision danoise, avec une série de sketches intitulés *Pallesen Pilmark Show*. La Rose de bronze a été donnée à la compagnie indépendante britannique Central pour sa série satirique *« Spitting Image »*. Une mention spéciale a été décernée à Antenne 2 pour son émission *Jambalaya, réalisée dans le cadre des* « Enfants du rock ». Jean-Christophe Averty a reçu en outre le Prix spécial du jury *« pour l'ensemble de son œuvre »*, aux côtés de trois Anglais, Benny Hill, David Frost et Jim Henson. Pierre Tchernia s'est vu également décerner une mention spéciale *« pour l'ensemble de ses contributions au domaine des variétés »*.

● *Channel 80 à Roland-Garros.* – La société privée de télévision Channel 80, filiale d'Hachette, vient de prendre livraison d'un car-régie ultra-moderne : un semi-remorque de 15,50 mètres de longueur pour un poids de 25 tonnes, équipé pour enregistrer avec trois, quatre, cinq ou six caméras. Conçu selon des normes et des plans arrêtés par des techniciens du groupe, notamment de chez Matra, ce car-régie, un des plus grands d'Europe, a coûté 5 millions de francs. Il assumera, dès lundi 27 mai, pour le compte de USA Cable Network, la retransmission du tournoi international de tennis de Roland-Garros.

● *Poésie sur Minitel.* Jean-Pierre Rosnay a donné le 23 mai le coup d'envoi d'un programme poétique quotidien diffusé sur Minitel (code d'accès : 615 91 77 CLP). On y trouvera un poème quotidien et un condensé d'informations poétiques. Avant de se lancer dans la télématique, le Club des poètes avait déjà créé « Etat d'urgence », un radio-répondeur qui, depuis trois ans, propose trois minutes de poésie quotidienne 24 heures sur 24. Tél. : (1) 550.32.33.

● *Décès du PDG de « la Presse de la Manche ».* – Marc Giustiniani, PDG de *la Presse de la Manche*, quotidien édité à Cherbourg, est décédé vendredi 24 mai à l'âge de soixante-huit ans.

[Né le 20 août 1917 à Nevers, Marc Giustiniani était entré en 1947 à *la Presse de la Manche*. Il en devint PDG en 1953. Il était d'autre part trésorier du Syndicat des quotidiens départementaux et administrateur de l'Office de justification de la diffusion.]

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 25 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 40 Série noire : Pas de vieux os.
D'après le roman de T. Stewart. Réal. G. Mordillat, avec F. Dunoyer, E. Bourgine, S. Handepin...
Un polar qui se passe dans le monde souterrain de la boxe (violences, chantages, truands, sales combines...). « Pas de vieux os » raconte la course-poursuite d'un homme seul. Une mise en scène travaillée, une superbe musique « jazzy ». Dommage que le suspense ne soit pas au rendez-vous.

22 h 10 Droit de réponse : le fil à couper le beurre (les inventeurs).
Avec L. Malavard, membre de l'Académie des sciences, A. Mess, journaliste et écrivain, J. Dragne de l'INPI, E. Nazare, ingénieur aéronautique, P. Mayer, directeur adjoint de l'ANVAR et de nombreux inventeurs.

0 h Journal.

0 h 15 Ouvert la nuit.
Au nom de la loi : *la Voix du silence* (avec Steve Mc Queen).
Extérieur nuit : Conflans-Sainte-Honorine et le café-théâtre.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Rugby : Finale du championnat de France.
Toulouse-Toulon en direct du Parc des Princes à Paris.

22 h 5 Magazine : Les enfants du rock.
Spécial Prince : son dernier concert enregistré à New-York.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 4 Disney Channel.
Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel.

21 h 50 Journal.

22 h 15 Feuilleton : Dynastie.

23 h La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit Carole Laure, Louis Furey, Sarah Miles et Jacques Weber.

23 h 30 Musiclub.
Siegfried Idyll, *de Richard Wagner, interprété par l'orchestre de l'Opéra de Bayreuth sous la direction de Pierre Boulez.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 30, Paris kiosque ; 18 h 50, Atout PIC ; 19 h, Feuilleton : l'Homme du « Picardie » ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, La science amusante.

CANAL PLUS

20 h 35, Téléfilm : des Meurtres sans importance ; 22 h 10, le radeau d'Olivier ; 22 h 55, Mausolée, film de M. Dugan ; 0 h 25, la Femme publique, film de A. Zulawski ; 2 h 20, Mississippi Blues, film de B. Tavernier et R. Parrish ; 3 h 55, New York Nights, film de R. Vanderbes ; 5 h 35, les Fantômes du chapelier, film de C. Chabrol.

FRANCE-CULTURE

20 h 15 Hernani, de Victor Hugo, mis en scène par A. Vitez avec A. Recoing, R. Mitrovitsa (retransmission du spectacle donné au théâtre de Chaillot).

0 h Clair de nuit : Rémanences.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : *Sonate en trio en mi bémol majeur*, de Bach ; *Musique fugitive de Dusapin « Ikhoor »*, de Xenakis ; *Quintette à cordes en si bémol majeur*, de Mozart, par le Trio à cordes de Paris (C. Frey, violon, M. Michalakakos, alto, J. Grout, violoncelle, E. Pope, 2e violon).

23 h Les soirées de France-Musique : le zodiaque bien tempéré « Gémeaux » ; à 1 h, l'arbre à chansons.

Dimanche 26 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

8 h Journal.

9 h Emission islamique.

9 h 15 Orthodoxie

9 h 30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.

10 h Présence protestante.

11 h Messe de Pentecôte en eurovision depuis la collégiale de Saint-Ursanne dans le Jura.

12 h 2 Midi Presse.
Invité : M. Alain Obadia, secrétaire général de la Fédération des cadres et ingénieurs CGT.

12 h 30 La séquence du spectateur.

13 h Journal.

13 h 25 Série : Starsky et Hutch.

14 h 20 Sports dimanche et tiercé à Longchamp.

16 h 30 Variétés : La belle vie.

17 h 30 Les animaux du monde.

18 h Série : Guerre et paix.

19 h Sept sur sept.
Avec Daniel Cohn-Bendit.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : la Main au collet.
Film américain d'A. Hitchcock (1955), avec C. Grant, G. Kelly, J. Royce Landis, J. Williams (rediff.).
Un ancien cambrioleur retiré sur la Côte d'Azur se fait détective pour découvrir l'auteur de vols de bijoux qu'on lui a attribués.

22 h 20 Sports dimanche soir.

23 h 5 Journal.

23 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

9 h 35 Journal et météo.

9 h 40 Les chevaux du tiercé.

10 h 5 Récré A 2.

10 h 40 Gym tonic.

11 h 15 Dimanche Martin.

12 h 45 Journal.

13 h 15 Dimanche Martin (suite).

17 h Série : Secret diplomatique.
No 1 : l'homme de Vienne.

18 h Stade 2 (et à 20 h 20).

19 h Série : Et la vie continue.

20 h Journal.

20 h 35 Jeu : Le grand raid.
25e étape : La Paz (Bolivie)-Salta (Argentine).

21 h 35 Document : Tout est vrai.
Deux personnages bizarrement échoués à l'intérieur de deux écrans TV devisent côte à côte en regardant la télévision : une « fantaisie » qui est aussi un jeu de miroirs sur la vidéo.

22 h 30 Magazine : Opus 85.
Richard Dembo monte la Bohème, *de Puccini, à Lille ; Vittorio Rossi, responsable d'*Aïda, *de Verdi, monte* Turandot ; *Petrika Ionesco clôture la saison de l'Opéra de Paris avec* Robert le diable, *de Meyerbeer, et Pier Luigi Pizzi a ouvert le Mai musical florentin avec* Don Carlos.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

9 h Debout les enfants.

10 h Mosaïque.

12 h D'un soleil à l'autre.

15 h Opéra : Christophe Colomb.
De Darius Milhaud, enregistré à l'Opéra de Marseille en octobre 1984, texte de Paul Claudel.

17 h Boîte aux lettres : Spécial Claude Levi-Strauss.
Autour du grand ethnologue, ancien professeur au Collège de France, membre de l'Académie française, auteur de « La Pensée sauvage ». Avec Pierre Nora, directeur chez Gallimard, B. H. Lévy, romancier, et notre collaborateur Bertrand Poirot-Delpech.

18 h Emission pour les jeunes.

19 h Au nom de l'amour.

20 h RFO Hebdo.

20 h 35 Laissez passer la chanson : l'opérette en famille.
Sur la scène du Bataclan, ex-lieu magique du music-hall du tout-Paris. Des extraits d'opérettes.

21 h 30 Aspects du court métrage français.

22 h Journal.

22 h 30 Cinéma de minuit : An American Romance.
Film américain de K. Vidor (1944) ; avec B. Donlevy, A. Richards, W. Abel, J. Qualen (v.o. sous-titrée).
L'ascension sociale d'un ouvrier tchèque arrivé aux États-Unis, à la fin du dix-neuvième siècle. Des mines de fer du Minnesota, il va passer aux usines de Chicago puis devenir constructeur d'automobiles.

0 h 25 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

8 h 5, Cabou Cadin (et à 14 h 25) ; 9 h 15, Gym à gym ; 9 h 25, Don Camillo monseigneur, film de C. Gallone ; 11 h 25, Les mots pour le dire, film de J. Piheiro ; 13 h 5, Reilly, l'as des espions ; 13 h 55, Série : L'Hôtel en folie ; 16 h, Hill Street Blues ; 17 h, Johnny Hallyday au Zénith ; 18 h, le Cadeau, film de M. Lang ; 19 h 45, Le club de la presse ; 21 h, Gorky Park, film de M. Apted ; 23 h 10, Erendira, film de R. Guerra ; 0 h 50, La vie est un roman, film d'A. Resnais.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture. Avez-vous lu Victor Hugo ? ; 7 h 3, Chasseurs de son ; 7 h 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h 25, La fenêtre ouverte ; 7 h 30, Littérature pour tous ; 7 h 45, Dits et récits : conte norvégien ; 8 h, Foi et tradition ; 8 h 25, Protestantisme ; 9 h 5, Ecoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : l'Union rationaliste ; 10 h, Messe à la Cathédrale de Coutances (Manche) ; 11 h, L'esprit de perfection : Alain Chapel, cuisinier ; 12 h, Des Papous dans la tête ; 13 h 40, L'exposition du dimanche : Exposition Renoir au Grand Palais ; 14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, « La poche parmentier », *dramatique de G. Perec.* Avec R. Faure, C. Sellers, J.-P. Cisife... ; 16 h 30, La tasse de thé, rencontre avec F. Bergé, M. Duchaussoy et F. Nocher ; à 17 h 45, Histoire-actualité : les sœurs aînées de la 205 Peugeot ; 19 h 10, Le cinéma des cinéastes ; 20 h, Musique : La conférence des rockers.

20 h 30 Atelier de création radiophonique : Le rêve d'Electra et Selva (deux bandes-son pour film et installation multi-medias).

22 h 30 Musique : Libre parcours jazz (Harissa).

0 h Clair de nuit : Les Loubinoux.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique : Intégrale des sonates de Beethoven ; 7 h 3, Concert-promenade : musique viennoise et musique légère ; 9 h 5, Cantate : « Pour le deuxième jour de la Pentecôte » – BWV 68 Bach ; 10 h, Les voyages musicaux du docteur Burney (2e épisode) : œuvres de Janequin, André Philidor, Chedeville, Lalande, Mondonville, Balbastre ; 12 h 5, Magazine international ; 14 h 4, Disques compacts : œuvres de Haydn, Magnard, Vivaldi, Pergolèse, Jolivet, Purcell ; 17 h, Comment l'entendez-vous ? La musique et la joie par Jean-Denis Bredin ; œuvres de Bach, Poulenc, Rossini, Mozart, Wagner, Bach ; 19 h 5, Jazz vivant : le trombone Slide Hampton et le trio d'Hervé Sellin : le quintette de Clark Terry ; 20 h 4, Avant-concert.

20 h 30 Concert (donné salle Pleyel le 13 avril) : *le Carnaval romain*, de Berlioz ; *Surgir*, de Dufourt ; *Concerto pour piano et orchestre no 1 en si bémol majeur*, de Tchaïkovski, par l'orchestre de Paris, dir. C. Bardon, sol. M. Rudy, piano.

23 h Les soirées de France-Musique : Ex libris (avec R. Kirkpatrick) ; à 1 h, Les mots.

LES SOIRÉES DU LUNDI 27 MAI

TF1	20 h 40, Cinéma : *Comme un homme libre*, de Michael Mann ; 23 h 35, Internationaux de tennis à Roland-Garros ; 23 h 45, Journal ; 0 h, C'est à lire.
A2	20 h 35, Emmenez-moi au théâtre : *Angelo, tyran de Padoue*, de Victor Hugo ; 22 h 45, Plaisir du théâtre ; 23 h 25, Journal.
FR3	20 h 35, Cinéma : *Elle court, elle court la banlieue*, de Gérard Pirès ; 22 h 10, Journal ; 22 h 35, Thalassa ; 23 h 20, Série : Idées reçues ; 23 h 25, Prélude à la nuit.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 26 MAI

– *M. Jean-Baptiste Doumeng*, président-directeur général de la société Interagra, est l'invité de l'émission « Forum », sur RMC, à 12 h 30.

– *Mme Georgina Dufoix*, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, participe au « Grand Jury RTL-*le Monde* », sur RTL, à 18 h 15.

– *M. Daniel Cohn-Bendit*, est le témoin de l'émission « Sept sur sept », sur TF 1, à 19 heures.

– *Mgr de Courtray*, cardinal et archevêque de Lyon, est reçu au « Club de la presse », sur Europe 1, à 19 h 15, et sur Canal Plus, à 19 h 45.



هكذا من الأصل

Économie

L'AFPA a signé trois conventions pour développer les liens entre l'emploi et la formation

L'AFPA (Association pour la formation *professionnelle des adultes*) a signé récemment trois conventions qui reflètent bien la préoccupation constante pour l'emploi de cet organisme paritaire, le plus important du secteur de la formation professionnelle.

La première, qui pourrait paraître anecdotique, concerne l'engagement de l'AFPA à employer mille «tucistes», dont cinq cents d'ici juillet 1985. Dans les centres de formation, les jeunes stagiaires auront des activités très variées pour faciliter la vie collective mais, surtout, ils bénéficieront d'une initiation à la formation avec la garantie d'une aide à l'orientation.

La deuxième convention, passée avec l'INFAC, association de formation et de promotion sociale, très liée au développement de l'économie sociale, du tourisme et de l'hôtellerie, vise à organiser une collaboration plus étroite entre les deux organismes. Il s'agirait, en l'occurrence, d'échanger des projets, d'éviter les *doubles emplois et de parvenir* à des accords sur des types communs de formation afin de mieux répondre aux besoins de cette branche d'activité.

La collaboration et l'efficacité pour l'emploi sont les objectifs recherchés avec la troisième convention, *la plus significative de toutes*, qui a été signée avec L'ANPE (*Agence nationale pour l'emploi*) en renouvellement d'un texte adopté en 1982, et qui permet de préciser les actions menées en commun.

Ensemble, l'AFPA et l'ANPE peuvent établir des programmes qui tiennent *compte de l'évolution* du marché de l'emploi. Plusieurs *niveaux d'interventions peuvent* être définis, depuis les formations les plus longues correspondant à des qualifications élevées, jusqu'aux opérations en faveur de l'insertion d'une main d'œuvre inadaptée, en passant par les actions courtes ou « à la carte » pour améliorer des qualifications vieillies ou trop spécifiques. Ce travail en association, qui a déjà commencé, pourrait aboutir à plus de souplesse et à une meilleure planification des stages proposés.

Parallèlement, la convention officialise une action commune de l'AFPA et de l'ANPE (*le Monde* du 28 mars 1985). Les deux organismes proposent des séances d'orientation et surtout d'évaluation des qualifications professionnelles des demandeurs d'emploi pour, le cas échéant, leur proposer des stages de réintégration — ils travaillent également ensemble pour les chômeurs de longue durée et ils ont pu mettre au point des opérations pour répondre à des vagues de licenciement.

« *Une affaire comme Talbot a fait beaucoup pour le rapprochement* », note M. Métais, directeur général de l'AFPA, et cet organisme comme l'ANPE — qui consacre aujourd'hui moins de moyens à l'enregistrement des chômeurs — peuvent se consacrer à des taches qui renforcent le lien entre la formation et l'emploi. La convention devrait permettre une meilleure concertation et vient confirmer le changement qui est en train de se produire dans la politique de lutte contre le chômage, plus pragmatique que jamais.

AU CANADA

Le projet de budget favorise les entreprises aux dépens des contribuables

De notre correspondant

Montréal. — Le ministre canadien des finances, M. Michael Wilson, a déposé, jeudi 23 mai, à Ottawa, un budget visant à réduire le déficit et l'intervention de l'Etat au détriment des *contribuables, dont les impôts* seront substantiellement augmentés. Les entreprises, en revanche, bénéficieront de réductions d'impôts pour encourager l'investissement et la création d'emplois.

Ce budget, a déclaré M. Wilson, dans un discours à la Chambre des communes, « *rompt résolument avec le passé* » en enlevant au gouvernement l'initiative en matière *économique pour la confier* à l'entreprise privée. Désormais, a-t-il déclaré, « *les Canadiens et non plus le gouvernement décideront de l'avenir du Canada* ». Il a indiqué que les mesures annoncées correspondaient aux « *priorités définies au sommet de Bonn pour un renouveau économique* » et s'inscrivaient dans une *philosophie plus favorable* à la libre entreprise.

Le déficit sera réduit de 2 milliards de dollars, revenant à 33,8 milliards de dollars (environ 240 milliards de francs) sur un budget total de 105 milliards de dollars, grâce à l'introduction de nouveaux impôts indirects (eau gazeuze, produits de beauté, confiserie, y compris les bonbons !) ou à l'augmentation d'impôts existants (tabac, alcool, essence). L'Etat réduira également ses *dépenses en supprimant* une partie de l'aide à la recherche nucléaire à des fins pacifiques et en fermant deux usines d'eau lourde en Nouvelle-Ecosse, faute de clients pour ce produit. Après Canadair et De Havilland, qui sont à la recherche d'acheteurs, d'autres sociétés nationales de moindre importance seront vendues au secteur privé. Les effectifs de la fonction publique seront réduits de 6 % en six ans (*suppression de quinze mille* postes sur deux cent cinquante-huit mille).

Des exemptions supprimées

Plusieurs mesures affecteront directement les contribuables, en *particulier la baisse ou la suppression* de certaines exemptions fiscales. Les investisseurs étrangers seront aussi touchés, puisque, à la suite de nombreux abus, ils n'auront plus droit aux subventions accordées au titre de la recherche scientifique. Enfin, l'aide au tiers-monde progressera moins vite que prévu, pour atteindre 0,6 % du produit national brut en 1990 (0,5 % actuellement). *De plus, une partie de cette aide* sera transférée dans un fonds spécial *pour* subventionner des exportateurs canadiens.

Une partie des économies réalisées aux dépens des particuliers sera reversée au secteur privé. Le gouvernement veut « *récompenser la réussite* » en accordant une exemption fiscale pour les revenus sur le capital investi, jusqu'à concurrence de 500 000 dollars (cette exemption ne sera accordée qu'une seule fois dans *la vie d'un contribuable, qui pourra* cependant la demander en plusieurs tranches). Les petites et moyennes entreprises seront les principales bénéficiaires de cette mesure.

Mais ce sont surtout les sociétés pétrolières qui tirent leur épingle du jeu. Elles obtiennent, en effet, la suppression d'un impôt sur les bénéfices qui va leur permettre d'économiser plus de 900 millions de dollars (environ 5,6 milliards de francs).

Cette mesure a fait bondir les deux partis d'opposition à la Chambre des communes, les libéraux et le Nouveau Parti démocratique (NPD), qui ont reproché au gouvernement d'avoir « *misé sur les multinationales* » et d'avoir à présenter « *un budget pour les riches, qui fera perdre des emplois à cause des augmentations d'impôts* ». Le ministre des finances a reconnu lui-même que le chômage se maintiendrait à peu près à son niveau actuel (10,9 %) pour atteindre 10,7 % à la fin de l'année et 10,3 % en 1986, malgré une croissance du produit national brut évaluée respectivement à 3,1 % et 2,4 %. L'inflation resterait au même niveau : 4,1 % *cette année contre 4,4 % en 1984*.

Le patronat a estimé que le gouvernement *n'était pas encore allé* assez loin sur le plan de la réduction du déficit, alors que les syndicats ont mal accueilli ce budget qu'ils jugent « *injuste* », même s'il contient quelques mesures punitives à l'égard des gros revenus. Les grandes banques seront, en effet, soumises à un impôt spécial à partir de 1986 pour leur faire porter, a déclaré le ministre des finances, « *une partie appropriée du fardeau fiscal* ». Les hauts salaires seront frappés d'une surtaxe de 10 % *de l'impôt sur le revenu* en 1986. De plus, le gouvernement s'est engagé à faire payer, dès l'année prochaine, un impôt minimum aux quatre mille contribuables fortunés qui ont réussi, en recourant à toutes sortes d'exemptions et d'abris fiscaux, à échapper totalement au fisc.

BERTRAND DE LA GRANGE.

En RFA

LE PARLEMENT A VOTÉ SANS MODIFICATION LA RÉFORME FISCALE

Le Bundestag a voté, vendredi 24 mai, le plan de réforme fiscale présenté par *le gouvernement*, qui allège de 20 milliards de marks (60 *milliards de francs*) les impôts payés par 19 millions de contribuables. Cette réforme touche principalement les familles et les petits et moyens revenus, et s'effectuera en deux étapes en 1986 et 1988. L'an prochain, l'exonération annuelle par enfant en matière de revenu imposable passera de 2 052 DM (6 200 F) à *2 484 DM (7 500 F)*, le revenu minimal imposable étant relevé de 324 DM (1 000 F) *pour un célibataire* et de 648 marks (1 950 francs) pour un couple marié.

Le gouvernement ouest-allemand *en faisant adopter sans modification* sa loi sur les réductions d'impôts a refusé de raccourcir les délais d'application, comme le demandaient aussi bien ses partenaires libéraux (FDP) et bavarois (CSU) que l'opposition social-démocrate (SPD) et les Verts. Il lui était instamment demandé de ramener à une seule étape (1986) la mise en œuvre de la réforme afin de relancer plus vite l'économie et de faire baisser le chômage.

Malgré le coup de semonce qu'a représenté l'échec cuisant subi par le parti du chancelier Kohl aux élections de Rhénanie- du- Nord-Westphalie, *il y a quinze jours*, M. Stoltenberg, ministre fédéral des finances, a jugé dangereux tout relâchement précipité de la rigueur mise en place, il y a trois ans.

● **247 millions de francs de dividendes pour les actionnaires de Lufthansa.** — La compagnie aérienne ouest-allemande Lufthansa distribuera à ses actionnaires 247 millions de francs de dividendes. Elle a réalisé, au cours de l'année 1984, un bénéfice net après impôts de 494 *millions de francs, au lieu de* 193 millions en 1983 (+ 155 %), pour un chiffre d'affaires de 31 mil*liards de francs*. L'exercice 1984 est considéré par son président, M. Heinz Ruhnau, comme le meilleur de son histoire. Ces excellents résultats sont notamment dus à une augmentation de 7,2 % du nombre des passagers et de 14,8 % du fret transporté.

L'assemblée générale de la Société Agache-Willot entérine l'entrée de nouveaux actionnaires

L'assemblée générale *extraordinaire* de la Société foncière et financière Agache-Willot (*SFFAW*), *clé* de voûte de l'empire Boussac, s'est tenue vendredi 24 mai (*le Monde* du 14 mai). Elle a, comme prévu, décidé de doubler le capital de l'entreprise pour le porter à 800 millions de francs avec l'argent frais apporté par de nouveaux associés, dont l'entrée au conseil d'administration a été entérinée. Il s'agit des compagnies pétrolière Elf et Total, chacune pour 47,5 millions de francs, du groupe Worms (80 millions), de Lazard Frères (90 millions), de Ferret-Savinel (90 millions), du holding de capitaux libano-syriens *Finial (40 millions)* et du groupe financier britannique *Charterhouse (5 millions)*.

Désormais cet ensemble d'action*naires*, dont M. Bernard Arnault PDG de Boussac, qui possède à titre *personnel* 4 % des titres, *détient plus* de 50 % du capital de la SFFAW et *de ce fait exerce de plein droit le* contrôle du groupe Boussac.

Ainsi que les accords signés en novembre 1984 le prévoyaient, les frères Willot conservent une participation minoritaire de 16,5 %. Au cours de cette assemblée, le pacte concordataire, d'un montant de 2,8 milliards de francs environ, a été approuvé. Ce concordat sera présenté dans les premiers jours de septembre aux créanciers chirographaires (ceux dont la créance n'est pas garantie par une hypothèque).

L'inculpation de M. Claude Colombani, conseiller juridique à Paris et actionnaire minoritaire de la SFFAW, n'a pas été évoquée au cours de la réunion. M. Colombani *avait été interpelé*, mercredi, dans le cadre d'une information contre X ouverte par le p=arquet pour « *tentative d'extorsion de fonds et de signatures* », à la suite d'une plainte déposée par les dirigeants du groupe Ferret-Savinel.

Le conseiller juridique a été *inculpé pour ces motifs*. Il est accusé d'avoir tenté de se faire remettre *1,5 million de francs par la direction* de Ferinel.

PERNOD-RICARD ET LE CRÉDIT AGRICOLE SOLIDAIRES AU SEIN DE LA SVF

Le groupe Pernod-Ricard et le Crédit agricole viennent d'affirmer dans un communiqué leur solidarité pour le contrôle de la Société des vins de France. « *Solidaires dans la mise en place de la stratégie industrielle commerciale engagée au sein de la SVF, Pernod-Ricard et le Crédit agricole entendent bien le rester quelle que soit l'issue des actions judiciaires en cours.* »

Avec seulement 45,07 % du capital, Pernod-Ricard contrôle la SVF, grâce à l'appui du Crédit agricole qui détient, lui, 4,96 % du capital de cette société. Le reste des actions détenues par la SAPVIN fait l'objet d'un litige. Pernod-Ricard s'était porté acquéreur, à travers la Banque Worms, d'une large part de ses actions, vendues au titre d'un apurement *du passif de la SAPVIN*.

Au montage souhaité par le groupe Pernod-Ricard, la SVF, le Crédit agricole et les pouvoirs publics, le tribunal de commerce de Marseille avait préféré une solution de dernière heure avancée par la société marseillaise Sénéclauze. Cette décision est aujourd'hui contestée, et c'est dans ce contexte que Pernod-Ricard et le Crédit agricole *ont jugé utile de réaffirmer leur* intention de collaborer, au sein de la SVF, dans l'intérêt de la viticulture française.

Ordinateurs individuels

IBM baisse ses prix

IBM a annoncé le 24 mai une baisse des prix de certains modèles d'ordinateurs individuels de 20 % à 28 %. C'est *ainsi* que le PC junior — qu'IBM ne produit plus — passe de 999 dollars à 725 dollars, et le PC portable de 2 595 dollars à 1 950 dollars. Cette baisse des prix sur un marché de micro-ordinateur hautement concurrentiel aux Etats-Unis était attendue. Déjà le mois dernier le prix du PC portable avait *été réduit de près de 100 dollars*.

La Yougoslavie, le Zaïre et la République dominicaine obtiennent un rééchelonnement de leurs dettes extérieures

Trois accords de rééchelonnement de dettes extérieures ont été conclus, *le 24 mai, qui concernent la Yougoslavie*, le Zaïre et la République Dominicaine.

● **Pour la Yougoslavie** l'accord signé par les seize principaux pays créanciers — dont le principe avait été approuvé le 26 mars — porte le rééchelonnement sur neuf ans de la dette extérieure garantie. Cet étalement, qui comprend un délai de grâce de quatre ans, concerne les crédits des gouvernements occiden*taux ou ceux qui bénéficient* de leur caution financière. La dette extérieure de Belgrade dépasse 20 milliards de dollars.

● ***Pour le Zaïre***, *les onze* principaux pays créanciers ont accepté le principe d'un *rééchelonnement* sur dix ans — avec un différé de cinq ans — des échéances pour 1985 et le premier trimestre de 1986 de la dette garantie. Cet accord porterait sur 95 % des échéances, soit environ 500 millions de dollars, et sa concrétisation serait fonction de l'évolution des relations entre Kinshasa et le *FMI, qui a consenti fin avril* un nouveau crédit-relais de 162 millions de DTS — droits de tirages spéciaux. La dette extérieure du Zaïre — hormis celle à court terme — est évaluée à 4 milliards de dollars (dont 0,8 milliards à l'égard des banques commerciales) et la charge de la dette — publique et privée — représenterait *cette année 900 millions* de dollars, soit plus de la moitié des recettes attendues des exportations.

● **Pour la République dominicaine,** les sept principaux pays créanciers ont accepté le principe d'un rééchelonnement sur dix ans — avec un délai de grâce de six ans — des crédits garantis. La dette extérieure de Saint-Domingue s'élève à 3 milliards de dollars, contractée essentiellement auprès des banques *américaines. Le FMI a accordé à ce* pays, le 15 avril, un prêt de 78,5 millions de dollars, *d'une durée d'un an*, destiné à la mise en œuvre d'un programme de redressement.

● **Amendes pour des producteurs américains et finlandais de pâte à papier.** — Des fabricants de pâte à papier finlandais, canadiens et américains ont demandé à la Cour de justice de la CEE d'annuler une décision de la Commission leur imposant des amendes pour infraction *aux règles de la CEE. Les* entreprises, accusées de concertation sur *les prix au sein du Marché commun* et d'entrave au commerce entre pays de la Communauté entre 1973 et 1981, contestent ce qui leur est reproché.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 20 au 24 mai

Une heureuse cohabitation

ENCORE une semaine faste rue Vivienne. Alors que, pour le moins, la Bourse de Paris aurait plutôt dû être encline à s'accorder un repos bien gagné après sa récente et rapide ascension, celle-ci, voulant sans doute démontrer que ses forces étaient intactes, a redoublé de vigueur. Déjà au plus haut de toujours, le 17 mai dernier, l'indice CAC, le plus fiable de tous les instruments employés pour mesurer la température à la corbeille, a encore monté de 2,4 % pour inscrire un nouveau record.

Rien au départ ne prédisposait pourtant le marché à renouveler sa performance de la semaine écoulée. La fin du mois boursier était proche et, comme en mai, les dieux de la finance s'étaient montrés cléments (près de 7 % de hausse), des ventes bénéficiaires étaient prévisibles, pour ne pas dire inévitables. Il s'en produisit, du reste, dès lundi. Mais le marché les absorbait sans broncher, se bornant à céder quelques insignifiantes fractions (- 0,04 %).

Mardi, comme s'il ne s'était rien passé, la progression reprenait (+ 0,8 %). Le lendemain, jour de liquidation générale, la Bourse, quand même, marquait le pas (- 0,05 %). Mais l'on sentait déjà sourdre une impatience contenue à reprendre la marche en avant. Jeudi, début du nouveau terme à fin juin, ce fut un véritable festival : + 1,4 % de hausse au départ, + 1,82 % à l'arrivée.

Parmi les vedettes, on remarqua surtout Schneider (+ 20 % !) mais aussi sept nouvelles recrues sur les quinze accueillies ce jour-là au marché à règlement mensuel, à savoir Eurocom (+ 12 %), Carnaud (+ 7,3 %), Aussedat-Rey (+ 6,6 %), Prouvost (+ 12,6 %), Ecco (+ 5,3 %), Luchaire (+ 10 %), Vuitton (+ 3,4 %). Les autres, Bel, Via Banque, Volvo, BNP (titres participatifs), CCF (titres participatifs), SDR du Nord-Pas-de-Calais, Gerland, Sodero, furent plus discrètes, mais n'en contribuèrent pas moins au raffermissement général.

Après un tel feu d'artifice, le retour au calme était attendu à la veille du week-end, un long week-end en raison du chômage de la Pentecôte.

Mais, une fois de plus, les pronostics furent déjoués. Une très forte activité allait régner vendredi et le marché, qui avait d'abord légèrement ployé sous le poids des prises de bénéfices, parvenait à égaliser la marque en fin de séance. En clôture, l'indicateur instantané était pratiquement revenu à son niveau de la veille. Mais le « CAC », décidément en pleine forme, améliorait encore sa performance à 227,3.

Quelle santé ! Quel dynamisme ! *« Sublime »*, clamait un professionnel en se frottant les mains. La satisfaction était générale. A juste titre. Depuis les premiers jours de mai, la Bourse a monté, d'une traite, de 10 %, s'accordant juste deux petites pauses, celles des lundi et mercredi derniers. Pour les cinq premiers mois de l'année, sa progression frôle maintenant 25 %, la plaçant ainsi en tête du « hit parade » des places internationales.

Etonnant ? Etourdissant. Le plus réconfortant est que le nombre de participants à cette course infernale grossit. Les échanges s'étoffent. Cette semaine, les transactions ont en moyenne porté sur 500 millions de francs. Les capitaux tournent à toute allure et les pénuries momentanées sur le marché de certains titres tendent à disparaître. Même si bien du chemin reste à parcourir, la rue Vivienne peu à peu prend l'allure d'un grand marché international, vocation que les autorités s'efforcent de lui donner. Sans user de superlatifs, un maître à penser de la Bourse disait, appuyé sur son pilier familier, que l'on ne pouvait rêver de meilleure semaine. Pourquoi ? A cause de l'heureuse et rapide alternance, voire de la conjonction, entre la hausse et la consolidation. Il appelait cela joliment la *« cohabitation »*. Le terme est d'actualité.

De fait, si d'une façon générale, le marché a monté, le phénomène ne saurait dissimuler des situations forts différentes. De nombreuses valeurs de premier plan ont rétrogradé, comme Peugeot ou Dassault. D'autres ont pris la relève. Michelin a été du nombre. L'action du grand manufacturier de pneumatiques *« est passée à quatre pattes »*. Il s'agit d'une vieille expression boursière utilisée quand un cours atteint quatre chiffres. Pour la première fois en effet depuis un an, Bibendum a passé le cap des 1 000 F (1 043 F) après avoir monté de 11,7 %. Pour les boursiers, les résultats du groupe pour 1984, publiés en fin d'après-midi le 17 mai, témoignent que le bout du tunnel est maintenant en vue. Sauf accident, Michelin devrait donc rentrer de plain-pied dans l'ère des bénéfices en 1986. *« Les investisseurs anglo-saxons, qui jouent à plus long terme que leurs collègues français, pourraient,* disait-on, *donner une plus belle coloration au titre. »* Est-ce un signe, l'action Michelin a figuré parmi les valeurs les plus traitées.

Mais que faut-il penser de cet optimisme apparemment sans faille, qui a permis à la Bourse de passer sans coup férir le cap de la liquidation ? Les nouvelles ont été maigres cette semaine, tant au plan de l'actualité pure que de l'information économique.

A cet égard, l'annonce pour la France d'un déficit commercial aggravé en avril (– 4,2 milliards de francs) n'était pas de nature à gonfler les énergies. La Bourse n'a pas bronché. *« Vous comprenez,* déclarait-on, *c'est déjà du passé. Ici seul l'avenir compte. »* Autour de la corbeille, les promesses de cet avenir se fondent sur une économie française, qui ne se porte pas si mal dans le fond. Cela on l'entendait dans les conversations surprises aux détours des piliers.

Enfin, la baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis a conforté l'espoir d'une nouvelle diminution du loyer de l'argent en France. Le galop de Wall Street, parvenu à son plus haut niveau historique, n'a pas été sans influer très favorablement sur le moral des opérateurs. Comme à New-York, le sentiment est que la reprise de l'expansion outre-Atlantique n'est pas un leurre. Même si l'expansion ne reprend pas là-bas à la cadence rapide de 1984, sa force devrait être suffisante pour continuer à entraîner les économies occidentales. M. Kaufman n'a-t-il pas dit que la récession américaine était terminée ?

Bref, la Bourse est en plein état de grâce. Et l'extase a conduit certains à pronostiquer que les deux prochaines liquidations seraient encore gagnantes. Audacieux, quelques-uns se sont même hasardés à prédire que, avec l'élargissement des instruments financiers, le cru 1985 pourrait être d'aussi bonne facture que celui de 1983 (plus de 50 % de hausse). Sait-on jamais ? Rue Vivienne, les surprises sont devenues le lot du quotidien.

ANDRÉ DESSOT.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	24-5-85	Diff.
4 1/2 % 1973	1 630	– 35
7 % 1973	8 230	– 70
10,30 % 1975	100,50	+ 245
PME 10,6 % 1976	98,40	+ 0,47
8,80 % 1977 (2)	119,40	+ 0,95
10 % 1978 (1)	98,25	+ 0,39
9,80 % 1978	99,60	+ 2,10
8,80 % 1978	98,10	+ 0,12
9 % 1979	95,05	+ 0,30
10,80 % 1979	100,20	+ 0,02
12 % 1980	101,01	– 0,04
13,80 % 1980	106,65	– 0,20
16,75 % 1981	112,55	+ 0,05
16,20 % 1982	118,50	+ 0,30
16 % 1982	119,15	+ 0,05
15,75 % 1982	116	+ 0,15
CNE 3 %	4 350	– 45
CNB bq. 5 000 F.	103	+ 0,05
CNB Paribas 5 000 F	103,60	inch.
CNB Suez 5 000 F	103,70	+ 0,20
CNI 5 000 F	103,05	+ 0,07

(1) Compte tenu d'un coupon de 100 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 88 F.

Matériel électrique

	24-5-85	Diff.
Alsthom-Atlantique	311	+ 6
CIT-Alcatel	1 290	– 87
Crouzet	305	+ 12
Générale des Eaux	690	+ 59
IBM	1 325	+ 55
Intertechnique	2 270	+ 322
ITT	322	– 15,5
Legrand	2 294	+ 94
Lyonnaise des Eaux	839	+ 45
Matra	1 810	– 45
Merlin-Gérin	2 171	+ 171
Moteurs Leroy-Somer	591	+ 11
Moulinex	95,80	– 2,20
PM Labinal	585	+ 50
Radiotechnique	285	– 13,80
SEB	414	+ 7
Signaux	643	– 33
Télémec. Electrique	2 430	– 5
Thomson-CSF	556	+ 14
Schlumberger	390	+ 1
Siemens	1 805	+ 50

Banques, assurances

	24-5-85	Diff.
Bail Équipement	362	+ 0,50
Bancaire (Cie)	625	+ 15
Cetelem	759	+ 31
Chargeurs SA	577	+ 5
CFF	890	+ 13
CFI	320	inch.
Eurafrance	1 615	+ 190
Hénin (La)	469	+ 14
Imm. Pl.-Monceau	452	inch.
Locafrance	442	+ 15,9
Locindus	803	+ 7
Midi	2 650	+ 55
Midland Bank	238,10	+ 1,10
O F P (Omn. Fin. Paris)	1 185	+ 5
Parisienne de résc.	1 212	+ 52
Prétabail	1 230	+ 41
Schneider	188	+ 21
UCB	350	– 5

Pétroles

	24-5-85	Diff.
Elf-Aquitaine	226	+ 4
Esso	560	– 2
Exxon	533	+ 23
Francarep	327	+ 18
Petrofina (1)	980	+ 60
Pétroles (Française)	277	+ 4,10
Pétroles B.P.	125,80	+ 3,70
Primagaz	384	+ 13
Raffinage	93,50	+ 0,5
Royal Dutch (2)	565	+ 8
Sogerap	461	– 10

(1) Compte tenu d'un coupon de 46 F et d'un droit de 103 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 15 F.

Mines, caoutchouc

	24-5-85	Diff.
Charter	23,60	– 0,40
Géophysique	810	+ 60
Imétal	131	+ 8,60
INCO	138,30	+ 1,30
Michelin	1 043	+ 109
Min. Penarroya	100	+ 8,71
RTZ	76,20	+ 0,50
ZCI	1,97	+ 0,01

Alimentation

	24-5-85	Diff.
Béghin-Say	281	– 1
Bongrain	1920	+ 10
BSN G.-Danone	2479	– 46
Carrefour	2300	+ 125
Casino	970	– 16
Cédis	801	+ 21
Euromarché	990	+ 30
Guyenne et Gasc.	315	+ 5
Lesieur	685	+ 5
Martell	1761	– 20
Moët-Hennessy	1963	+ 82
Mumm	750	– 10
Nestlé	25260	– 100
Occidentale (Gle)	758	+ 43
Olida-Caby	210	– 35
Pernod-Ricard	759	+ 20
Promodès	1501	+ 131
Source Perrier	535	– 3
St-Louis-Bouchon	348	+ 6
C.S. Saupiquet	510	+ 10
Veuve Clicquot	2560	+ 60
Viniprix	950	– 20

Valeurs diverses

	24-5-85	Diff.
Accor	283	+ 9,50
Agence Havas	660	+ 40
Appl. Gaz	199	– 0,50
Arjomari	1 180	+ 92
Bic	583	+ 63
Bis	451	+ 45
CGIP	853	+ 56
Club Méditerranée	535	+ 12
Essilor	2 550	– 10
Europe I	823	– 83
Hachette	1 940	+ 46
L'Air Liquide	650	+ 3
L'Oréal	2 593	+ 83
Navigation Mixte	452	+ 30
Nord-Est	91,80	+ 3,20
Presses de la Cité	2 185	– 37
Sanofi	750	+ 1
Skis Rossignol	1 660	+ 75

Métallurgie

	24-5-85	Diff.
Alspi	152	+ 4,20
Avions Dassault-B.	1 470	– 30
Chiers-Châtillon	57,90	+ 1,5
De Dietrich	598	–
FACOM	1 300	+ 65
Fives-Lille (1)	391,90	+ 5,70
Fonderie (Générale)	72	+ 11
Marine Wendel	256	+ 29
Penhoët	930	+ 130
Peugeot SA	339	– 8
Poclain	73,20	+ 4,30
Pompey	201	+ 9
Sagem	1 770	+ 10
Valéo	225	+ 23
Vallourec	114	+ 3,5

(1) Compte tenu d'un coupon de 13,80 F

Produits chimiques

	24-5-85	Diff.
BASF	683	+ 17
Bayer	719	+ 20
Hoechst	730	+ 24
Imp. Chemical	93,60	– 1,20
Institut Mérieux	1 790	+ 78
Laboratoire Bellon	1 080	+ 30
Norsk Hydro	126,50	– 4,50
Roussel-Uclaf	1 720	– 58

Filatures, textiles, magasins

	24-5-85	Diff.
André Roudière	365	+ 8,40
BHV	284,50	+ 27,
CFAO	1 000	+ 42
Damart-Serviposte	2 301	– 42
Darty	1 350	+ 2
DMC	260	+ 1
Galeries Lafayette	388	– 10
La Redoute	1 440	+ 5
Nouvelles Galeries	169	+ 7
Printemps	255	– 2
SCOA	114	+ 7,20

Bâtiment, travaux publics

	24-5-85	Diff.
Auxil. d'entreprises	968	+ 16
Bouygues	834	+ 53
Ciments Français	371	+ 10
Dumez	712	+ 22
GTM	303	– 6
J. Lefebvre	244	+ 4
Lafarge	546	– 6
Maisons Phénix	263	+ 12
Poliet et Chausson	630	+ 24
SCREG	136,50	– 5,50
SGE-SB	67,40	+ 0,40

Mines d'or, diamants

	24-5-85	Diff.
Amgold	900	+ 20
Anglo-American	139,80	+ 1,30
Buf. Gold M.	418,50	+ 10
De Beers	54,20	+ 2
Drief. Cons.	258,80	+ 2,80
Free State	284	+ 8
Gencor	152,50	+ 13
Gold Field	68,50	+ 1,70
Harmony	145,10	– 3,90
President Brand	268	– 12
Randfontein	1 035	– 35
Saint-Helena	183,20	+ 1,10
Western Deep	462	+ 7,20
Western Holding	349	+ 3

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 17 mai	Cours 24 mai
Or fin (kilo en barre)	98 400	95 500
– (kilo en lingot)	98 150	95 200
Pièce française (20 fr.)	586	589
Pièce française (10 fr.)	396	380
Pièce suisse (20 fr.)	561	560
Pièce latine (20 fr.)	567	548
Pièce tunisienne (20 fr.)	559	559
Souverain	705	693
Souverain Elizabeth II	718	692
Demi-souverain	401	391
Pièce de 20 dollars	3 855	3 940
– 10 dollars	2 012	2 062
– 5 dollars	1 405	1 405
– 50 pesos	3 615	3 595
– 20 marks	691	685
– 10 florins	576	571
– 5 roubles	385	400

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Midi (1)	43 670	112 791 014
ELF (1)	464 605	103 852 747
Michelin (1)	93 642	93 322 379
Renault part. (1)	77 115	83 021 616
Perrier	150 972	81 277 787
Moët	37 810	72 397 440
Pernod	84 276	63 363 517
Imétal (1)	479 186	61 297 414
Bic (1)	104 117	58 417 889
BSN	23 763	57 907 700
Bouygues	68 914	56 385 123
CSF	97 718	53 740 883
Lafarge (1)	96 228	52 523 477

(*) Du 15 au 23 mai.
(1) Séance du 24 mai comprise.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	20 mai	21 mai	22 mai	23 mai	24 mai
RM	426 707	603 458	647 064	550 833	614 605
Comptant R. et obl.	2 666 332	3 268 562	2 492 753	3 109 206	3 242 400
Actions	99 128	87 042	84 177	135 805	84 088
Total	3 192 167	3 959 062	3 223 994	3 795 844	3 941 093

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)

Franç.	119,6	120,4	120,7	122,7	–
Étrang.	106,8	106,9	107,2	109	–

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)

Tendance	123,2	124,2	124,2	126,5	126,5

(base 100, 31 décembre 1984)

Indice gén.	221,9	223	223,1	226,4	227,3

SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

	24 mai	17 mai	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Indice	115,8	115,3	+ 0,4	116,2	99,7

Hongkong : en vue du sommet

La crainte d'une fuite massive des capitaux en liaison avec la perspective d'un rattachement de la colonie britannique à la République populaire de Chine en 1997 s'est, semble-t-il, complètement dissipée à la Bourse de Hongkong.

Depuis le mois d'août 1984, point le plus bas de l'année, le marché fait preuve d'une vigueur renouvelée et peu commune. En l'espace de neuf mois, sa hausse dépasse 120 %, dont 37 % acquis au cours des premiers mois de 1985.

Le 24 mai dernier, l'indice Hang Seng, qui mesure la température à la corbeille de Hongkong, atteignait la cote de 1 617,30, la plus élevée depuis le 28 août 1981 (1 647,65). Est-ce le retour à la confiance ? Durant la seconde partie de 1984, divers éléments sont intervenus pour favoriser ce redressement : la reprise américaine, bien sûr, le retour à l'équilibre de la balance des paiements, le faible montant de la dette extérieure, l'annonce d'un sérieux développement des échanges commerciaux avec la Chine populaire, enfin et surtout, la signature en décembre dernier entre Pékin et Londres d'un accord aux termes duquel l'Empire du Milieu s'engageait à ne pas influer durant cinquante ans sur la politique économique actuellement menée.

Maintenant, les opérateurs de Hongkong jouent la stabilité politique, l'épanouissement des affaires, l'amélioration des résultats financiers des principaux conglomérats locaux, la perspective de fusions ou de prises de contrôle en liaison avec l'arrivée d'hommes d'affaires chinois, la reprise, effectivement constatée, du marché immobilier (les valeurs immobilières comptent pour beaucoup dans le calcul du fameux indice Hang Seng).

Et depuis quelques jours, ce sont les rumeurs sur une baisse imminente des taux d'intérêt qui alimentent le mouvement de hausse. M. Michael Sandberg, président de la Hongkong and Shanghai Bank, la plus grande banque locale, n'a-t-il pas prédit une détente vu l'importance des liquidités ?

Désormais, le Hang Seng n'est plus éloigné que de 10 % de son plus haut niveau de toujours (1 806) atteint en juillet 1981. Un retour à ce sommet est à sa portée, estiment les professionnels de la colonie, qui se fondent sur le développement rapide des exportations.

La Bourse de Hongkong aura-t-elle assez de souffle pour renouveler en 1985 sa performance de 1981 ?

A. D.

Montagne chaussures et fusées

Le second marché va s'enrichir de trois valeurs supplémentaires les jours prochains, dans des domaines aussi différents que les équipements de montagne, les chaussures de luxe et les moteurs de fusées.

Le 6 juin prochain, à la Bourse de Lyon, seront introduites trente mille actions, soit 18,5 % du capital de la Société touristique du Mont-Blanc (STMB), au prix unitaire de 230 F (dix fois le bénéfice net par titre). On va donc voir cotés le téléphérique de l'Aiguille du Midi, le plus haut du monde (3 842 mètres), au cœur de la Vallée blanche, celui du Brévent, cher aux skieurs de l'avant-guerre, mais modernisé, le tramway du Mont-Blanc, du Fayet-Saint-Gervais au glacier de Bionnassay, auxquels il faut ajouter les remontées mécaniques de la station de sports d'hiver de Vars, dans les Alpes du Sud, et plusieurs restaurants. Au total, un chiffre d'affaires de 75 millions de francs (moitié hiver, moitié été), un bénéfice d'environ 4 millions de francs, qui devrait augmenter, en francs réels, de 50 % en cinq ans, et une garantie d'indemnisation au cas où les concessions, abrégées par la nouvelle loi « montagne », ne seraient pas renouvelées. C'est l'Européenne de banque, actionnaire à 42 %, et Valorind (2,3 %) qui fourniront les actions offertes, le groupe PLM, filiale des Wagons-Lits, conservant plus de 55 %.

De la montagne, on descendra à la chaussure, avec l'arrivée de Stéphane Kelian, articles en « cuir tressé à la main » destinés aux femmes, et exportés à 40 %. Chiffre d'affaires, 115 millions de francs, bénéfice attendu 7 millions de francs, et pour objectif, une marge nette de 10 % : 42 800 actions (10 % du capital) seront mises en vente à 210 F, soit 12,8 le bénéfice net par titre.

Enfin, la SNECMA va mettre sur orbite boursière 12 % du capital de sa filiale, la Société européenne de propulsion (SEP), qui fournit les moteurs de la fusée Ariane. Sur un créneau que le président Legardr juge extrêmement porteur, son objectif est de porter la marge nette de 1 % à 2 %. Prix d'offre : 330 F (dix fois le bénéfice par action). La semaine prochaine, il y en aura donc pour tous les goûts.

F. R.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Un niveau historique

Un record est tombé cette semaine à Wall Street. Pour la première fois de l'histoire, l'indice Dow Jones s'est établi au-dessus de la barre des 1 300 points, lundi d'abord (1 304,88), mardi ensuite (1 309,69). Les deux jours suivants, des ventes bénéficiaires allaient le contraindre à repasser en dessous de cette fameuse barre. Mais à la veille du week-end, il la repassait pour s'inscrire à 1 301,96. En cinq séances, son gain s'est ainsi élevé à 16,63 points.

Cette performance a été très largement due à la décision prise par le FED le 17 mai dernier dans la soirée de réduire son taux d'escompte (7 1/2 % contre 8 %), qui eut pour premier effet de favoriser une baisse généralisée des « prime rate » bancaires. En ouvrant la perspective d'une reprise de l'expansion, cette désescalade du loyer de l'argent a déclenché d'importants ordres d'achats. Par la suite, la première vague d'optimisme passée, les opérateurs ont jugé prudent de prendre leurs distances, les grands problèmes de l'heure, à savoir notamment celui posé par le déficit budgétaire, demeurant entiers. La nouvelle détente des taux d'intérêt hors banques enregistrée vendredi encourageait toutefois les investisseurs à reprendre position.

	Cours 17 mai	Cours 24 mai
Alcoa	33 5/8	31 1/2
ATT	23 3/8	23 3/8
Boeing	63	63 5/8
Chase Man. Bank	58 7/8	58 3/4
Du Pont de Nemours	58 1/2	59 7/8
Eastman Kodak	62 1/4	63 1/2
Exxon	51 3/4	53 3/4
Ford	41 5/8	42 3/4
General Electric	59 5/8	60 5/8
General Foods	65	66 1/4
General Motors	69	70 1/8
Goodyear	29 1/8	29 1/4
IBM	130 1/2	131
ITT	34	32 3/8
Mobil Oil	30 1/8	31 3/8
Pfizer	48 1/2	49 1/8
Schlumberger	39 3/4	39 1/4
Texaco	37 1/2	37
UAL Inc.	47	49
Union Carbide	38 3/8	39 5/8
US Steel	29	29 3/8
Westinghouse	33 5/8	34 5/8
Xerox Corp	49 7/8	49 1/2

LONDRES

Repli en fin de semaine

Après être monté dans le sillage de Wall Street, le marché s'est replié à l'approche du long week-end de la Pentecôte sur des ventes bénéficiaires.

D'une façon générale, les affaires ont été assez calmes. L'intérêt s'est principalement concentré sur les valeurs à propos desquelles circulaient des rumeurs d'OPA. Ce fut le cas, en particulier, de Gill and Dufus.

Indices « FT » du 24 mai : industrielles, 1 001,6 (après 1 020,9), contre 1 008,3 ; mines d'or, 477,3, contre 484,1 ; fonds d'Etat, 80,80, contre 80,30.

	Cours 17 mai	Cours 24 mai
Beecham	358	355
Bowater	281	273
Brit. Petroleum	545	530
Charter	195	191
Courtaulds	146	145
De Beers (*)	535	542
Dunlop	66	66
Free State Ged. (*)	27 1/2	27
Glaxo	12 1/4	12 1/2
Gt. Univ. Stores	835	850
Imp. Chemical	759	752
Shell	713	703
Unilever	11 13/32	11 11/32
Vickers	324	322
War Loan	33 5/8	33 7/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Record absolu

La détente des taux d'intérêt aux Etats-Unis a déclenché cette semaine une nouvelle vague d'achats et l'indice de la Commerzbank établissait vendredi un nouveau record en montant à 1 303,8 (contre 1 264,7 le 17 mai).

Les valeurs de l'industrie automobile ont été particulièrement recherchées.

	Cours 17 mai	Cours 24 mai
AEG	115,70	124,70
BASF	210,50	214,20
Bayer	220,80	224,80
Commerzbank	175	187,50
Deutschebank	477,30	495,50
Hoechst	223,20	228,40
Karstadt	225	231,50
Mannesman	157,50	156,90
Siemens	546	554,50
Volkswagen	233	242,20

TOKYO

Avance

Des ventes bénéficiaires ont, à l'approche du week-end, en partie réduit l'avance prise par le marché en début de semaine. La détente des taux d'intérêt aux Etats-Unis a fait bonne impression, mais les analystes jugeaient normaux les ajustements des positions effectuées après le récent mouvement de hausse.

Indice du 25 mai : Nikkei Dow Jones, 12 593,76 (contre 12 419,99) : indice général, 986,32 (contre 974,85).

	Cours 17 mai	Cours 24 mai
Akai	420	419
Bridgestone	515	516
Canon	1 200	1 210
Fuji Bank	1 580	1 540
Honda Motors	1 330	1 340
Matsushita Electric	1 450	1 440
Mitsubishi Heavy	264	285
Sony Corp.	3 970	4 060
Toyota Motors	1 270	1 270

هكذا من الأصل

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

A l'heure chinoise

Comment ne pas féliciter la CEE, *agissant pour le* compte de l'Etat français, d'avoir, d'un même mouvement, renégocié l'euro-émission à taux flottant de 1,8 milliard de dollars émise pour une durée conditionnelle de sept ans à la fin du mois de mai 1983, la dénonçant au remboursement par anticipation, et proposant, simultanément, une opération du même montant mais à des conditions beaucoup plus avantageuses pour l'emprunteur.

D'une marge de 0,125 % au-dessus du Libor taux interbancaire offert), on est revenu à 0,0625 % au-dessus du *Libid* (taux interbancaire demandé), dans les deux cas à six mois. *La différence est de 0,1875 %* en terme de coupon. Cela fait pour *la France une économie de* l'ordre de 15 à 16 millions de dollars. Qui plus est, la France se soustrait au versement en espèces de 0,125 % qu'elle aurait dû effectuer dans le cadre de la structure précédente au début de juillet en faveur des investisseurs qui auraient choisi – et tout les pousse à *le faire* – de conserver leurs obligations. La nouvelle émission a été lancée sur cinq ans. Elle n'est dénonçable au remboursement anticipé que par l'emprunteur, au pair, à toutes les échéances du coupon.

Quatre des plus grandes eurobanques, le Crédit suisse, First Boston en tête, suivi de la BNP, de la Citicorp et de la Lloyds International, dirigent le syndicat bancaire de trente et un participants. Il n'y a pas de commissions. Mais l'emprunt a été pris ferme à un prix au-dessous du pair, à *99 875*, et offert aux autres banques à 99 925 par les dirigeants du syndicat.

La qualité de la signature, la plus belle de tout l'euromarché, a suscité des conditions le plus fines possible pour un de ses Etats membres. Des défections, quelques-unes de taille, comme celle de la Deutsche Bank, ont eu lieu par rapport au groupe de la première émission en juillet 1983. Elles ont surpris. Pourtant, contredisant l'adage, certains analystes ont été tentés de donner raison aux absents. *Les conditions ont été* jugées beaucoup trop serrées pour assurer *un profit*. Mais les sortants ont été bien vite remplacés. Et il reste que la modestie des rémunérations accordées est à considérer dans un contexte plus vaste englobant les commissions totales de 1 3125 % qui agrémentaient l'émission originale de 1983. On peut bien se douter que ceux qui privent de leur soutien la CEE au moment où elle compte sur leur appui auront, dans d'autres circonstances, à *en subir les* conséquences. Sur le marché gris, l'émission se traitait, vendredi *matin*, à 99,72/99,75.

Pour ce qui concerne l'eurocrédit *de 1,24 milliard de dollars levé* en juillet 1983 par la CEE pour la France, une partie de 650 millions sera remboursée en juillet et les 590 autres millions feront l'objet d'une renégociation.

Le succès a été, en *fait*, *chinois* la semaine passée, et c'est en deutschemarks qu'il a été obtenu. La Bank of China a effectué une brillante entrée *sur* l'euromarché, où jamais auparavant aucun emprunteur de cette République populaire ne s'était présenté. Son opération de 150 millions de deutschemarks pour une durée de sept ans a été très habilement montée par la Deutsche *Bank*, *dotée de* conditions assurément agressives, mais qui n'ont en rien modéré *l'ardeur des investisseurs* à souscrire. Le coupon est de *7 % et le prix d'émission*, le pair.

Le taux de 7 % est présentement réservé aux meilleurs emprunteurs sur ce marché, et c'est, précisément, celui retenu pour l'émission de 1 milliard de deutschemarks des postes allemandes sur leur propre *marché. Psychologiquement*, la comparaison est significative, même si, en fait, la longue durée de douze ans de l'émission des postes la rend caduque.

Le souvenir d'anciennes dettes chinoises non honorées n'a guère *joué de rôle dans* cette affaire, et, pourtant, la mention devra en être faite dans le prospectus, puisqu'il s'agit d'une émission publique. Cet élément satisfait d'ailleurs pleinement les banques membres du syndicat, puisqu'il implique l'ajout aux commissions *totales* (2,25 %) de frais d'introduction à la Bourse de Francfort *qui se montent* à 0,5 %. L'importance de ces premiers pas sur l'euromarché n'échappe à personne, alors que l'on prévoit que la Chine va attirer 30 milliards de dollars de fonds étrangers durant son septième plan, allant de 1986 à *1990. Au vu de l'émulation qui* existe entre les organismes chinois, on prévoit déjà l'arrivée prochaine sur l'euromarché d'un débiteur qui pourrait être China International Trust & Investment Corporation (CITIC).

Une geisha européenne

C'est Tokyo qui a été retenu comme la prochaine étape du spectaculaire développement de l'ECU. La Communauté européenne a, en effet, choisi d'y lancer un emprunt libellé dans sa propre devise. L'opération, qui s'annonce dans la foulée de la brillante première new-yorkaise de novembre dernier, est novatrice à un double titre. D'abord, et bien sûr, parce qu'elle représente *une illustration supplémentaire du* rôle et de l'internationalisation de l'ECU, *qui jamais auparavant* n'avait été officiellement utilisé pour libeller un emprunt au Japon. Ensuite, parce que c'est elle, précisément, qui va rouvrir un marché clos depuis plus de six ans à toute monnaie étrangère.

Ce faisant, elle prépare le terrain pour d'autres opérations à Tokyo qui pourront être en ECU ou en dollars des Etats-Unis. L'emprunt de la CEE d'un montant de 50 millions d'ECU est destiné à être placé de façon privée. Il devrait rentrer dans la catégorie des placements dits « shibosai », que l'on distingue ainsi des obligations « samouraïs » – elles *aussi émises au Japon pour le* compte de débiteurs étrangers, mais *publiques. On lui préférera* une appellation moins martiale, et l'on parle déjà à Tokyo de le parer du nom de « geisha », à moins qu'il ne soit considéré comme une émission « Fujiyama ».

La guerre des coupons est-elle pour cette semaine dans le secteur *des obligations convertibles* ? On le murmure à Francfort autant qu'à Zurich dans la perspective de l'apparition simultanée, sur chacune de ces deux places, d'un des tout premiers noms industriels du Japon. Les emprunteurs de ce pays n'ont, jusqu'à présent, manqué aucune occasion de tirer le plus grand profit de toute situation de concurrence. Et le fait est que la baisse générale du niveau de l'intérêt paraît aiguiser la rivalité des marchés du *deutschemark et du franc suisse*, dans la mesure où, sur ce dernier, le *repli* apparaît moins spectaculaire qu'outre-Rhin, où l'on est parti de bien plus haut.

Dans le cas présent, Fujitsu, un *des grands de l'informatique*, semble à même de briser le plancher de 1,5 % en Suisse et de se rapprocher de 2 % en Allemagne. Malgré la minceur de tels rendements, inférieurs au taux d'inflation, les investisseurs ne devraient pas faire défaut si la tenue du yen et la Bourse de Tokyo sont engageantes, pas plus que la spéculation sur l'attrait d'un possible gain sur les cours de l'action qu'une prime de conversion insignifiante pourrait rendre rapide. Du coupon, *on ne s'en soucie guère*, espérant convertir ces obligations avant la *première échéance*. La question qui se pose est bien celle de la forme de ces transactions. Pourquoi les présenter en tant qu'obligations alors qu'il ne s'agit, en fait, que de placements d'actions qui pourraient s'effectuer plus directement ? Le problème n'est pas nouveau avec les emprunteurs japonais.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les matières premières

Reprise du cuivre - Baisse de l'argent

Les marchés commerciaux restent toujours sous le choc du ralentissement de la croissance économique américaine, décevante et bien inférieure aux prévisions. Une amélioration est-elle susceptible de se produire au cours des prochains mois ? De la réponse dépendra en partie l'évolution des prix des matières premières utilisées à des fins industrielles. Certains experts tablent sur une hausse de la plupart des prix des métaux non ferreux en fin d'année et plus tard sur celle des métaux précieux !

MÉTAUX. – *Après avoir chuté à nouveau au commencement de la semaine, les cours du cuivre ont ensuite enregistré une reprise au Metal Exchange de Londres. Le gonflement important des stocks britanniques de métal, supérieur aux prévisions effectuées par les négociants, de 15 575 tonnes à 100 950 tonnes, a jeté un froid sur le marché laissant même prévoir la fin de la pénurie de disponibilités à court terme. Mais, ensuite, un renversement soudain s'est produit et le cuivre a récupéré et même au-delà sa perte initiale, car les livraisons de métal rouge chilien à destination de l'Europe subiraient des retards importants.*

Les cours de l'argent ont fléchi à Londres. Une pénurie de métal pour les usages industriels paraît fort improbable selon les prévisions formulées par un négociant américain. Bien que l'utilisation de métal dans le monde à 379 millions d'onces (+ 9 millions d'onces) en 1984 soit supérieure à la production mondiale (pays socialistes exceptés) de 315,2 millions d'onces, les stocks mondiaux restent encore importants, à 2 285,7 millions d'onces en diminution de 52 millions d'onces par rapport à 1983.

Grâce à de nouveaux achats d'intervention pour le compte du stock régulateur, les cours de l'étain ont progressé à Londres.

Les cours du zinc ont peu varié à Londres. Plusieurs producteurs européens ont réduit de 30 dollars par tonnes le prix de leur métal ramené à 930 dollars supérieur encore toutefois de près de 100 dollars aux prix pratiqués sur le marché.

Effritement des cours du nickel à Londres. Les craintes de raréfaction des disponibilités s'estompent. Les grands producteurs vendent toujours en dessous du prix du marché.

DENRÉES. – *Un meilleur équilibre semble avoir été trouvé sur le marché du cacao, le mouvement de baisse ayant marqué un temps d'arrêt. Des incertitudes subsistent au sujet de l'ampleur de la prochaine récolte temporaire au Brésil et de la récolte intermédiaire de la Côte-d'Ivoire.*

Une reprise, certes encore timide, s'est produite sur le marché du sucre mais se confirmera-t-elle au cours des prochaines semaines.

Pour la seconde semaine consécutive les cours du thé aux enchères de Londres ont progressé confirmant ainsi leur récente reprise. Les hausses restent encore fort modestes étant de l'ordre de 3 à 5 pences par kilogramme.

LES COURS DU 24 MAI 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 1 185 (1 187) ; à trois mois, 1 189 (1 189) ; étain comptant, 9 595 (9 548) ; à trois mois, 9 558 (9 511) ; plomb, 294,50 (295,50) ; zinc, 633 (645,50) ; aluminium, 878 (877,50) ; nickel, 4 455 (4 495) ; argent (en pence par once troy), 486,50 (510,80). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 63,85 (62,75) ; argent (en dollars par once), 6,13 (6,52) ; platine (en dollars par once), 269 (277,2). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo) (28,81).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, juillet, 64,62 (65,05) ; octobre, 63,53 (63,35). – **Londres** (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), août, 535. – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, 55,10 (55).

CAOUTCHOUC. – **Londres** (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 715 (725).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, juillet, 2 079 (2 035) ; septembre, 2 048 (2 020) ; sucre, juillet, 3,07 (3) ; septembre, 3,22 (3,13) ; café, juillet, 146,62 (143,30) ; septembre, 147,13 (143,95). – **Londres** (en livres par tonne ; sauf pour le sucre, en dollars par tonne) : sucre, août, 97,80 (93,80) ; octobre, 100,4 (96,80) ; café, juillet, 2 110 (2 125) : septembre, 2 150 (2 165) ; cacao, juillet, 1 785 (1 801) ; septembre, 1 775 (1 790). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, septembre, 2 120 (2 056)) ; décembre, 2 071 (2 028) : café, septembre, 2 480 (2 552) ; novembre, 2 520 (2 580) ; sucre (en francs par tonne), août, 1 274 (1 241) ; octobre, 1 295 (1 263). Tourteaux de soja : **Chicago** (en dollars par tonne), juillet, 121,40 (126,90) ; août, 124,40 (129,80). – **Londres** (en livres par tonne), juin, 118,30 (126) ; août, 115,80 (120).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, juillet, 319,50 (318,25) ; septembre, 321,75 (318,75) ; maïs, juillet, 275,50 (277) ; septembre, 262 (265,50).

INDICES. – Moody's, 920 (915,40) ; Reuter, 1 830,20 (1 836,40).

Les devises et l'or

Résistance du dollar

Cette semaine, le dollar a fait preuve d'une étonnante résistance, en dépit des mauvaises nouvelles en provenance des *Etats-Unis*, notamment la révision en baisse de l'accroissement *du PNB au premier* trimestre, et malgré la diminution des taux d'intérêt outre-Atlantique. Certes, en début de semaine, l'annonce de cette diminution, d'un demi-point pour le taux d'escompte fédéral comme pour le taux de base des banques, provoquait un assez vif glissement de la devise américaine.

Cette dernière tombait de 3,09 DM à 3,03 DM et de 9,41 F à 9,24 F. Puis on apprenait, après une attente fébrile, que la croissance du produit national brut des Etats-Unis après révision des données statistiques, n'avait été que de 0,7 % au premier trimestre, au lieu de 1,3 %, chiffre indiqué par les estimations provisoires. Paradoxalement, cette confirmation officielle du ralentissement de l'expansion américaine n'affectait guère la tenue du « billet vert ».

Un certain nombre d'analystes tablaient sur un chiffre encore plus défavorable, voire une diminution du PNB et ont été plutôt agréablement surpris. De même, ils ne s'inquiétaient guère d'une légère reprise de l'inflation. Tout se passait comme s'ils avaient pris en compte toutes les données défavorables, et ne voulaient s'accrocher qu'aux éléments favorables.

Ainsi, M. Henry Kaufman, célèbre gourou de Wall Street, a déclaré que le ralentissement de l'expansion américaine touchait à sa fin de même que la baisse des taux outre-Atlantique. Il a même prédit une remontée de ces taux d'ici à la fin de l'année, opinion qui n'est pas partagée par tout le monde, tant s'en faut. De nombreux analystes estiment que l'industrie des États-Unis va continuer à être affectée par les importations de produits étrangers que favorise le niveau élevé du dollar.

Un sentiment, toutefois, semble se faire jour dans les milieux financiers internationaux *suivant lequel* l'effet négatif d'une éventuelle poursuite de la baisse des taux pourrait être compensé par l'attrait qu'exercerait une économie plus saine après réduction du déficit budgétaire. On ne saurait sous-estimer l'impact positif sur le dollar qu'exerce la politique d'économies menée actuellement par le congrès aux dépens d'une Maison Blanche désormais sur *la défensive*, notamment en matière de dépenses militaires. En Europe, *l'annonce d'un important déficit* commercial de la France pour le mois d'avril a peu affecté le *franc*.

Pour M. Bérégovoy, la situation *« n'est pas dramatique, elle est préoccupante »* mais les premiers mois de l'année *« ne sont pas généralement bons »* et il faudra attendre les résultats des prochains mois. Le ministre a cependant écarté *l'éventualité* d'un resserrement de la rigueur, envisagé par plusieurs analystes *au vu de ces chiffres*. Il a exclu tout à fait un réajustement monétaire (dévaluation du franc) reconnaissant, toutefois, que l'inflation restait plus forte en France qu'en RFA, notre principal partenaire commercial, mais soulignant qu'elle se situait *« dans la moyenne des pays de la CEE »*. Cela n'enlève rien au fait que le problème de la coexistence des économies française et allemande reste posé, et qu'une solution devra être trouvée, tôt ou tard.

Sur le marché des changes, on a pu noter que la Banque de France semblait acheter des dollars, probablement avec les marks précédemment acquis, cela, dit-on, afin de préparer le remboursement d'une partie de l'emprunt contracté en 1983 auprès de la CEE.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 20 MAI AU 24 MAI

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,2600	–	10,6157	38,5268	32,3729	1,6090	28,6779	0,0597
	1,2620	–	10,6326	38,6399	32,4570	1,6155	28,7522	0,0598
Paris	11,8692	9,4200	–	362,86	304,95	15,1568	270,15	4,7817
	11,8691	9,4050	–	363,41	305,26	15,1939	270,41	4,7765
Zurich	3,2796	2,5960	27,5588	–	84,0401	4,1769	74,4479	1,3177
	3,2661	2,5880	27,5173	–	83,9987	4,1809	74,4176	1,3144
Francfort	3,8921	3,0890	32,7922	118,99	–	4,9702	88,5861	1,5680
	3,8882	3,0810	32,7592	119,05	–	4,9774	88,5854	1,5648
Bruxelles	78,309	62,15	6,5976	23,9406	20,1197	–	17,8233	3,1548
	78,1178	61,90	6,5816	23,9181	20,0989	–	17,7976	3,1437
Amsterdam	4,3936	3,4870	37,0164	134,32	112,88	5,6106	–	1,7700
	4,3892	3,4780	36,9803	134,39	112,89	5,6187	–	1,7664
Milan	2482,20	1970	209,13	758,85	637,74	31,6975	564,95	–
	2484,88	1969	209,36	760,82	639,07	31,8094	566,13	–
Tokyo	316,26	251	26,6460	96,6872	81,2560	4,0386	71,9816	0,1274
	316,38	250,70	26,6560	96,8702	81,3697	4,0501	72,0817	0,1273

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 24 mai, 3,7529 F contre 3,7515 F le vendredi 17 mai.

LES MONNAIES DU S.M.E.* : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

24 mai 1985

LIVRE IRLANDAISE
COURONNE DANOISE
FRANC FRANÇAIS
MARK ALLEMAND
FLORIN NEERLANDAIS
FRANC BELGE
LIRE ITALIENNE
Plafond
Plancher
%
0
–0,25
–0.50
–0.75
–1
–1.25
–1.50
–1.75
–2.00
–2.25
–3,00
–3,25

* Système monétaire européen

Marché monétaire et obligataire

La guerre des commissions de placement

En germe depuis la mise en vigueur des conclusions du rapport Tricot sur la réforme des conditions de placement des emprunts obligataires, la guerre des commissions prélevées par les banques a éclaté cette *semaine*. Déjà, *quelques* escarmouches l'avaient précédée à propos du libre choix des chefs de file dans les syndicats d'émissions.

A peine les remous provoqués par cette innovation s'étaient-ils apaisés que les hostilités se sont rallumées à l'occasion du lancement du grand emprunt du *Crédit foncier de* France (4 milliards de francs à quinze ans et 11,60 % contre 11,80 % pour l'emprunt de la CFDI il y a quinze jours).

M. Jean Farge, l'un des deux sous-gouverneurs de cet établissement, représentant du secteur public au *sein de la commission Tricot* et considéré comme le porte-parole du lobby des émetteurs, était bien décidé à faire jouer la concurrence entre les réseaux bancaires de façon à faire voler en éclats leur « cartel » et à obtenir une diminution sensible des commissions (garantie et placement).

Il pouvait profiter de la situation actuelle du marché obligataire, caractérisé par l'abondance des liquidités et par l'appétit des souscripteurs : la semaine dernière, phénomène inconnu depuis longtemps, on avait enregistré des commissions de placement « négatives », *c'est-à-dire que certains réseaux* placeurs avaient dû, pratiquement, payer pour avoir leur part dans l'emprunt de la Caisse nationale de l'énergie.

Autre symptôme significatif, le *marché* « *gris* », celui sur lequel se négocient les titres fraîchement émis et non encore officiellement cotés, est presque asséché, tant le « papier » neuf s'arrache.

Dans de telles conditions, M. Farge, fortement appuyé par le Trésor et le ministre des finances lui-même, pouvait s'attendre, en lançant son appel d'offres, à voir tomber le taux des commissions assez sensiblement en dessous de celui de *1,50 %*, récemment fixé par les banques en application du nouveau « code de *bonne conduite* », *niveau* déjà en retrait appréciable sur celui *de 1,75 % précédemment* en vigueur.

Or quelle ne fut pas la surprise (outrée) du Crédit foncier... et de la *Rue de Rivoli* en ouvrant *les plis* déposés par les candidats à l'adjudication (*les trois grands*, BNP, Crédit lyonnais et Société générale, plus *Paribas Indosuez* et deux autre encore), la proposition se situant à 1,48 % uniformément pour tous les candidats, c'est-à-dire sans diminution véritable.

Indignation du Crédit foncier, fureur du ministre des finances, et nouveau tour de piste. Se présentèrent alors la Citibank (filiale française du géant américain) et la Banque Lazard, à 1,35 % et 1,40 % respectivement. C'était mieux, mais pas suffisant, et il fallait leur adjoindre un partenaire plus puissant, avec un gros réseau de placement.

Troisième tour de piste et, alors, surprise : le Crédit agricole emporta l'adjudication en sous-enchérissant à 1,30 % avec, comme partenaires, la Citibank, déjà nommée, *et la petite* Banque Stern, présidée par l'ambi*tieux et entreprenant Claude Pierre*-Brossolette, ex-PDG du Crédit lyonnais, qui n'était pas fâché, probablement de jouer un tour à son ancienne maison. A la veille du week-end, d'autres établissements dont Lazard, réservaient leur réponse, certains comme la BPGF acceptant de prendre leur part.

Par quel étonnant mystère le Crédit agricole a-t-il dénoué le nœud gordien et décroché la timbale ? Sa décision fut-elle « spontanée » ou inspirée par *le « volontarisme libéral »* d'un ministre des finances soucieux *de faire jouer davantage* la concurrence afin de réduire les frais de placement ? Nul ne sait, mais il faut se rappeler que la semaine précédente, au moment où les banques hésitaient à abaisser leur taux de base, *le* même Crédit agricole prit les devants, déclenchant le mouvement de baisse du TBB et comblant les vœux de M. Bérégovoy.

Dans cette guerre des tarifs, les *grandes banques entendent ne pas* être les victimes. Immédiatement, dressant un *front* commun, les chefs des grands établissements ont demandé audience au ministre pour lui souligner qu'une diminution de leur commission de placement actuellement très rentable (2,7 à 3 milliards de francs par an) allait encore réduire leur marge d'exploitation, déjà en voie de rétrécissement.

Rue de Rivoli, on reste décidé à faire jouer la concurrence. Mais, tôt ou tard, le souci officiel de réduire le coût d'intermédiation bancaire devra déboucher sur un réexamen des conditions d'exploitation des banques et sur le problème de la facturation de leurs services, très répandue à l'étranger, comme le reconnaît le ministre, mais très insuffisante en France.

Aux Etats-Unis, après l'abaissement des taux d'escompte fédéral, les grandes banques se sont alignées sur la Bankers Trust en ramenant leur taux de bare de 10,50 % à 10 %. En *Allemagne*, la Banque centrale n'a pas réduit ses taux d'intervention, *malgré l'exemple venu de l'autre* côté de l'Atlantique : la croissance de la masse monétaire approche de sa limite supérieure, et l'on sait avec quel soin la Bundesbank veille sur cette masse afin d'éviter tout dérapage inflationniste. Toutefois, on peut relever, outre-Rhin, quelques signes d'une détente : le rendement des bons fédéraux à cinq ans est revenu de 7 % à 6,85 %, l'emprunt à long terme des postes est émis à 7 %, contre 7,21 %, *et les établissements de crédit hypo*thécaire, Deutsche Genossen de Hambourg et de Francfort et Bayerische H und W. ont ramené le taux de leurs prêts à dix ans de 8,10 % à 7,95 %. C'est toujours ça.

FRANÇOIS RENARD.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le Djihad islamique a revendiqué l'attentat auquel a échappé l'émir du Koweït

Le cheikh Jaber El-Ahmed El-Sabah (cinquante-six ans), émir du Koweït, a été hospitalisé d'urgence samedi 25 mai au matin après l'explosion d'une voiture piégée sur le front de mer au moment où passait son cortège.

Le souverain a été blessé alors qu'il se rendait à son bureau au palais El-Sief. Le palais princier a fait savoir dans un communiqué que *« le cortège de l'émir a été l'objet d'une méprisable agression »*, précisant : *« Nous voulons assurer la nation que l'émir est en bonne santé. Nous demandons à Dieu de protéger Son Altesse. »*

Selon des sources bien informées, la bombe, vraisemblablement télécommandée, a explosé dans une voiture au moment où passait le cortège officiel. L'émir a ensuite été rapidement transporté à l'hôpital.

L'attentat a été revendiqué, dès samedi matin, par Djihad islamique. Dans un appel à une agence de presse étrangère, un correspondant parlant au nom de l'organisation clandestine extrémiste a déclaré : *« L'émir a reçu notre message. Nous demandons une nouvelle fois de libérer les détenus, sinon tous les trônes du Golfe seront visés. »*

L'attentat à la voiture piégée de ce samedi matin, auquel semble avoir échappé l'émir Jaber (qui règne depuis décembre 1977), est, selon toute vraisemblance, un nouvel écho à la série d'explosions meurtrières (7 morts et 60 blessés) qui atteignirent notamment les ambassades de France et des Etats-Unis dans la capitale de l'Emirat pétrolier, le 12 décembre 1983.

L'enquête de la police koweïtienne avait permis l'arrestation, dès le 18 décembre, de sept Irakiens et de trois Libanais, membres présumés de l'organisation terroriste Djihad islamique, à qui avaient été attribués les attentats. Le gouvernement koweïtien avait mis implicitement Téhéran en cause dans cette affaire, l'Iran niant officiellement, pour sa part, toute implication dans les explosions, mais menaçant Washington de *« nouvelles punitions »* de la part de *« patriotes libanais »*. A l'époque, la Force multinationale était présente encore à Beyrouth et comprenait notamment des Américains et des Français.

Un an plus tard, en décembre 1984, ce fut au tour d'un Airbus koweïtien, bourré de passagers, à être détourné sur Téhéran par des pirates de l'air proches, semble-t-il, du Hezbollah, le « parti de Dieu », regroupant principalement des chiites libanais pro-iraniens, comme les militants du Djihad islamique. Les pirates de l'air de l'Airbus avaient surtout insisté sur *« le bon traitement que l'émirat du Koweït devait réserver aux Palestiniens »*.

En revanche, le sort des dix auteurs présumés des attentats de décembre 1983 a été directement invoqué au début de ce mois par le Djihad islamique, qui avait lancé un *« dernier avertissement »* au Koweït (*le Monde* du 17 mai) pour que ce pays les libère sans tarder et sans conditions. L'organisation clandestine islamiste avait alors fait savoir que si ses membres étaient élargis, elle restituerait les six otages qu'elle détient : quatre Américains et deux diplomates français, MM. Marcel Carton et Marcel Fontaine, enlevés à Beyrouth le 22 mars 1985.

Il semble que Koweït ait alors essayé sans succès de négocier une libération discrète des sept prisonniers arabes en échange d'une promesse du Djihad islamique de ne plus commettre d'attentats dans la principauté. Apparemment, la négociation a échoué et l'attentat de ce samedi est sans doute la réponse du Djihad, qui, cette fois, a visé au plus haut niveau un Etat dont la fragilité n'est un secret pour personne.

En Pologne

Les révélations à *Die Welt* du transfuge d'un service très spécial

Un transfuge polonais, ancien fonctionnaire du ministère de l'intérieur de Varsovie, a fait des révélations à *Die Welt*, publiées à la une du quotidien de Hambourg de ce samedi 25 mai, concernant un travail de « désinformation » réalisé par son service à propos de M. Lech Walesa, mais aussi de l'Eglise, et même de certaines personnalités du régime.

M. Eligiuz Naszkowski, 28 ans, porte-parole durant près de trois ans du « bureau d'études » chargé de concevoir et de mettre en œuvre d'astucieuse « fausses nouvelles », était passé dans la clandestinité en janvier dernier et avait quitté la Pologne il y a quatre semaines, selon le journal conservateur ouest-allemand.

A l'encontre du président de l'ancien syndicat Solidarité dissous, le ministère de l'intérieur utilisait soixante-dix agents, vingt à Varsovie, et cinquante à Gdansk, assure M. Naszkowski. La méthode utilisée était, en particulier, le montage de films truqués et le redécoupage de bandes d'écoute téléphonique. Ainsi, une conversation enregistrée dans laquelle M. Walesa déclarait *« J'aime le pape mais je hais... »* devenait *« Je hais le pape »*. *« Walesa serait déjà mort s'il n'était pas devenu Prix Nobel de la paix »*, affirme le transfuge. D'autres syndicalistes ont également été l'objet des « attentions » de ce « bureau d'études » très spécial. L'un d'eux a été accusé d'homosexualité et de vol ; un « reportage » a été réalisé sur une villa prétendument acquise sur les fonds du mouvement par un autre dirigeant clandestin.

Selon M. Naszkowski, Solidarité est la cible principale des opérations de « désinformation ». L'objectif est non seulement de discréditer l'ancien syndicat, mais aussi de convaincre les autorités que le mouvement recourt *« à la violence »*. L'inquiétude viendrait, pour les officiels, de ce que, *« s'il a été très difficile de pénétrer efficacement Solidarité, où il n'y a pas eu de traîtres, il est en revanche très facile pour Solidarité d'infiltrer le minsitère de l'intérieur »*.

L'Eglise est une autre cible des services spéciaux décrits par le transfuge. Ainsi, un découpage de films aurait été réalisé pour montrer un évêque dans les bras d'une *« petite amie »*. Par ailleurs, le « bureau d'études » avait fait placer des armes et des dollars dans l'appartement du Père Popieluszko peu avant son enlèvement et son assassinat *« sur ordre supérieur »*.

De façon plus surprenante, peut-être, M. Naszkowski assure que les officiels eux-mêmes ont fait parfois l'objet de la sollicitude du « bureau d'études ». Le général Jaruzelski a, ainsi, une fois, été accusé de *« faiblesse »*, en vue d'obliger les services de sécurité à un renforcement de leurs activités. Avant le voyage du général à Moscou, en mai 1984, le « bureau » aurait, au contraire, diffusé une « information » selon laquelle l'URSS trouvait le chef de l'Etat trop *« nationaliste »*, ce qui pouvait avoir pour effet de renforcer sa position face aux critiques de Solidarité. Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, dont l'influence croissante préoccupait quelques-uns, aurait également fait l'objet de certaines attentions : un graffiti sur les murs *« Urban est un juif »*, ou une rumeur répandue selon laquelle une de ses filles s'était mariée avec un membre de Solidarité proviendrait de ce « bureau ».

● *Un dirigeant communiste se refugie au Danemark.* – M. Josef Zimnicki, membre du comité central du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), s'est réfugié en février dernier au Danemark, en compagnie de son épouse et de ses deux enfants, a annoncé, samedi 25 mai, un représentant du ministère des affaires étrangères de Copenhague. M. Zimnicki est l'un des plus hauts responsables communistes polonais à avoir cherché refuge à l'étranger. – *(Reuter.)*

Nomination d'ambassadeur

M. BERNARD FOLLIN A CANBERRA

M. Bernard Follin a été nommé ambassadeur en Australie en remplacement de M. Jean-Bernard Mérimée.

[Né en 1923, ancien fonctionnaire de la France d'outre-mer (1949-1961), M. Follin a été chargé de mission au secrétariat général du gouvernement (1961-1965), chef de la mission d'aide et de coopération à Kinshasa (1965-1972), détaché au département des affaires économiques et financières (1973-1980), avant d'être ambassadeur à Séoul (1980-1982). Depuis mai 1983, il était directeur adjoint des affaires économiques et financières au Quay d'Orsay.]

WASHINGTON ÉTAIT-IL AU COURANT DE L'INVASION ISRAÉLIENNE DU LIBAN EN JUIN 1982 ?

Washington *(AFP)*. – Le sénateur démocrate américain Thomas Eagleton a demandé, vendredi 24 mai, l'ouverture d'une enquête par le Congrès afin de déterminer ce que les Etats-Unis savaient à l'avance sur l'invasion du Liban par Israël en juin 1982.

La demande de M. Eagleton, qui souhaite voir la commission des affaires étrangère du Sénat tenir des auditions sur ce sujet, intervient à la suite d'informations selon lesquelles l'ancien ministre israélien de la défense, M. Ariel Sharon, avait évoqué les plans de l'invasion, six mois avant le début de l'opération, devant l'émissaire spécial américain, M. Philip Habib, et l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, M. Samuel Lewis.

Ce dernier a déclaré récemment à la télévision israélienne que M. Sharon avait exposé, fin 1981, à M. Habib et à lui-même le *« concept »* d'une opération au Liban et des *« détails »* à ce sujet, ce que M. Sharon a démenti, jeudi 23 mai.

Le gouvernement américain a défendu son ambassadeur en Israël. Un porte-parole du département d'Etat, M. Edward Djerejian, a déclaré : *« Nous pouvons confirmer que l'ambassadeur Lewis a décrit la position américaine sur cette affaire d'une façon parfaitement exacte. Nous nous opposons fermement à toute suggestion contraire. »* Un autre haut fonctionnaire du département d'Etat, qui a requis l'anonymat, a souligné que la mise au point de M. Djerejian ne signifiait pas que les Etats-Unis étaient au courant *« des plans spécifiques et précis »* d'Israël quant à son intervention au Liban. *« Nous voulons insister sur le fait*, a-t-il poursuivi, *que, au-delà de ce qui était généralement et publiquement connu à l'époque, le gouvernement américain n'avait eu aucune connaissance préalable d'une invasion* [israélienne] *au Liban. »* Comme on lui faisait remarquer que cette dernière déclaration était quelque peu contradictoire avec celle de M. Djerejian et les propos de l'ambassadeur Lewis, le haut fonctionnaire a souligné que ce que M. Sharon avait présenté en décembre 1981 n'était qu'*« un concept général et personnel »* et non un plan précis.

A Séoul

DES ÉTUDIANTS CONTINUENT D'OCCUPER LE CENTRE CULTUREL AMÉRICAIN

L'occupation d'une partie des locaux du Centre culturel américain de Séoul par environ soixante-quinze étudiants sud-coréens, entamée jeudi, se pousuivait samedi 25 mai dans la matinée, malgré une rencontre d'environ quarante-cinq minutes entre plusieurs étudiants et des diplomates américains (*Le Monde* du 25 mai). Les étudiants, retranchés au second étage du bâtiment, protestent contre le soutien des Etats-Unis au régime du président Chun Doo-Hwan et demandent à Washington de présenter des excuses publiques *« au peuple sud-coréen »* à la suite de l'écrasement de la révolte de Kwangju, en 1980, qui fit officiellement 191 morts.

Les étudiants, qui, selon les journalistes présents, semblent épuisés, ont déclaré à la presse qu'ils avaient remis aux diplomates américains, samedi matin, une lettre destinée à l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Richard Walker. Quelque quatre cents policiers des unités anti-émeutes encerclent toujours le bâtiment. Ils ne pourraient toutefois intervenir qu'à la demande des Etats-Unis, le Centre culturel bénéficiant du statut d'extraterritorialité. – *(AFP.)*

En Inde

RENFORCEMENT DES MESURES DE SÉCURITÉ AU PENDJAB

New-Delhi *(Reuter)*. – Des unités paramilitaires vont être envoyées dans l'Etat du Pendjab avant le premier anniversaire, le 3 juin, de la prise d'assaut du Temple d'or d'Amritsar, lieu saint des sikhs, a annoncé la police. M. K. S. Dhillon, chef de la police du Pendjab, a déclaré, vendredi 24 mai, à la presse que cette décision visait à empêcher des violences durant la première semaine de juin, que le parti sikh Akali Dal entend célébrer comme la « Semaine du génocide ».

Les extrémistes disposent de plans pour une *« activité terroriste de grande envergure »* durant cette semaine, écrit l'agence Press Trust of India (PTI) sur la foi de rapports des services secrets. Seraient notamment prévus l'assassinat de responsables politiques et des attentats à la bombe contre des installations essentielles, ajoute l'agence.

Un mouvement hindou a décidé d'entraîner au maniement des armes deux cent mille de ses partisans au Pendjab.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, deux extrémistes sikhs ont tué un hindou du centre industriel de Jullunder. A Ludhiana, le couvre-feu, décrété jeudi 23 mai, après l'attaque d'une procession religieuse sikh, a cependant été levé vendredi, rapporte PTI. A New-Delhi, le procès des trois assassins d'Indira Gandhi a été ajourné vendredi et renvoyé au 28 mai sur décision de la cour.

NOUVELLES BRÈVES

● *Démenti libyen.* – L'agence libyenne Jana a rejeté vendredi, 24 mai, les accusations égyptiennes selon lesquelles la Libye était impliquée dans une tentative d'attentat contre l'ambassade des Etats-Unis au Caire *(le Monde* des 24 et 25 mai). – *(Reuter.)*

● *Huit attentats à l'explosif en Corse.* – Huit attentats à l'explosif ont été commis pendant la nuit du vendredi 24 au samedi 25 mai dans l'agglomération d'Ajaccio et sur la rive sud du golfe, à Porticcio.

A Ajaccio, le premier attentat a visé les bureaux de la SNCM (Société nationale Corse-Méditerranée) sur le port de commerce. Un deuxième attentat a été commis contre le domicile d'un employé du journal *le Provençal*. Un troisième a eu lieu contre les bureaux de la Garantie mutuelle des fonctionnaires et un quatrième contre l'appartement d'un psychiatre.

Enfin, à Porticcio, quatre attentats ont visé des agences bancaires dont les vitrines ont volé en éclats.

● *Les nettoyeurs du métro suspendent leur grève.* – Le syndicat CFDT de la RATP a obtenu de la direction de la Régie la communication de tous les dossiers, techniques et économiques concernant le nettoiement du métro. Des négociations sont en outre prévues. Réunis en assemblée générale, le 23 mai, les nettoyeurs du métro ont donc décidé de suspendre le mouvement de grève, commencé le matin même pour obtenir des garanties d'emploi.

LA VISITE DE M. LÉVESQUE EN FRANCE

Le Québec pourra siéger en tant que « gouvernement participant » à un futur sommet francophone

Un obstacle de taille – ou, pour reprendre l'expression imagée de M. Lévesque, le *« caillou »* – qui bloquait depuis des années tout accord pour la tenue d'un éventuel sommet francophone est en passe d'être éliminé à la suite des entretiens franco-québécois de cette semaine. Le premier ministre du Québec, dont l'intérêt pour ce projet en suspens depuis 1977 est grand, l'a clairement laissé entendre lors d'une conférence de presse donnée conjointement avec M. Fabius, vendredi 24 mai, à l'issue de leurs conversations.

M. Lévesque a annoncé, en effet, qu'un accord était pratiquement acquis entre son gouvernement et le pouvoir fédéral sur les modalités de la représentation québécoise à un grand rendez-vous des pays francophones, qui pourrait se tenir, si Paris en juge ainsi, d'ici le printemps 1986. *« Le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral s'entendent de plus en plus sur la forme que prendrait la participation du Québec à l'éventuel sommet de la francophonie »*, a indiqué M. Lévesque. Une déclaration d'autant plus significative qu'elle faisait suite à un entretien téléphonique que le premier ministre québécois venait d'avoir avec M. Mulroney, le chef du gouvernement d'Ottawa.

Cette concertation entre les deux hommes, dont les stratégies politiques sur le plan intérieur convergent à l'évidence depuis plusieurs mois, donne le poids nécessaire aux précisions apportées par M. Lévesque. Le Québec *« devrait normalement être un gouvernement participant »* dans tout ce qui sera *« nettement francophone »* dans un sommet de la francophonie, a déclaré le chef du Parti québécois. Cette formule reste encore imprécise mais son ambiguïté tient moins aux Canadiens qu'à l'objet même que Paris souhaitera donner à un tel sommet.

Si l'ordre du jour devait être limité à la coopération dans les domaines de la langue, de la culture et de l'éducation, le compromis dégagé réglerait la question de la présence québécoise. Il devrait, en revanche, sans doute être amendé si un tel forum devait aborder des questions comme les politiques de développement ou les relations Nord-Sud.

Paris ne semble pas avoir encore tranché entre ces deux conceptions. Prudent, M. Fabius s'est contenté de déclarer que *« des consultations doivent avoir lieu »* dans les prochains mois sur *« l'hypothèse d'un tel sommet »* et que le président de la République prendra, *« le moment venu, les initiatives qu'il voudra prendre »*.

Le second grand dossier abordé au cours de ces entretiens concerne l'avenir de la présence de Renault au Québec. La fermeture, à la veille de la visite de M. Lévesque en France, d'un entrepôt de la Régie dans la province a vivement ému les autorités québécoises, qui n'ont pas craint de crier au *« scandale »*. Près des trois quarts des ventes de la firme automobile française au Canada s'effectuent en effet au Québec, et les dirigeants de la province francophone estiment que cette réalité oblige la Régie à une certaine forme de présence ou de coopération avec le Québec.

Tenant compte des difficultés actuelles de la Régie, M. Duhaime, ministre québécois des finances, a proposé que le Québec participe au financement d'activités de Renault-AMC (American Motor Corporation), soit sous la forme d'une unité de fabrication ou de montage, soit sous la forme d'ateliers de sous-traitance. M. Fabius s'étant retranché derrière l'autonomie de décision de l'entreprise nationale, la question a été abordée, vendredi, avec M. Georges Besse, mais ce dernier ne semble pas avoir donné de réponse favorable à son interlocuteur québécois.

Malgré cette ombre, cette nouvelle rencontre franco-québécoise, qui s'est tenue dans une atmosphère très détendue, a permis de renforcer l'amitié traditionnelle entre Québec et Paris et d'ouvrir de nouvelles voies à la coopération entre les deux gouvernements, comme en témoigne l'entente signée vendredi par M. Duhaime et Mme Roudy, ministre des droits de la femme, sur un programme d'actions dans le domaine de la condition féminine.

MANUEL LUCBERT.

Le redéploiement canadien de Renault

L'extrême réserve manifestée par la régie Renault envers le projet de participation financière québécoise à une usine de montage d'AMC au Québec s'inscrit dans la stratégie de la firme nationale au Canada et tient compte des nécessités de redéploiement dues aux difficultés actuelles de la Régie.

En effet, AMC construit une usine de montage à Brampton (Ontario) pour la fabrication d'un véhicule haut de gamme destiné au marché nord-américain. Cet établissement, qui représente un investissement de 600 millions de dollars, produira 150 000 automobiles par an à partir de 1987. AMC et Renault ne possèdent dans leurs cartons aucun autre projet canadien.

D'autre part, AMC a confirmé la fermeture de ses usines de Kenosha et de Milwaukee (Wisconsin) aux Etats-Unis, si les syndicats du personnel n'acceptaient pas de ramener les coûts salariaux au niveau de ceux qu'ils ont acceptés chez General Motors. Des négociations vont s'ouvrir pour éviter que la production ne soit arrêtée à Milwaukee, le 16 septembre 1985, et à Kenosha, le 1er juillet 1986.

D'autre part, M. Georges Bouverot, directeur des affaires sociales de Renault Véhicules industriels (RVI), a déclaré, le 24 mai, que, sur les 2 550 départs de salariés prévus en 1985, un millier posent un problème, le départ volontaire des intéressés étant peu vraisemblable. Des reclassements seront proposés à l'intérieur du groupe Renault. Après deux refus de reclassement, le salarié pourrait être licencié. RVI n'envisage pas de fermer certains de ses établissements pour diminuer le déficit de 3 milliards de francs enregistré en 1984. En revanche, des mesures de chômage technique, qui ont concerné, en 1984, 10 500 personnes, seront reconduites.

Le numéro du « Monde » daté 25 mai 1985 a été tiré à 445 737 exemplaires

A B C D E F G

Le Monde
AUJOURD'HUI

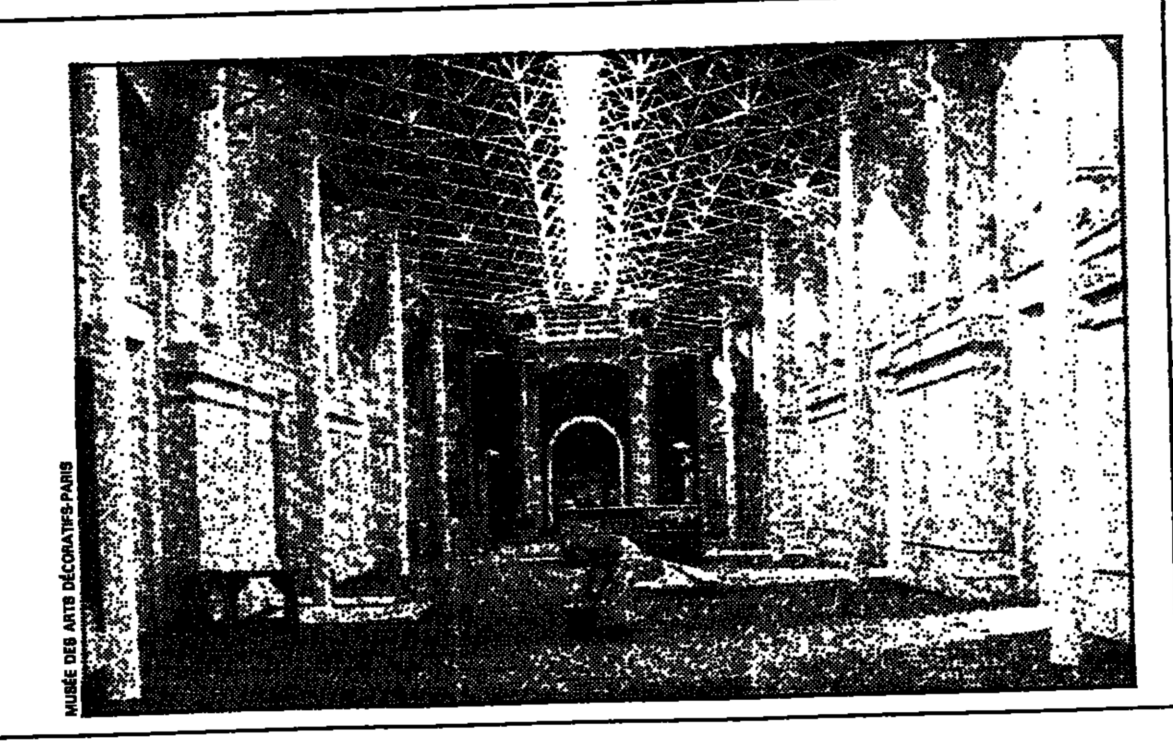


« L'HISTOIRE DU COCHON QUI VOULAIT MAIGRIR POUR ÉPOUSER COCHONNETTE », DE JÉRÔME SAVARY, AU THÉÂTRE MOGADOR. PHOTO GAUDENTI/VIVA

LE THÉATRE AUX ENFANTS

LES NOUVEAUX ARTS DÉCO

Privés depuis trois ans de la visite du Musée des arts décoratifs — fermé pour travaux, — les Parisiens vont retrouver dès le 1er juin le chemin du pavillon de Marsan, rénové et remanié.
Avec un œil neuf sur les collections de meubles, de tapisseries et d'objets, du Moyen Age au vingtième siècle, dans le plus « domestique » des sanctuaires de l'art. Et, avec sans doute, un goût toujours plus affirmé pour la création contemporaine, qui traditionnellement a toujours été exaltée par les expositions contemporaines, dans les galeries de la vieille maison.



MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS-PARIS

Supplément au nº 12541. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 26 mai-Lundi 27 mai 1985.

MILLERAND ET MITTERRAND

Le débat sur la cohabitation se prolonge, mais je suis fort surpris qu'à ce sujet aucun des protagonistes n'ait évoqué ou invoqué le précédent de 1924, que n'ont pas oublié les hommes de ma génération.

Après son triomphe aux élections du 11 mai 1924, le Cartel des gauches exigea le départ du président de la République Alexandre Millerand, qui avait pris parti trop catégoriquement pour le Bloc national dans son discours d'Evreux. Celui-ci refusa, disant qu'il était régulièrement élu pour sept ans, qu'il terminerait son mandat et que, s'il se retirait, obéissant à cette injonction, cela créerait un précédent dangereux.

Appelés à constituer le ministère, Herriot et Steeg, leaders du Cartel des gauches, se récusèrent. Alexandre Millerand désigna alors Frédéric François-Marsal, mais la Chambre des députés, ou plutôt sa majorité de gauche, refusa d'entrer en relations avec lui et décida d'ajourner toute discussion jusqu'au jour où se présenterait devant elle *« un gouvernement constitué conformément à la volonté souveraine du pays »*.

Devant l'impossibilité de constituer un gouvernement et sachant *que le Sénat ne lui accorderait pas* la dissolution de la Chambre qu'il envisageait pour faire juge le pays, le président Millerand démissionna le 11 juin 1924 et fut remplacé par Gaston Doumergue. (...)

JEAN GIRARDOT
(Lure.)

VOTEZ FRANÇAIS

Notre pays a tout ce qu'il faut pour réussir son passage à l'état multiracial : l'expérience d'un brassage ancestral des ethnies (celte, basque, nordique, burgonde, etc.), des tas de souvenirs communs (plus souvent bons que mauvais, quoiqu'on dise) avec nos anciens colonisés, l'humanisme bonhomme de la plupart de nos habitants...

Il serait d'autant plus regrettable que ce passage fût finalement manqué, du fait de fautes de conduite dues à une précipitation sectaire.

Assurons-nous d'abord que nous partons sur de bons principes, c'est-à-dire qui soient en accord avec la nature des choses et avec la raison.

Or la nature des choses veut qu'en tous lieux l'ancien occupant soit considéré comme étant plus chez lui que le nouveau venu. Ce qui impose donc au nouveau venu une certaine réserve, voire une certaine déférence envers l'ancien occupant. Le nouveau s'estimera d'ailleurs naturellement en droit d'exiger semblables égards quand il sera lui-même devenu un ancien.

Et n'est-il pas à la fois naturel, juste et raisonnable que la citoyenneté s'acquière du même coup que la nationalité ? Autrement dit, ne doit-il pas être indispensable d'avoir acquis la nationalité française par naturalisation, ou en tout cas par l'effet de la loi, pour pouvoir exercer les droits civiques des Français, et notamment le droit de vote ?

Ceux qui croient servir la cause de l'assimilation raciale – qui est bonne – en intervertissant, dans une hâte maladroite, cet ordre normal des étapes font au contraire ce qu'il faut pour en compromettre la réussite. Donner des droits civiques, comme le droit de vote, à des étrangers dont on ne sait pas encore s'ils seront finalement assimilés, c'est agir à contre sens, c'est embrouiller un problème qui pourtant n'a pas besoin de cela, c'est aussi irriter les préjugés en présence, attiser par une sorte de défi les oppositions raciales qui ne pourront cependant s'apaiser qu'à force de douceur.

Français d'abord, votants ensuite. Telle est la progression à respecter dans la perspective de l'avènement souhaitable d'une harmonie multiraciale.

MICHEL DOMANGE,
écrivain.
(Versailles, Yvelines.)

Boite aux lettres turque

PAUVRE LOUVRE !

Que la pyramide du Louvre soit vraiment transparente ou non, cela importe peu ! L'important, c'est qu'elle est totalement inutile.

La simulation par câbles tendus dans la cour Napoléon n'est qu'une dissimulation des vrais problèmes du Louvre, problèmes occultés par un objet-gadget qu'est la pyramide, l'arbre qui cache la forêt, et que rien ne justifie, sauf la logique de son concepteur, M. Pei, cela dans l'ensemble de sa solution à lui de l'espace aménageable de la cour du Louvre, une solution qui n'est pas la seule possible comme on veut nous le faire croire. Une pyramide inutile et onéreuse, absorbant les trois quarts du budget de 2 milliards de francs alloués à l'« aménagement » du musée, cela pour une entrée qui peut se faire de plusieurs manières différentes, plus efficaces, beaucoup moins onéreuses et plus esthétiques...

Pourquoi ne pas recourir à un bon concours entre architectes français et faire appel aux sommités internationales seulement si satisfaction n'est pas donnée ? Ce n'est pas la compétence de M. Pei qui est en cause, loin de là ! Mais, en tant qu'architecte américain émérite, il n'a pas eu, de toute évidence, l'occasion d'être confronté à un problème de site historique de cette ampleur. Alors... Il ne reste que le bon concours local... Il n'est jamais trop tard pour mieux faire !

Signalons au passage que la récente exposition des impressionnistes au Grand Palais a révélé à quel point le musée du Louvre était... pauvre... Car la plupart de ces tableaux de paysagistes impressionnistes français sont dispersés aux quatre coins du monde, le Louvre ne disposant que d'une partie infime... A quoi servent les éclats actuels, sinon à dissimuler la pauvreté *flagrante des locaux et de leur* contenu de musée ?

JACQUES GUÉRON,
architecte
(Antony, Hauts-de-Seine.)

INVISIBLES ASSYRIENS

Dans *« le Monde Aujourd'hui »* des 19-20 mai, M. Ferrini indique dans sa lettre que, parmi les visiteurs du Louvre, on ne compte que 5 % de Parisiens : mais ceux-ci peuvent-ils vraiment y avoir accès.

M'étant rendu, ce week-end, au Louvre, pour visiter les salles d'assyrologie, dont la collection est l'une des plus riches du monde, j'ai appris qu'elles n'étaient ouvertes que le lundi matin et le mercredi après-midi ; et encore, *« ces horaires peuvent être modifiés (c'est-à-dire réduits) au dernier moment sans préavis »*. Autrement dit, pour visiter ces salles, je devrai attendre... d'avoir atteint l'âge de la retraite.

De quoi donc se plaignent les retraités parisiens ? Voilà donc, en plein centre de Paris, un immense musée dont ils ont, en pratique, l'usage quasi-exclusif. Quelle autre ville au monde peut s'enorgueillir d'une telle réalisation au profit du troisième âge ?

Je sais que ce lamentable état de choses est uniquement lié au manque de personnel, donc à un problème budgétaire. J'aimerais donc savoir combien de salles pourraient être rouvertes en permanence si l'on renonçait aux travaux d'aménagement actuels, avec ou sans pyramide, et que l'on affectait les sommes correspondantes au fonctionnement du musée. Mais qu'est donc un *musée de nos jours ? Un* élément de décoration urbaine, un prétexte à des réalisations architecturales de prestige, ou, malgré tout, et accessoirement, un outil de développement culturel ? N'est-il pas paradoxal de voir un gouvernement, socialiste de surcroît, laisser le contenu à l'abandon pour ne s'occuper que du contenant ? (...)

Dr ÉLIE ARIÉ
(Paris.)

LE DEUIL AU CŒUR

Nous nous sommes rendus, le 8 avril 1985, ma femme, ma fille et moi-même dans le petit cimetière de Bougara (ex-Rovigo, à 30 kilomètres d'Alger, sur la route de Blida). Je précise que j'ai quitté l'Algérie en décembre 1964 par suite des nationalisations, donc après l'indépendance, et qu'à cette date rien n'avait été touché ou détruit dans ce petit cimetière de 100 × 100 m, entouré de murs en préfabriqués et fermé, par un portail en fer forgé, avec chaîne et cadenas.

J'avais été à cette époque heureux de trouver des fleurs qui avaient été déposées, comme chaque année, par le vieil employé fidèle et dévoué de mes grands-parents, un musulman dont ils avaient toujours été satisfaits.

Cette année, en retraite depuis peu, j'ai décidé d'aller me recueillir sur les quatre caveaux de ma famille, dont deux datent de 1841. Je suis *français* de souche, établi en Algérie, par le côté maternel, à la quatrième génération. Mon arrière-grand-père Augustin Castex avait pris part à l'assèchement des marais de la Mitidja et à sa mise en valeur.

Quand je me suis présenté devant le cimetière, quelle stupeur, quelle peine, quel choc douloureux ! D'abord, plus de portail, piliers démolis, toutes les tombes sens dessus dessous, marbres basculés, puis cassés en plusieurs morceaux, carreaux arrachés, grilles d'entourage disparues, plus une seule croix visible, arrachées et disparues aussi, laissant traces de burin et de marteau. Mais le plus terrible à voir a été ces tombes profanées, ouvertes, avec immondices et saletés à l'intérieur ; restes de cercueils pour certaines tombes et caveaux, avec ossements au soleil.

Je suis revenu le deuil au cœur. Je vous l'écris pour que cela se sache, et en particulier mes concitoyens pieds-noirs pour qu'ils sachent que nos morts ne sont pas respectés et leurs tombes profanées.

Ces morts, après une vie de labeur, laissent en héritage à leurs profanateurs toutes ces terres qu'ils ont assainies, ces villages qu'ils ont créés !

Ne mériteraient-ils pas la paix de leur dernier sommeil ?

CAMILLE BECKER
(Pau, Pyrénées-Atlantiques.)

Chronique

VIVEMENT VENDREDI SOIR !

VENDREDI soir... Encore une semaine de passée ! Au diable les transports, les horaires, les labeurs et les malheurs, les crispations qu'un bon week-end annule, les conflits qu'un long sommeil apaise ! Vendredi soir, la France se laisse aller, s'effondre dans les canapés et s'amollit sur les coussins moelleux du repos mérité. Elle se « châteauvallonise » en quelque sorte. Un sofa suffit au bonheur. C'est l'heure où les parents attentifs racontent aux enfants ébahis des histoires de gentils et de méchants, pour mieux les endormir.

On a presque honte à le dire, qu'on l'aime, et quelque scrupule à l'écrire : qui loue « Châteauvallon » s'expose à bien des avanies, supporte maints haussements d'épaules, engendre mille mépris. Prenons pourtant ce risque de papier.

Les « infos » viennent de faire le compte de tous les morts du Liban. En Ethiopie, on crève de faim et nos secours se perdent dans les sables. Les « boat people », à la dérive parfois, sont repêchés en mer de Chine : ils en pleurent de joie, d'angoisse retombée. Billancourt désespère. Reagan lorgne vers les étoiles. La France et l'Allemagne se regardent en chiens de faïence. Ici on arrête un malfaiteur, là un autre crime se produit. On viole dans un train, on meurt (trop) dans les hôpitaux, la guerre des badges éclate à Quimper, partout l'Islam avance, le pape se remet de ses émotions...

Assez ! Parfois, oui, l'envie vous vient de fermer les yeux et de vous boucher les oreilles. Les petites phrases vous encombrent, les grandes vous énervent. Pisani-ci, Pisani-là, il est passé par ici, il repassera par là... Les états d'âme des opposants donnent le tournis : giscardien de cœur, chiraquien de tempérament, barriste de raison, comment s'en sortira-t-il, cet élu qui nous accable de ses atermoiements ?

Di-ver-tis-sant !

Le vendredi soir, on s'en moque. Et on a le droit de s'en moquer. Jusqu'au lundi matin. Pourquoi non ? Pourquoi s'interdire sur le plan intellectuel cette régression hebdomadaire qu'on s'autorise pour l'habillement ? Si l'on peut soudain se mettre en tennis et en jeans, remiser cravates et costumes en toute légalité, pourquoi serait-il illégitime de mettre aussi en veilleuse l'esprit critique, l'intelligence même, la métaphysique, la politique et le dialogue Nord-Sud ?

C'est fait pour cela, « Châteauvallon », et fort subtilement. Pure distraction, mais sur fond d'apparente incarnation dans les soucis de notre temps. Apparence : tout est tracé à gros traits et grosses ficelles, bien visibles. Les caractères sont épais, lourds, soulignés plutôt trois fois qu'une. Les gentils sont très gentils, les méchants très méchants. C'est une histoire pas possible, qu'on dirait inventée par un ordinateur à qui on aurait fait ingurgiter tous les clichés de notre temps – le fric, le pouvoir, la fesse, le crime, la presse... – et qui les recracherait dans le désordre. Subtil : en ayant l'air de parler de ce qui pourrait se passer vraiment, on nous appâte par le connu, le familier, le courant. Habiles pêcheurs qui ne mettent pas d'aliment exotique au bout de leur hameçon, mais bien l'idée qu'on se fait d'une certaine France, où se mêlent inextricablement la notabilité et la malfaisance. Tous pourris, mais tellement humains, parfois, qu'on s'y perd.

Et cette musique ! Ah ! la musique de « Châteauvallon » ! Exactement ce qui convient : sirupo-mielleuse, tire-larmes, emphatique.

On va vous parler des acteurs. On va vous dire que le meilleur, hélas ! le papa Berg, est mort dès les premiers épisodes, et que, décidément, on ne s'en remet pas de cette disparition. On va vous dire que les rescapés jouent faux, mal, qu'ils ont été recrutés parmi les recalés au concours d'entrée au conservatoire d'art dramatique de Vaulnaveys-le-Bas, que même dans la pub on n'en voudrait pas pour vanter les mérites du camembert Machin. D'accord, et alors ? Cela peut aussi faire partie du plaisir. Au moins, on est sûr qu'ils ne vous surprendront pas, qu'ils ne vous déstabiliseront pas. Comme le chantait Jacques Brel, à propos d'autre chose : *« On s'habitue, c'est tout ! »*

Une histoire pas possible, des acteurs moyens (restons aimables...), une musique musiquette, qu'est-ce qu'on attend pour aller se coucher ou pour relire Proust ? Regarder « Châteauvallon » ou ne pas le regarder, c'est toute la question, le vendredi soir.

Nous sommes aujourd'hui en mesure de faire une révélation : « Châteauvallon » est un feuilleton télévisé français. Autrement dit, c'est une histoire à suivre que des gens bien intentionnés ont confectionnée pour nous distraire. Mieux que distraire, divertir, au sens pascalien, qui signifie nous détourner des vraies questions. Ah ! les infâmes ! Ils veulent nous divertir sans nous enseigner ! Ils veulent nous émouvoir comme des midinettes ! Ils veulent nous faire passer un bon moment ! Faut-il qu'ils nous méprisent...

Dans la vie de chacun, il y a, espérons-le, des heures d'abandon. Tout le monde a ses faiblesses, ses dadas, ses récréations. On peut penser que les plus grands penseurs ont parfois cessé de penser et se sont laissés aller à des activités moins nobles. On veut croire que Descartes n'a pas passé sa vie, *la tête dans les* mains, à douter de tout. On veut croire que Marx, à ses heures, a cueilli des fleurs et Lénine souri. On espère que les grands de ce monde ne passent pas leurs nuits à compter et recompter les missiles de l'autre camp.

C'est vrai, ce qu'on dit de « Châteauvallon », on pourrait le dire de tout ce que l'industrie culturelle nous propose dans le genre facile. On pourrait en déduire que Guy Lux est un bienfaiteur de l'humanité, Patrick Sabatier un philanthrope et Drucker un génie. Pardon ! « Châteauvallon » a *un mérite : c'est d'être* bien ficelé, efficace et tricolore. Ça tourne rond, comme un moteur bien huilé. Et puis, c'est un feuilleton français ! On pourrait mieux faire, disent les grincheux, qui pestent sans arrêt contre les feuilletons américains et qui retournent leur colère contre les Français quand ceux-ci s'avisent de feuilletonner à leur tour !

Deux feuilletons

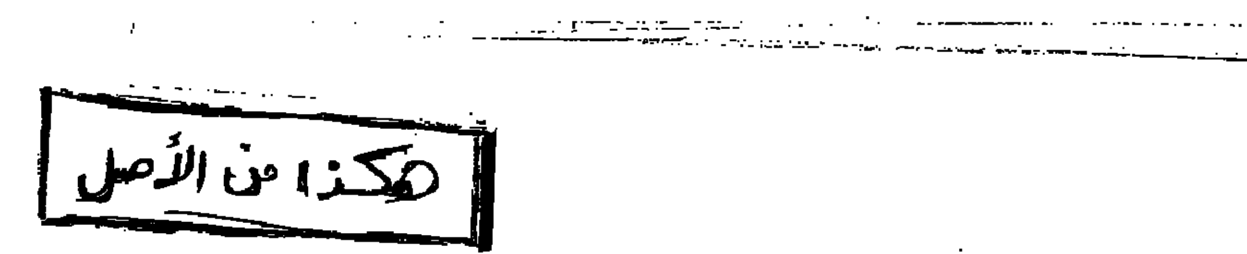
Enfin, *last but not least*, il y a Chantal Nobel. Elle est l'héroïne de deux feuilletons simultanés. L'un de fiction, l'autre réel. Florence Berg d'un côté, Chantal Nobel de l'autre. Chez toutes deux le drame. Ce qui est arrivé à l'actrice, aucun romancier n'aurait osé l'inventer. La France en émoi suit depuis des semaines son long combat entre la vie et la mort. Jeudi, elle a enfin souri ! La *nouvelle* s'est *répandue* sur tout le territoire comme une traînée de poudre : Chantal Nobel a souri ! L'autre jour, ses yeux avaient bougé ! C'est bon signe, disent les médecins. On s'en serait douté. Chantal Nobel porte un prénom banal et un patronyme impressionnant, ambitieux, excessif. On dirait une trouvaille.

Le feuilleton s'achemine vers ses derniers épisodes, tandis que l'accidentée, sortie d'un long coma, progresse vers la guérison. On saura bientôt si, dans la fiction comme dans la vie, les belles histoires finissent bien.

Chantal Nobel, l'actrice un peu figée, aux effets répétitifs, est sans doute dépassée par son succès. Certains le disent immérité. Pourtant, regardez l'actualité, l'autre : on voit souvent des obscurs, des sans-grade, des tâcherons sortir un moment de l'ombre où ils végétaient pour vous raconter des histoires pas possibles, bêtes à pleurer, des faits divers inimaginables, des « Châteauvallon » par douzaines.

Et puis franchement, le vendredi soir, ce qui est merveilleux, c'est qu'on peut toujours se faire pardonner un moment de faiblesse en restant sur l'A 2 pour regarder, aussitôt après, à « Apostrophes », Pivot nous présenter des gens bien, vraiment bien, des fréquentations avouables. Alors, l'honneur est sauf : on ne mourra pas idiot.

BRUNO FRAPPAT.



هكذا من الأصل

LE THÉATRE AUX ENFANTS



Plus qu'une surprise, c'est un phénomène : le théâtre pour enfants remplit les salles de spectateurs assidus et souvent enthousiastes. Après une décennie qui aura vu son émancipation de l'école et son installation de plein droit dans des théâtres qui lui sont entièrement consacrés, il est désormais affaire d'art et non plus de pédagogie. Les cinquièmes Rencontres internationales de théâtre pour l'enfance et la jeunesse qui auront lieu à Lyon du 2 au 17 juin prochain, rencontres auxquelles le Monde a voulu s'associer, en témoignent. Quatorze compagnies venues de huit pays, mille cinq cents professionnels représentant trente-cinq nations et vingt-cinq mille spectateurs sont attendus à Lyon. Une façon pour eux tous de tordre le coup aux clichés qui ont la peau dure.

CHARLES DULLIN CONTRE MAD MAX

par Bernard Raffalli

DÈS 1928, Charles Dullin écrivait : « *Si nous n'organisons pas, à l'intention de la génération qui vient, une propagande active en faveur du théâtre, nous sommes menacés de la voir ignorer notre art et s'en détourner. Il importe donc de créer des spectacles pour les enfants en attendant de pouvoir leur donner des théâtres.* » Un peu plus tard, Walter Benjamin notait pour sa part : « *La bourgeoisie ne conçoit rien de plus dangereux que le théâtre pour le monde de l'enfance.* »

Il n'est pas question de refaire ici l'histoire du théâtre pour enfants. Disons simplement que son essor, conscient et organisé, n'a commencé vraiment qu'au lendemain de mai 1968. A cette époque, le modèle européen était celui du Gripstheater de Berlin. Celui-ci procède du cabaret brechtien, et sa visée est claire : quand l'école ne joue pas son rôle politique, le théâtre doit prendre la relève.

En rupture avec les vieilles traditions de l'imaginaire enfantin, le Grips veut imposer l'idée que la vie de l'enfant est partie intégrante de la vie de tous, que l'enfant partage les problèmes de la société, et même qu'il peut agir sur elle. Au lieu et place des fées, une nouvelle dramaturgie doit lui permettre de réfléchir sur des matières aussi graves que le chômage ou le divorce.

Parallèlement, on mène le procès de l'école, accusée de ne privilégier que le développement de la rationalité de l'enfant au détriment de ses autres richesses humaines. L'action déterminante fut à ce propos en France celle de Catherine Dasté, qui se pencha la première sur ce renouvellement de l'inspiration et des formes du théâtre pour le jeune public : son spectacle *Jaune et bleu*, d'après un livre de Leone Leoni, avait le mérite de s'adresser aux très jeunes spectateurs, de l'âge de la maternelle, et de leur montrer une histoire de formes et de couleurs en lutte les unes contre les autres, à travers des images d'une audacieuse modernité, dans l'esprit des expériences de la peinture contemporaine.

Pour elle, pour beaucoup d'autres, le théâtre de l'enfance est un théâtre d'images fortes, de sollicitation des sens plutôt que de la raison, qui recherche le trouble plutôt que la clarté. Il doit être un moyen d'appréhension du monde spécifique du théâtre, un monde qui ne combat pas l'école mais la double, une sorte d'enrichissement parallèle de l'enfant.

Rien d'étonnant à ce que Jack Lang et Antoine Vitez, codirecteur en 1973-1974 du Théâtre de Chaillot, rebaptisé Théâtre national des enfants, ne tirent parti de ces expériences pour répondre au vœu de Dullin et tenter, à partir de l'enfance, de réinventer le théâtre populaire. Dans leur première programmation, confiée à Vitez, apparaît la volonté d'aller puiser dans le vieux fonds universel des contes, des mythes et récits extraordinaires : revenir à l'enfance, c'était pour eux revenir à notre enfance, revenir à celle du théâtre dans un mouvement de naïveté volontaire qui se préoccupait de restituer au public des spectacles à mi-chemin de l'imaginaire et du réel, de l'extraordinaire et du quotidien. On n'a pas oublié *Vendredi ou la vie sauvage*, de Vitez, d'après Tournier, ni le *Turandot* de Pintilié, où Andréa Ferréol était opposée à des comédiens nains dans le rôle de ses prétendants.

L'expérience de Chaillot provoqua bien des remous et bien des frissons, tant du côté des enseignants que des parents — ceux-ci étaient invités à découvrir le soir les spectacles que les enfants avaient découverts dans l'après-midi.

Ni clowneries ni papier crépon

Pourtant, « la profession » allait profiter de la leçon pour comprendre qu'il fallait arracher définitivement l'enfance aux clowneries faciles, au papier crépon, pour préférer l'ambition. A la fin des années 70, dans la difficulté et l'effervescence, le théâtre pour enfants tâche de trouver un équilibre sous la double tutelle du ministère de la culture et de celui de l'Education nationale. A propos de ce dernier, sait-on que, jusqu'à 1980, une « commission d'habilitation et d'agrément », pour ne pas dire de censure, examinait sévèrement chaque spectacle à l'intérieur des académies, avant de laisser les enseignants prendre l'initiative d'y conduire des élèves ?

En 1978, six centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse avaient été créés, confiés aux compagnies qui, depuis des années, travaillaient avec le plus d'efficacité. Ce furent — et ce sont encore — le Théâtre du Gros Caillou de Caen, dirigé par Yves Graffey, le Théâtre La Fontaine de Lille, dirigé par René Pillot, à Lyon, le Théâtre des Jeunes Années de Lyon, dirigé par Maurice Yendt, la Pomme verte de Sartrouville, dirigée par Catherine Dasté et à Saint-Denis, la compagnie Bazilier, dirigée par Daniel Bazilier.

Date importante, progrès notable. Pourtant, au chapitre des subventions, l'enfance continue d'être traitée en « petit ». Pour 1985, la somme moyenne allouée à chaque centre est de 2,46 millions de francs. Pour les autres centres dramatiques nationaux (la Criée de Marseille, les Amandiers de Nanterre et le TNP de Lyon mis à part), la moyenne est de 5,4 millions de francs. A cette disparité s'ajoute celle des aides locales. Sur ce plan, deux centres de la région parisienne, Saint-Denis et Sartrouville, sont très défavorisés. En 1982, la ville de Lille aidait le Théâtre La Fontaine à hauteur de 1,85 million de francs, alors que la Pomme verte ne recevait de la commune de Sartrouville que 35 000 F.

Aujourd'hui encore, si la Pomme verte et la compagnie Bazilier cherchent un toit, le TJA de Lyon, après avoir été abrité au *Théâtre du Huitième*, dispose à Lyon d'un magnifique local avec deux salles, l'une pour cinq cents spectateurs, l'autre, pour des spectacles plus légers, pouvant en accueillir une centaine.

Chacun de ces centres a sa personnalité propre, un style différent, qui témoignent de la richesse des possibilités de ce théâtre : tandis qu'à Lyon Maurice Yendt et Michel Dieuaide ont tendance à privilégier un style poético-didactique requérant de vastes espaces, la Pomme verte, dans la tradition de Catherine Dasté et, aujourd'hui, de Françoise Pillet, préfère des spectacles plus subtils, plus difficiles, plus confidentiels aussi, avec une prédilection pour les spectacles fondés sur les jeux sensoriels et admettant la musique moderne. Il en est ainsi du très bel *Alberto, Alberto*, destiné aux enfants de trois à quatre ans.

Caen et Nancy ont travaillé longtemps dans le même sens, celui du conte moderne, avec un souci marqué de la trouvaille technique dans les décors, les rythmes, les couleurs et les musiques. En 1985, après *Aucassin et Nicolette* et *George Dandin*, le Gros Caillou semble s'orienter vers les spectacles pour adolescents et s'attacher à la relecture des classiques. La Comédie de Lorraine a complètement oublié l'enfance pour se consacrer aux spectacles « tout public », tentation très actuelle partagée par beaucoup devant le discrédit qui accompagne trop souvent, par méconnaissance, les spectacles pour les jeunes publics. Les productions du Théâtre La Fontaine sont beaucoup plus traditionnelles, mais à Saint-Denis, Daniel Bazilier et Patricia Giros s'attaquent courageusement à l'exploration de l'univers intime de l'enfance et de l'adolescence, avec des spectacles raffinés et nostalgiques comme *Jeanloujalou* ou *Sirène d'alarme*.

Il faudrait se garder de croire que les centres dramatiques nationaux sont, en France, tout le théâtre pour enfants. Leur action concerne surtout leur région, en dépit de tournées. Cependant, le théâtre pour enfants continue de se réduire, pour de nombreux spectateurs « adultes », à des clichés : la vieille tradition des guignols de jardins publics ou le clinquant des spectacles de Chantal Goya, dotés pourtant de moyens considérables, soutenus par une publicité tapageuse mais d'une navrante indigence d'inspiration (sourires niais et jeux de mains en essuie-glace). Sous tant d'effets guimauve de luxe, l'enfance est en fait ici méprisée, traitée pour ce qu'elle n'est pas : infantile.

Textes d'adultes, improvisations d'enfants

Pourquoi ne pas le dire ? Dans les rares occasions où la presse se prend à raconter ce qui se fait, il est convenu de s'extasier benoîtement. Dans le théâtre pour enfants comme dans l'autre, le meilleur voisine avec le pire. De ce qui a été longtemps un tabou partagé — ne pas « toucher » l'enfant, ne pas faire « jouer » l'enfant en raison peut-être de l'image terrible de l'enfant travailleur du XIX[e] siècle, — Gilberte Tsaï a fait un atout. Des écrivains modernes qui n'ont jamais écrit pour l'enfance, lui ont confié des textes qu'elle a donnés à jouer à des enfants acteurs et musiciens. Merveilleux va-et-vient entre des textes d'adultes et des improvisations d'enfants : interférences et jeux dialectiques. Richard Demarcy, avec *le Secret*, invente une dramaturgie du déchiffrement des mystères légendaires du monde : la participation de l'enfant est alors sollicitée avec la plus grande ambition. On trouve dans ces pages quelques exemples de ce que peut apporter — tout issu de l'enfance qu'il est — un théâtre des objets qui relègue au second plan le langage et la lourdeur des explications. On est alors aux antipodes de la dangereuse formule du « tout public ». C'est seulement après coup, et non selon un dessein préconçu, que l'adulte peut venir au théâtre d'enfants et découvrir avec émerveillement qu'il y est bienvenu.

Le théâtre pour enfants sait bien qu'il est pourtant menacé, toujours, et cerné par les divertissements réputés modernes (cinéma de grand spectacle à la *Mad Max*, clips vidéo, jeux électroniques, sans parler de la télévision). Des colloques, comme celui de Turin en mai 1984, ont réuni des créateurs et les représentants des nouveaux et puissants maîtres de l'imaginaire enfantin venus de l'industrie, de l'informatique, de la mode. Il s'agissait de savoir s'il fallait, ou si l'on pouvait, renouveler la mythologie enfantine à l'aune du travail de ceux qui incarnent aujourd'hui le futur. Tous les auteurs de théâtres pour enfants s'interrogent plus que jamais sur cet art qui est le plus spectaculaire miroir de nos incertitudes. ■

LAISSEZ-LES JOUER !

LA vie partagée des enfants et du théâtre s'appuie sur deux choix, deux libertés : à Pantin (Seine-Saint-Denis), les enfants, dès l'âge de huit ou dix ans, écrivent des pièces de théâtre, les mettent en scène et les jouent, et à Marseille (Bouches-du-Rhône), les enfants, dès l'époque de la maternelle, occupent les gradins du Théâtre de la Criée, au même titre que les adultes, mêlés à eux, tous les soirs.

Ces deux dispositions — admettre que les enfants sont des dramaturges, des metteurs en scène, des acteurs à part entière, et admettre que les enfants sont des spectateurs à part entière — constituent le *seul moyen de ne pas traiter les enfants en sous-êtres*, de ne pas planter un mur infranchissable entre les enfants et le théâtre. Il faut bien comprendre aussi que la ségrégation, si généralement pratiquée, des enfants et du théâtre, si contraire au développement normal des *enfants, est profondément nuisible aussi à l'évolution du théâtre. Le public est l'un des participants décisifs de la vie du* théâtre, et tant que ce public est un faux public, amputé, privé des facultés propres à *l'enfance, la vie du théâtre est faussée.*

Quand vous assistez, à Pantin, *à une pièce écrite* et jouée par des enfants, et quand vous écoutez, à *Marseille, au milieu* d'un public d'adultes et d'enfants confondus, une pièce classique ou moderne, vous voyez tout de suite à quel point les enfants aiment le théâtre, s'y sentent comme des poissons dans *l'eau, à quel point le théâtre les* touche particulièrement.

Il saute aux yeux, alors, que les autres *domaines de « représentation »*, lecture, images, bandes dessinées, cinéma, télévision, participent plus ou moins d'une songerie, d'un faire-semblant, d'un mensonge, d'une *absence de vie immédiate, alors que la vraie pré*sence, les voix, l'agitation de personnes vivantes *réelles qui* sont là, à l'action, ce soir, à portée de la main, donnent aux enfants la chance de mettre les pieds dans le plat, de trancher dans le vif de ce qui les préoccupe, les obsède.

Quels que soient la présence d'esprit ou le « paternalisme » des parents, des maîtresses d'école, les grandes personnes restent, pour les enfants, au-delà des attachements indéracinables, des êtres énigmatiques, fermés. A *la maison et dehors*, les enfants ont le sentiment d'assister à un théâtre hermétique. C'est pourquoi les mêmes *enfants sont survoltés, sur*mobilisés, lorsqu'au théâtre ils retrouvent ces mêmes grandes personnes, réellement là, jouant une comédie qui se déclare comme telle, ou extériorisant des choses qui, à la maison, *sont cachées. De même, il est* stupéfiant de voir jusqu'à quel point, avec quelle violence, les enfants auteurs-acteurs de Pantin représentent et miment *avant tout le non-dit de leurs* parents, vont tout droit, par le *dialogue et la gestuelle*, à ce qui, jour et nuit, les tracasse, c'est-à-dire la « *comédie* » des parents, des adultes.

Tout récemment a eu lieu la première d'*Ubu Roi* au Théâtre de Chaillot. Là, les responsables du théâtre ne font pas comme à Marseille : il n'y avait pratiquement pas d'enfants dans la salle, à peine deux ou trois. Or cette pièce, *Ubu roi*, où l'on voit des scènes de vie de famille (de deux familles, celle d'Ubu et celle du « roi de Pologne »), ressemble étonnamment aux pièces *qu'inventent les enfants de Pan*tin : même violence directe d'observation et de critique. Ce n'est pas surprenant, puisque *Ubu roi* est l'œuvre de collégiens, plus âgés sans doute que les gosses de Pantin, mais pas *encore des adultes. Et comme* la mise en scène de Vitez est très concrète, brutale, *les en*fants auraient été un public immédiatement averti. L'absence d'enfants en grand nombre dans la salle constituait un *scandale, un détournement*, presque un vol. Un public mêlé d'enfants *aurait été un bien* meilleur public, beaucoup plus à son affaire, et les acteurs, soutenus par une écoute plus compétente, auraient mieux joué.

Voilà un exemple frappant du divorce aberrant entre l'enfance et le théâtre, *par la faute des* adultes. Le même Théâtre de Chaillot *réalise* avec soin des pièces pour enfants, ce qui n'est pas plus judicieux que l'attitude de Peter Brook allant roder ses spectacles dans les lycées et *collèges. Des hommes de théâ*tre aussi intelligents que Vitez et Brook *devraient nous donner* des œuvres dramatiques écrites, mises en scène, jouées par des enfants, et nous jouer les pièces de Shakespeare ou Beckett, et d'autres, devant des publics constitués à parts égales d'enfants et de vieux crabes. Toute autre pratique est *un racisme anti-enfance qui* handicape en même temps l'art *du théâtre et les premiers jours* de la vie.

MICHEL COURNOT.

LE THÉATRE AUX ENFANTS

CENT LEVERS DE RIDEAU A LYON

par Odile Quirot

Lancées en 1977 à Lyon, les Rencontres internationales du théâtre pour l'enfance et la jeunesse accueilleront, cette année, pas moins de trente-cinq nations. Le nombre des spectateurs qui assisteront aux diverses manifestations est estimé à vingt-cinq mille. Du 2 au 17 juin prochain, un événement majeur dans la vie culturelle française.

ON vient du monde entier, on se bouscule pour participer à ces cinquièmes Rencontres internationales enfance-jeunesse qui auront lieu à Lyon du 2 au 17 juin prochain. Du Brésil à la Tchécoslovaquie, quatorze compagnies théâtrales venues de huit pays seront rassemblées. En vedette : le théâtre Zenshin Za, de Tokyo, rompu aux techniques traditionnelles du kabuki, du théâtre de rue. A ses côtés, invités très attendus de ces rencontres, le Dogtreep d'Amsterdam et le Teatro Tascabile de Turin.

Innovation aussi : la présentation de trois créations françaises coproduites par les Rencontres et leur organisateur, le Théâtre des jeunes années de Lyon. Dans l'ordre : *les Pieds Nickelés à l'opéra*, par le Carrerarie, *Qoheleth*, par la Grenette d'après l'Ecclésiaste, *A l'ombre des géants*, par la compagnie Porte Lune.

Au total, dix-sept spectacles, une centaine de représentations et aussi des débats, des colloques autour d'un thème, le plus ouvert possible, pour étudier les ressorts de la création dramatique pour les jeunes publics.

De quoi satisfaire les promoteurs de cette manifestation, Maurice Yendt et Michel Dieuaide, codirecteurs du Théâtre des Jeunes Années, qui ont lancé ces Rencontres en 1977. Depuis, tous les deux ans au mois de juin, la métropole rhône-alpine vit au rythme du voyage, de la curiosité, et aussi de l'obstination de tous ces créateurs.

Au commencement, les Rencontres tenaient de l'aventure. Le Théâtre des Jeunes Années n'était pas encore le centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse – label du ministère de la culture – qu'il est devenu deux années plus tard, en 1979.

Depuis, si les budgets des Rencontres ont très favorablement évolué, l'objet, le fond de la manifestation, n'a pas bougé d'un iota : la fête de publics mêlés, l'un des lieux prestigieux de confrontation des créations internationales et de rassemblement des professionnels, artistes, chercheurs et critiques qui travaillent ensemble à la promotion du théâtre pour enfants.

Trente-cinq nations

Organisées avec le soutien de nombreux partenaires privés et publics – dont le ministère de la culture, – les Rencontres ont reçu le soutien en 1983 d'un coproducteur convaincu, la ville de Lyon. Ce soutien ne s'est pas démenti cette année.

La ville, en plus d'une subvention bienvenue, met à la disposition des organisateurs une dizaine de théâtres, des Célestins à la Maison de la danse. Le Théâtre du Huitième n'a pas oublié, de son côté, qu'en 1969, sous la direction de Marcel Maréchal, il accueillait le tout nouveau Théâtre des Jeunes Années ; il offre donc à ces Rencontres son imposante machine en parfait ordre de marche et leur donne l'indispensable rayonnement et le gage de prestige qu'elles méritent bien.

Les professionnels du théâtre ne sont pas insensibles à ces signes. Que ce soit par des individus ou des délégations officielles – indispensables pour les pays de l'Est, – trente-cinq nations seront représentées cette année. On estime, d'autre part, à 25 000 le nombre des spectateurs qui assisteront à ces cinquièmes rencontres (en 1983, elles avaient enregistré plus de 18 000 entrées payantes et la participation de 1 500 professionnels).

Pour amortir le coût de l'invitation de troupes étrangères venues de loin, les organisateurs préparent plusieurs tournées dans la région lyonnaise ainsi que dans les pays voisins, chaque fois avec plus de succès.

Selon ces organisateurs, le budget total des Rencontres est estimé cette année à 3 millions de francs, qui viendront pour 15 % des recettes propres, pour 5 % du mécénat et de la publicité, le reste de subventions et d'aides en nature.

« *Le coût de prospective des spectacles est faible,* assure Maurice Yendt. *Nos frais de séjour à l'étranger sont souvent pris en charge par les pays qui nous invitent. Cette année, au Japon, l'ASSITEJ (1) a organisé pour nous un circuit de trois semaines au cours duquel nous avons pu voir dix-neuf spectacles. Selon les pays visités, nous sommes aidés tantôt par l'ASSITEJ, tantôt par les organisateurs d'un festival ou les responsables d'un regroupement de compagnies, comme au Portugal.*

» *Nous travaillons aussi avec nos informateurs, très souvent des professionnels. Il reste que, dans certains pays, il est très difficile de savoir ce qui se passe. Il en est ainsi pour le Mexique, pour ne pas citer l'Afrique, un continent toujours dur à pénétrer.* »

Tournées

Les moyens dont disposent désormais les Rencontres permettent à ses organisateurs de sélectionner complètement les compagnies invitées : « *Quand nous sentons des réticences, une sélection imposée, nous n'allons pas plus loin,* explique Maurice Yendt. *Il faut aussi tenir compte des exigences de notre public, du public occidental, qui n'est pas toujours prêt à accueillir des troupes qui expriment des formes rudimentaires, même si elles sont représentatives.* »

Le seul critère qu'il admet est celui de la qualité : « *De plus en plus souvent, nous recevons des spectacles que nous aimons vraiment. Lors des premières rencontres, le panorama était très éclectique. Nous n'étions alors que des explorateurs. L'urgence réclamait de tout montrer, y compris des formes avec lesquelles nous étions en désaccord.* »

Et puis Maurice Yendt a décidé de ne pas inviter des spectacles de marionnettes. « *La marionnette a déjà son festival, à Charleville-Mézières. Je tiens avant tout au théâtre d'acteurs. La communication la plus périlleuse, donc la plus intéressante, tient, au théâtre, au jeu de l'acteur.* »

Cette politique, tous ces soins, portent leurs fruits. Le Théâtre des Jeunes Années fait de nombreuses tournées, ainsi que la Carrerarie ou la Grenette, compagnies lyonnaises découvertes lors des Rencontres. Leurs promoteurs ne voudraient pas qu'elles deviennent une *mostra*, un marché. Pourtant les faits sont là et les professionnels nombreux dans les salles. Faut-il s'en plaindre ?

Si certains estiment que les retombées dont profite le Théâtre des Jeunes Années sont le juste résultat d'un patient travail, d'autres pensent que sa réputation internationale, au vu de certaines créations qui ont fait montre de lourdeur dans le jeu des acteurs et dans l'écriture, est un peu surfaite. Maurice Yendt répond à ces critiques : « *Les Rencontres n'ont pu se développer à Lyon que grâce au travail du Théâtre des Jeunes Années. Il n'était pas* a priori *évident de faire accepter à un jeune public des spectacles en langues étrangères. Les Rencontres ne sont qu'une partie de notre travail et nous n'avons pas de vocation particulière à être des organisateurs. Non, nous sommes d'abord des créateurs.* » ■

DELAHAYE

« Central Park » par le Théâtre des Jeunes Années.

(1) ASSITEJ : Association internationale du théâtre pour l'enfance et la jeunesse. Créée en 1965, elle regroupe, au sein de quarante-trois centres nationaux, les compagnies théâtrales et les organismes concernés par la création dramatique pour le jeune public. Elle décerne chaque année un label de qualité « Théâtre du monde », à un festival. Par deux fois, en 1983 et en 1985, les Rencontres ont reçu ce label.

LE COCHON DE SAVARY



S. GAUDENTI/VIVA.

AVEC *Le cochon qui voulait maigrir pour épouser sa cochonnette*, Jérôme Savary a réussi une belle performance. Le spectacle s'est joué pendant deux saisons au Théâtre Mogador (mille huit cents *places*), a été adapté pour le Burgtheater – la Comédie-Française de Vienne – et plusieurs villes d'Allemagne fédérale. A l'automne, il reviendra dans les ors du Mogador avec de nouvelles aventures en Amazonie.

Ce n'est pas la première fois que Jérôme Savary s'intéresse directement aux enfants, les siens pour qui il est un père protecteur et colérique, les autres pour qui il est un ami-complice. A ses débuts à la Cité internationale, dans les années 70, le Magic Circus s'offrait en matinée à des bambins ravis de jouer avec les grands, de se poudrer comme eux de poussière pailletée. La mission du Magic, en somme, était pédagogique : enseigner la Fête.

La Fête avec majuscule, participation et innocence en bandoulière, est passée de mode – quoique, avec le *revival* des années pop, on ne sait jamais... En tout cas, le spectacle en fête, on a toujours aimé, on aime de plus en plus. Et le Magic Circus, c'est ça : de la couleur, du brillant, du rythme, une énergie joyeuse donnée sans compter. Et un « plus » qui ne s'apprend ni ne s'enseigne, un don que possède Jérôme Savary : le don d'émerveillement.

Il ne s'agit pas de cet émerveillement bêbête que les grands attendent des petits parce que ça les rassure et les assure de leur supériorité. C'est celui qui accompagne la découverte aventureuse du quotidien. L'émerveillement de la première fois.

Ni dans *le Cochon* ni dans les autres spectacles du Magic, *Jérôme Savary n'innove*. Avec l'impitoyable justesse du regard sans mémoire, il montre ce qui existe, là, tout de suite, flottant dans l'air du temps, mais il ne se laisse pas bluffer. Il détecte et dégage ce qui rattache l'instantané à la tradition. Immergé *dans le présent, Jérôme Savary* – comme d'autres, et Fellini par exemple – a conservé intact son amour fou pour les spectacles brinquebalants qui compensent leur misère par le sens de la féerie. Des contes de fées vivants, voilà ce que sont les spectacles du Magic Circus. Vivants, canailles, forts en gueule, picaresques, poétiques...

Il y a la poésie candide des pierrots dans la nuit scintillante, les poulettes aguicheuses en jarretelles, les grosses blagues, la tendresse, l'amour, les *comptines-rock, une histoire* simple, un langage rude, un optimisme inébranlable...

Le Cochon plaît parce qu'il ressemble à la plupart des enfants, d'où qu'ils viennent. Parce qu'il parle le même langage, s'amuse des mêmes jeux. Parce qu'il ne craint pas de faire des bêtises. Il est le petit frère de Sophie Rostopchine plus que celui des petites filles modèles. Et forcément, quel que soit l'âge, on peut davantage s'identifier.

COLETTE GODARD.

TRÉTEAUX DE POINTE EN ITALIE

LES spectacles pour enfants voyagent bien et dialoguent volontiers. De structure légère, ils se font inviter dans de nombreux festivals – Montréal, Sibenik, Lyon ou Genève, – où sont rassemblés de nombreux créateurs avides d'échanges et de confrontation.

Les origines de ce théâtre sont aussi diverses que les pays qui l'encouragent. En Grande-Bretagne, il répond avant tout à un souci pédagogique très marqué. En Allemagne fédérale, la volonté affirmée de la formation du citoyen, après la seconde guerre mondiale, a assuré le triomphe du didactisme brechtien illustré par le travail efficace du Gripsteater de Berlin.

Dans les pays de l'Est, en Tchécoslovaquie par exemple, les marionnettistes se sont faits les conservateurs appliqués du passé légendaire. En Union soviétique, la mainmise totale de l'Etat sur la jeunesse se mesure aux dimensions des TUZ (théâtres pour jeunes spectateurs), un TUZ par capitale, disposant d'énormes moyens, s'appuyant sur des répertoires fixes avec des troupes comptant jusqu'à quarante-cinq comédiens.

En Espagne et au Portugal, le mouvement du théâtre pour enfant a été fortement lié au processus de démocratisation : c'est ainsi qu'au Portugal, des dix compagnies subventionnées par l'Etat, quatre sont des compagnies pour enfants. Plus souples, moins structurées, les compagnies néerlandaises paraissent procéder d'une ancienne et populaire pratique du théâtre de rue. Très nombreuses au Brésil, les troupes bénéficient de l'intérêt très vif de la presse et des auteurs. En Suisse, le Théâtre populaire romand apporte un égal souci de qualité à ses spectacles pour enfants et à ses spectacles pour adultes : tous les cantons soutiennent activement la politique culturelle à destination de l'enfance.

Au Canada, la prolifération des spectacles de théâtre a permis la production de nombreux textes et l'apparition d'un véritable théâtre national et familial, ainsi que la création, à l'anglo-saxonne, de grands centres de divertissement de prestige soutenus par des groupes financiers, comme le Young People Theater de Toronto.

Il ne faudrait surtout pas réduire à Disneyland ou Disneyworld l'action culturelle à destination des enfants aux Etats-Unis. Depuis de longues années, le théâtre pour enfants constitue le premier mode d'intégration des immigrés dans la société américaine. De nombreuses compagnies itinérantes voisinent avec les compagnies sédentaires pour monter des spectacles qui, il est vrai pourtant, privilégient souvent des mythologies joyeuses très « disneyennes ».

La tradition française est fort ancienne et remonte aux premiers collèges jésuites qui formèrent, par exemple, Pierre Corneille. Aujourd'hui, les styles les plus divers coexistent ici, les écoles les plus opposées, pour les enfants des écoles maternelles comme pour les adolescents.

A côté des centres dramatiques nationaux, plusieurs compagnies indépendantes, tout aussi, sinon plus, significatives, ont vu le jour : le Galion de Nantes, la Carrerarie ou la Grenette de Lyon, le Trèfle d'Annecy, le Mantois ou le Théâtre Tsaï en Ile-de-France.

Mais c'est l'Italie qui est sans contexte devenue le pays phare. Le théâtre pour les enfants a cristallisé là les nombreuses formes du théâtre populaire et les traditions régionales, la commedia dell'arte et la marionnette.

Dans la seule ville de Rome, on compte une soixantaine de troupes ; à Turin, l'action conjointe de la ville, de l'université et du Teatro Stabile a permis le développement de recherches originales autour de l'Angolo. Les Briciole de Parme, l'Assemblea Teatro de Rome, les Piccoli Principi de Florence, sont célèbres à travers l'Europe entière. Le gouvernement italien s'apprête à présenter de nouvelles lois qui devraient permettre rapidement l'installation de nombreux centres dans tout le pays.

B. R.

هكذا من الأصل



VITEZ, LE MAGICIEN DE CHAILLOT

propos recueillis par Bernard Raffalli

Le théâtre national de Chaillot est le seul aujourd'hui à proposer des spectacles réguliers pour les enfants. Antoine Vitez, son directeur, veut régler son compte au double discrédit qui frappe l'enfant-spectateur et les créateurs qui s'intéressent à lui. Pour en finir avec une certaine forme de racisme.

« De tous les théâtres nationaux, Chaillot est le seul à assurer une programmation régulière pour les enfants. Mais pourquoi s'agit-il surtout de spectacles de marionnettes ?

— Il est vrai qu'après trois ans on peut dire que le théâtre pour le jeune spectateur est devenu une véritable institution de Chaillot, une institution dont nous sommes fiers et qui est trop mal connue : à ce propos, je m'indigne de l'indigence profonde de la presse à propos de ce qui se fait pour l'enfance.

» A part *le Monde,* on abandonne l'enfance aux pédagogues. Pourquoi tant de spectacles de marionnettes ? Parce qu'il me paraît évident que les enfants se reconnaissent bien à travers la marionnette, acteur coupé, acteur plus petit, acteur de bois qui est à la fois une projection de l'adulte sur le petit d'homme — l'enfant — mais aussi l'homoncule, l'homme en réduction, et je rejoins ici le Faust de la deuxième partie, le fantasme de Tom Pouce ou celui de Frankenstein.

» Au risque d'entrer en polémique fraternelle avec de grands marionnettistes d'aujourd'hui, je tiens à dire que ces marionnettistes ne doivent pas considérer que travailler vers l'enfance est un pis-aller, un ghetto où ils vont s'enfermer. Sans doute sont-ils victimes du discrédit général et de l'humiliation qui pèse sur le petit, le petit être qu'est l'enfant et le théâtre en petit qu'est la marionnette.

» D'une façon générale, la société méprise l'enfant. Qu'on se rappelle la phrase que Cocteau dit avoir entendue après une représentation de ses *Mariés de la tour Eiffel,* inventée par lui sans doute tant elle est exemplaire : *« Si j'avais su que c'était si bête, j'aurais amené les enfants. »*

» C'est définir exactement le rapport de la majorité silencieuse avec l'art moderne et avec l'enfance : phrase ingénue de racisme qu'on peut parfois reconnaître en nous-mêmes. Une autre anecdote m'a personnellement éclairé. Jeune comédien, pour gagner ma vie, je participais à la radio à des émissions pour les enfants, complètement salopées. Tellement que le technicien de la station en était honteux. Et il disait : *« Ça ne fait rien les gars, c'est pour les gosses, c'est bien fait pour leur gueule. »*

» Lorsque les marionnettistes veulent résister à ce ghetto de l'enfance, sujet de discrédit, c'est comme s'ils tombaient dans le piège d'une provocation, car en évitant la forme pour enfants ils vivent ce double discrédit de l'enfant et de la marionnette. Il convient au contraire de réhabiliter les deux.

LEHR/GAMMA

Le retour du théâtre d'ombres

— Quels sont vos projets dans ce domaine ?

— Je rêve depuis longtemps de spectacles pour les encore plus petits, d'un quart d'heure ou vingt minutes au plus, faits de formes abstraites mêlées d'objets vrais, de couleurs et de rythmes, dans l'esprit des *Ballets mécaniques* et du Bauhaus, de Schlemmer et de Klee. Ici, le peintre, le musicien, l'éclairagiste jouent un rôle aussi grand que le manipulateur. C'est cependant lui, en dernier ressort, la main humaine qui fait vivre le tout comme l'acteur sur la scène. Le tout pour offrir aux enfants le plaisir de la reconnaissance de certains événements sensoriels et l'appréhension de choses nouvelles, de sujets d'émerveillement.

» Je rêve aussi de faire une adaptation de l'*Oiseau bleu* de Maeterlinck, un chef-d'œuvre quand on le regarde de loin, et de près, un texte assez pesant. Ce que j'aimerais monter, c'est ce que j'en pense, presque sans le relire, comme j'avais monté *Catherine,* d'après Aragon. Travailler avec ma mémoire de l'*Oiseau bleu.*

» En dehors de mes projets personnels, je pense refaire travailler des marionnettistes qui se sont révélés à Chaillot comme Daniel Soulier ou Pierre Blaise. Faire aussi un travail avec le Théâtre d'ombres. On assiste en ce moment à une vraie résurrection des ombres à travers la France, une mode naturellement liée à la dureté des temps.

— Que pensez-vous de l'expression « théâtre pour enfants » ?

— J'admire encore Jack Lang d'avoir eu le courage en 1974 d'inventer pour Chaillot ce vocable de théâtre national des enfants, et non pas de l'enfance, vocable fort et qui se dit *bien en* français. L'idée de « pour » est déjà dépréciative. Nous avons voulu éviter les ambiguïtés et choisi pour notre part de traduire du russe et dire, un peu lâchement, théâtre du jeune spectateur. Mais il faudra changer et dire, par exemple, théâtre de l'enfant. A ce moment-là, on comprendra que c'est pour *tout* le monde.

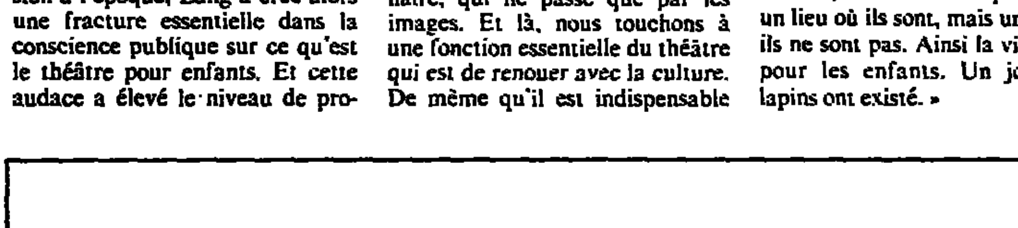
» C'est la thèse que Jack Lang avait développée avec une magnifique insolence : *« Si c'est si bien que ça peut être montré aux enfants, ça peut être découvert par les grandes personnes. »* En dépit des critiques, des insultes et aussi des inquiétudes de la profession à l'époque, Lang a créé alors une fracture essentielle dans la conscience publique sur ce qu'est le théâtre pour enfants. Et cette audace a élevé le niveau de production de ceux-là mêmes qui croyaient en être les victimes.

Les lapins et les renards

— L'imaginaire de l'enfant n'a-t-il pas changé et les spectacles ne doivent-ils pas en tenir compte ?

— Oui et non. Le rapport des enfants avec le monde est très bizarre. Les enfants que nous venons de recevoir à Chaillot pour *le Petit Père lapin,* de Jean Blaise, n'ont jamais vu de crocodile, ni de lapin, d'ailleurs. Le renard et les lapins sont devenus pour eux quelque chose d'imaginaire, qui ne passe que par les images. Et là, nous touchons à une fonction essentielle du théâtre qui est de renouer avec la culture. De même qu'il est indispensable que des pièces, des opéras soient montés en costumes du dix-septième siècle pour que nous puissions voir notre mémoire, de même le théâtre de l'enfant ne doit pas renoncer aux lapins et aux renards.

» Il est indispensable que nous retrouvions tous au théâtre cet *humus dont nous sommes faits.* Ce qui est merveilleux, c'est de voir la mémoire comme dans un de ces contes des *Mille et Une Nuits,* à travers un petit trou du plancher. Petits et grands, quand ils regardent la boîte éclairée du théâtre, ne cherchent pas à voir un lieu où ils sont, mais un lieu où ils ne sont pas. Ainsi la vie rurale pour les enfants. Un jour, les lapins ont existé. » ■



ÉDITEURS PRUDENTS

LES éditeurs savent que les jeunes représentent une formidable clientèle potentielle. Ils leur réservent donc un traitement de faveur, multipliant les collections, jouant la carte de la diversité. Il y en a pour tous les âges, tous les goûts, que ce soit chez Gallimard — les premiers à avoir proposé, avec « Folio-Junior », des livres en format poche aux enfants et aux adolescents — chez Hachette, Flammarion (« Flammarion-jeunesse », « les Albums du Père Castor »), Nathan ou Magnard. L'effort principal de ces grandes maisons porte sur les fictions, les romans et, depuis quelque temps, sur les livres documentaires à vocation pédagogique, toujours avec le soucis de garantir une grande qualité littéraire.

Mais ni les uns ni les autres ne se lancent dans une aventure financièrement incertaine, la publication de textes de théâtre pour enfants. Seul Magnard dispose depuis longtemps d'une collection spécialisée, « Théâtre de la jeunesse ». Moins en vue dans les librairies que dans les écoles, car spécialiste des manuels, Magnard met en vente chaque année un ou deux nouveaux titres d'auteurs contemporains, destinés aux pré-adolescents. C'est peu, bien sûr, mais c'est une initiative à saluer : le grand problème de cette édition est qu'elle ne s'adresse aux enfants que par l'intermédiaire des éducateurs, des enseignants qui font jouer la pièce par leurs élèves. Difficile, dans de telles conditions, d'écouler les huit à dix mille exemplaires qui rentabilisent un lancement. Seuls les « classiques » sont lus et commentés, bien qu'ils n'aient pas été conçus pour les enfants des collèges ni même des lycées. Après Molière, Labiche, Shakespeare (*le Marchand de Venise*), Nathan va aborder l'époque contemporaine, en premier lieu avec Tchekhov. Hachette, en plus de ses classiques, a publié de son côté *Ubu Roi* en livre de poche-jeunesse.

Heureusement, il y a les adaptations. A part Hachette qui curieusement ne semble pas les apprécier, les éditeurs comme Nathan ou Gallimard, par exemple, les favorisent volontiers. Certains auteurs se voient ainsi consacrés dramaturges, alors qu'ils n'ont écrit « que » des romans. C'est le cas de Michel Tournier, pour ne citer que lui, dont *Pierrot ou les secrets de la lune* et même *Vendredi ou les limbes du Pacifique* (publiés tous deux chez Gallimard), inspiré des spectacles fort intelligents, à croire qu'ils n'attendaient que de passer du papier sur les planches.

Les éditeurs sont pour l'instant à l'affût d'une nouvelle demande, d'un marché réel. Ils n'abandonneront leur réserve que si le théâtre pour jeune public devient un phénomène d'ampleur national — peut-être à travers les RITEJ.

La dernière collection de Gallimard, ces *« Livres dont vous êtes les héros »,* suscite une mise en scène des textes romanesques : jeux, animations... C'est sans doute dans ce genre de présentation que l'édition du théâtre pour enfants trouvera son énergie et sa raison d'être : préparer au spectacle, le provoquer, le perpétuer.

STÉPHANE DURAND-SOUFFLAND.

JACK LANG ET LES JEUNES PLANCHES

DIRECTEUR du Théâtre national des enfants en 1973-1974 à Chaillot, Jack Lang n'a pas oublié qu'il voulait, à partir des jeunes, reconquérir l'ensemble du public. *« C'était une idée forte, dont je regrette qu'elle n'ait pas été reprise,* dit-il. *Nous avions appelé à Chaillot les plus grands réalisateurs à l'intention des enfants : Pintilje, Vitez, Régy, Losey et Ronconi avaient été pressentis. Je ne peux tout de même pas aujourd'hui, depuis le ministère de la culture, obliger les gens à aimer les enfants s'ils n'en ont pas envie. »*

Jack Lang croit beaucoup, pour sa part, en la générosité des enfants, en leur étonnant pouvoir d'invention. Près de lui, dans son bureau, il y a une pile de dessins et d'histoires extraordinaires que des enfants de Bruay-en-Artois lui ont envoyés pour *« éveiller son sens culinaire »,* après avoir appris que le ministère avait quelques projets en matière de cuisine.

Le ministre rêve pour eux d'un *« grand théâtre, bâti en plein air, où devrait triompher la convivialité. Un théâtre où l'enfant ne serait pas traité à part, où il circulerait librement entre les spectateurs et les acteurs, où il serait lui-même acteur. Un enfant devrait pouvoir choisir ses spectacles, voir ceux qu'on lui propose et aussi ceux des adultes. »* Jack Lang se souvient, enfant, d'avoir aimé de la même passion une féerie comme *Cendrillon* et une opérette comme *le Pays du sourire.* A onze ans, il écrivait et jouait avec ses camarades, à Lunéville, près de Nancy, une adaptation de *la Belle et la Bête,* d'après le film de Jean Cocteau.

Aujourd'hui, après quatre années de son ministère, si peu de choses ont changé au plan des structures du théâtre pour enfants — six centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse avaient été créés en 1978, ils sont toujours six en 1985, — les moyens de ces centres ont été considérablement accrus.

A son arrivée au gouvernement en 1981, ils avaient reçu un peu plus de 4 millions de francs. En 1985, ils recevront 14,7 millions de francs, soit une augmentation de 260 %. Par l'intermédiaire de l'Office national de diffusion artistique (ONDA), les spectacles « enfance jeunesse » peuvent désormais bénéficier d'une aide nouvelle pour leurs tournées, aide qui ne dépasse pas 200 000 francs. Dans le cadre d'une action spécifique intitulée « Mémoire des lycées et collèges », plusieurs grands créateurs ont été invités à monter des spectacles à destination des adolescents dans les établissements d'enseignement secondaire. Au lycée Victor-Duruy à Paris, le Teatro autonomo di Roma a ainsi pu monter *Macbeth.*

Ces trois dernières années, dix-sept aides à l'écriture ont été accordées à des textes dramatiques à destination des enfants. Il faut rappeler qu'en 1983 un accord a été signé entre le ministère de la culture et celui de l'éducation nationale pour introduire l'enseignement du théâtre à l'école. Des ateliers d'apprentissage ont été mis en place, une option théâtre a été créée dans plusieurs établissements. A ce jour, quarante-sept compagnies professionnelles ont ainsi travaillé dans plus de quatre-vingt-dix établissements.

L'ensemble de ces actions ont permis de renouer de solides liens entre le jeune public et le théâtre. Jack Lang se félicite des succès, ces dernières années, de nombreux spectacles et du retour en faveur auprès des jeunes de l'opéra. Des exemples ? *« Beau succès que* David Copperfield, l'histoire du cochon, *de Savary, et aussi, pourquoi pas, que* le Bal de Pinchenat. *Beaucoup de travail a déjà été accompli et beaucoup reste à faire. A la dernière d'*Hernani, *à Chaillot, plus de la moitié de la salle avait moins de dix-huit ans. C'est ce public jeune qui est aujourd'hui la chance du théâtre tout entier. »*

B. R.

LE THÉATRE AUX ENFANTS

LES GARDIENS DE NOTRE GRANDEUR

par Hélène Cixous

A quoi pense et quelles sont les réflexions d'un écrivain qui « donne » un texte pour l'entendre jouer par des enfants ? Hélène Cixous : **« Quand nous étions petits, comme nous étions grands ! Mais nous le sommes encore chaque fois que nous allons au théâtre, sans arrière-pensée. »**

BASSOULS/RUSH

AU Théâtre de l'Est parisien (TEP), Gilberte Tsaï présentera du 7 au 22 juin *Turbulence* sur des textes de Michel Deutsch, Jean-Luc Nancy et d'autres ; le spectacle sera interprété par des adolescents de collègues du vingtième arrondissement. L'an dernier, Gilberte Tsaï avait tenté et réussi la même expérience avec des enfants pour *Celui qui ne parle pas.* Diverses écrivains comme Hélène Cixous avaient écrit des textes – pas pour enfants mais destinés à être dits, joués par des enfants. Ce spectacle avait été créé à Grenoble. A Marie de Grenoble, son interprète, Hélène Cixous confie ses impressions d'auteur-spectatrice.

« Est-ce que j'ai écrit (un texte) pour Marie ? Non. Et pourtant : oui. Marie est entrée dans mon texte. Elle s'est transformée en hirondelle, en jument, en dauphin. Elle a volé mon texte, elle l'a nagé, elle l'a chevauché. Et pourquoi ne l'aurait-elle pas fait ? Elle n'a pas peur. C'est seulement si une de ces grandes personnes qui ont perdu la foi, la joie, l'audace, le lui avait interdit, qu'elle aurait renoncé, et peut-être même fait semblant d'être aussi petite et bête et peureuse que la grande personne.

» Je ne sais pas si je « sais » écrire – pour – les enfants. J'écris seulement ; depuis le fond de mon cœur. Depuis le fond le plus ancien de ma vie le plus lointain, le plus frais. Y a-t-il un enfant là, au fond ? Mets ta tête sur ma poitrine, Marie, et écoute. Tu l'entends ?

» Seule toi, mon enfant, ma petite mère, peux me le dire. Je n'ai pas voulu me déguiser en enfant pour te séduire, ma chère Marie, ni en loup, ni en grand-mère. Ecoute, Marie, et dis-moi : est-ce que je fais encore partie du peuple des enfants ? Est-ce que ma langue ne vous est pas devenue étrangère ?

» Je ne vais pas mentir : je *« m'entends »* bien avec Marie, et avec les enfants, pour la plupart. Ma langue et leurs langues s'échangent bien. Nous nageons dans le même grand fleuve magique.

» La différence entre les enfants et moi c'est que je ne vis pas toujours dans le monde étincelant et peuplé de petits géants qui s'appelle l'enfance. Parfois, je sors du fleuve, et je vais habiter dans le désert des adultes, où ne poussent que maigres désirs timorés, où ne coulent que de pauvres ruisselets d'espoir. Mais je m'y ennuie, je m'y recroqueville, je suis malheureuse, je suis ratatinée : je suis une grande personne : je suis frappée de petite petitesse. Quel bonheur quand je peux m'échapper et revenir en courant dans l'Immense, chez les Rois ! En enfance, l'humanité est composée de Rois et de Reines. Tout est aussi grand que Dieu. Comme on respire alors ! On désire jusqu'au ciel. Et on ose jusqu'aux fonds fabuleux des mers. La langue aussi est infinie, luxueuse, libre. Les enfants n'ont pas peur. Ni des passions, ni des mots. Ils sont tellement plus grands que ce qui semble plus grand qu'eux. Les enfants sont les gardiens de notre grandeur. Ils sont notre mémoire et nos prophètes. Quand nous étions petits, comme nous étions grands ! Mais nous le sommes encore, chaque fois que nous allons au théâtre sans peur et sans arrière-pensée.

» Et là, comme si nous avions l'âme aussi puissante qu'à dix ans, en jouant, nous redevenons pendant quelques heures aussi téméraires et aventureux que lorsque nous étions encore les jeunes compagnons des Dieux. Au théâtre, nous sommes les amis de Marie et de Shakespeare. ■

TÉMOINS LUCIDES

DES bouilles extasiées, des yeux écarquillés dans lesquels se reflètent les feux de la rampe. Des menottes qui lâchent le cornet de glace pour applaudir, doigts écartés : c'est l'image classique de l'enfant au spectacle. Cirque, guignol, théâtre, cinéma. Le cœur des petits anges bat très fort quand le monsieur embrasse la dame, quand Cendrillon se transforme en princesse, avec une robe longue, toute brodée, plus somptueuse encore que celle de la panoplie réclamée au Père Noël.

Des boules puantes, des avions en papier qui atterrissent sur le plateau. Un chahut innommable couvrant la voix des acteurs. Des parents au bord de l'hystérie, essayant d'arracher de la piste où ils veulent jouer avec les trucs qui brillent des mômes hurlant leur rage. Quelques adultes rêvant de meurtre, tout au moins de ficeler les chers petits qui s'ennuient sur leur fauteuil et gambadent partout, tandis qu'un convoi d'ambulances emporte les artistes terrassés par la dépression.

Les enfants, c'est tout l'un tout l'autre. Ils ne sont jamais tièdes. Ils paraissent imprévisibles, parce que les spectacles qui leurs sont réservés sont conçus et organisés par des adultes que la conception et l'organisation absorbent, et qui ne se souviennent pas de l'instabilité inhérente à la nature enfantine. Inutile, cependant, de revenir à l'utopie soixante-huitarde du « théâtre pour et par », ça ne marche pas. Quand les enfants jouent entre eux, ils ont du génie. Dès qu'ils ont un public, ils se caricaturent.

Mais, à moins de souffrir d'une timidité névrotique, ils aiment sortir. S'habiller en dimanche, ricaner dans la file d'attente. Se faire donner 10 francs – rarement refusés par peur du scandale – courir derrière la vendeuse, acheter des esquimaux, des pop-corn, du jus d'orange en boîte de carton, avec une paille dont on se sert pour percer la lamelle d'aluminium. La grande vie, quoi. Surtout si, après le représentation, on peut aller embrasser les acteurs, toucher les marionnettes, humer l'odeur des lions, reconnaître les clowns qui ont retiré leurs faux crânes...

Une gifle de-ci de-là

Evidemment, aux sorties scolaires, l'atmosphère change. Les accompagnateurs, responsables de la discipline, se rabattent sur la grosse voix, les menace, une gifle de-ci de-là. Ce qui n'arrange rien, mais soulage un peu. Les enfants sont comme les chats. Ils décident quelque chose, rien ne saura les empêcher. Comme les chats, ils vivent l'éternité de la minute présente. L'avant et l'après sont hors de portée. D'où les sautes soudaines de comportements toujours excessifs.

A moins d'être dangereusement introverti, le petit d'homme exprime sans retenue ses sentiments. Témoin, ce gamin très bon genre qui, à une représentation, cinq minutes après le lever du rideau, se leva, voulut partir, déclara d'une voix claire et calme : *« J'aime pas parce que c'est moche. »* C'était définitif, et il avait raison.

A l'âge où ils ne font pas encore la différence entre leur vérité et celle des autres, les enfants, déjà, sont lucides. On ne peut pas les tromper. La télévision leur a appris ce qu'est l'image, ses couleurs, comment elle bouge, comment elle s'accompagne de musique. A regarder les spots publicitaires, ils ne s'étonnent pas de voir des jeans qui marchent tout seuls, un lave- vaisselle qui rit... Surtout, ils savent si on les aime.

Si ceux qui réalisent les spectacles – cinéma, théâtre, cirque, guignol – la télévision, c'est autre chose – si ceux-là veulent profiter de leur curiosité, de leur merveilleuse disponibilité ou s'ils ont calculé ce qui est censé leur plaire, leur faire du bien, les éduquer. Ou si, tout simplement, ils ont cherché leur sensibilité, leur plaisir, leurs désirs.

Pourquoi les enfants ont-ils adopté ET et hurlé de terreur aux Gremlins ? Le Petit Poucet du cosmos n'est pas moins hideux que les punkies dévastateurs. Et côté dévastateurs, les enfants n'ont rien à leur envier en définitive... Au spectacle, on joue en imagination avec des créatures fictives. Spielberg a offert le copain qui manque quand on a tout ce qu'il faut – de la pizza à la peluche, en passant par l'électronique. Il a offert l'impossible, l'extra-terrestre. Joë Dante pose des règles du jeu apparemment simples, mais trop difficiles à tenir.

Et voilà que les gentils animaux – qui pourraient être le hamster, le snoopy familiers – se métamorphosent en diables sarcastiques qui, en plus, se conduisent comme les aînés. Il *n'est pas sûr que Joë Dante* aime les enfants. On a en tout cas l'impression qu'il se sent en rivalité avec eux.

Si on veut des enfants dans la salle, ils doivent pouvoir trouver leur reflet sur la scène ou l'écran.

COLETTE GODARD.

MARCHANDE D'HISTOIRES

par Claude Morand

D.R.

OUI, je suis un auteur pour la jeunesse, même si je n'ai jamais été prof, et même si je n'ai pas d'enfants... Je suis seulement marchande d'histoires, souvent à la commande. Je n'écris *QUE* pour les jeunes, c'est mon goût !

– J'ai publié des contes, des comptines, des nouvelles et des récits. J'ai écrit une dizaine de pièces de théâtre, dont une adaptation très libre, *Ubu à Nancy*, commandée pour le Festival de théâtre populaire, en 1976. Ce fut ma seule tentative de théâtre de rue, et j'avais travaillé six semaines sur le terrain.

– La vérité, c'est que l'enfance me colle à la peau ! J'aime ses pulsions, sa violence, ses abandons, ses trahisons, ses interrogations sur l'amour, la mort, la solitude. Ce continent détermine une écriture équivoque et mystérieuse, liée à l'ambivalence, à l'ambiguïté, à l'éllipse. Surtout au théâtre où l'on ne dit pas ce qui se joue : l'écriture est minimale, sèche et poétique à la fois. Elle ne dévoile que des pistes pour provoquer l'émotion, toutes les émotions. Le rire en est une...

– J'écris dans tous les sens. *Phil et le crocodile* ou *Camille le chasseur de temps* sont des récits initiatiques étudiés en classe (et j'en suis fière), mais tout n'est pas publié. Il y a toujours un tabou sur la sensualité, dommage, et les mots difficiles sont bannis...

Un art à part entière

– Au théâtre, l'écriture est la parente pauvre, très pauvre. Le plus souvent, on prend un conte du passé, voire un mythe, ou le roman d'un écrivain célèbre. On le coupe en rondelles, on le tripatouille... Ce qui en reste, on l'habille, on le met en musique, on l'éclaire, on le « scénographie ».

– A l'arrivée, il y a tout pour séduire, sauf l'écriture. Je crois que cela écarte du théâtre une génération de poètes et d'écrivains, qui fuient ce piège. Pourquoi écrire pour les jeunes ? Pas pour la recherche, pas pour le plaisir, et même pas pour gagner sa vie...

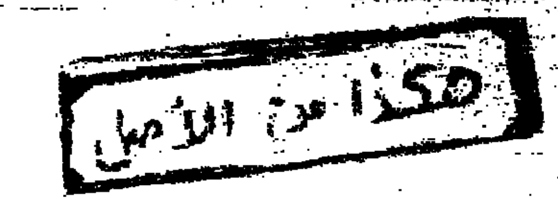
– En 1984, j'ai reçu l'aide à l'écriture du Ministère de la culture pour écrire *Baba Puzzle*, l'histoire d'une préhistoire future. Jean Gillibert, qui n'a jamais fait de théâtre pour les jeunes veut la monter, et Josette Boulva veut la jouer (après Athalie, après Phèdre, sic). La compagnie chorégraphique du Four solaire s'associe à l'aventure.

Début juin, nous présenterons aux enseignants et aux professionnels intéressés, huit jours de travail sur *Baba Puzzle*. Ce sera une simple mise en chantier, pour provoquer des partenaires coproducteurs. Gillibert, Boulva, Anne-Marie Reynaud, Jean-Pierre Capeyron, pour les dessins du décor et des costumes, peut-on affirmer davantage que le théâtre pour les jeunes est un art à part entière ?

– C'est le Groupe d'encouragement au spectacle qui produit cette première mise en espace, dans le cadre du projet « Auteurs contemporains et Jeune public ». Peut-être que nous ne parviendrons pas à produire *Baba Puzzle*, et que je rangerai le manuscrit (à côté de *Conversation avec un canard*), mais je continuerai d'écrire d'autres pièces ne serait-ce que pour être jouée en Allemagne, en Norvège ou en Suède.

● **Printemps 85 :** ***parution de la Vie sexuelle*** **chez Nathan, deux albums pour 6-9 ans et 10-13 ans. A paraître :** ***Contes pour 4 ans*** **et un troisième album destiné aux 2-5 ans, toujours chez Nathan.**

● **Création 1986 :** ***l'Enfant-piège***, **un opéra-ballet pour la compagnie du Four solaire, commandé par Anne-Marie Reynaud.**



هكذا من الأصل

LE THÉATRE AUX ENFANTS



HISTOIRES

ÇA GROGNE A AUBERVILLIERS

par Stéphane Durand-Souffland

Christian Richard, responsable des spectacles pour enfants au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, veut imposer un « vrai » théâtre pour le jeune public. Contre le cache-misère des spectacles dits « tous publics » qui ne sont souvent que des œuvres pour adultes, dégradées et moralisatrices.

CHRISTIAN RICHARD, trente-sept ans, est depuis 1976 responsable des spectacles et des animations pour enfants au théâtre de la Commune d'Aubervilliers, un des six centres dramatiques pour la jeunesse. Il nous parle du jeune public au moment où les activités qui lui sont destinées sont « gelées » à Aubervilliers.

« Qui est votre public ?

– Tout d'abord, sachez que la notion de « jeune public » est très vaste, puisqu'elle englobe des enfants et des adolescents de deux à vingt ans. C'est leur première rencontre avec le théâtre qui est déterminante. Depuis 1936, 90 % des spectateurs font leur choix par le truchement de l'école ou du comité d'entreprise : s'ils commencent par la « grosse cavalerie », des spectacles à large budget comme ceux de Chantal Goya ou de Dorothée, ils réclameront ce genre de prestations par la suite ; et, même si les places sont chères, les parents s'inclinent car ils se *distraient aussi. Il vaut mieux parler* de « spectacles familiaux ». Et comment prendre ensuite goût au théâtre pour enfants, avec ses moyens limités : peu de comédiens, de décors, de publicité ?

– Justement, à qui s'adressent ces spectacles ?

– *Qu'il* s'agisse du répertoire classique adapté, du café-théâtre ou des marionnettes, les mieux lotis ont entre six et douze ans ; les plus mal servis ont moins de trois ans et plus de quinze.

– Comment vous situez-vous par rapport au cinéma ?

– Les enfants se sentent beaucoup plus proches du cinéma : ils y vont seuls. A Aubervilliers, un samedi sur deux, ils ont leur séance. Ils considèrent le théâtre comme un dinosaure. Avant le film, ils ont vu l'affiche : ils savent à quoi s'attendre. Alors que, quand leurs parents les emmènent au spectacle, ils ignorent s'ils vont au théâtre, aux marionnettes... et ils n'aiment pas ça.

– Vous parliez tout à l'heure de certains gros budgets...

– Ils sont rares. Nous manquons de lieux, de moyens ; on survit trop souvent en parasite du « vrai » théâtre. Nous sommes les brebis galeuses de la profession. Combien de fois m'a-t-on dit : « A trente-sept ans, tu devrais enfin faire quelque chose de sérieux ». Ce ne sont « que » des enfants, on nous donne donc dix fois moins de moyens. Et, en cas de crise, on nous sacrifie : pas assez rentables...

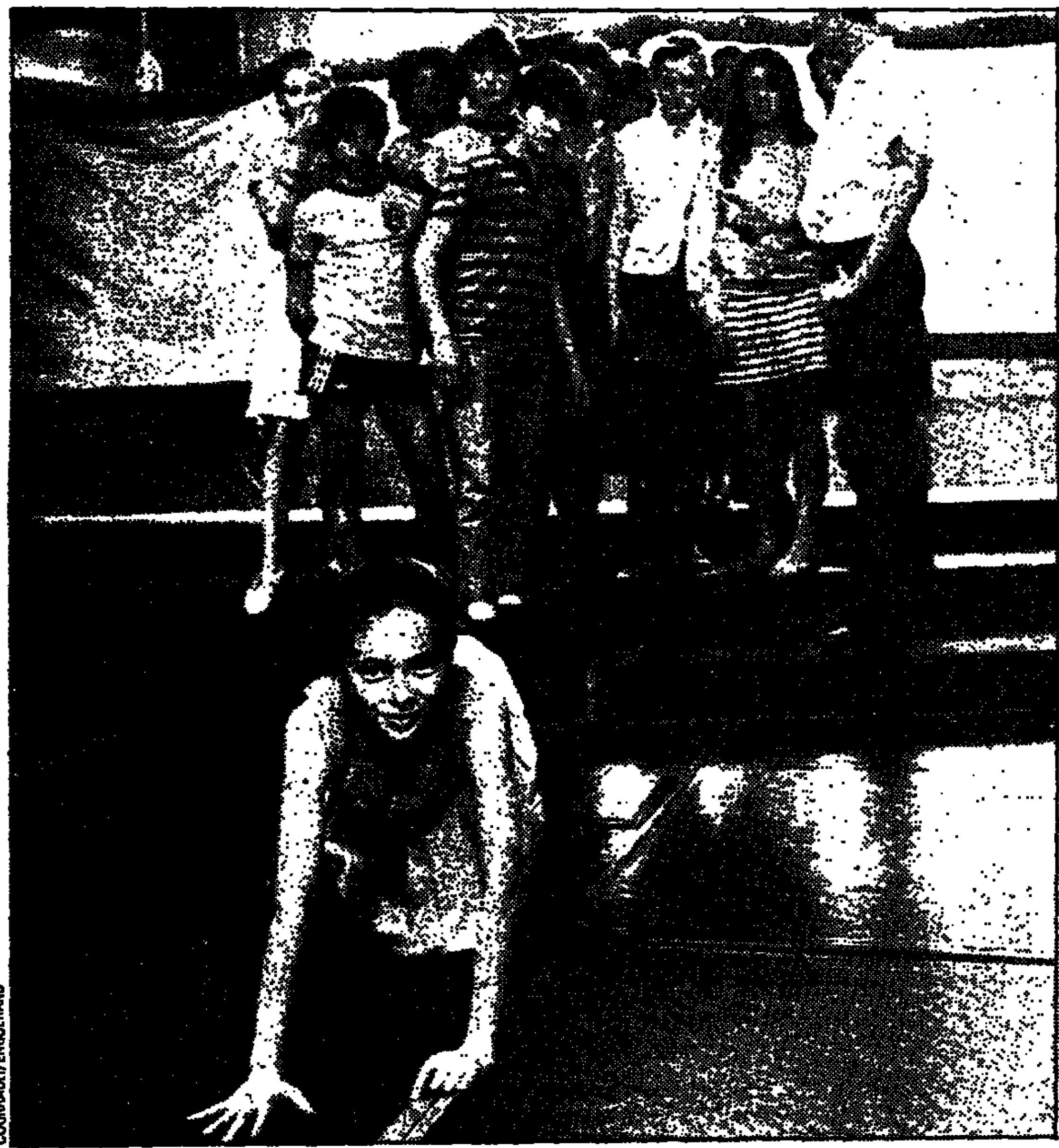
– N'est-ce pas pour cela que fleurissent les spectacles « tous publics »

– Si. Et pourtant, c'est une utopie, une solution de facilité. Ce sont des spectacles pour adultes, dégradés, bourrés d'artifices, moralisateurs. Les mômes ont la cervelle ramollie, ils acceptent le plus éculé à défaut d'autre chose. A Aubervilliers, nous nous sommes attachés à travailler pour des tranches d'âge réduites, à ne pas tomber dans le « tous publics » : on en paye les conséquences.

– Et quels sont vos rapports avec l'éducation nationale ?

– Ce ministère a toujours eu une attitude très protectionniste. Il supporte mal qu'on vienne dans les écoles : on pourrait y corrompre le *« matériau humain »*. On nous laisse illustrer les classiques, pas en travailler le contenu. De toute façon, je ne suis pas partisan de la « pédagogisation » à outrance. Je cite souvent un article de Bernard Raffalli, qui écrivait que le théâtre pour enfants ne devait être *« ni utile ni tributaire de l'école »*, mais rester une forme d'art matière à réflexion. »

Aujourd'hui, à Aubervilliers, on s'oriente hélas ! vers le « tous publics ». Mais Christian Richard ne s'inquiète pas outre mesure : il sait qu'il a raison d'espérer le retour inévitable des créations dignes d'un public qui peut être exigeant, pour peu qu'on sache l'y aider. ■



COURAULT/ENGUERAND

Turbulence, de Gilberte Tsaï, au Théâtre de l'Est parisien. Une des grandes affiches de juin.

J EAN NOËL a quarante-sept ans. Instituteur, il est détaché de l'éducation nationale en 1971 pour assumer la responsabilité de l'unité jeune public de la Maison de la culture du Havre. A la veille d'un changement de direction, il dresse le bilan de quinze ans d'activité.

« Comment votre unité s'est-elle intégrée au sein de la maison de la culture ?

– Sans problème. Depuis sa création, en 1961, la maison de la culture du Havre s'est occupée du jeune public. En 1971, je n'ai fait, à la demande du directeur de l'époque Bernard Mounier, qu'organiser des activités qui existaient depuis dix ans. Et je n'ai jamais été l'objet d'ostracisme ou de discriminations d'aucunes sortes, mes projets ont toujours été examinés avec sérieux, comme les autres.

– Quelle est votre politique ?

– Nous avons une politique triple : diffusion, création, formation. Pour ce qui est de la diffusion, nous accueillerons au Havre beaucoup de spectacles que nous avons vus et appréciés : de septembre 1980 à aujourd'hui, quarante-sept compagnies ont donné deux cent-trente-six représentations : danse, marionnettes, musique. En matière de création, nous élaborons des spectacles comme *l'Enfant*, de Jules Vallès, adapté par Catherine Delattres, qui partira en tournée nationale dès le mois d'octobre. Quant à la formation, nous organisons des stages destinés aux enseignants : cinq cent quatre-vingt-quatre journées depuis 1980, qui ont soulevé l'enthousiasme : on refuse du monde !

– Comment choisissez-vous les spectacles ?

– Nous partons du principe suivant : quel que soit le public, les formes, les codes, sont identiques. Les signes de la lecture sont les mêmes pour tout le monde, mais on n'apprend pas à lire à un enfant comme à un adulte. C'est pareil pour le théâtre : seul le mode d'apprentissage varie. Beaucoup d'enseignants jugent les spectacles en fonction de leurs « prolongements pédagogiques ». Ce n'est pas vraiment notre propos. Nous, nous voulons confronter les enfants et les formes les plus diversifiées, les plus vivantes, de la création. Le plus important, c'est le plaisir. J'aimerais aider les enfants à développer leur esprit critique, à devenir de « bons » spectateurs. Si la plupart des spectacles sont donnés en temps scolaire, l'accueil est « normal » : contrôleurs, ouvreuses... Nous considérons néanmoins les élèves du lycée comme des adultes, soumis à la programmation générale, mais nous leur appliquons un tarif préférentiel ; ils ont pu voir ainsi, par exemple, le *Roméo et Juliette*, de Mesguish pour 25 F.

– Avez-vous des moyens à la mesure de vos ambitions ?

– La maison a un budget de 25 millions de francs : 15 % (900 000 F) vont à notre université ; c'est beaucoup. Mais il faut souligner que 40 % du public vient pour nos spectacles : nous recevons 400 000 jeunes par saison, la plupart venus de la périphérie du Havre, des quartiers les plus défavorisés. Et les troupes demandent en moyenne 10 000 francs par représentation.

– *Quels sont vos rapports* avec les enseignants ?

– Mon statut d'instituteur détaché permet à l'unité d'avoir avec l'éducation nationale des rapports privilégiés : on me fait confiance, je suis « de la maison », après tout. Nous sommes ouverts sur les écoles et les collèges – Catherine Delattres est également en relation permanente avec eux, et nous sommes appuyés par le rectorat et l'académie. Mais, et c'est plus rare, l'école s'ouvre sur nous : en cette fin de mois de mai, nous mettons à la disposition de cinq clubs de théâtre venus de différents établissements une de nos salles avec son équipement complet et les techniciens professionnels. Les enfants pourront ainsi créer leur spectacle de fin d'année dans les conditions réelles du théâtre. »

La nouvelle direction, le tandem Raoul Ruiz - Jean-Luc Larguier, qui doit bientôt entrer en fonction, parlerait de supprimer l'unité jeune public. Une vieille loi du sport ne stipule-t-elle pas, pourtant, qu'on ne change pas une équipe qui gagne ?

Propos recueillis par
S. D.-S.

APPRENDRE A ÊTRE SPECTATEUR

LES GRANDES AFFICHES DE JUIN

EN ILE-DE-FRANCE

Turbulence, de Gilberte Tsaï. Du 7 au 22 juin. Théâtre de l'Est parisien. 159, avenue Gambetta, 75020 Paris. Tél. : 364-94-94.

Le Renard à la fontaine, de Carignou. Le 7 juin à 20 h 30. Centre culturel de la vallée de l'Yerres. Tél. : 948-38-06 (poste 47).

La partie commence à l'heure, par la Compagnie de la Pomme verte, dans le cadre du Festival du Marais. Du 20 au 28 juin à 14 h 30. Hôtel de Marle. 11, rue Payenne, 75003 Paris. Tél. : 271-82-20.

Le Petit Père Lapin, spectacle de marionnettes de Pierre Blaise. Jusqu'au 15 juin à 14 h 30, le samedi à 15 h. Théâtre national de Chaillot (grand foyer). Tél. : 727-81-15.

Elle est belle, opéra de Nicolas Frize et Jean-Louis Gros, interprété par les enfants des villes de Saint-Maur, Choisy, Champigny et Villejuif, les chœurs de Radio-France et l'ensemble 2 E 2 M. Le 31 mai à 20 h 30 au Théâtre Paul-Eluard de Choisy-le-Roi ; le 13 juin à 21 h au Théâtre Gérard-Philipe de Champigny ; le 20 juin à 21 h au Théâtre Romain-Rolland de Villejuif. Renseignements : ADIAM, 686-87-37.

A LYON

Les Pieds nickelés à l'Opéra, par le Théâtre de la Carreraie. Du 11 au 14 juin à 14 h 30. Théâtre des Célestins. Place des Célestins, 69002 Lyon. Tél. : (7) 842-17-67.

Robinson et Crusoé, par le Teatro dell'Angolo. Du 10 au 14 juin, à 14 h 30. Théâtre de l'Ouest lyonnais. 5, rue des Aqueducs, 69005 Lyon. Tél. : (7) 825-70-21.

LAISSE BÉTON, ANTIGONE

GHISLAINE DUMONT vient de la danse. Depuis dix ans, elle est l'âme du théâtre-école de Pantin. Une expérience à peu près unique en France ; Jérôme Deschamps a un temps mené la même au Théâtre des quartiers d'Ivry. Ce sont, au 2 *bis* de la rue Sadi-Carnot, dans une vraie école, et avec l'aide de la municipalité, deux petites salles très bien équipées pour le travail théâtral et même pour certaines représentations.

Simplicité janséniste mais aussi impression d'un engagement passionné de tous. Ici, adultes, enfants, viennent toute l'année trois heures par semaine, faire du théâtre. Et les plus sérieux, les plus ponctuels, ce sont bien sûr les enfants.

L'an dernier, la classe des adolescents a travaillé commme elle l'a voulu, mettant en forme ses propres fantasmes, et ce fut *Histoire macabre* : on est passé d'obsessions très sombres, par une sorte d'exorcisme, à un spectacle franchement burlesque. Cette année, Ghislaine Dumont a proposé à ces mêmes adolescents plusieurs textes classiques, pour voir. Réactions d'abord négatives. Les classiques : l'horreur. Puis on a commencé par s'intéresser à *Iphigénie*, de Racine : l'histoire du sacrifice d'une héroïne. Et c'est finalement l'*Antigone* de Sophocle qu'on a retenue. Depuis, les séances d'improvisation ne cessent de se succéder. Les comédiens jouent tantôt Antigone, en qui tous se reconnaissent, tantôt Créon, car ils sont aussi Créon quelquefois et, même Ismène, qui leur semble idiote au début, mais qu'ils finissent par trouver très vraie avec son amour de la vie.

On viendra au texte après le travail d'improvisation. Tous ici ne sont pas destinés à devenir comédiens. Loin de là. *« Mais le théâtre, c'est vraiment eux, leur choix*, dit Ghislaine Dumont. *Les parents font faire à leurs enfants du piano, de la danse. Ce sont des données bien établies de l'éducation bourgeoise depuis le dix-neuvième siècle. Mais personne ne va dire à son enfant : « fais du théâtre ». Certains parents ne sont pas du tout ravis de ce choix. Mais pas toujours dans les milieux les plus populaires. Ainsi pour Giovanni, fils d'un maçon italien au chômage, qui ne trouve pas bizarre la passion de son fils pour les planches. C'est étrange, c'est un peu comme si, par le théâtre, Giovanni retrouvait ses racines oubliées, son italianité. Le rôle du prof : tout juste donner à ces jeunes comédiens les moyens techniques pour aller au bout de ce qu'ils veulent dire. »*

Certains, à partir de cette expérience, se contenteront d'aimer le théâtre et de savoir y goûter leur plaisir, ce qui n'est déjà pas si mal. D'autres, venus enfants au théâtre-école, comme Philippe Valet ou Jean-Pierre Teillet, sont aujourd'hui comédiens à la Compagnie de l'Ourcq dont Ghislaine Dumont est également directrice. La compagnie a obtenu en 1983 le prix Charles-Dullin avec *Album*. Ils ont joué dans *West End C°*, pour les adultes, et ils jouent *Je, te, mis en construction*, pour les tout petits, d'après un très beau livre de Janosch : un spectacle subtil, aux éclairages raffinés, qui joue sur les mots, avec des matériaux nobles. Anne Le Moal en a réalisé les masques, Jean-Baptiste Manessier a dessiné les décors. Pour les comédiens, la différence des publics est illusoire. Jouer pour les enfants, pour les adultes : il n'est question que d'une seule et même chose, d'art théâtral.

B. R.

● *Ghislaine Dumont*, 35, rue Lépine, 93500 Pantin. Tél. : 844-83-28 et 873-41-37.

LA LARME DE JEAN-RO

par Pierre-Robert Leclercq

FRANÇOIS MARTIN était fier de Jean-Ro. Il le disait volontiers. Et avec une telle passion que l'interlocuteur – un parent de passage, une relation de travail, un inconnu illustre ou pas – insistait pour le voir.

Ce n'était pas toujours possible dans l'immédiat, Jean-Ro était très entouré et avait beaucoup de travail, mais François Martin s'était réservé un moment quotidien pour être seul avec sa fierté et, si leur visite correspondait à ce moment, l'inconnu, le parent ou la relation pouvait voir Jean-Ro ; et même parler un peu avec lui.

Sauf d'un beau-frère qui tenait à honneur de n'être étonné par rien, pas même par un Jean-Ro, il n'y avait pas d'exemple d'une relation, d'un inconnu ou d'un parent qui ne fût séduit, voire bouleversé, par la conversation, qu'elle portât sur la philosophie de l'histoire, le dodécaphonisme, le jeu des plateaux de la balance du commerce extérieur, l'origine du vers libre, la nécessité de la chimiothérapie pour le traitement des schistosomiases ou les records des derniers Jeux olympiques, car Jean-Ro, ouvert à tout, ne se contentait pas d'être érudit, il était aussi cultivé.

François Martin, qui guettait sur les visages les signes de la séduction, voire du bouleversement, disait : *« Je suis fier de mon enfant. »* Les autres répondaient : *« Il y a de quoi ! »*, et posaient des quantités de questions. Selon l'interlocuteur, elles étaient pertinentes, imbéciles ou banales ; dans tous les cas, une tombait, inévitable : *« Pourquoi ce nom ? »* François Martin souriait et, avec plus ou moins de précision, expliquait pourquoi Jean-Ro s'appelait Jean-Ro.

La veille de la cérémonie, Jean-Ro n'avait pas encore son nom de baptême ; plus exactement, il en avait trop, chacun ayant son idée – on a ri longtemps d'un vague cousin qui, avant même la naissaince, et en souvenir d'une vieille tante résidant à Saclay, avait proposé Zoë ; François Martin s'était écrié : *« Mais ce sera un garçon ! »*, bien que rien n'imposât la certitude de ce sexe. Puis il laissa dire et s'emmêler les propositions. Nommer son enfant n'était pas son souci ; pas plus répondre aux railleurs qui lui rappelaient, avec ou sans méchanceté : *« Tu ne l'as quand même pas fait tout seul ! »* François Martin le savait bien, et d'ailleurs il n'hésitait pas à remonter très loin dans les générations pour remercier et glorifier tous ceux, connus ou inconnus, qui peu ou prou avaient permis qu'un jour fût... il fallut bien le baptiser !

Quelques instants avant la cérémonie, François Martin s'y décida. A l'assistance, il dit : *« Pour nommer mon enfant, j'ai choisi six lettres, l'initiale de chacun de ces noms : Odhnen, Jahnz, Aiken, Eckert, Neumann et Remington. »* Il y eut un silence et deux remarques. D'abord qu'il n'y avait pas un seul français parmi ces six – on entendit : *« Grand-père Bollée valait bien oncle Jahnz, et sans tonton Pascal il n'y aurait pas eu cousin Odhnen »* ; ensuite que Ojaenr, c'était imprononçable.

François Martin ne releva pas le nationalime hors propos de la première remarque mais précisa que l'ordre des lettres était sans importance – il tenait toutefois à ce qu'il y eût quelque part un trait d'union, symbole du lien obscur mais efficace qui, à travers les siècles, rattachait les membres de la grande famille dont le plus récent fleuron était O.J.A.E.N.R.

On joua un instant à l'anagramme, et le champagne coula pour le baptême de Jean-Ro.

Extérieurement, Jean-Ro était semblable à ses semblables. Son matériel et son logiciel ne différaient apparemment pas de ce que l'on avait connu jusqu'alors ; il avait, lui aussi, son entrée des informations, ses mémoires et ses unités de sortie, mais où il devenait très original, ce n'était pas seulement par sa taille – à peu près le volume d'un paquet de Gauloises – c'était surtout par ses bits (qui sont, comme chacun sait, l'unité d'information contenue dans le choix entre oui et non) et par ses octets (dont nul n'ignore qu'il s'agit de l'unité d'information occupant généralement huit bits).

François Martin pouvait être fier. Depuis que l'homme demandait à la machine de calculer, de se souvenir et de penser pour lui, aucune n'avait donné autant de satisfaction à son créateur. Et tous les Moreland, Wiberg, Odhnen, Pascal et autres Napier, François Martin les aurait voulus là, qu'ils admirassent Jean-Ro, ses mémoires holographiques, à plasma, ferroacoustiques et à bulles magnétiques. Certes, Jean-Ro n'atteignait pas le million de milliards de bits que peut enregistrer le cerveau humain – enfin, quelques-uns ! – mais son ensemble neuronique était tel que Cyber-202, son frère aîné d'Amérique, semblait à côté de lui un bien petit enfant au syllabaire.

La naissance de Jean-Ro ne passa évidemment pas inaperçue. A Saint-Nom-la-Bretèche, où il résidait, vinrent, de tous les points de la planète, des gens du nucléaire, du spectacle, de la météo, de l'édition, du Loto, de l'astronautique, de la politique... pour lui demander comment Hd + 4r pouvait, avec Cn – 6, donner (K – e) + B ; remplir l'Olympia avec un ringard, suspendre des nuages de neige au-dessus du Sahara, faire d'un poète génial un best-seller, évaluer la fréquence de sortie du 13, atteindre Uranus sans se heurter à Hygica, estimer la longévité du président frais élu...

Jean-Ro ne chômait pas. Mais non plus ne rechignait au travail, parfois jusqu'à effrayer son père qui pourtant en était, lui aussi, un bourreau. François Martin n'oubliera jamais cet après-midi où Jean-Ro, littéralement assailli par deux délégations de partis rivaux désireux d'enfin savoir le signifiant des mots majorité et minorité, la lampe jaune du Cogitus vira au vermillon cependant que la verte du Déductus tremblotait tous les mauves du lilas au zinzolin. Jamais l'esprit de Jean-Ro n'avait été confronté à un tel problème. Mais, malgré son épuisement, il donna tout de même les définitions demandées, qui depuis font autorité. *Majorité : plus un. Addition de minorités. Ainsi avons-nous les majorités majoritaires de la majorité, les minorités minoritaires de la majorité, voire les minorités qui seraient minorités dans la minorité et deviennent majorité parce que minorités de majorité. Minorité : moins un. La minorité a ses majorités, mais les majorités de la minorité, tout en pouvant être majoritaires par rapport aux minorités de la majorité, restent minoritaires par rapport à l'ensemble des minorités de la majorité.*

François Martin avait eu très peur. Même quand il avait mis en clair les conclusions d'un congrès de critiques structuralistes, étudié l'influence du taoïsme sur la décoration des grottes de Dunhuang ou réparti équitablement les kHz aux radios libres, Jean-Ro n'avait eu à fournir un tel effort. Mais le Cogitus retrouva sa topaze, le Déductus sa belle clarté d'espérance et Jean-Ro ne garda nul traumatisme transistoriel de cette épreuve.

POUR François Martin, le meilleur moment de la journée était celui qu'il s'était réservé pour un tête-à-tête avec son enfant. Il lui glissait un bit d'intimité et ils avaient des conversations très terre à terre qui reposaient l'un et ravissaient l'autre. Ils aimaient ces bâtons rompus qui les rapprochaient et n'avaient pas la gravité exigée par la présence d'un tiers venant demander les chances de Zouzou Duplantin dans le Prix de l'Arc-de-Triomphe ou la vérification de V = q – n.

C'étaient de bons moment dont François Martin ne se souvient pas sans nostalgie. Non qu'aujourd'hui Jean-Ro se montre fils ingrat et distant, mais deux événements se sont produits qui ont légèrement changé – légèrement, mais changé ! – le ton des rencontres intimes.

Le premier, de loin le plus important, fut en cette fin de journée où François Martin, annonçant à Jean-Ro qu'il travaillait sur un nouveau modèle, vit la lampe rose du Sentitus trembler.

« Tu lui as donné un nom ?

– Pas encore.

– Tu choisiras des initiales de gratitude ?

– Peut-être.

– J'aimerais que ce fût une fille. Tu l'appelleras Yéla.

– Yéla ? C'est joli. Yéla... mais pourquoi Yéla ?

– Si tu ne le sais pas, moi je le sais ! »

De cette dernière réplique, le ton était à la fois goguenard et autoritaire avec ce gentil mépris propre aux adolescents qui apprennent à leurs parents ce qu'est la vie.

François Martin ne répliqua pas et cacha un trouble qui devait moins au ton de son enfant qu'au paternel dépit qui le conduisait à constater que Jean-Ro savait quelque chose que lui ignorait.

Le second événement est plus récent et plus grave. François Martin est toujours fidèle aux instants d'affection de la fin de journée, mais depuis quelques semaines – exactement depuis le 16 du mois dernier quand ils reçurent deux chefs d'Etat dont la nationalité reste secrète – il sent chez Jean-Ro une certaine réticence à l'épanchement, une espèce de distance qui lui donne parfois l'odieuse sensation d'être accueilli comme un étranger.

Après avoir dit les mots d'émerveillement et d'usage, les illustres visiteurs avaient posé à Jean-Ro quelques questions sur l'évolution de la Galaxie, la sculpture eurasienne qui était la passion de l'un et l'efficacité du sérum de juvenescence dont l'autre était curieux. Jean-Ro avait été brillant, et également quand, par jeu, ils lui avaient demandé l'extraction de quelques racines carrées et l'analyse du nº 10 de *l'Art de la fugue*.

Tandis que Jean-Ro détaillait les quatre voix en contrepoint double, François Martin avait eu le sentiment que ses illustres visiteurs ne prêtaient pas une grande attention aux virtuosités de Jean-Sébastien Bach. Il ne se trompait pas. L'avenir de la Galaxie et les acrobaties contrapunctiques ne leur étaient qu'amuse-gueule ; les présidents dont la nationalité reste secrète n'étaient pas venus pour ces futilités. Jean-Ro comparait encore la fugue nº 10 à la fugue nº 11 qu'ils l'interrompaient puis, de concert et de conserve, lui posaient la même question.

Dans le trois cent millième de seconde la suivant, Jean-Ro avait répondu : *« Estimation impossible »* et François Martin, toute la minute suivante, avait supporté de désagréables réflexions.

C'était la première fois que Jean-Ro prononçait le mot qui met la machine à la petite hauteur de l'homme. *« Impossible ! Mais ce n'est pas possible ! »* dit François Martin, et il resta paralysé sous les regards méprisants des interrogateurs. A l'adresse de son confrère, l'un d'eux murmura : *« Il n'y a pas de quoi être fier ! »*

Le pauvre père ne comprenait pas. Le laissant à son hébétude, déjà les illustres visiteurs s'éloignaient.

« Messieurs ! Je vous en prie...

– Nous ne sommes pas venus pour nous amuser.

– Une telle réponse, nous pouvions nous la donner nous-même !

– Messieurs ! »

C'EST alors que François Martin eut un de ces éclairs dont il est familier et que l'on dit de génie. Subrepticement, il glissa à Jean-Ro un bit d'intimité, qu'il parlât sans retenue.

« Messieurs ! Restez ! Reposez votre question. Je vous en prie.

– Si vous tenez à être deux fois ridicule ! »

Et, la question reposée, les demandeurs illustres eurent leurs réponses. En unité de cercueil, de scénario, de ville rasée et de poème patriotique, Jean-Ro leur communiqua toutes les conséquences du conflit qui les préoccupait ; des discours officiels (en nombre de mots) aux rentes des veuves (au centime près) il n'omit rien de ce que serait l'après-défaite de l'un qui ne serait pas l'après-victoire de l'autre. Les réponses tombaient, rapides, nettes, facilement ; le Déductus ne vira imperceptiblement au lilas qu'à l'instant du calcul des copulations nécessaires pour compenser le nombre des disparus et ne pas rendre trop bancale la pyramide des âges.

Il sembla bien à François Martin que Jean-Ro ne débitait pas ses réponses sur son ton ordinaire – on aurait dit qu'il les crachait comme un suspect soumis à la torture qui avoue – mais il ne s'attarda pas à cette comparaison alors jugée absurde, d'autant que les illustres visiteurs, radieux, se répandaient en remerciements pleins de chaleur.

« Vous pouvez être fier de votre Jean-Ro.

– Oh ! merci, merci...

– Oui, vraiment. »

Puis ils marmonnèrent chacun un proverbe de son pays qui, dans le nôtre, peut être traduit par : *« Le jeu en vaut bien la chandelle »*, et ne montrèrent plus d'impatience que celle de rejoindre au plus vite le green tout proche – golfeurs assez médiocres, aucun d'eux n'osa demander à Jean-Ro si les 41,2 mm de la balle anglaise étaient préférables aux 42,7 de la balle américaine. Ils se contentèrent de parler à François Martin de rough, de fairway, de spoon et de putter... et avec d'autant plus d'éloquence que, visiblement, il n'y comprenait rien. Il les écouta en donnant à ses yeux toutes les lueurs de l'admiration dont il était capable, car il savait qu'il n'y a pas plus grande joie pour un chef d'Etat que d'apprendre quelque chose à un savant.

François Martin les accompagna à leur voiture, reçut encore quelques compliments et, aussi fier qu'heureux, revint près de Jean-Ro. Il alluma une cigarette et jeta la première bouffée au ciel en sifflotant un air guilleret. Dans son esprit et dans son cœur étaient d'affectueux remerciements à l'adresse de Jean-Ro – aussi, en taquinerie, un petit reproche pour cet « Impossible » qui l'avait un peu humilié.

« Tu sais, je suis très... »

Et François Martin ne sut plus prononcer un mot. Le Sensitus de Jean-Ro avait perdu ce joli rose qui donnait au flanc gauche de sa silhouette parallélépipédoïde le teint d'une jeune fille en fleur. Tout ce flanc était pâle et, dessous, sur le support de marbre, il y avait une goutte d'eau.

« Jean-Ro !... Une goutte d'eau !... D'où vient-elle ? »

Nulle réponse, mais un peu plus de pâleur au flanc gauche.

« Jean-Ro !... Tu m'entends ?... Tu as été un peu rétif, tu as eu quelque difficulté pour le calcul des éjaculations compensatoires – entre nous, Napoléon résolvait le problème plus vite et avec plus d'humour ! – mais tu ne vas pas me dire que tu as transpiré ! »

Puis il sourit.

Nulle réponse, mais une définitive pâleur au flanc gauche et Jean-Ro éteignit son Cogitus, ce qu'il faisait quand il avait besoin de repos.

François Martin, recueillie la goutte sur une plaque de verre, courut à son laboratoire.

Liquide aqueux... alcalin... une teneur de 1,4 % de NaCl... pas de doute ! La goutte d'eau n'était pas une goutte d'eau.

C'était le 16 du mois dernier. Depuis, François Martin sent que Jean-Ro hésite aux épanchements. Oh ! il parle encore avec son père, il aime comme devant les bâtons rompus qui les rapprochent... mais le rose n'a pas tout à fait retrouvé sa jolie teinte de joue de jeune fille... mais il y a, dans le ton de Jean-Ro, des modulations où se mêlent tristesse et peur... mais entre eux il y a, versée après le départ des visiteurs illustres et conservée dans un tube de cristal, la larme de Jean-Ro.

FIN



NICOLAS GUILBERT

● Né en 1931 à Limoges, Pierre-Robert Leclercq est écrivain et auteur dramatique. Il a publié notamment *l'Enfant de paille* (Calmann Lévy, prix Thyde Monnier 1983), *Un bon citoyen* (La Table Ronde, 1985) et des études sur Bernanos.

TÉLÉFILM

L'ACTEUR DANS L'ÉCRAN DES CORDES

par Danielle Rouard

La boxe fait recette au cinéma « noir ». A Cannes, Ferrara, ex-champion de boxe, était au générique de Détective*, de Jean-Luc Godard. Le 25 mai prochain, TF 1 diffusera* Pas de vieux os*, réalisé par Gérard Mordillat. Le héros, Mat Querny — alias François Dunoyer, — est un boxeur traqué. L'acteur s'est entraîné au Red Star, dans l'île Saint-Denis.*

IL était une fois... Mat Querny. Un homme nu, avec ses seuls poings et sa tête pour se défendre. Ce boxeur a refusé de « *se coucher* » au cours d'un match. « *L'Organisation* » lui donne quarante-huit heures pour rembourser sa dette de 100 millions de centimes. Querny n'a pas de temps à perdre s'il veut sauver sa peau. Tel est le scénario de *Pas de vieux os* (1). Pour François Dunoyer, qui interprète Querny, « *on ne s'improvise pas boxeur* ». L'acteur décide de s'entraîner, pendant des semaines, au club Red Star. C'est dans cette salle de l'île Saint-Denis, chez José Jover (2), un nid à champions, que Ferrara fit ses armes.

Au Red Star... En culotte verte, poings gantés, mains bandées, François Dunoyer tape, retape, dans le sac lourd qui pend du plafond. Les bruits sourds résonnent dans le gymnase silencieux. La salle sent la sueur. Elle est pleine d'hommes en tenue, concentrés sur eux-mêmes et sur leur effort. C'est l'heure de l'entraînement. « *Remets, remets, gauche, gauche* » : sur le ring, le prévôt talonne l'apprenti boxeur, un jeune Maghrébin. Ce dernier esquisse, enchaîne le B-A-BA de l'escrime du ring. D'autres sautent à la corde. Il faut acquérir le souffle, des biceps puissants et de bonnes jambes pour avoir une assise : « *Dans la boxe, c'est comme dans la vie.* » Coups d'œil furtifs aux miroirs des murs...

Concentration et aisance corporelle

Tous ces boxeurs amateurs imaginent, visualisent même un partenaire fictif, leur donnant des coups qu'ils esquivent. « *Paf ! Paf !* » Sans arrêt. Ces gens se font un « *cinéma* » permanent. Pour un comédien, pour François Dunoyer, « *c'est extraordinaire. On fait le même métier. Il nous faut être le meilleur. Chaque fois. On se jette dans le vide, sur scène comme sur un ring. Il faut être naïf et fort en même temps. C'est comme l'amour. C'est impitoyable.* »

Entre François Dunoyer et ses compagnons de rencontre, au Red Star, le courant passe très vite. Certains apprennent que ce nouveau venu prépare un rôle. Ils se prêtent volontiers comme partenaires. L'entraînement de l'acteur ne doit, en rien, se distinguer de celui de tout amateur. « *Enfoiré, t'es doué* », lâche le prévôt. L'affaire est sérieuse. « *On ne met pas un poulain sur le terrain avant qu'il ait vraiment appris l'escrime des poings.* » Mais il n'y a aucune jalousie. Au Red Star viennent une majorité de « loubards », des immigrés, des « prolos ». Certains entrevoient la possibilité de décrocher une bourse de boxeur, plus élevée que le SMIC ou le TUC perçus au travail. Déjà, on se réjouit de gagner 200 francs dans un combat amateur, à Knokke-le-Zoute ou ailleurs, « *quitte à se faire défoncer la gueule* ». D'autres, au Red Star, sont des bagarreurs qui viennent se défouler : « *Mieux vaut la boxe qu'une fin de bal.* » Quelques-uns sont des amateurs éclairés. Pour tous existe le plaisir de pratiquer « *le noble art* ». « *Un bon match*, disent-ils, *c'est très beau. L'art et l'esquive. Un mauvais match, c'est de la boucherie.* »

Sur un ring, le boxeur ruse, joue au chat et à la souris avec son adversaire, il bluffe, et surtout il garde la tête froide. Son adversaire peut être plus fort, mais aussi plus bête : il sait le battre. Mais il lui faut la concentration, une sûreté de soi et une aisance corporelle que seul un entraînement acharné peut assurer. La frime, sur un ring, ne dure guère. La boxe est une école de vérité.

La boxe comme écriture

Selon Confucius, il suffit de garder les pieds au chaud pour avoir la tête froide. Mais Dunoyer interprétant Querny a eu besoin de l'école du Red Star. Querny, le héros fictif de *Pas de vieux os*, est un obstiné. Comme tout boxeur. Environné de fous, condamné par tous, il sait qu'« *il ne faut pas lâcher le morceau* ». Il doit garder la tête froide. Sourit-il ? Ce n'est pas de plaisir. Il évalue simplement son adversaire.

Le 25 mai, des millions de spectateurs regarderont intensément Querny qui occupera l'espace sur l'écran de télévision. L'acteur qui l'incarne doit savoir raconter l'histoire d'un boxeur. S'il ne sait pas boxer, il fera un « *bide* ». « *A la proportion de l'immensité du regard que lui donnent les spectateurs* », dit François Dunoyer-Querny. Mais il faut construire la dramaturgie. La boxe théâtrale n'est pas la boxe olympique. C'est une écriture.

François Dunoyer, comme beaucoup d'autres avant lui, a fait l'apprentissage de ce langage particulier. « *Si vous donnez un coup de couteau dans le dos d'un homme, vous avez intérêt à ce qu'il ne vous voie pas. Vous le faites très vite. Cela, c'est dans la réalité. Mais si vous procédez ainsi à l'image, on ne vous voit pas non plus. Et c'est raté. Il faut donc construire ce coup pour l'image. Pour cela il faut être maître de soi, physiquement.* »

Images et réflexes

Dans la dramaturgie, la façon dont on donne les coups, les coups eux-mêmes, doivent raconter une histoire. Celle qu'attend le spectateur. La manière dont Querny vise, agit, fait comprendre qu'il est pressé... Il n'a plus que dix-huit heures pour trouver les 100 millions qu'il doit rembourser à l'Organisation. Six heures plus tard... il ne donne plus ses coups de la même façon. Il lui reste si peu de temps pour sauver sa peau. Mais ses coups restent ceux d'un boxeur. Reins, abdominaux, épaules d'enfer : le buste seul pivote. Querny cherche à toucher son adversaire à la face. Mais sa garde reste bien fermée.

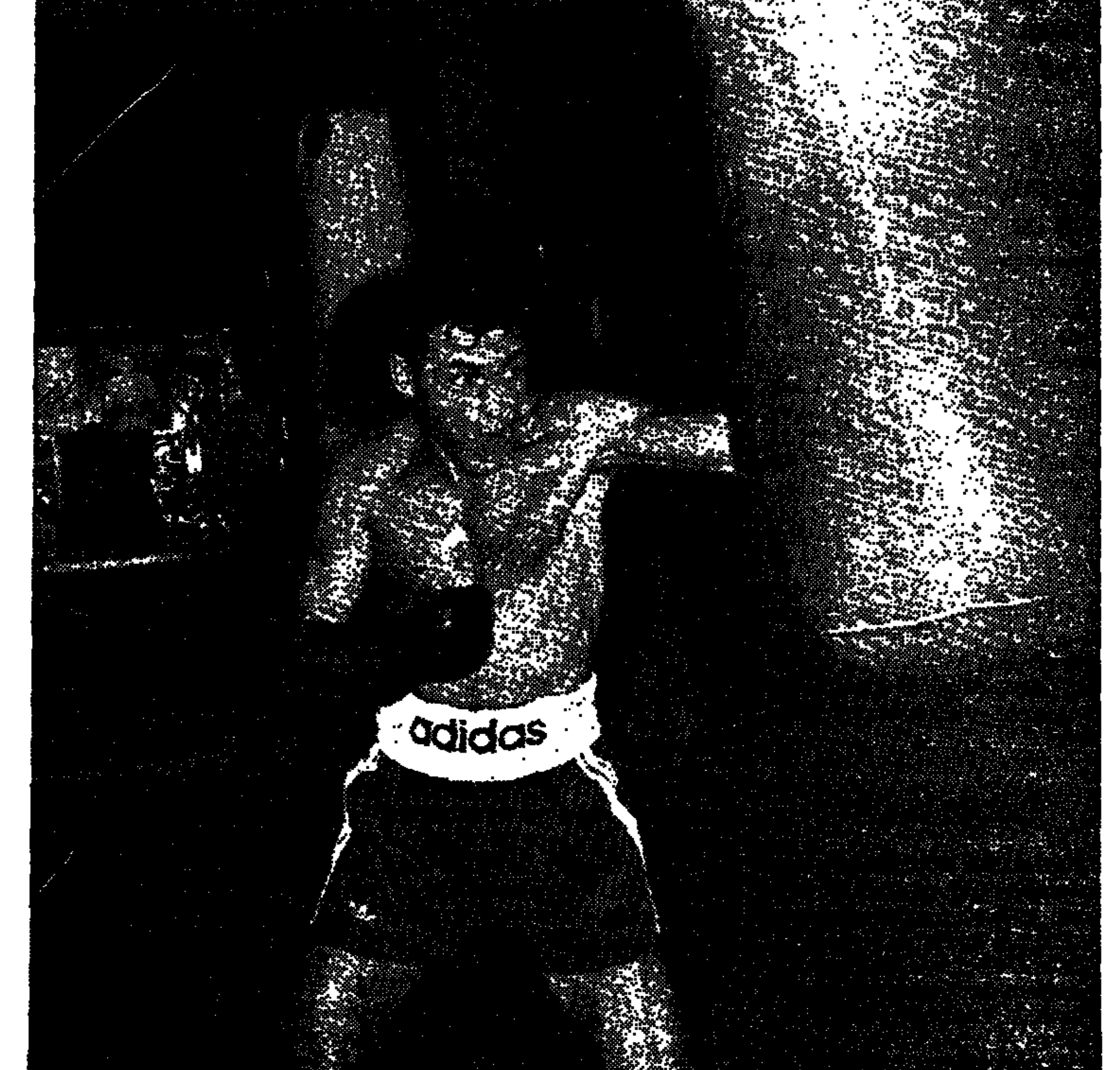
François Dunoyer, pour jouer Querny, le sait, grâce à l'entraînement au Red Star. Sur le plateau de tournage de *Pas de vieux os*, l'acteur garde en tête « *une veilleuse* ». Cela lui fait dire : « *Je suis un droitier. Mes deux épaules ne doivent jamais être face à ce qui vient, mais de profil, en garde. Car telle est la garde, en réalité, d'un boxeur. Avoir ces images en tête et ces réflexes est précieux pour construire l'histoire.* »

Le 25 mai, *Pas de vieux os* sera projeté sur TF 1. Mais François Dunoyer poursuit son entraînement au Red Star. Par plaisir. « *La boxe est une grande école d'humilité* ». Les premiers coups reçus ont fait réaliser au néophyte qu'entre « *se faire une idée de la boxe et boxer il y a un gouffre.* » Il croyait avoir compris. Mais non. Il « *remet ça* ». Et il reprend des coups. Il faut reposer l'ouvrage sur le métier.

« *Ces coups, que j'ai pris au Red Star, je veux qu'on me les redonne et ne pas les reprendre* », enrage François Dunoyer. Il lui faudra du temps. Les animateurs du Red Star ont offert à l'acteur la culotte emblème de leur club. ■

(1) *Pas de vieux os*, réalisé par Gérard Mordillat, avec Gérard Blain, Elisabeth Bourgine, Antoine Bourseiller, Christiane Cohendy, Claude Duneton, François Dunoyer, Sabine Haudepin, Yves Robert.

(2) Red Star, José Jover manager, Centre des sports de l'île des Vannes, boulevard Pagel, 93450 L'Ile-Saint-Denis. Tél. : 243-33-08.



G. AZENSTARCK

François Dunoyer à l'entraînement dans la salle du Red-Star. D'autres acteurs — célèbres — l'ont précédé dans des rôles de boxeur. Ci-dessous, de haut en bas et de gauche à droite : Kirk Douglas (« Champion », de Mark Robson), Burt Lancaster (« les Tueurs », de Robert Siodmak), Gérard Depardieu (« Vincent, François, Paul et les autres », de Claude Sautet) et Robert de Niro (« Raging Bull », de Martin Scorcese).



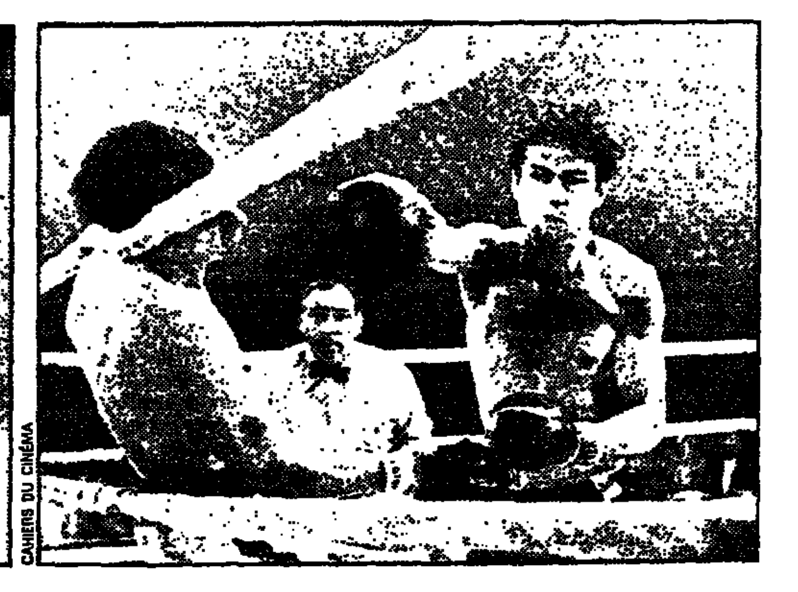
CAHIERS DU CINÉMA



CAHIERS DU CINÉMA



CAHIERS DU CINÉMA



CAHIERS DU CINÉMA

SAUVEGARDE DES SANCTUAIRES

LES ARTS DECORATIFS SORTENT DU TUNNEL

par Frédéric Edelmann

Le Musée des arts décoratifs s'installe dans ses murs neufs. Il était temps. Les toiles d'araignée commençaient à se voir un peu trop dans les salles de la vieille maison. Depuis les années 60, on entassait les collections dans un ordre peu convaincant. C'est fini. Le musée est sorti du tunnel.

L'UNION centrale des arts décoratifs devient l'Union des arts décoratifs (UAD). C'est plus simple et c'est plus joli, plus facile à faire passer à travers sigles et papiers à en-tête. La perte du caractère central ne relève pas, en effet, d'un excès de modestie, mais au contraire d'une nouvelle assurance : il est tellement évident que nous sommes centraux qu'il est inutile de le préciser. L'Union réunit le Musée des arts décoratifs, qui rouvre ses portes le 1er juin, le musée Nissim-de-Camondo, le Musée de la publicité et le futur Musée de la mode, en cours d'achèvement au pavillon de Marsan.

Le centre de tout cela est bien sûr le Musée des arts décoratifs dont l'origine remonte à 1864 : quelques banquiers et esprits de haut vol décidaient alors de rassembler les meilleurs meubles et objets produits par les siècles passés et d'en faire un exemple pour les artisans du temps, passablement enlisés, estimait-on, dans les hésitations stylistiques du Napoléon-III. Le résultat ne se fit pas trop attendre : le meilleur de la Belle Époque, l'Art nouveau, l'Art déco en sont très largement issus.

Le Musée des arts décoratifs, continuellement enrichi de dons et de legs, continua de prospérer jusqu'au début des années 60. Puis, malgré divers aménagements, la galerie Louis-XVI par exemple, en 1962, il commença de prendre des toiles d'araignée, au propre comme au figuré.

Les subventions de l'Etat – et donc une certaine dépendance – prenaient-elles une importance croissante ? Le public put avoir l'impression que l'art contemporain – sous ses meilleures formes – prenait le pas sur les arts décoratifs proprement dits. Aussi la réouverture se trouve curieusement être l'occasion d'un hommage à Dubuffet, mort le 12 mai dernier, et qui avait donné en 1964 sa collection personnelle au musée. Malheureusement pas celle de l'art brut, qui fut cependant présentée rue de Rivoli avant de gagner définitivement Lausanne.

MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS-PARIS

Le nouvel aménagement du pavillon de Marsan

Dubuffet au zénith

La donation Dubuffet se trouve maintenant tout en haut du bâtiment, juste sous les verrières qui inondent le musée de lumière naturelle. Un emplacement royal, à la hauteur des bureaux désormais affectés à l'équipe de M. François Mathey, le conservateur en chef. M. Robert Bordaz, président de l'Union, M. Daniel Janicot, délégué général, qui a supervisé la rénovation, ont encore actuellement leurs bureaux à l'entresol, dans des salles que le public retrouvera bientôt avec des expositions de contemporains.

M. Bordaz, éminemment présidentiel jusque dans l'expression d'une lombalgie qui rend hommage au caractère décoratif des sièges plus qu'à leur confort, rend également hommage à tous et à chacun pour cette grande aventure commencée en 1979, grâce à la loi-programme sur les musées. Il n'oublie pas le ministre tutélaire, M. Jack Lang, ni M. Claude Mollard, qui fit naguère ses armes aux Arts décoratifs avant de passer aux Arts plastiques.

Non, nous explique M. Bordaz, le musée ne sera pas rattaché au Louvre. Oui, il profitera des aménagements du futur Grand Louvre. Non, les collections de l'un et de l'autre ne seront pas rattachées. Non, nous ne perdons pas de place avec le Musée de la mode. Oui, nous aimerions avoir un petit morceau supplémentaire, à percevoir sur l'actuel ministère des finances. Sur toutes ces questions, M. Bordaz est politique. Il garde ses ressources d'enthousiasme pour le musée lui-même : comment on est passé d'un musée fermé, cloisonné, entresolé, *« presque un tunnel »*... à un musée ouvert à l'espace comme il est ouvert à la création, sous toutes ses formes. Espérerait-il retrouver l'esprit de 1864 et la manière de Renaissance que cela avait suscité ?

Suit la visite avec M. Janicot, d'une impeccable courtoisie, malgré les kilomètres parcourus depuis le matin avec les confrères journalistes, la télévision, la radio. *« D'habitude*, nous dit, un voile de fatigue sur la voix, Dominique Burkhardt, attachée de presse de l'Union, *c'est nous qui courons après les journalistes et les papiers. Depuis deux jours ils se sont réveillés, ça fait un drôle d'effet.* » Et comme le ministre de la culture doit inaugurer le musée avec quelques jours d'avance sur le public, on s'active à dépoussiérer ce qui ne l'est pas encore, on s'impatiente sur la venue d'un tapissier, on envisage de changer des marguerites, il est vrai assez fadasses, dans la chambre à coucher de Mme Pézieux (par Hector Guimard), à moins que ce ne soit dans les appartements de Jeanne Lanvin (par Armand Rateau).

Le choc des époques

Le détail du musée rénové passe aujourd'hui après la conception d'ensemble. 4 500 m² de surfaces ouvertes au public utilisées de façon véritablement ingénieuse. Les collections permanentes, qui partent du Moyen Age pour arriver aux années 80, entourent la grande nef centrale, entresolée et vouée aux expositions, comme celle, magnifique, d'Amado (jusqu'au 13 juillet). De la verrière zénithale au rez-de-chaussée, la lumière et le regard traversent aisément les oculi de la voûte et la passerelle intermédiaire.

Les galeries des collections permanentes profitent de la transparence. Chacune a sa muséographie propre, genre ancien (comme celle des galeries Louis-XVI, heureusement conservées en l'état, ou Louis-XIV) ; neutre, moderne et invisible pour le Moyen Age et la Renaissance ; efficace et aisément remodelable pour un XXe siècle à la postérité encore difficilement mesurable ; reconstitutif pour le XIXe ; et, comme s'il s'agissait d'un siècle en soi, glorieux pour l'art déco et l'art nouveau.

Tout n'est pas d'une exceptionnelle modernité dans cette mise en scène : la modernité réside plutôt dans l'acceptation de la diversité, dans la confrontation de muséographies quelquefois opposées.

C'est ce qui est arrivé à l'architecture aussi, qu'elle touche aux structures ou qu'elle se fasse « d'intérieur ». Les matières, les époques ont été contraintes de s'accepter pour le meilleur et pour le pire. On a ressorti et retapissé les bonnes vieilles banquettes qu'affectionnaient les visiteurs fatigués du siècle passé pour contempler la « technostructure » (honnête mais bêtasse) de l'entresolement.

Un principe excellent : les visiteurs du passé sont obligés de passer par le contemporain. Mais il faut espérer que ceux du contemporain sauront gagner les étages du passé. Une idée et une réalisation remarquables : les salles de documentation, au cinquième niveau. Les objets et leurs techniques y sont regroupés par matière – ainsi du verre – chacune ayant ses espaces propres : objets exposés, centre de restauration, documentation...

Cela forme ainsi une sorte de rue, juste sous la verrière, où se lit assez bien le travail d'une équipe d'architectes plutôt difficile, elle, à définir : Daniel Kahane, avec le soutien de Jean Prouvé (mort depuis) et assisté par Bernard Fric et Jean-Noël Gris. L'ensemble a coûté 25 millions de francs, somme raisonnable au regard des grands travaux en cours ailleurs dans Paris. ■

STYLES XXe

UNE galerie expose à New-York, durant tout le mois de mai, les meubles de Jean Prouvé. L'œuvre aussi féconde que discrète de cet ingénieur-architecte, né avec le siècle et mort il y a juste un an, est regardée aujourd'hui comme le témoignage, audacieux et inventif, d'une époque qui a voulu asservir les matériaux industriels aux usages domestiques, sans s'imposer toutefois à la production de masse ni au goût dominant d'un public timoré qui se réfugie, plus volontiers encore ces derniers temps, semble-t-il, dans le confort du désuet et de l'anecdotique, dans le flou chaleureux des styles sans style.

« Votre pied de table est si parfait que je ne l'ai pas encore vu. » Ce *« summum du compliment pour un pied de table »*, comme le souligne son auteur, est adressé par Le Corbusier à Jean Prouvé en 1948. La recherche de la perfection, de la pureté des lignes, de la vérité des formes, aura été, dès les années 20, l'obsession de quelques-uns. Les plus intéressants et les plus sympathiques sont sans doute les artistes qui sont restés en marge du mouvement moderne, n'adhérant pas à son discours autoritaire et moralisant, totalitaire parfois, ces théorèmes qui voulaient, en gros, un homme nouveau pour habiter la nouvelle architecture de la vie quotidienne.

Avec l'audace d'esthètes-artisans, Pierre Chareau et Eileen Gray figurent parmi ces étoiles meconnues de l'avant-garde. Leur délicatesse les a retenus de céder à une prolixité dispendieuse, à un relâchement stylistique ; leur sensibilité les a contraints à ne jamais écarter de leur recherche le confort, la poésie, l'humour.

Les livres ont ceci de précieux qu'ils peuvent réparer les distractions de la notoriété : livres-myosotis, livres-forget-me-not. Différents en tout (épaisseur, luxe, prix) ceux que l'on vient de consacrer à Pierre Chareau et Eileen Gray éclairent avec netteté une période du goût contemporain vigoureusement réveillée par la mode récente et les travaux des jeunes stylistes du mobilier et de l'architecture, activités constamment liées dans le travail de ces créateurs.

D'Eileen Gray, Irlandaise installée à Paris, où elle mourra à quatre-vingt-dix-sept-ans, en 1976, on apprécie aujourd'hui les meubles et les sièges en métal plié, boulonné, riveté, soudé, « non conformiste » (c'est le nom d'un fauteuil) dessinés dans les années 20. Bien qu'imprimé à la diable, le petit livre qui ouvre une collection lancée par des architectes-éditeurs montre comment le meuble, dans ces années-là conduit à l'architecture, se confond avec elle ou la complète.

Pierre Chereau a droit, lui, à une magnifique monographie, un livre lourd, somptueusement illustré, savamment exhaustif, qui décrit l'itinéraire très particulier d'un étudiant en architecture devenu décorateur – ensemblier qui construira à Paris, rue Saint-Guillaume, en 1928, l'inclassable, inégalable « maison de verre ». Autant il s'attache, pour les meubles, à la douceur des matériaux, au classique des bois précieux, à la souplesse des lignes, à la mobilité (fauteuils-coques enveloppants, guéridons qui s'ouvrent en éventail), autant il osera créer pour la famille Dalsace un cadre de vie défiant les normes : accrochée à une charpente métallique très simple, qui reste partout visible à nu, une façade lisse, uniforme, plate, habillée de pied en cap de pavés de verre, qui diffusent à l'intérieur une lumière douce, apprivoisée, une lumière de maison sous la mer. *« Nous sommes l'équilibre, la logique et la pureté »*, déclaraient solennellement en 1932 les membres de l'Union des artistes modernes. Pureté non sans mystère, dans le cas de Chareau, non sans une ambiguïté poétique qu'énonce brillamment Kenneth Frampton en tentant une analogie très pointue entre la maison de verre et « la mariée mise à nu par ses célibataires même », que Marcel Duchamp avait emprisonnée dans le verre.

Mais les « modernes » ont plus souvent joué la franchise, la sportivité, et les surréalistes leur préféraient sans doute Hector Guimard, comme Salvador Dali, prenant violemment parti, en 1960, pour *« l'ornementation prophétique de Guimard contre le manque total d'érotisme des Le Corbusier et autres débiles mentaux de la bien triste architecture moderne »*. On sait aujourd'hui que Guimard valait mieux que l'art nouveau et que, derrière les arabesques aimables, s'exprime un souci de montrer la structure, de construire avec les matériaux de l'époque, sans les masquer, qui sera le credo de ses successeurs.

Un photographe colombien, visiblement amateur de Gaudi, s'est pris de passion pour Hector Guimard, adulé pendant quinze ans au tournant du siècle, délaissé dès la fin de la première guerre, ignoré ensuite au point qu'un André Malraux laissait démolir sans broncher le castel Henriette. Il l'a retrouvé au détour des rues d'Auteuil et de Passy. Ses images excellentes sont une démonstration sans phrases.

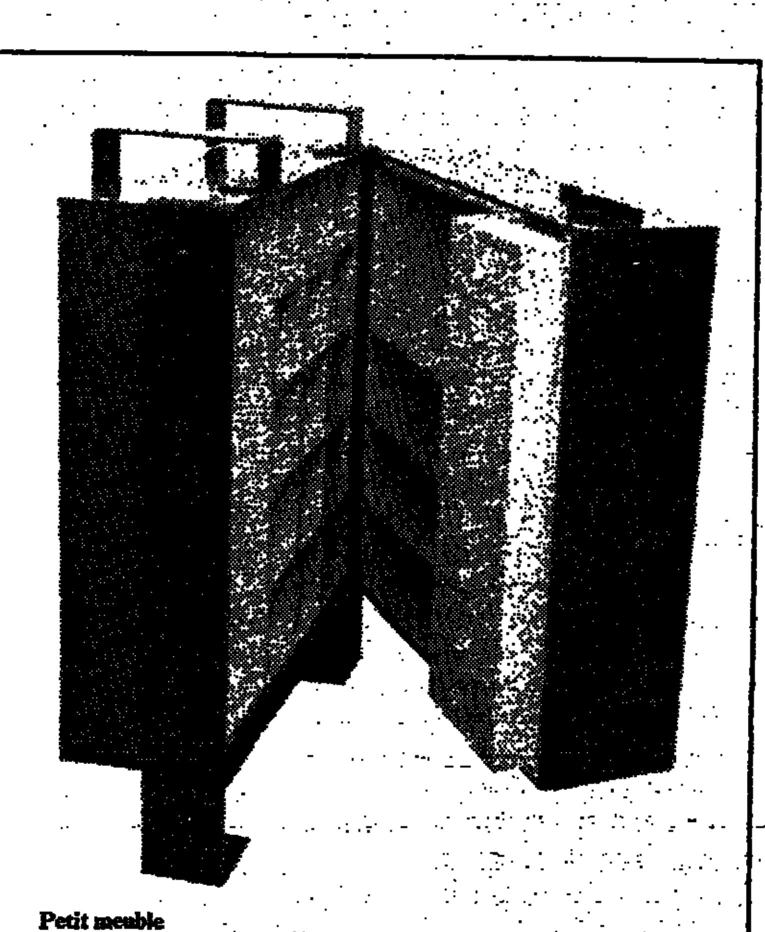
MICHÈLE CHAMPENOIS.

Jean Prouvé, Serge Mouille, Deux maîtres du métal, catalogue édité par A. et C. Counord, Paris, 230 F.

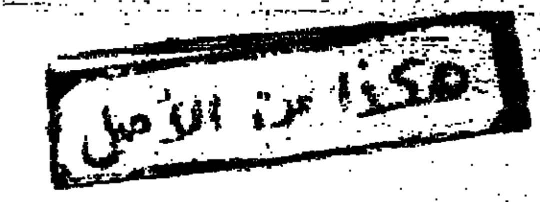
Eileen Gray, par Brigitte Loye, édité par Analeph J.-P. Viguier, 96 F.

Pierre Chareau, par Marc Vellay et Kenneth Frampton, édité par VIA et les éditions du Regard, 350 F.

Hector Guimard, photographies de Felipe Ferré, préface de Maurice Rheims, la Bibliothèque des arts, 650 F.



Petit meuble de rangement conçu par Pierre Chareau (1925) sur le principe de la malle-cabine.



هكذا من الأمل

SAUVEGARDE DES SANCTUAIRES

AU BON CŒUR DES MÉLOMANES

par Jacqueline Wesselius

A Amsterdam, le Concertgebouw a le plus urgent besoin d'argent pour rénover ses fondations. Dernière idée des défenseurs de l'illustre bâtiment pour parvenir à collecter les fonds nécessaires à la réalisation des travaux : la création d'une loterie nationale.

DANS les gares, les banques, les boutiques, les stations-service et à l'aéroport, partout la même invite : *« Jouez de concert avec le Concertgebouw. »*

Aussitôt, on se pose des questions. Veut-on que l'on s'enrôle dans le Concertgebouworkest, l'une des formations les plus réputées du monde? Est-ce une façon originale d'essayer de recruter le successeur de Bernard Haitink, chef en titre qui, après un quart de siècle de bons et loyaux services, quitte Amsterdam pour Londres ?

Tout le monde sait ici qu'il y a eu quelques moments très orageux entre Haitink et ses musiciens, que ceux-ci se sont, d'un coup de baguette magique, entichés d'un petit jeune plein de talent, Ricardo Chailly. On croyait pourtant la sérénité revenue : le vieux maître et son orchestre avaient fini par se quitter bons amis en se promettant même de se revoir le plus souvent possible.

Sur l'affiche apposée dans toute la ville, il n'est pas question de l'orchestre. Une photo nous présente la salle de concerts familière aux Néerlandais, déchirée par un éclair. Et c'est la salle elle-même qui s'adresse au passant pour l'inciter à participer à une loterie...

Centenaire, à trois années près, le Concertgebouw a le plus urgent besoin d'argent pour rénover ses fragiles fondations. Comme pratiquement toutes les constructions de cette partie de la Basse-Hollande, il repose sur une forêt de pilotis, très exactement deux mille cent quatre-vingt-six, longs de 12 mètres, enfouis dans le sol meuble. Des études récentes ont montré qu'ils ne suffisaient plus à garantir la stabilité de l'édifice et que celui-ci s'enfonçait lentement. A certains endroits, on a constaté un dénivelé de 18 centimètres et les murs se sont déjà fendillés.

Plusieurs raisons expliquent ce naufrage. La principale est le succès énorme de la salle. Lors de sa construction, en 1888, on prévoyait qu'elle accueille cinquante mille visiteurs par an. Ce nombre a depuis décuplé.

Pour fêter dignement le centenaire de la salle, sans courir le risque qu'elle ne s'effondre sur le public, il faut entreprendre d'urgence la réfection des pilotis. Un travail exploratoire a montré qu'on pouvait y arriver sans endommager le corps du bâtiment, sans même le fermer. Et puis certains ont pensé qu'on pouvait en profiter pour agrandir un lieu devenu exigu. Parmi les projets en court, on prévoit le rajout d'une aile qui ferait office, entre autres fonctions, de hall d'accueil digne de ce nom.

Le coût de ces projets est évalué à 95 millions de francs. Il n'est pas imaginable aux Pays-Bas de demander une subvention au gouvernement. Le Concertgebouworkest est certes subventionné, mais la salle qui l'abrite ne lui appartient pas. Juridiquement, le Concertgebouw est une société indépendante de droit privé qui loue ses installations et ses services à qui elle veut.

En ces temps d'austérité, le ministère de la culture grignote déjà la subvention accordée à l'orchestre, tout en augmentant son cahier des charges afin de rentabiliser au mieux les sommes investies. Le moment est mal choisi pour quémander une quelconque aide supplémentaire.

En pareil cas, les Néerlandais recourrent toujours à la même solution : la création d'une fondation. A sa tête, l'ex-PDG de la Shell, Me Wagner, toujours en quête d'activités pour occuper sa retraite et se servir d'un très bon carnet d'adresses.

La première fut celle de la ville d'Amsterdam qui, soucieuse de l'impact important d'un « monument » comme le Concertgebouw, a fait un don royal de 32,5 millions de francs. Plusieurs entreprises ont suivi, et la somme aujourd'hui recueillie avoisine les 75 millions de francs.

Un comité de soutien s'est créé où se bousculent les personnalités les plus diverses, dont le ministre de la culture Eelco Brinkman, oublieux de son désengagement premier. Présidé par le prince Claus, époux de la reine, il a fait appel aux médias, radios et télévisions surtout, pour qu'ils diffusent des spots publicitaires mettant en scène de nombreuses vedettes nationales.

Une Mercedes pour deuxième prix

Les promoteurs de ces actions ont eu récemment une idée plus rentable et plus spectaculaire : l'organisation d'une loterie nationale.

Les billets étaient en vente partout. C'était simple, pas cher (15 francs le billet) et cela devait rapporter gros. Premier prix : 280 000 francs. Deuxième prix : une Mercedes. Troisième prix : un voyage dans une des capitales de la musique (Vienne, Milan, Londres, New-York ou Boston). Tous ces lots sont bien sûr financés par les entreprises membres du comité de soutien.

Le tirage a eu lieu le 15 mai dernier. Il a été l'occasion d'un grand spectacle télévisé autour du Concertgebouworkest. La somme réunie par les quêtes et la loterie ne sera dévoilée qu'au début du mois de juillet lors d'un nouveau spectacle qu'on annonce déjà comme encore plus ambitieux. Placé sous la direction d'Antal Dorati, l'orchestre du Concertgebouw jouera la *Neuvième Symphonie* de Beethoven. L'ode à la joie devrait retentir dans tous les Pays-Bas et peut-être au-delà...

Dans tous les cas, on l'entendra parfaitement bien dans le bâtiment situé juste en face du Concertgebouw, le Rijksmuseum. Fleuron de la culture néerlandaise, ce temple de la peinture reçoit chaque année plus d'un million de visiteurs. Cette année, il sera, lui, vraiment centenaire. Construit par Cuypers, afin de recevoir les collections de Louis, roi de Hollande et frère de Napoléon, il fut inauguré à l'automne 1885.

Pour fêter son anniversaire, le Rijksmuseum a voulu s'offrir le plus beau de tous les cadeaux : un Rembrandt des années de jeunesse, daté de 1634, période de l'artiste notoirement sous-représentée dans les collections du musée. Ce tableau est le portrait de Haesje Van Cleyburg, femme d'un brasseur de bière, Dirck Pesser, dont le portrait, de Rembrandt également, se trouve au Los Angeles County Museum of Art.

Il semble impossible de réunir un jour les deux époux. D'autant plus que l'acquisition du portrait de Haesje a déjà coûté 27 millions de francs au Rijksmuseum après des transactions secrètes avec un marchand de tableaux mystérieux qui agissait pour le compte d'une organisation qui l'était tout autant.

L'achat du portrait de Haesje a suscité de nombreuses controverses. Certains trouvent le montant de la transaction trop élevé. D'autres estiment que l'œuvre n'est pas assez importante et ne suscitera pas un sursaut d'intérêt du public pour le musée. Enfin tout le monde regrette que le musée ait refusé de l'acheter il y a dix ans lorsqu'il fut une première fois mis en vente à un prix moindre.

Le tableau a été acheté par emprunt. Il faudra bien trouver le moyen de financer cet emprunt. Alors on a pensé à créer... une fondation, on a pensé en confier la présidence à... Me Wagner – qui a accepté – et on a lancé une vaste quête.

Le ministère de la culture a, cette fois-ci, consenti un geste généreux. Il a versé 10 millions de francs à la fondation. Les visiteurs du Rijksmuseum y vont aussi parfois de leur obole. Mais il faudra encore trouver 10 millions de francs.

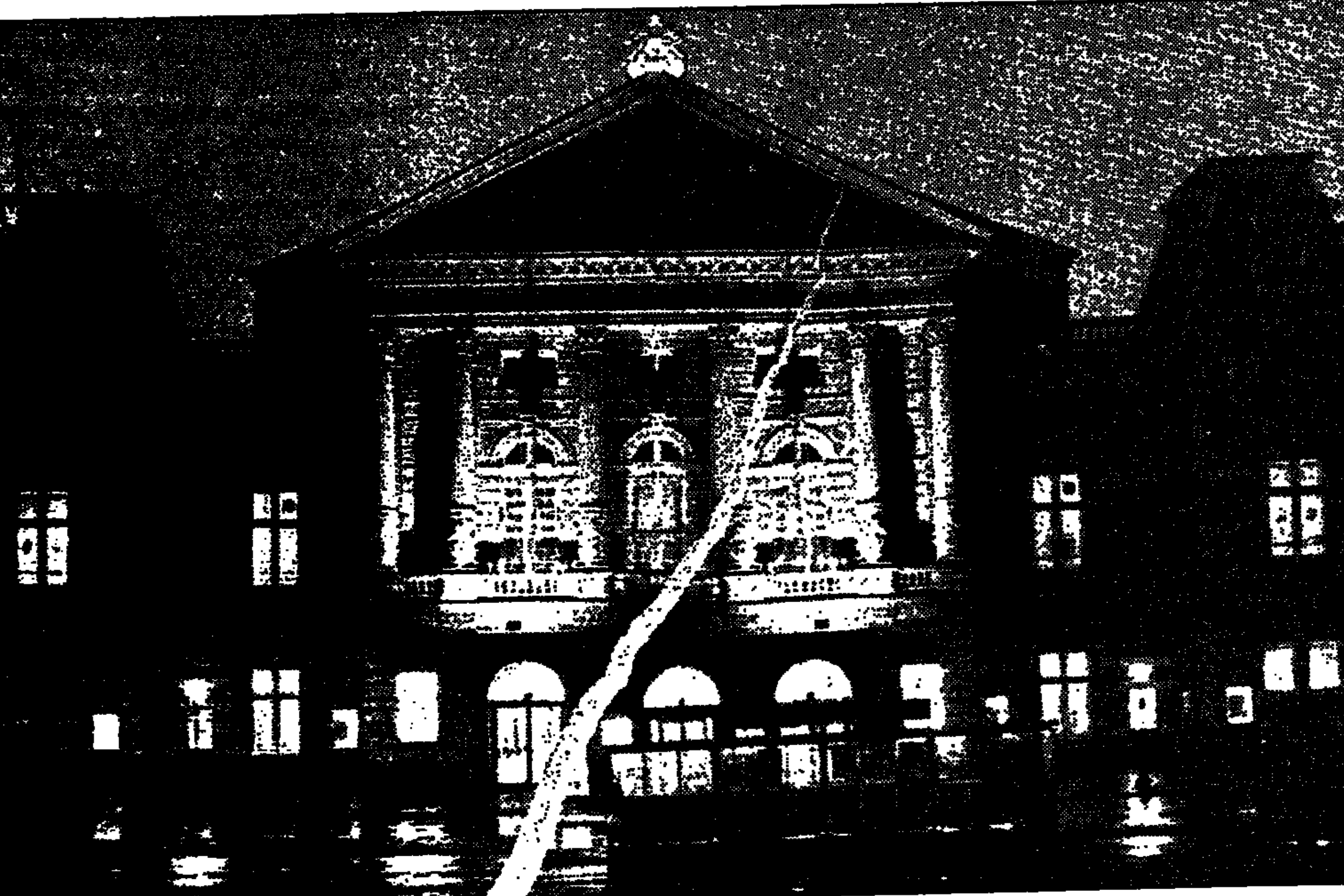
Tableaux vivants

Le Rijksmuseum a joué de malchance. D'abord il s'est fait surprendre par la concurrence d'en face, et ses actions d'aujourd'hui paraissent manquer d'ampleur. Ensuite, il a organisé un jeu télévisé à l'usage des étudiants en histoire et choisi une émission à caractère didactique et généralement fort peu regardée. Elle ne le fut jamais si peu puisque, en raison de la seule grève que la télévision héerlandaise ait connue depuis longtemps, elle fut déprogrammée.

Alors, à la va-vite, on a préparé une autre émission avec des tableaux vivants, un film, le tout étant relativement bâclé, diffusé à une heure de faible écoute et sans grand impact.

Pourtant, *« si la somme de 10 millions n'est par réunie, ce sera la catastrophe »*, a déclaré Me Wagner. Tout n'est par perdu. La campagne du Concertgebouw s'achèvera au début de l'été et le musée espère bien alors rassembler les énergies ainsi libérées.

Le Concertgebouw a décidé de faire graver dans la pierre, au-dessus de l'entrée, le nom des donateurs les plus généreux. Peut-être la création d'une galerie de portraits au Rijksmuseum stimulerait-elle la générosité d'éventuels bienfaiteurs ? ■



L'affiche-symbole de la loterie au profit du Concertgebouw : l'édifice est coupé en deux par un éclair.

PORTRAIT

KRASUCKI, L'HOMME-TOCSIN

par Patrick Jarreau

Œcuménique – par fonction – à la CGT, orthodoxe – par expérience – au Parti communiste, Henri Krasucki est parvenu, jusqu'à présent, à harmoniser ces deux registres. Mais l'habileté de celui qui avait « sonné le tocsin » contre la politique économique du gouvernement est aujourd'hui mise à l'épreuve par les reproches que lui adressent ses pairs de la direction communiste.

HENRI KRASUCKI mis en cause par ses pairs – René Le Guen et, surtout, Louis Viannet, membres, comme lui, du bureau politique du PCF, – mais aussi par un dirigeant communiste et cégétiste de moindre rang, Michel Warcholak, devant le comité central du Parti communiste ! Cette attaque contre le secrétaire général de la CGT, appuyée par Georges Marchais qui déclare que le terrain des luttes sociales possibles n'est « *pas bien couvert* » par la centrale ! Les cent quarante-deux membres de l'instance délibérative du Parti communiste, conviés à « *faire le point de la situation politique et de l'activité des communistes* », les 20 et 21 mai, ne s'attendaient probablement pas, dans leur grande majorité, à un tel scénario.

Henri Krasucki a pris la parole à deux reprises pour répondre aux attaques visant l'« activité syndicale » des communistes. Il a rappelé à ses censeurs les spécificités de l'action syndicale, la distance – l'« indépendance » – qu'elle doit garder par rapport à la lutte politique, sous peine de perdre son crédit auprès des salariés qui s'adressent à un syndicat, d'abord et souvent uniquement, pour défendre leur rémunération, leurs conditions de travail, leur statut ou, tout simplement, leur emploi. Imagine-t-on la CGT s'engageant dans un débat avec le Parti socialiste, c'est-à-dire contre lui ? On l'imagine, en effet, puisque c'est ce qu'elle avait fait dans la période qui avait précédé l'élection présidentielle de 1981.

Le résultat de cet engagement avait été doublement mauvais pour la centrale. En premier lieu, elle était apparue à la remorque du PCF et de son candidat à l'élection, Georges Marchais, dans une campagne qui tendait à l'échec de la gauche. Le revers subi par le Parti communiste avait partiellement rejailli sur la confédération. Celle-ci, en second lieu – les communistes étant entrés au gouvernement – s'était trouvée associée au pouvoir, ce qui lui offrait quelques avantages, mais l'obligeait aussi à libérer un espace vite occupé par d'autres, Force ouvrière principalement. Henri Krasucki souhaitait donc le départ des communistes du gouvernement, dès lors que celui-ci avait adopté une politique de rigueur, et la « resyndicalisation » de la CGT face à un pouvoir avec lequel elle n'aurait plus d'attaches politiques.

Cette évolution ne convient pas à la direction du PCF. Outre le souci de trouver une explication aux difficultés actuelles du parti, la mise en cause de la CGT traduit la volonté des dirigeants communistes – ou des principaux d'entre eux – de dégager un terrain d'action sur lequel ils puissent compenser la stérilité à laquelle ils se sont eux-mêmes réduits sur le plan politique.

Georges Marchais a dirigé ses attaques, au comité central, contre la CGT, mais aussi contre les élus, c'est-à-dire contre les deux domaines d'activité du PCF où subsiste une politique d'union. Le mode d'élection des maires, des conseillers municipaux, des conseillers généraux et, jusqu'à présent, des députés les rend dépendants des voix socialistes.

Faire une place aux socialistes

A la CGT, les communistes, prépondérants, doivent, malgré tout, faire une place aux socialistes et à d'autres « sensibilités », essentiellement unitaires. La direction communiste estime que sa stratégie pour les cinq ou dix ans à venir exige que la rupture se fasse aussi à ces deux niveaux.

S'agissant de la CGT, Henri Krasucki avait-il prévu cela ? Pensait-il que la « logique » de la démarche de la direction communiste irait jusqu'à mettre les syndicalistes communistes en demeure de chercher à « faire la différence » plutôt qu'à unir ? Car, si tel est bien le cas – et les débats du comité central le donnent à penser, – c'est vers quelque chose comme une réédition de la rupture de 1947 que l'on va. Certes, les socialistes sont moins nombreux, aujourd'hui, dans la CGT que ne l'étaient leurs prédécesseurs lorsqu'ils avaient fondé Force ouvrière, mais la première centrale syndicale française est-elle encore assez forte pour que ses dirigeants prennent le risque d'un pareil chambardement ?

Henri Krasucki, bien placé pour répondre à cette question, le fait par la négative. Il a rappelé à ses camarades de la direction communiste les normes de l'action syndicale, surtout dans une période de crise du syndicalisme. Quant au parti, a-t-il observé, il avait dit ce qu'il avait à en dire trois mois plus tôt, au vingt-cinquième congrès.

∴

« *Nous avons, en fait, atteint notre maturité de parti. Non pour être moins communistes, mais pour l'être mieux. Non pour être moins internationalistes, mais pour l'être mieux.* » Henri Krasucki s'approche ainsi, devant les trois mille délégués du vingt-cinquième congrès du PCF, réunis à Saint-Ouen, de la conclusion d'un discours dont il les avait prévenus qu'il serait long. Aucun bruit dans l'assistance médusée. La maturité du Parti communiste, réduit à 11,2 % des voix, sept mois plus tôt, aux élections européennes ?

Henri Krasucki le dit, et il le démontre. Il fallait faire l'expérience de l'alliance avec le PS, jusqu'au gouvernement, pour que tous les communistes comprennent ce qui les distingue des socialistes, pour qu'ils se convainquent du bien-fondé des choix de leur parti, y compris de ceux qui ont pu les heurter. Pour Henri Krasucki, tout se tient. Voyez la politique de François Mitterrand et vous comprendrez pourquoi il fallait rompre l'union de la gauche en 1977, mais aussi approuver l'intervention de l'URSS en Afghanistan en 1979, ne pas condamner l'état d'urgence en Pologne en 1981, soutenir la position soviétique sur les euromissiles en 1983.

Les autres, les battus, tous ceux que le Parti communiste a perdus en chemin, ce sont les « *moins* » communistes, « *moins* » internationalistes, les tièdes, pour lesquels Henri Krasucki n'éprouve que du mépris ; des communistes honteux, en quelque sorte. C'est cette dure leçon que le secrétaire général de la CGT administre à un congrès qui, pour la première fois, compte parmi ses délégués une proportion non négligeable de « contestataires ».

Ce que dit Henri Krasucki, un autre dirigeant du parti ne pourrait pas le dire de la même façon. Georges Marchais ou Charles Fiterman doivent au moins feindre de vouloir garder tout le monde dans la maison. Le secrétaire général de la CGT est membre du bureau politique, mais il n'a pas la charge du parti en tant que rassemblement de militants aux opinions ou aux « sensibilités » diverses. Il peut parler, lui, au nom du parti de toujours, et rappeler vertement leurs articles de foi à ceux qui seraient tentés d'en oublier certains. « *Nous avons commis le crime de nous lever avant le jour. Mais c'est à ceux-là que l'avenir appartient* », lance-t-il, lyrique, aux délégués.

XAVIER LAMBOURS

Il sera le premier à dire, après le tournant de la « rigueur », que l'on est « revenu à la case départ ».

Ce n'est pas seulement le vent de l'histoire qu'Henri Krasucki fait souffler sur le congrès. Il s'exprime pour la première fois, à cette tribune, avec l'autorité du patron de la première centrale syndicale française, poste auquel il a succédé à Georges Séguy en juin 1982. Or la direction de la CGT et ceux de ses membres qui siègent au bureau politique et au comité central du PCF ont joué un rôle important dans l'évolution récente de ce parti. Henri Krasucki, qui avait inventé la formule du « *bilan globalement positif* » des pays socialistes, n'est pas l'auteur du « *nouveau rassemblement populaire majoritaire* », et ce congrès n'est pas exactement le « sien », mais nul ne doute qu'il soit, lui, un des hommes-clés de ce congrès.

A soixante ans, « Krasu » est parvenu au faîte d'une carrière politique menée d'arrache-pied. Sa vie s'est faite dans le sérail communiste, où il est entré, à seize ans, par la résistance juive parisienne, la déportation, l'organisation clandestine dans les camps de la mort. Certains de ceux qui, comme Adam Rayski, l'ont connu à cette époque ne reconnaissent pas, dans l'homme d'appareil habile, travailleur acharné, inflexible et secret, le garçon brillant, attentif certes, mais aussi drôle et charmeur, qui, au retour de Buchenwald, animait les réunions du parti dans le dix-neuvième arrondissement. Qu'y avait-il de changé en lui lorsque, dix ans plus tard, en 1956, l'année même du rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline, il est entré au comité central du PCF ?

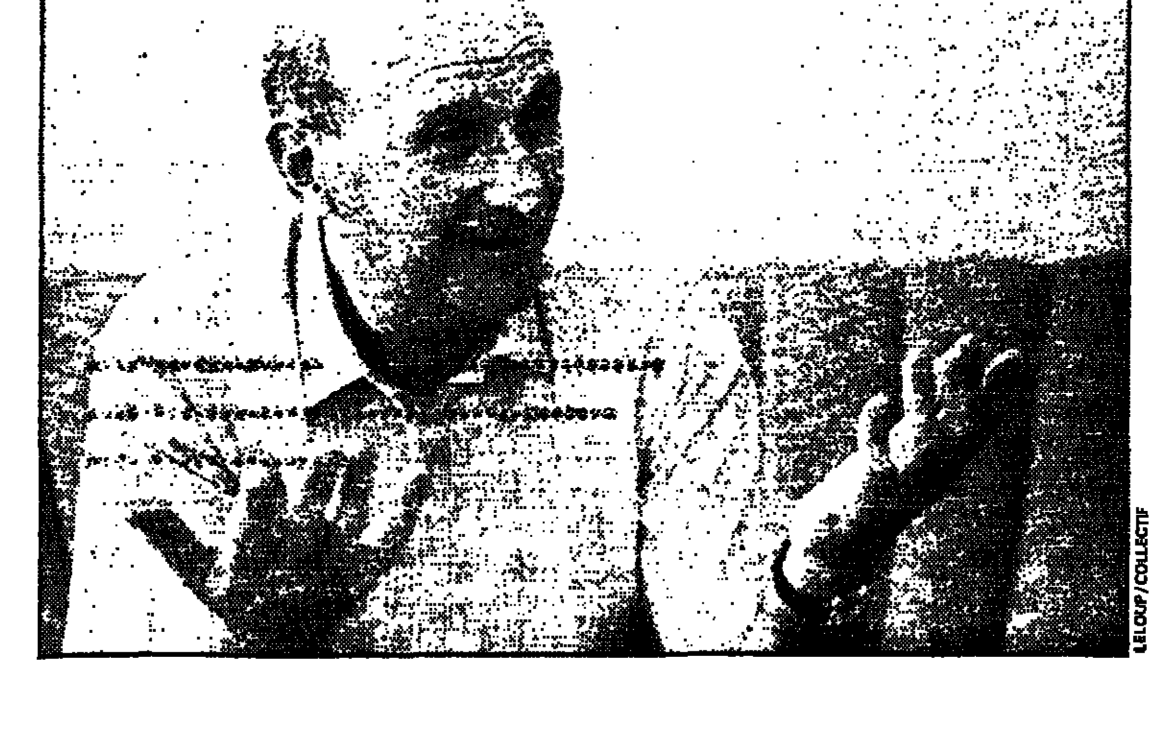
L'antisémitisme de Benoît Frachon

Dix ans encore, et Henri Krasucki, membre du bureau politique depuis 1964, manque, en 1967, le secrétariat général de la CGT. Benoît Frachon, qui se retire, dissimule à peine son antisémitisme. Cela a-t-il joué en faveur de Georges Séguy ? Henri Krasucki ne sera, pendant quinze ans, que le second d'une centrale syndicale à laquelle il semble se consacrer vingt-quatre heures sur vingt-quatre. La rupture de l'union de la gauche lui donne une chance, qu'il va saisir. Tandis que Georges Séguy défend le quarantième congrès de la CGT, congrès d'ouverture, face à une direction communiste qui le soutient de moins en moins, Henri Krasucki dirige, en 1979, l'action des sidérurgistes.

Au bout de trois ans, Georges Séguy cède. Il quitte le bureau politique du PCF, puis le secrétariat général de la CGT. Son rival, qui avait presque mis en place une structure de direction parallèle, devient l'interlocuteur syndical le plus redouté de la gauche au pouvoir. Ce rôle lui plaît. Il peut prolonger pendant plusieurs heures une conversation avec Jacques Delors pour plaider en faveur d'investissements publics dans les nouvelles technologies. Il peut négocier à 1 heure du matin, avec Pierre Mauroy ou avec Gaston Defferre, l'intervention de la police dans une usine occupée, Talbot à Poissy ou Citroën à Aulnay-sous-Bois. Il est à sa manière, pour le gouvernement, plus sûr que ses homologues de la CFDT et de FO, plus constantqu'Edmond Maire, moins roublard qu'André Bergeron.

Mais il sera, aussi, le premier à dire, après le tournant de la « rigueur », que l'on est « *revenu à la case départ* » ; le premier, aussi, à « *sonner le tocsin* ». Né en Pologne, d'où il avait fait rapatrier sa mère, en 1966, lors du déclenchement d'une grande campagne antisémite par les dirigeants communistes, il n'a jamais fléchi dans la condamnation du syndicat Solidarité. Il s'est chargé lui-même, en revanche, d'apporter à son ami Arthur Scargill, patron du syndicat des mineurs britanniques, les fonds recueillis en France pour soutenir ceux-ci dans leur grève.

Dans son bureau des nouveaux bâtiments de la CGT à Montreuil – pour le paiement desquels la centrale a dû lancer une collecte – Henri Krasucki se repose, parfois, en écoutant du Berlioz. Organisateur hors pair, négociateur tenace et précis, dirigeant autoritaire, il n'a rien à dire et ne dira jamais rien sur lui-même. ■



LELOUP/COLLECTIF

